

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR
LES PROCUREURS
AU
PARLEMENT DE BOURGOGNE
ET
CHARTES DE L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE
DE DIJON
de 1309 à 1320

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le vendredi 23 mars 1906, à une heure et demie du soir

PAR

Paul PARISOT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE DIJON

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

Président : M. CHAMPEAUX, *Professeur.*

Suffragants : { M. LOUIS-LUCAS, *Professeur.*
 { M. ROUX, *Professeur.*

DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

—
1906

A MON PÈRE

UNIVERSITÉ DE DIJON — FACULTÉ DE DROIT

ESSAI
SUR
LES PROCUREURS

AU
PARLEMENT DE BOURGOGNE

ET
CHARTES DE L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE
DE DIJON
de 1309 à 1320

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Soutenue devant la Faculté de Droit de l'Université de Dijon

Le vendredi 23 mars 1906, à une heure et demie du soir

PAR

Paul PARISOT

LAURÉAT DE LA FACULTÉ DE DROIT DE DIJON
AVOCAT A LA COUR D'APPEL



Président : M. CHAMPEAUX, *Professeur.*
Suffragants : { M. LOUIS-LUCAS, *Professeur.*
 M. ROUX, *Professeur.*

DIJON

IMPRIMERIE JOBARD

Place Darcy, 9

—
1906





Digitized by the Internet Archive
in 2026

OUVRAGES CITÉS

I. — MANUSCRITS

1° Archives de la Côte-d'Or.

- B. 1 (liasse), Chambre des comptes, ordonnances et mandements des ducs.
- B. 255 *ter* (reg.), Chambre des comptes, délibérations des procureurs.
- B. 11998 (reg.), Chambre des comptes, recueil de Peincedé, t. V, provisions de toutes sortes d'offices et actes y relatifs.
- B. 12069 (liasse), Parlement, ordonnances.
- B. 12070 (reg.), Parlement, délibérations (titres 25 et 36).
- B. 12071 *ter* (reg.), Parlement, délibérations.
- B. 12071 *octies* (reg.), Parlement, délibérations.
- B. 12151 (liasse), Parlement, procureurs.
- B. 12152 (reg.), Parlement, procureurs, registre de comptes.
- B². 101 (reg.), Bailliage de Dijon, délibérations des procureurs.
- G. 136 (reg.), fonds de Saint-Etienne, cartulaire, f^{os} 472 et suiv.
- G. 1171 (liasse), fonds de la Sainte-Chapelle, fondations.
- G. 1172 (liasse), fonds de la Sainte-Chapelle, fondations.
- G. 1206 (liasse), fonds de la Sainte-Chapelle, LXXVII, chapelle Saint-Yves.
- G. 1210 (reg.), fonds de la Sainte-Chapelle, chapelles, f^{os} 156 et 162.
- E. 2058 (liasse), titres de familles.
- E. *suppl.* 891 (liasse), titres de familles.
- L. 1534 (reg.), délibérations du Comité révolutionnaire du district de Dijon.

2° Archives de la ville de Dijon.

- B. 84, cote 107 (carton), affaires de préséance.
- B. 159 (reg.), délibérations de la mairie (1450-1452).
- B. 217 (reg.), délibérations de la mairie (1580).

- B. 232 (reg.), délibérations de la mairie (1595).
B. 233 (reg.), délibérations de la mairie (1596).
B. 380 (reg.), délibérations de la mairie (1746).
B. 426 (reg.), délibérations de la mairie (1782-1790).
L. 244 (reg.), tailles (1662-1663).

3^e Bibliothèque de Dijon.

- ANCIEN FONDS (A. F.), n^o 234, *Discours et harangues de Nicolas Brulart* (1657-1692). — N^o 311, *Correspondance de Brulart aux princes, ministres...* (1657-1692), 3 vol. — N^o 448 (1), *Mercur françois*. — N^o 456, *Table générale des édits, déclarations royales, lettres d'offices, enregistrés au Parlement de Dijon* (1476-1771), 3 vol. — N^o 459, *Registre de plusieurs choses mémorables qui se sont passées depuis l'institution du Parlement jusqu'en 1662*. — N^o 460, *Registres du Parlement de Dijon* (1641-1747), 6 vol. — N^o 461, *Recueil d'extraits des registres du Parlement*, 5 vol.
- FONDS BAUDOT, n^o 76, *Ordonnances et coutumes*. — N^o 83, *Journal et registre domestique de Pierre Genreau, procureur au Parlement*. — N^o 272, *Récit de la plus étonnante révolution arrivée en France depuis 1769 à 1774. La chute de l'ancien Parlement*.
- FONDS DE JUIGNIÉ, n^o 1, *Recueil d'arrêts du Parlement de Dijon* (28 juin 1687-13 octobre 1789), 7 vol.
- FONDS SAVEROT, n^o 1, *Extrait des registres du Parlement de Dijon* (1509-1622), 4 vol. — N^o 3, *Extrait des registres du Parlement de Dijon* (1515-1693), 6 vol. — N^o 4, *Recueil des délibérations secrètes du Parlement de Bourgogne au dix-septième siècle*, 1 vol.

4^e Bibliothèque de Troyes.

Mss. 206, ordonnances.

II. — IMPRIMÉS

- Affiches de Dijon ou Journal de la Bourgogne*, des 29 juin 1790, 8 et 23 floréal, 13 et 23 prairial an II, Dijon, Capel, in-4^o, Bibl. Dijon, 21187 (Milsand).
- Almanach du département de la Côte-d'Or*, année 1791, Dijon, Causse, 1791, in-8^o.
- BATAILLARD, *Les origines de l'histoire des procureurs et avoués depuis le cinquième siècle jusqu'au quinzième*, Paris, 1868, in-8^o.

- BATAILLARD et NUSSE, *Histoire des procureurs et des avoués (1483-1816)*, Paris, Hachette, 1882, 2 vol. in-8°.
- BEAUNE (Henri), *Le Palais de justice et l'ancien Parlement de Dijon*, Dijon, Lamarche, 1872, in-16.
- BONCENNE, *Théorie de la procédure civile*, Paris, 1837-1845, 6 vol. in-8°.
- BOUHIER, *Les coutumes du duché de Bourgogne avec les anciennes coutumes tant générales que locales de la même province et les observations de M. Bouhier, président au Parlement de Bourgogne*, Dijon, Augé, 1742-1746, 2 vol. in-folio.
- BOURDOT de RICHEBOURG, *Nouveau coutumier général*, t. II, Paris, Legras, 1724, in-folio.
- COCHIN (Aug.) et CHARPENTIER (Ch.), *La campagne électorale de 1789 en Bourgogne*, Paris, Champion, 1904, in-16.
- Coutumes générales et ordonnances des parlements du duchie de Bour goingne*, Dôle, Pierre Metlinger, 1490, in-folio.
- CUISINE (de la), *Choix de lettres inédites écrites par Nicolas Brulart à Louis XIV, Condé, Mazarin, Colbert... de 1657 à 1692*, Dijon, 1859, 2 vol. in-8°. — *Le Parlement de Bourgogne*, 2^e édition, Dijon, 1864, 3 vol. in-8°.
- DANCOURT, *Théâtre : Les vacances*, t. V, Paris, 1760, in-36.
- DELACHENAL, *Histoire des avocats au Parlement de Paris (1300-1600)*, Paris, Plon, 1885, in-8°.
- Délibération du 11 décembre 1788 de la Chambre du conseil de la ville et commune de Dijon et des différentes corporations du Tiers-Etat et requête au roi*, Dijon, Causse, 1788, in-4° (Bibl. Dijon, fonds Delmasse, n° 2186).
- Délibération des corporations du Tiers-Etat de Dijon du 22 février 1789*, Dijon, Causse, 1789, in-4° (Bibl. Dijon, n° 18805 (2), pièce n° 12).
- Discours prononcé au Parlement de Dijon, les Chambres assemblées, le 15 octobre 1788, par M^e Thevenin, syndic de la Communauté des procureurs à la Cour* (s. l. n. d.).
- DUMAY (Gab.), *Le Mercure françois*, publié dans les *Mémoires de l'Académie de Dijon*, 3^e série, t. IX, années 1885-1886.
- Essai sur la profession de procureur*, 1749, in-16 (sans indication d'auteur et de lieu).
- FABRE (Adolphe), *Clercs de la Bazoche*, Paris, 1856, in-8°.
- FOURNEL, *Histoire des avocats au Parlement et du Barreau de Paris depuis saint Louis jusqu'au 15 octobre 1790*, Paris, Maradan, 1813, 2 vol. in-8°.

- GARNIER (Joseph), *Correspondance de la mairie de Dijon*, Dijon, Rabutot, 1868-1870, 3 vol. in-8° (*Analecta divionensia*). — *Inventaire des archives de la Côte-d'Or, série B, t. VI, Parlement*, Dijon, Darantière, 1894, in-folio. — *Journal de Breunot, conseiller au Parlement de Dijon, précédé du Livre de Souvenance de Pépin, chanoine de la Sainte-Chapelle*, Dijon, Rabutot, 1866, 3 vol. in-8° (*Analecta divionensia*).
- GARREAU, *Description du gouvernement de Bourgogne, suivant ses principales divisions temporelles, ecclésiastiques, militaires et civiles*, 2^e édit., Dijon, de Fay, 1734, in-8°.
- GIRAUD, *Coustumes et stilles gardez ou duchie de Bourgongne avant la réformation desdites coustumes*, dans la *Revue de législation*, 1843, t. II, p. 292, et dans l'*Essai sur l'histoire du droit français au moyen âge*, Paris, Videcoq père et fils ; Leipzig, L. Michelsen, t. II, 1848, 2 vol. in-8°.
- GOUVENAIN (de), *Relation des fêtes données à Dijon, au retour du Parlement en 1763*, extrait du *Mercure dijonnais*, dans l'*Annuaire départemental de la Côte-d'Or*, Jos. Garnier, 1884, p. 458 et suiv., Dijon, Jobard, 1884, in-16.
- GUYOT, *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, t. XIII, Paris, Visse, 1784, in-4°.
- ISAMBERT, *Recueil général des anciennes lois françaises*, Paris, 1829, 29 vol. in-8°.
- LA ROCHE-FLAVIN (de), *Treze livres de parlemens de France*, Bourdeaux, 1617, in-folio.
- LAUNAY, *Résumé historique et biographique sur la Cour impériale de Dijon et les tribunaux qui l'ont précédée dans cette ville depuis la suppression du Parlement*, dans l'*Annuaire départemental de la Côte-d'Or*, Jos. Garnier, 1864, p. 359 et suiv., Dijon, Jobard, 1864, in-16.
- LOUIS-LUCAS (Paul), *Etude sur la vénalité des charges et fonctions publiques et sur celles des offices ministériels*, Paris, 1882, 2 vol. in-8°.
- LOYSEAU, *Œuvres*, dernière édition, Lyon, 1701, in-folio.
- MARCHES (A. S. des), *Histoire du Parlement de Bourgogne, de 1733 à 1790*, Chalon-sur-Saône, Dejussieu, 1851, in-folio.
- MARNIER (A. J.), *Ancien coutumier de Bourgogne* dans la *Revue historique de droit français et étranger*, 1857, t. III, p. 525 et suiv. *Mémoire pour la Communauté des procureurs de la Cour contre le sieur Chrétiennot*, Dijon, 1785, in-4°, Bibl. Dijon, n° 6578 (Milsand).

Mémoire pour la Communauté des procureurs au Parlement de Dijon, Dijon, Causse, 1790, in-4°.

Mémoire (second) adressé à l'Assemblée nationale par les procureurs au ci-devant Parlement de Dijon, Dijon, Causse, in-4° (s. d.), Bibl. nat. Lf. 42.

Mémoires de l'Académie de Dijon, 4^e série, t. IX, 1903-1904, extrait des procès-verbaux des séances, p. cxxi.

MICHELET, *Histoire de la Révolution française*, Paris, Imprimerie nationale, 1889, 5 vol. in-4°.

MILSAND, *Bibliographie bourguignonne*, Dijon, Lamarche, 1885, in-8°.

Moniteur des 12 août 1789 ; 17, 18, 19, 22, 23, 26 décembre 1790 ; 28 mars 1791 ; 7 et 25 brumaire an VI.

Observations générales des procureurs du Parlement, sur le projet d'un nouveau tarif de leurs vacations, Dijon, Causse, 1780, in-4°.

PALLIOT (Pierre), *Le Parlement de Bourgogne. Son origine, son établissement et son progrès*, Dijon, Palliot, 1649, in-4°.

PEIGNOT (Gabriel), *Notice exacte de toutes les personnes nées ou domiciliées dans le département de la Côte-d'Or, qui ont péri sur l'échafaud pendant le régime révolutionnaire (23 frimaire-9 thermidor an II)*, publiée par Milsand, Paris, Aubry, 1865, in-8°.

PICOT (Georges), *Histoire des Etats généraux de 1355 à 1614*, Paris, 1872, 4 vol. in-8°.

QUARRÉ, *Plaidoyez et harangues de M. Quarré, avocat général au Parlement de Bourgogne*, Paris, Pierre Lamy, 1658, in-4°.

Récit de ce qui s'est passé entre MM. les gentilshommes assemblés à Dijon et l'ordre des avocats de la même ville, Dijon, Causse, 1789, in-4° (Bibl. Dijon, n° 1508 [412]).

Recueil d'Arrests du Parlement de Bourgogne, contenant plusieurs réglemens pour les fonctions et droits des Officiers, Greffiers, Procureurs, Huissiers et Notaires des Provinces de Bourgogne, Bresse et Bugey, avec des observations sur lesdits Réglemens. — Et le Stile de la Procédure des Procureurs au même Parlement, Dijon, J. Ressayre, 1729 (l'ouvrage porte par erreur la date de 1719), in-32. — Une édition précédente avait paru, en 1724, chez de Fay, à Dijon.

Recueil des déclarations, édits, lettres patentes et arrêts du Conseil d'Etat du Roi, enregistrés au Parlement de Dijon (1666-1743), Dijon, Jean Ressayre, 10 vol. in-4°.

ROQUE (Gilles-André de la), *Traité de la noblesse*, Paris, Michallet, 1678, in-4°.

ROSSIGNOL, *Histoire de Beaune*, Beaune, 1854, in-8°.

- SÉLIGMAN (Edm.), *La justice en France pendant la Révolution* (1789-1792), Paris, Plon, 1885, in-8°.
- SERPILLON, *Code civil ou Commentaire sur l'ordonnance de 1667*, Paris, 1776, in-4°.
- TAINE, *Les origines de la France contemporaine*, t. I, *La Révolution*, 6^e édit., Paris, 1878, in-8°.
- TANON, *L'ordre du procès civil au quatorzième siècle*, dans la *Nouvelle revue historique*, année 1885.
- THIBAUT (Al.), *Traité des criées, vente des immeubles et des offices par décret, principalement suivant l'usage du duché de Bourgogne*, Dijon, Desventes, 1746, 2 vol. in-4°. — *Lettre en forme de dissertation sur le nouveau règlement du Parlement de Dijon, concernant les décrets*, Dijon, Desventes, 1749, in-4°.
- THOMAS (Alex.), *Une province sous Louis XIV. Situation politique et administrative de la Bourgogne (1661-1715)*, thèse, Paris, 1884, in-8°.
- Variétés historiques, physiques et littéraires*, Paris, 1752, 3 vol. in-12.
- VOLTAIRE, *Siècle de Louis XIV.*
- XAINCTONGE (Pierre de), *Discours et harangues prononcées au Parlement de Dijon par Pierre de Xainctonge, avocat du roi au Parlement*, Paris, Cl. Cramoisy, 1625, in-4°.
- WALLON (Henri), *Les représentants du peuple en mission et la justice révolutionnaire dans les départements en l'an II*, Paris, Hachette, 1889, 5 vol. in-8°.
-

TABLE DES SOMMAIRES

INTRODUCTION. — Impossibilité d'écrire une histoire complète des Procureurs au Parlement de Bourgogne, 1. — Intérêt de cette étude, 2.

CHAPITRE PREMIER. — *La représentation judiciaire en Bourgogne. Les procureurs aux Parlements de Beaune et de Saint-Laurent.*

La représentation fait son apparition au treizième siècle, 5. — Privilège de plaider par fondé de pouvoir, 6. — *Lettres de grâce du prince*, 6. — Avantages de la représentation, 8. — Des procureurs sont établis auprès des Parlements de Beaune et de Saint-Laurent, 8. — Institution du Parlement de Dijon, 11. — Suppression des *Lettres de grâce*, 12.

CHAPITRE II. — *Réception des procureurs. Leur rôle au Palais. Origines de la Communauté et de la Confrérie (1500-1620).*

Grand nombre de procureurs au début du seizième siècle, 15. — Ses causes, 15. — Les procureurs sont nommés par les présidents du Parlement, 15. — Tentatives de la royauté pour leur enlever ce droit, 16. — Réception du procureur, 19. — Enquête sur ses mœurs, âge, religion, 19. — Examen de pratique, 20. — Profession de foi, 21. — Serment, renouvelé chaque année à la rentrée de la Saint-Martin, 21. — Les procureurs prennent part à toutes les cérémonies où le Parlement se rend en corps, 23. — Costume spécial, 23. — Mépris de la part des membres du Parlement, 24. — Les procureurs ne sont cependant pas des gens méprisables, 26. — Leur rôle pendant la Ligue, 27. — Situations élevées de quelques procureurs, 31. — Le procureur au Palais, 31. — Son rôle dans la procédure, 32. — Origines de la Communauté des procureurs, 37. — Leur confrérie, 38.

CHAPITRE III. — *Les procureurs officiers royaux (1620-1680).*

Reprise de la lutte de la royauté contre le Parlement, 41. — L'édit de 1620 érige les charges de procureurs en offices, 41. — Il n'est pas exécuté, 42. — L'hérédité est imposée à tous les procureurs en 1640, 42. — Première grève des procureurs, 43. — Développement de la Communauté, 44. — Les procureurs se séparent des avocats pour avoir leur confrérie propre, 44. — En 1662, les lettres d'office sont imposées à tous les procureurs, 46. — Seconde grève, 46. — Trente charges sont supprimées, 51. — Lettres de provision, 51. — Le titre et la finance, 52. — *Procuratio ad resignandum*, 53. — Les charges de procureurs étaient-elles patrimoniales et héréditaires avant 1662 ? 53. — L'ordonnance civile de 1667 mal accueillie des procureurs, 55. — Difficultés avec les huissiers, 55. — Une nouvelle taxe d'hérédité, en 1672, est la cause d'une troisième grève, 56. — Celle-ci prend fin avec l'emprisonnement du procureur Genreau, 58. — Règlement de 1679, 59. — La persécution religieuse, 60.

CHAPITRE IV. — *Organisation définitive de la Communauté. Création d'une Bourse commune (1680-1760).*

1^o *Organisation définitive de la Communauté* : Rappel des débuts de la Communauté, 61. — Sa réorganisation complète en 1680, 62. — Modifications en 1702 et 1704, 63. — Petite Direction ou Direction des Douze, 63. — Grande Direction ou Direction des Trente, 63. — Rôle obscur de celle-ci, 63. — Choix des Directeurs, 66. — Leurs réunions, 66. — Attributions de la Direction, 66. — La Direction ne réussit pas toujours à empêcher les abus de procédure, 69. — Les procureurs et l'opinion : critiques et satires, 70. — Leur réhabilitation, 71.

2^o *Bourse commune* : Les nombreux édits fiscaux qui frappent les procureurs les poussent aux abus, 73. — La royauté responsable de ces abus, 73. — Les procureurs sont contraints d'établir entre eux une Bourse commune, 74. — Droits que l'on y fait entrer, 74. — Leur variation, 77. — Charges fort lourdes de cette Bourse commune, 77. — Ecrasement des procureurs, 78.

CHAPITRE V. — *Ruine des procureurs. Suppression du Parlement (1760-1790).*

Les procureurs vont être les victimes de la rivalité des Parlements et de la royauté, 81. — L'affaire de Varenne entraîne la retraite du Parlement pendant treize mois, 82. — Suppression de vingt offices en 1765, 83. — Elle coûte 50,000 livres à la Bourse commune et entraîne certaines modifications dans la Direction, 83. — Evaluation des offices en 1771, 85. — Vives inquiétudes des procureurs : le Parlement Maupeou, 86. — L'ancien Parlement est rétabli en 1775, 87.

— Réformes défavorables aux procureurs : extension des droits des Présidiaux, création des Grands Bailliages, 88 — Nouvel exil du Parlement, 89. — Les procureurs se jettent avec ardeur dans le mouvement révolutionnaire ; aux côtés des avocats, ils dirigent l'opinion du Tiers-Etat, 91. — Suppression du Parlement, 94.

CHAPITRE VI. — *Liquidation des offices (1790-1791).*

Les procureurs doivent être indemnisés de deux parties distinctes : la finance et la clientèle, 97. — Premier mémoire adressé par la communauté à l'Assemblée nationale, 98. — Deux projets de liquidation y sont proposés, 99. — Leur critique, 100. — Discussions à l'Assemblée nationale, 101. — Le projet Letellier est adopté, 101. — Son exposition, 101. — Critique, 103. — Second mémoire des procureurs de Dijon, 104. — Répartition des différentes compagnies de procureurs en trois classes, 107. — Les anciens procureurs au Parlement sont admis à postuler devant la Cour supérieure provisoire établie à Dijon en remplacement de la Chambre des vacations, 108. Responsabilité des procureurs dans ce changement, 108. — Le décret des 29 janvier-20 mars 1791 supprime les offices de procureurs, 109. — Les anciens procureurs au Parlement sont reçus en qualité d'*avoués* au Tribunal de district, 109.

CONCLUSION.

INTRODUCTION

Impossibilité d'écrire une histoire complète des Procureurs au Parlement de Bourgogne. — Intérêt de cette étude.

Nous n'avons pas la prétention d'écrire ici une histoire complète des procureurs au Parlement de Bourgogne. Pour accomplir une pareille tâche, il faudrait de toute nécessité avoir à sa disposition les registres de délibérations de ces procureurs. Ces documents de première importance ont malheureusement disparu (1). Aussi, ne faut-il voir dans les pages qui vont suivre qu'un très modeste essai, une simple esquisse, traçant, à l'aide de matériaux épars (2), les grandes lignes de l'histoire des précurseurs, au Parlement de Dijon, de nos avoués d'aujourd'hui, pendant les trois siècles qui ont précédé la Révolution.

(1) Nous possédons, au contraire, les registres des procureurs au bailliage de Dijon (Arch. de la Côte-d'Or, B² 101) et à la Chambre des comptes (B. 255 *ter*).

(2) Nos renseignements ont été, pour la plupart, tirés des copies des registres du Parlement que nous rencontrons, soit à la Bibliothèque de Dijon, soit aux Archives de la Côte-d'Or.

Ces recherches historiques nous ont paru présenter un double intérêt, général et local.

Un intérêt général, car elles se rattachent à l'histoire de l'organisation judiciaire et de la procédure sous l'ancien régime. En effet, un intermédiaire entre le plaideur et le magistrat fut de bonne heure reconnu indispensable ; les juges eux-mêmes en favorisèrent l'emploi pour éviter le contact immédiat avec des parties ignorantes et passionnées. Les procureurs, au courant de la pratique judiciaire et s'élevant au-dessus des discussions de la chicane, facilitaient grandement le travail des tribunaux. « De penser qu'on s'en peut passer, c'est s'abuser », écrivait, tout au début du dix-septième siècle, de la Roche-Flavin, qui ajoutait : « Les vrais pieds de ces grands corps de Parlemens, ce sont les procureurs. »

Etudier ces auxiliaires de la justice près d'une juridiction spéciale, au Parlement de Dijon, par exemple ; les faire renaître de la poussière de vieux grimoires et d'anciens écrits où ils étaient plongés depuis plusieurs siècles ; rechercher quelle était leur vie, la place qu'ils occupaient dans la société d'alors, la considération dont ils jouissaient, leur rôle au Palais, nous a paru matière à un travail pouvant présenter quelque intérêt.

Nous les verrons amenés, sous l'influence des nécessités de l'époque, à former un groupement qui offrait de frappantes analogies avec les anciennes corporations. C'était le seul moyen de s'opposer aux empiètements et aux vexations de toutes sortes. Ils devaient trouver dans leur communauté la force et le courage de résister, à plusieurs reprises, à l'autorité toute puissante d'un Louis XIV, et, de fait, ils arrêtaient, pendant de longs mois, le cours de la justice au Parlement de Dijon.

Cette étude présente aussi un intérêt local évident. Jamais l'histoire des procureurs au Parlement n'a tenté la curiosité des chercheurs. Serait-ce par mépris pour de

si petites gens? Non, car les avocats, eux aussi, n'ont jamais fait l'objet d'une étude générale (1). Il ne faut voir dans cette abstention que la crainte de n'aboutir à aucun résultat, par suite du petit nombre de documents qui nous sont parvenus. Or, ces craintes sont exagérées; les documents, quoique peu nombreux, nous ont cependant permis d'apporter ici notre pierre à l'édifice qui, à l'heure actuelle, est presque entièrement à construire.

Nous souhaitons que ce modeste travail puisse contribuer à réveiller le goût de recherches qui, certainement, ne resteraient pas stériles, sur les avocats, greffiers et huissiers, formant, à l'ombre du Palais, autant de groupes distincts et indépendants, révélant chacun des tendances opposées, des caractères différents et des mœurs spéciales.

Nous ferons précéder notre étude de quelques renseignements sur la représentation en justice dans l'ancienne Bourgogne, ajoutant certaines indications sur les procureurs aux Grands jours de Beaune et de Saint-Laurent, précurseurs des procureurs au Parlement de Dijon.

Qu'il nous soit permis ici d'adresser nos vifs remerciements à M. E. Champeaux, professeur à la Faculté de Droit de Dijon, en qui nous avons trouvé un guide aussi bienveillant qu'éclairé. C'est lui qui nous a donné la première idée de ce travail et qui, au cours de son assez longue préparation, nous a constamment encouragé par sa sympathie et aidé de ses conseils, nous indiquant la marche à suivre, les sources où nous pouvions puiser et nous communiquant même des documents inédits. Nous le prions, au début de cet *Essai*, de vouloir bien agréer l'expression de notre très sincère reconnaissance.

(1) *Mémoires de l'Académie de Dijon*, 4^e série, t. IX, 1903-1904, extrait des procès-verbaux des séances, p. CXXI.

CHAPITRE PREMIER

La représentation judiciaire en Bourgogne. — Les Procureurs aux Parlements de Beaune et de Saint-Laurent.

La représentation fait son apparition au treizième siècle. — Privilège de plaider par fondé de pouvoir. — Lettres de grâce du prince. — Avantages de la représentation. — Des procureurs sont établis auprès des Parlements de Beaune et de Saint-Laurent. — Institution du Parlement de Dijon. — Suppression des lettres de grâce.

Jusqu'au treizième siècle, en Bourgogne, comme en tous autres pays coutumiers, les juridictions séculières ignoraient la représentation en justice. Chaque partie était tenue de se présenter elle-même devant ses juges. Ce caractère personnel de la comparution se retrouve dans toutes les procédures primitives, orales et formalistes, par exemple, à Rome, dans le système des Actions de la loi. D'ailleurs, dans une procédure toute grossière, où la preuve par témoins est rarement employée, mais remplacée par le duel judiciaire et les ordalies, la procuration se comprenait difficilement; aussi le coutumier bourguignon publié par M. Marnier (1), que l'on peut placer, soit à la fin du douzième siècle, soit au début du

(1) *Revue historique de droit français et étranger*, année 1857, t. III, p. 525 et suiv.

treizième, et les *Coutumes anciennes du duché de Bourgogne* (1) du début, semble-t-il, du treizième siècle, ne font aucune allusion à la représentation. C'est une conception juridique complètement inconnue.

Il faut arriver au milieu du treizième siècle pour en trouver les origines. Les *Consuetudines generales antiquæ ducatus Burgundiæ* font en effet suivre le principe de la comparution personnelle « Per procuratorem litigare non licet » d'un certain nombre d'exceptions « nisi sit abbas, collegium vel universitas, nisi gratia specialis a principe habeatur (2) ».

Donc deux sortes d'exceptions : l'une en faveur de certaines catégories de personnes ou communautés, l'autre en faveur de ceux qui ont obtenu préalablement des lettres de grâce du prince.

Le privilège de plaider par fondé de pouvoirs avait été accordé, pour des nécessités pratiques, aux collectivités, collèges, couvents, chapitres, et à certaines personnes telles que les abbés pour ne pas les détourner de leurs préoccupations religieuses.

C'était l'effet d'une lente pénétration dans les juridictions séculières des usages des justices ecclésiastiques. A la fin du douzième siècle, en effet, la représentation judiciaire y était en pleine vigueur, car la renaissance des études de droit romain avait provoqué une révolution complète dans les cours d'Eglise. Décrétales et canons s'étaient inspirés directement des textes du Code ou du Digeste, et la procuration y avait été largement ouverte (3).

(1) Bouhier, *Les coutumes du duché de Bourgogne*, t. I, p. 159.

(2) *Consuetudines generales antiquæ ducatus Burgundiæ*, § XLIII, dans Bouhier, *Les coutumes du duché de Bourgogne*, t. I, p. 152.

(3) Les Constitutions du concile de Lyon de 1274 et le Synode de Cantorbéry de 1295 réglementaient minutieusement la profession de procureur. — V. Ch. Bataillard, *Les origines de l'histoire des procureurs et avoués depuis le cinquième siècle jusqu'au quinzième*, l. I, ch. III, § XXVIII et XXIX, Paris, 1868, in-8°.

C'est ce qui explique que le privilège de plaider par procureur ait été, tout d'abord, accordé aux gens d'Eglise.

La même faveur fut plus tard étendue aux veuves et aux pupilles(1). Le coutumier publié par M. Giraud(2), qui paraît dater du quatorzième siècle ou du début du quinzième, est le premier qui nous donne quelques détails sur la représentation en justice. La *gratia specialis* est toujours requise de toute personne qui n'en a pas été dispensée par privilège, mais le nombre des dispensés s'est considérablement accru par la faculté accordée à tout défendeur de se faire remplacer par un mandataire *ad litem*. Le paragraphe 95 de ce coutumier, rapportant un article d'une ordonnance rendue en 1354 au Parlement de Beaune, exige en effet des lettres de grâce de l'appelant parce qu'alors il est considéré comme demandeur : « Le réel apellant sera tenuz pour actour en cause d'appeaul et lui sera tenuz et besoing avoir grâce a plaidoyer par procureur ». Cette extension du privilège au défendeur s'expliquait par ce motif qu'il ne pouvait comme le demandeur choisir l'époque où ses loisirs lui permettaient d'agir en justice.

Les lettres de « grâce à plaidoyer par procureur », étaient délivrées par la Chancellerie, moyennant finance, sur la justification de motifs sérieux, d'empêchements légitimes. Mais, comme bien souvent en pareil cas, l'intérêt fiscal fit oublier toute mesure. Le refus de ces lettres devint de plus en plus rare, leur octroi ne constitua plus qu'une simple formalité.

Cette liberté de fait de la représentation favorisa

(1) *Anciennes coutumes du duché de Bourgogne*, § 320 : « Grâce a plaidier par procureur ne sera besoin de cy-en-avant a femme vesve et a pupilles et aux abbez. » — Dans Bouhier, *Les constumes du duché de Bourgogne*, t. I, p. 111.

(2) Giraud, *Essai sur l'histoire du droit français au moyen âge*, t. II, p. 268 et suiv.

l'accroissement du nombre des procureurs. Le développement de la procédure eut le même résultat. Depuis la renaissance des études de droit romain, l'ancienne procédure barbare en subissait de nombreuses infiltrations. Elle devenait plus savante, se compliquant de formalités et d'écritures dont la nouveauté jetait le désarroi dans l'esprit de plaideurs grossiers et ignorants. La pénétration en Bourgogne avait été facilitée par l'emprunt de conseillers au Parlement de Paris pour présider les *Grands jours* de Beaune et de Saint-Laurent où étaient rendues les ordonnances tendant, en fait, à l'unification de la procédure.

Tous les frais de voyages et de séjour à la ville où siégeait le tribunal, d'autant plus élevés que la procédure était longue, encombrée d'appointements et d'enquêtes, étaient évités en grande partie par l'emploi d'un représentant, habitant le plus souvent la ville siège du tribunal, et à qui on faisait parvenir procuration et instructions nécessaires. Le plaideur n'était plus détourné de ses occupations habituelles, et loin d'en souffrir, ses intérêts étaient mieux défendus lorsqu'il s'adressait à des procureurs de profession établis près des juridictions importantes.

Quelques procureurs, simples fondés de pouvoirs, se rencontraient aux *Grands jours* de Beaune, à ces assises solennelles qui se réunissaient annuellement sous les ducs de la première race. En 1361, lors de la réunion de la Bourgogne à la couronne, après la mort du dernier duc Philippe de Rouvre, ces *Grands jours* furent confirmés par le roi Jean et érigés en Cour supérieure, ambulatoire. Elle devait siéger durant trois mois, une année à Beaune, pour le duché, l'année suivante à Saint-Laurent, pour le comté d'Auxonne et les terres d'outre-Saône. Dans ces deux villes, des procureurs de profession, sans aucun caractère officiel, se chargeaient de représenter les plaideurs. Leur nombre augmentant par suite de la facilité

avec laquelle s'obtenaient les lettres de grâce, des abus se produisirent qui amenèrent l'intervention des Ducs. Diverses ordonnances furent rendues pour préciser le rôle du procureur et protéger le plaideur contre l'inexpérience ou même la mauvaise foi de certains individus qui ne voyaient dans ces fonctions qu'un moyen d'exploiter et de ruiner de naïfs clients. Les procureurs durent désormais présenter certaines garanties. En 1438, on exige que « tous advocaz et *procureurs* qui voudront postuler et *procurer* ez cours et auditoires de noz Juges quelx quilz soient facent le serment acoustume de faire a leursdiz offices ez mains de nosdiz Juges... chascun an une foiz (1) ». Ils devaient s'engager à remplir avec fidélité les fonctions qui leur étaient confiées.

La bonne foi seule devait être requise des procureurs, car il est probable qu'à cette époque ils n'étaient pas soumis à un examen de pratique, comme ils le seront à la fin du quinzième siècle. En effet, lorsque l'ordonnance rendue au Parlement de Beaune, en 1455, déclare que « plusieurs et tres grant nombre de gens de bas et petit estat non graduez et qui sont tres petitement instruiz en fait de justice et y ont tres peu de cognoissance... s'entremettent de postuler publiquement... ou tres grant esclandre de ladite justice, preiudice et dommaige de nos subgez et de la chose publique de nosdits pays (2)... » elle ne fait allusion qu'aux avocats qui avaient alors seuls le droit de postuler. Dès le seizième siècle, au contraire, le mot *postulation* sera exclusivement réservé à désigner les fonctions des procureurs, le droit qu'ils ont de représenter les plaideurs en justice (3). Une ordonnance de 1474

(1) Ordonnance de 1438. Bibl. de Troyes, mss. 206, f° 8 v°.

(2) Ordonnance du 17 octobre 1455. Arch. de la Côte-d'Or, B. 1.

(3) « Dans tous les sièges où il y a des procureurs en titre, eux seuls peuvent faire la postulation. Il est défendu à leurs clerks et autres personnes sans qualité, de se mêler de postulation. » Guyot, *Répert. universel et raisonné*, t. XIII, v° postulation, p. 217, Paris, Visse, 1784, in-4°.

défendait « a tous procureurs et aultres non gradues la postulacion et le pouvoir de faire memoires et escriptures (1) ». Aussi comprend-on qu'alors que l'avocat est tenu d'être « homme notable clerc licencie en droiz canon ou civil en Universite notable... (2) », on se soit montré peu exigeant pour le procureur qui jouait à cette époque un rôle secondaire. Il n'était guère que le plaideur agissant d'après les conseils et sous la direction de l'avocat.

Cependant ces hommes fréquentant journellement les tribunaux, à qui l'on confiait des causes venant de tous les coins de la province, n'étaient pas sans avoir acquis bien des connaissances que l'on sut mettre à profit lors de la rédaction des coutumes de 1459. Les commissaires des trois états désignés par Philippe le Bon pour préparer ce travail firent assembler à Dijon « plusieurs notables Prelats et gens d'Eglise, Chevaliers, Escuyers, Advocats, Conseillers, *Procureurs et autres notables Practiciens* en Cours laye en très grand nombre... lesquels ils ont examinés et interrogés sur le fait desdites coutumes generales, notoires (3) ». Dans toute la France, les procureurs furent appelés à coopérer à la vérification des différents usages et contribuèrent pour une large part à diminuer le nombre des procès ou du moins à en réduire la longueur et les frais.

A la mort de Charles le Téméraire (4) (janvier 1477), la

(1) Ordonnance du 31 décembre 1474. Bibl. de Dijon, fonds Baudot, mss. 76, f° 35 r°.

(Les trois ordonnances précédentes nous ont été communiquées par M. Champeaux.)

(2) Ordonnance du 17 octobre 1455.

(3) Bourdot de Richebourg, *Nouveau coutumier général*, t. II, p. 1170.

(4) Sur les origines du Parlement de Bourgogne, consult. Pierre Palliot, *Le Parlement de Bourgogne*, Dijon, 1649, in-4°. — Garreau, *Description du gouvernement de Bourgogne*, 2^e édit., Dijon, 1734, in-8°, p. 363 et 599. — De la Cuisine, *Le Parlement de Bourgogne*, 2^e édit., Dijon, 1864, 3 vol. in-8°. — A.-S. des Marches, *Histoire du Parlement de Bourgogne* de 1733 à 1790, Chalon-sur-Saône, 1851, in-f° (préface). — Rossignol, *Histoire de Beaune*, Beaune, 1854, in-8°, p. 221 et suiv., 356 et suiv.

Bourgogne faisant retour à la couronne, les gens des trois états prièrent Louis XI d'établir une cour souveraine dans la province. Le roi, faisant droit à leur demande, décida par lettres patentes du mois de mars suivant qu'un Parlement, toujours ambulatorio, tiendrait ses séances pendant trois mois, un an à Beaune et à Saint-Laurent pour le duché et l'année suivante à Dôle pour le comté. Les troubles qui régnaient alors en Bourgogne empêchèrent la réunion de cette Cour souveraine et ce ne fut que quatre ans plus tard (9 août 1480) que Louis d'Amboise, évêque d'Alby, fut chargé de constituer le Parlement « dans telle ville qu'il voudra ». L'assemblée des Etats de la province décida d'en fixer le siège à Dijon pour le duché, à Salins pour le comté. Le 12 novembre 1480 s'ouvrait pour la première fois le Parlement de Dijon. Les habitants de Beaune, mécontents de se voir privés de la Cour supérieure qu'ils avaient toujours abritée dans leurs murs, surent convaincre le nouveau roi Charles VIII qui rendit à cette ville le siège du Parlement. Cependant Dijon l'emporta, car le roi revint sur sa décision le 1^{er} novembre 1484. Un moment supprimée et réunie au Parlement de Paris, la juridiction souveraine du duché fut rétablie sur la réclamation des Etats et, le 24 août 1494, elle était déclarée sédentaire dans la capitale de la Bourgogne.

Pendant cette période si troublée des origines du Parlement de Dijon, où le cours de la justice se vit interrompu pendant plusieurs années, nous n'avons de renseignements sur les procureurs que par une ordonnance du 8 février 1480. Cette ordonnance de Louis XI sur la réformation de la justice en Bourgogne consacre le second chapitre aux « Procureurs particuliers des parties ». On y trouve des règles antérieurement établies par les ducs pour les procureurs aux Parlements de Beaune et de Saint-Laurent, jointes à des dispositions d'ordonnances royales antérieures.

Le premier paragraphe apporte aux anciens errements une modification des plus importantes pour l'histoire de la représentation en justice : les lettres de grâce à plaider par procureur ne sont plus exigées (1). Désormais la représentation est libre. Depuis longtemps déjà, les plaideurs s'étaient élevés contre cette obligation de demander à la Chancellerie de semblables lettres qui ne présentaient plus qu'un simple intérêt fiscal. Les procureurs, eux-mêmes, négligeaient de s'opposer le défaut de lettres.

Le reste de la France restait soumis à l'ancienne obligation. Il devait revenir à la Bourgogne de donner le signal d'une réforme générale. Elle se fit d'ailleurs peu attendre, car les Etats généraux, réunis à Tours en 1483, ayant demandé dans leur cahier « que les causes civiles, chacune partie, tant en demandant comme en deffendant ès premières instances et ès causes d'appel, doivent être receues à plaider par procureur sans grâce (2)... », le roi y consentit, supprimant une formalité qui ne répondait plus à aucun intérêt pratique.

Ce nouveau principe de la libre représentation en justice aura une influence décisive sur l'histoire des procureurs. Désormais, aucun obstacle ne s'opposera à ce que les plaideurs confient à des mandataires la conduite du procès. Ils éviteront des frais de voyages et de séjour d'autant plus élevés que le Parlement, devenant séden-

(1) « Pour ce que selon les ordonnances des parlemens precedens tenuz en nosdit pais de Bourgoigne, toutes manieres de gens qui avoient a faire esdicte cours estoient tenuz dy comparoir en personne en tous cas selles navoient grace du prince pour y comparoir par procureur. Neautmoins pour relever nos subgetz de la dicte charge avons ordonne et ordonnons que doresenavant ceulx qui auront afaire en notre dicte court de parlement ne seront tenuz dy comparoir en personne. » Ord. du 8 janvier 1480, ch. II, § 1^{er}. — *Costumes generales et ordonnances des parlemens du duchie de Bourgoingne*, n° 4490, Bibl. de Dijon.

(2) V. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois franç.*, t. XI, p. 60 et 94.

taire à Dijon en 1494, était moins à la portée de nombreux justiciables. La procédure, se compliquant de jour en jour d'incidents multiples, rendra de plus en plus nécessaire le recours à des hommes du métier, seuls capables de se conduire avec succès dans ce labyrinthe de la chicane et d'éviter les embûches d'un adversaire adroit et rusé. C'est insensiblement que l'on passera de l'interdiction de la représentation au ministère obligatoire de mandataires *ad lites*.

CHAPITRE II

Réception des Procureurs.

Leur rôle au Palais. — Origines de la Communauté et de la Confrérie.

(1500-1620)

Grand nombre de procureurs au début du seizième siècle. — Ses causes. — Les procureurs sont nommés par les présidents du Parlement. — Tentatives de la royauté pour leur enlever ce droit. — Réception du procureur; enquête sur ses mœurs, âge, religion. — Examen de pratique. — Profession de foi. — Serment, renouvelé chaque année à la rentrée de la Saint-Martin. — Les procureurs prennent part à toutes les cérémonies où le Parlement se rend en corps. — Costume spécial. — Mépris de la part des membres du Parlement. — Les procureurs ne sont cependant pas des gens méprisables. — Leur rôle pendant la Ligue. — Situations élevées de quelques procureurs. — Le procureur au Palais. — Son rôle dans la procédure. — Origines de la communauté des procureurs. — Leur confrérie.

L'abolition des lettres de grâce, l'édit de 1494 déclarant le Parlement sédentaire à Dijon, ne furent pas les seules causes du grand nombre de procureurs que l'on y rencontre dès le début du seizième siècle. Une troisième, et non moins importante, tenait au mode de leur admission. La nomination aux charges de procureurs était alors une des prérogatives des présidents du Parlement qui en jouis-

saient à tour de rôle (1). C'était un des privilèges auxquels ces hauts magistrats étaient le plus attachés; ils y voyaient un moyen d'étendre facilement leur autorité et de s'attacher, par les liens de la reconnaissance, une clientèle d'une soumission parfaite. Mais de nombreux abus se produisirent, le nombre des procureurs dépassa rapidement les besoins de la Cour. Obligés de se disputer les procurations, ils cherchaient à regagner dans les longueurs des procédures, ce qu'ils perdaient par la réduction du nombre des affaires qui leur étaient confiées (2).

Le remède eut consisté dans la suppression de certaines charges, mais le Parlement n'osa aller jusque-là. Il se contenta, en 1527, d'arrêter toute augmentation, en décidant de ne procéder à de nouvelles nominations qu'après décès des procureurs en exercice (3).

Ce droit du Parlement de pourvoir aux charges de procureurs va être l'objet d'une lutte ardente de la part du

(1) V. arrêts du 17 mai 1571 (Bibl. de Dijon, Sav., n° 1, t. II, p. 577) et du 16 novembre 1576 (*ibid.*, Sav., n° 1, t. II, p. 631).

(2) « L'expérience nous fait voir que les longueurs, subtilités, surprises et multiplication des proces procedoient du nombre effrené et multitude des procureurs. Car tout ainsi qu'on a dit de Palemedes, que pour avoir adjousté trois lettres a l'alphabet grec, il rendit cette langue babillarde, ainsin la reception frequente des procureurs et leur grand nombre, est cause de faire la France processive... ainsin est-il à croire que sans ce nombre excessif des procureurs, il y auroit fort peu de procès, l'avarice en estant cause, laquelle est *rubigo animarum* : eux se delectans a la multiplicité des proces, comme les jardiniers se rejouysent de voir l'amaranthe reuerdir plus il est couppé et de voir le cinnamome se redonner la vie par les playes qu'il reçoit. Mais il faut que les juges facent de telles personnes, indignes du nom de procureur ce que les jardiniers font des mauuaises et nuisibles plantes qu'ils arrachent de leurs jardins, et comm'ils mettent au feu les chenilles, qui rongent leurs arbres; aussi les iuges doiuent chasser ces nourrisiers et prouigneurs de procès; vrais singes et imitateurs des mauuais chirurgiens qui fomentent et entretiennent les playes du malade au lieu de les consolider. » De la Roche-Flavin, *Treze livres des Parlemens de France*, liv. II, ch. xv, § viii.

(3) Arrêt du 4 février 1527. Bibl. de Dijon, anc. fonds, mss. 461, f° 655 v°.

pouvoir central. La royauté, dont l'autorité était définitivement établie, voyait avec inquiétude, dans les Parlements, une force redoutable s'élever parallèlement à la sienne. Elle tentera, par des mesures successives, qui au début reconnaîtront encore, dans la forme, les droits des Cours, de leur enlever peu à peu, en fait, la nomination des procureurs.

La lutte, qui devait durer plus d'un siècle, commence en 1544 (1). François I^{er}, reconnaissant expressément aux Parlements le droit de pourvoir à ces charges, se réserve du moins le contrôle des nominations en défendant aux Cours d'y procéder sans son autorisation. Le 29 août 1559 (2), un édit de François II renouvelle la même prohibition. Les Parlements sont laissés juges du soin de déterminer le moment où de nouvelles réceptions seront nécessaires, mais ils ne pourront procéder à ces nominations qu'après avoir obtenu des « Lettres sublatives desdites défenses ». Cette ordonnance fut mal observée au Parlement de Dijon ; de nouveaux procureurs furent admis sans autorisation, mais le nouveau roi Charles IX révoqua ces nominations (août 1561) et, par une mesure radicale, décida la suppression de toutes les charges au décès des titulaires. C'est sous le couvert de l'intérêt public et dans le but apparent de remédier aux longueurs des procès dont il accusait les procureurs d'être les auteurs, qu'il établissait le cumul de la plaidoirie et de la postulation (3). Le Parlement, refusant de tenir

(1) Lettres patentes du 16 octobre 1544. V. Isambert, *Rec. gén. des anc. lois franç.*, t. XII, p. 885.

(2) *Ibid.*, t. XIV, p. 5.

(3) « Ains exercent les advocats de nosdites cours... ledit estat d'avocat et procureur ensemblement sans qu'à l'advenir soit besoin avoir procureur à part ; et que des a present lesdits advocats puissent exercer lesdits deux estats d'avocat et procureur ensemblement. » Edit d'août 1561. Isambert, t. XIV, p. 113 et 114

compte de cette mesure, procéda, les années suivantes, à de nouvelles réceptions, et, pour leur donner plus d'autorité, le fit les Chambres assemblées (1). L'ordonnance de Moulins (février 1566) essaya de briser cette résistance. Les nouvelles nominations furent annulées (2) et défenses faites aux douze procureurs admis depuis 1561 d'assister à la rentrée de la Saint-Martin. Le Parlement ne voulut pas se soumettre sans députer deux de ses membres pour adresser des remontrances au roi (3) et, sur les réclamations générales des procureurs, l'ordonnance décrétant la suppression de cette profession fut levée; mais cette mesure s'accompagnait de la réduction du rôle du Parlement à un simple droit de présentation « des plus anciens suffisans, capables et gens de bien... pour ordonner comme verrons être fait (4) ». Le Parlement protesta en ne reconnaissant qu'à lui seul le droit de nommer les procureurs.

Mais ce fut en vain, il resta dépouillé de son ancienne prérogative. Un pas restait à franchir pour arriver à l'office : il le fut en 1572 (5). L'édit du 16 juillet érigeait en offices les charges de procureurs dans toutes les juridictions du royaume. Les provisions devaient être prises dans les deux mois, à peine de suspension. Le Parlement ne procéda à l'enregistrement de cet édit, les Chambres assemblées, que sous réserve du doublement de ce délai, et

(1) V. arrêt du 7 juin 1564. Bibl. Dijon, F. Saverot, n° 1, t. II, p. 89.

(2) V. ordonnance de Moulins, de février 1566, art. 84. — Isambert, t. XIV, p. 211.

(3) Arrêt du 12 novembre 1566. Bibl. Dijon, F. Saverot, n° 1, t. II, p. 290.

(4) Déclaration du 10 juillet 1566, art. 19. — Isambert, t. XIV, p. 216. — Cette déclaration chargeait le Parlement de déterminer le nombre de procureurs que les besoins de la province rendaient nécessaires à la Cour. Il fut fixé à quarante. Deux années plus tard, il était porté à cinquante.

(5) *Recueil de Peincedé*, t. V, p. 186. — *Provisions de toutes sortes d'offices et actes y relatifs*. — Arch. de la Côte-d'Or, B. 11998.

en adressant de nouvelles remontrances au roi (1) La victoire de la royauté, qui paraissait définitive, ne fut pas de longue durée; devant les réclamations énergiques des Etats généraux tenus à Blois en 1579, l'édit de 1572 dut être rapporté (2) par Henri III qui remit en vigueur les ordonnances antérieures relatives à la réduction du nombre des procureurs. Ce n'était d'ailleurs qu'une trêve, la lutte reprendra au début du siècle suivant, et le roi, après un nouvel échec en 1620, l'emportera en 1666.

Durant toute cette période de lutte, les procureurs s'étaient rangés du parti de la Cour. Ils voyaient avec inquiétude l'ingérence du roi, ils redoutaient aussi d'indisposer le Parlement en demandant des lettres de provisions royales.

Quelques rares procureurs (3) cependant en présentèrent car elles offraient des avantages que certains devaient apprécier. Analogues en cela aux lettres de maîtrise, elles dispensaient de l'enquête et de l'examen de pratique auxquels le Parlement soumettait chaque candidat.

Une information assez minutieuse était faite sur les mœurs, l'âge et la religion du futur procureur. Un certain nombre de personnes choisies par les gens du roi « qui soient sans faveur, ni amitié particulière aux poursuivans et des lieux ou lesdits poursuivans avoient eu leur habitude et demeurances pendant les cinq dernières années (4) » devaient témoigner de sa probité et de ses bonnes mœurs. Par extrait des registres baptistaires, il

(1) V. arrêt du 11 août 1572. Bibl. Dijon, F. Saverot, n° 1, t. II, p. 668.

(2) V. ordonnance de Blois, de mai 1579, art. 241. — Isambert, t. XIV, p. 435.

(3) V. *Recueil de Peincedé*, t. V, p. 188, provisions d'Antoine Morisot, du 27 décembre 1572.

(4) Arrêt du 17 décembre 1649. Bibl. Dijon, mss. n° 460, ancien fonds (A. F.), t. I, p. 547. — V. aussi les arrêts des 26 mai 1573 (Bibl. Dijon, F. Sav., n° 1, t. II, p. 274) et 18 janvier 1646 (*eod. loc.*, A. F., n° 460, t. I, p. 275).

fallait justifier de l'âge légal, c'est-à-dire de vingt-cinq ans.

Si l'enquête était favorable, un conseiller était commis, avec le président (1) qui avait accordé l'*admittatur*, pour examiner le futur procureur sur sa capacité (2). L'ordonnance de 1480 exigeait déjà « qu'il soit treuvé suffisant et expert en Iustice, selon qu'il appartient a homme de son estat, et qu'il soit de bonnes mœurs et loyale conscience (3) ». L'indulgence devait être parfois assez grande de la part de ces examinateurs lorsque le président désirait admettre un de ses protégés. Plusieurs cependant se virent refuser l'entrée du Palais (4), jusqu'à ce qu'ils fussent devenus « savans et experimentes ».

Ceux qui redoutaient une semblable épreuve se tournaient du côté du roi, esquivant tout examen par le versement de quelques droits. Ce procédé irritait vivement le Parlement qui s'efforça par diverses mesures d'empêcher de semblables abus. Il décida tout d'abord de ne recevoir aucun procureur « qu'il ne soit ouï et interrogé et qu'il ne soit informé de ses vie et mœurs, quelques lettres de provision qu'il puisse obtenir (5) ». Il dut se départir de cette rigueur devant les ordres du roi, mais il ne céda qu'en accordant la priorité à ceux qui seraient nommés en vertu de simples commissions judiciaires (6).

En 1562 et 1568, il procéda à la réception de clercs du greffe, au courant de la pratique « voulant libre ouvrir la porte à ceux qui apres longs travaux peuvent fidel-

(1) Lorsque les présidents seront dépouillés par le roi du droit de nommer les procureurs, ils n'assisteront plus à cet examen et seront remplacés par un second conseiller commis.

(2) V. arrêts des 25 février 1557 et 17 mai 1571. Bibl. Dijon, F. Sav., n° 1, t. I, p. 758, et A. F., n° 461, t. IV, f° 657.

(3) Ordonnance du 8 janvier 1480, ch. II, § 19.

(4) V. arrêt du 25 mai 1524. Bibl. Dijon, F. Sav., n° 1, t. I, p. 275.

(5) 1563. Arch. Côte-d'Or, reg. B. 12070, titre 25.

(6) Arrêt du 17 mai 1571. Bibl. Dijon, mss. 461, A. F., t. IV, f° 657.

lement exercer la charge de procureur en icelle (Cour) et aussy en exclure ceux qui impudamment avec quelques provisions, sans scavoir et expérience, s'y voudroient ingerer et presenter (1) ».

L'examen subi, les deux membres du Parlement dressaient un rapport qu'ils adressaient à la Chambre, laquelle, après délibération et avis favorable, rendait l'arrêt de réception. Le nouveau procureur devait se présenter en la Chambre du conseil pour y faire sa *profession de foi* (2) et prêter *serment* (3).

(1) Arch. Côte-d'Or, reg. B. 12071 *ter*, p. 627.

(2) La profession de foi ne sera exigée qu'à partir de 1562.

(3) Formule du serment prêté par les procureurs à la Cour à la rentrée de la Saint-Martin de 1558. Ils jurent « (1) que diligemment et fidèlement ils exerceront l'office de procureur ; — (2) qu'ils ne prendront charge ou office de procureur de causes injustes sciemment ; — (3) si au commencement et apres la charge prise, ils voient la cause être injuste incontinent apres ils la délaisseront ; — (4) que es causes qu'ils auront, s'ils voient toucher l'incommodité du Roy, ils en avertiront la Cour ; — (5) que es causes plaidoyées et faits niés rescemment dans deux ou trois jours procureront faire et mettre devers la Cour leurs articles, sinon que pour cause de la licence de la Cour soit outre différé ; — (6) que impertinents articles ils ne feront faire ou permettront être faits ; — (7) qu'ils ne proposeront ou feront proposer faits ne coutumes qu'ils ne croyent être vrais ; — (8) que des causes dont ils auront charge, procureront briève expédition de leur pouvoir ; — (9) qu'en icelles, dillations ne subterfuges malicieusement ne chercheront ; — (10) que pour leurs sallaires, quelque grande que soit la cause, ne recevront pour un parlement outre dix livres parisis ne autre chose en fraude de plus grands sallaires, des moindres recevront selon la qualité des causes et conditions des personnes ; — (11) qu'ils ne feront part de cotte ou portion de la cause ; — (12) qu'ils ne feront marche de conduire cause ou chercher conseil en fraude du sallaire des avocats ne autres ; — (13) qu'ils n'impêtreront ne feront impêtrer lettres injustes et contre raison et le stile de la Cour ; — (14) qu'ils n'induiront leurs maîtres à faire quelque corruption ne aussy à informer aucun de la Cour de leurs causes à part et hors jugement ; — (15) que par faveur, prière ou autrement, indument ne chercheront avocats ; — (16) qu'ils viendront bien matin au palais ; — (17) qu'ils demeureront teste nue et debout derrière les avocats quand leurs avocats plaideront leurs causes ; — (18) qu'ils n'occuperont le banè destiné pour les officiers du Roy et gentils hommes ; — (19) qu'ils ne partiront de l'audiance pendant la tenue d'icelle ; — (20) que celuy à qui sera baillé audience ne sera empêché par eux ; — (21) et est à scavoir que nul procureur ne sera admis à l'office de

La formule que nous rapportons en note est celle du serment prêté par les procureurs en 1558. Elle présente quelques différences avec celle des procureurs au Parlement de Paris, réglée par ordonnance de 1344. Cette dernière ne se composait en réalité que des quinze premiers articles de celle de Dijon ; les suivants, d'un caractère plus pratique, ne constituaient pas des obligations que les procureurs dussent s'engager à exécuter sous la foi du serment. La distinction apparaissait nettement par ces mots : « *Injungatur eis præter juramentum quod bene mane venient...* » La formule du serment proprement dit des procureurs de Dijon semble comprendre en outre les articles 16 à 20.

Ce serment était renouvelé solennellement par les procureurs chaque année le lendemain de la Saint-Martin d'hiver (12 novembre). Après la messe du Saint-Esprit, célébrée en la Sainte-Chapelle (1) où procureurs et avocats étaient tenus de suivre la Cour, lecture était donnée des ordonnances et règlements les concernant ; puis, chaque procureur, appelé par le greffier dans l'ordre de réception,

procureur exercer s'il n'est juré et mis dans le rôle des procureurs, et leur prohibe la Cour de s'ingérer à postuler généralement au Parlement qu'ils ne soient jurez ; — (22) *item* prohibe la Cour en vertu desdits serments que indiscrettement ainsy que souvent ils présuמוient, ils n'aient à entrer dans le parquet dont souvent pour leur tumulte l'audiance est empêchée et s'ils font le contraire, seront grièvement punis par la Cour ; — (23) et pour ce que souventefois, plusieurs desdits procureurs ne veuillent exhiber les adjournements, relations et autres choses qu'ils doivent exhiber à leurs parties, au moyen de quoy l'expédition des causes en est retardée, la Cour leur enjoint par leurdit serment et sur peine de privation de leur office que doresnavant ils exhibent les pièces avant dites avant qu'il leurs convienne plaider. » — Bibl. Dijon, F. Sav., mss. n° 1, t. I, p. 823 et suiv. — Comp. la formule du serment des procureurs au Parlement de Paris : Isambert, t. IV, p. 508 et suiv.

(1) La messe de rentrée se disait toujours à la Sainte-Chapelle. En 1624, les gens du roi avaient vainement demandé qu'elle fût célébrée à la chapelle du Palais. En 1687, il y eut une exception par suite « d'une pluie excessive qui empeschoit que la Cour ne se transporta à la Sainte-Chapelle ». Arch. Côte-d'Or, B. 12070, titre 36.

allait renouveler son serment « tactis sacrosanctis evangeliis », entre les mains du premier président (1).

Une fois reçus (2) au Parlement, les procureurs étaient considérés comme membres de cette grande compagnie et devaient l'accompagner dans toutes les cérémonies où elle se rendait en corps : messes de rentrée, services funèbres, processions, *Te Deum*, etc., tantôt à la suite des avocats, tantôt avec les échevins et les avocats « par ensemble indifféremment » lorsque le Parlement et la Chambre de ville prenaient part aux mêmes fêtes. Cette dernière mesure était destinée à couper court à toute discussion de préséance (3).

Dans ces cérémonies comme au Palais, il leur était recommandé d'être « dûment et honnestement habillés tous en habits décents (4) ». Ils devaient revêtir la robe et se coiffer du bourrelet ou bonnet rond, plus tard, du chaperon. La Cour veillait avec un soin jaloux à ce que leur tenue fût toujours en rapport avec le respect qui lui était dû ainsi qu'à la Justice. Le port d'habits de couleur à la ville leur était rigoureusement interdit, à peine de cent livres (5). Les lois somptuaires, d'autre

(1) Cf. déclaration royale de 1540, enregistrée le 12 décembre. — Arch. Côte-d'Or, B. 12069.

(2) Après leur réception, les procureurs réunissaient dans un banquet leurs confrères ainsi que les présidents du Parlement. Ils purent s'en dispenser, en vertu d'un arrêt du 1^{er} juin 1559, en donnant à chacun d'eux des « gibessières de velours ». — Bibl. Dijon, F. Sav., mss. n° 1, t. I, p. 381.

(3) V. aux Archives de la ville de Dijon des querelles de préséance entre les procureurs au Parlement et les notaires en 1693 et 1746. B. 84, cote 107, et B. 380, *Délibérations de la Chambre de ville*, année 1746, f^{os} 28 r^o et suiv.

(4) Arrêt de 1550. Bibl. Dijon, F. Sav., n° 1, t. I, p. 460. — On peut encore citer les arrêts du 16 novembre 1503, 17 novembre 1505, 1507, novembre 1510, décembre 1524, 1555, 11 janvier 1556, 24 janvier 1559, 6 mars 1567, 18 janvier 1583, 17 février 1583, 8 janvier 1604, 17 avril, 1^{er} et 9 juin 1606, 9 juillet 1618, 25 mars 1620, 17 février 1621, 6 juillet 1624, 16 juin 1640, 20 mars 1675, 23 juin 1706, 11 mars 1711, 16 novembre 1713, etc.

(5) Arrêt du 1^{er} juin 1606. Bibl. Dijon, A. F., n° 461, t. IV, f^o 659.

part, leur défendaient tout ornement d'or ou d'argent, toute riche étoffe. La même prohibition s'étendait à leur famille, aux femmes, aux enfants. En 1580, la femme du procureur Chenelon est condamnée à « ung escu d'amande » pour avoir porté « ung manteaul garny de deux bandes de velours au colet enrichies de cordon de soye (1) ». Une amende de cent livres frappait celle qui se ferait appeler *damoiselle* dans un acte notarié (2).

C'est par de semblables vexations que l'on essaie de maintenir toute la distance qui sépare un humble procureur des nobles familles parlementaires. Les membres de la Cour méprisaient fort en effet ces gens de petite origine (3). Aux *mercuriales* de la séance d'ouverture après la Saint-Martin, on leur fait sentir tout l'honneur qui rejaillit sur eux du fait de vivre à côté de personnages si puissants représentant la Justice. « Méritez tous enfin l'honneur que vous avez destre touiours sous ses yeux et de travailler souz ses ordres » leur dira le président Brulart (4).

La moindre irrévérence envers un membre du Parlement, contraire à « la vénération qui lui est due », est punie de suspension.

Doit-il occuper contre un conseiller ou un président, le

(1) Arch. Dijon, B. 217, *Délibérations de la Chambre de ville*, f° 76 v°.

(2) Arrêt du 27 février 1625. Bibl. Dijon, F. Sav., n° 3, t. V, p. 82.

(3) Au dix-huitième siècle, la distance est restée la même. Le président Bouhier dira du livre précité, *Description du gouvernement de Bourgogne*, publié par le procureur Garreau : « Ce misérable ouvrage est de la façon d'un procureur de notre Parlement qui n'a pas le sens commun. » Au-dessus de ridicules préjugés de corps, Courtépée sut en reconnaître toutes les qualités : « Son ouvrage, écrit-il, m'a été trop utile pour ne pas célébrer son auteur et rendre justice à ses travaux. C'est beaucoup d'avoir le premier ouvert à ses successeurs une route non encore frayée et hérissée d'épines. » — V. De la Cuisine, *Le Parlement de Bourgogne*, t. I, p. 133.

(4) Discours de la Saint-Martin 1675, *De l'honneste homme ou sur l'honneur et la bienséance*. V. *Discours du président Brulart*, Bibl. Dijon, A. F., mss. 234, p. 428.

procureur est obligé d'en demander humblement la permission à ce dernier. Bien des procureurs refusent alors leur ministère dans la crainte de déplaire à ceux qui disposent en réalité de leurs charges (1). Mais la Cour redoutant qu'on ne voie là quelque effet d'intimidation, leur reproche sévèrement leur manque de courage (2). Le respect qui leur est demandé est poussé si loin que l'on en arrive à des vexations telles que celle d'exiger qu'ils assistent aux audiences « l'un des genoux en terre, ceux qui le pourront commodément faire, le tout à peine de suspension de postulation (3) » !

Quelques arrêts nous laissent entrevoir qu'au début du seizième siècle, certains des procureurs avaient encore les habitudes du peuple dont ils sortaient, plutôt que celles de la haute magistrature avec laquelle leurs fonctions les mettaient en rapport. Défense leur est faite de venir au Palais en « esclaux (4) » (sabots), de « fréquenter et hanter les tavernes et lieux où l'on joue (5) », de tenir auberge. Cette dernière prohibition s'expliquait par la crainte du *corbinage*. On avait vu, en effet, certains procureurs-aubergistes guetter sur la place du Palais les plaideurs étrangers en quête d'un gîte et d'un procureur. S'ils réussissaient à l'emmener dans leur hôtellerie, ils l'avaient bientôt conquis à l'aide d'un repas copieux arrosé de bons vins, et le procès lui-même ne tardait pas à tomber entre leurs mains.

Mais si les procureurs au Parlement étaient générale-

(1) V. arrêt du 11 avril 1742. Bibl. Dijon, A. F., n° 460, t. VI, p. 628.

(2) V. le discours prononcé par l'avocat du roi Xainctonge, le 16 novembre 1623, *Le miroir de Justice*. — *Discours et harangues*, p. 385 et suiv. Bibl. Dijon, n° 4893.

(3) Arrêt du 11 janvier 1556. Bibl. Dijon, F. Sav., n° 1, t. I, p. 605.

(4) Arrêt du 8 janvier 1604. Bibl. Dijon, F. Sav., n° 3, t. IV, f° 126.

(5) V. arrêts de 1524 (Arch. Côte-d'Or, B. 12070, titre XXV); décembre 1525 (Bibl. Dijon, Sav., n° 1, t. I, p. 302); 22 mars 1574 (*eod. loc.*, Sav., n° 3, t. I, f° 321 r°); 16 mars 1602 (*eod. loc.*, Sav., n° 3, t. IV, f° 114).

ment d'humble condition, ils étaient loin cependant d'être méprisables. Leur situation était infiniment plus élevée que celle des procureurs des justices inférieures; aussi, pour bon nombre d'auteurs (1), un noble ne dérogeait pas en occupant une charge de procureur dans une Cour souveraine. D'ailleurs nous allons voir pendant la Ligue, certains procureurs jouer à Dijon un rôle important, et l'un d'entre eux, élu vicomte maieur, recevoir du roi des lettres de noblesse.

Les questions religieuses qui allaient troubler si profondément la France eurent leur retentissement dans le groupe des procureurs au Parlement en 1562. Au début du mois de juillet, le Parlement ayant enregistré des lettres patentes contenant les articles de foi rédigés par les docteurs de théologie de l'Université de Paris, les procureurs sont appelés, dans l'ordre de leur réception, à faire profession de foi entre les mains du premier président (2). Trois d'entre eux, les procureurs Chisseret, Fournier et Legros, déjà gagnés aux doctrines calvinistes, s'y étant refusés, furent expulsés de Dijon après la rentrée de la Saint-Martin. Toutefois ils reprirent leurs fonctions après l'enregistrement de l'édit de pacification du 19 mars 1563.

(1) Antoine Faber, Guy Pape, Balde, Guillaume Budée, Loisel, La Roche-Flavin. V. Gilles André de la Roque, *Traité de la noblesse*, Paris, 1678, in-4°, p. 439, et Guyot, *Répert. universel*, t. XIII, v° procureur, p. 717.

(2) Les procureurs signèrent ensuite, au nombre de vingt-sept, cette formule : « Nous, soussignés, procureurs de la Cour du Parlement de Dijon, croyons et confessons en sincérité de cœur les articles insérés et approuvés par les lettres patentes du fut Roy François premier que Dieu absolve cy-dessus écrites, en la foy desquels articles nous voulons vivre et mourir et promettant à Dieu, à sa glorieuse mère, à ses anges et à tous ses saints et saintes en la présence de cette notable compagnie, garder et observer iceux, faire garder de tout notre pouvoir au sujet du Roy notre souverain seigneur sans faire ne souffrir être fait autre chose au contraire directement ou indirectement en quelque manière que ce soit sur les peines portées par ledit arrest, ainsy le jurons et promettons en témoins de quoy nous avons soussigné de notre propre main cette présente profession et déclaration le 6 juillet 1562. » — Bibl. Dijon, F. Sav., n° 1, t. I, p. 1254.

A la nouvelle de l'assassinat des Guise (23 décembre 1588), Dijon se soulève et se place sous l'autorité de Mayenne, gouverneur de la province. Une fraction du Parlement, restée royaliste, est obligée de quitter la ville avec le président Frémiot, au mois de mars 1589, et de se retirer à Flavigny (1). Une séparation semblable s'opère dans le corps des procureurs, et tandis que les royalistes rejoignent le président Frémiot, leurs confrères restés à Dijon embrassent avec ardeur le parti de la Ligue.

Au mois de juin de cette année, le procureur au Parlement, Pierre Michel, est élu vicomte-maieur. Très populaire, capitaine des Enfants de la ville, il avait organisé la défense de Dijon et s'était même fait remarquer par sa cruauté en faisant pendre et dépecer par les bouchers du *Bourg* un prisonnier de guerre, dans le but d'effrayer les partisans qui enlevaient les vigneronns jusque sous les murs de la ville. Pierre Michel ne devait occuper sa charge que quelques mois. Il mourut en janvier 1590. Apprenant cette nouvelle, le duc de Mayenne, qui l'avait fort estimé, écrivit à la Chambre de ville le 10 février : « J'ay sceu la mort de M. Michel dont je porte un extrême regret et desplaisir, sachant quelle étoit son affection, son debvoir et diligence au bien de cette cause et à votre conservation, pour l'amour qu'il portoit à la patrie et aux gens de bien (2). »

Après la conversion de Henri IV au catholicisme (3), les

(1) V. De la Cuisine, *Le Parlement de Bourgogne*, t. I, p. 168 et suiv.

(2) V. Jos. Garnier, *Correspondance de la mairie de Dijon*, t. II, p. 323. n° 470. Collection des *Analecta divionensia*.

(3) Nous avons consulté pour cette partie le *Journal de Breunot*, conseiller au Parlement, ainsi que le *Livre de souvenance de Pépin*, chanoine de la Sainte-Chapelle, publiés par Jos. Garnier dans la collection des *Analecta divionensia*, 1866, Dijon, 3 vol. in-8°.

Les Mémoires que le procureur au Parlement Sullot avait écrits au moment de la Ligue (1588-1619) et qui figuraient dans la bibliothèque du président Bouhier, sont malheureusement perdus. V. l'*Introduction* de J. Garnier au *Journal de Breunot*.

anciennes villes ligueuses embrassèrent peu à peu la cause royaliste. A Dijon, le nombre des *politiques* croissait de jour en jour. Le 5 janvier 1594, la Chambre de ville, restée hostile au roi, s'assemble au bruit que le procureur Valot, de concert avec quelques marchands, veut ouvrir les portes aux troupes ennemies. Quelques mois plus tard, une nouvelle conspiration, dirigée par l'avocat Jacques La Verne, *antique maïeur*, est découverte. Plusieurs procureurs sont impliqués dans cette affaire, et, tandis que Rapelet et Perrin (1), arrêtés, sont conduits au château, Massey et Denis Garnier peuvent s'échapper (25 août). Le jugement des principaux complices, retardé par suite de la difficulté de trouver des juges, n'est prononcé que le 22 septembre. La Verne et le capitaine Gault sont condamnés à avoir la tête tranchée « sur l'eschaffault du Morimont », le procureur Garnier et quatre autres fugitifs « a estre cejourd'hui pandus et estranglés par ledict exécuteur audict champ du Morimont, et parce que ilz n'ont peu estre appréhendés, l'exécution en sera faicte en effigie (2) et en chacune d'icelle leurs noms et surnoms attachés, escriptz en grosses lettres (3)... », ils doivent, de plus, payer chacun 1,200 écus d'amende.

La fraction du Parlement restée à Dijon déplorait de jour en jour plus vivement le trouble causé dans toute la province ; son ancienne haine contre le roi était tombée depuis sa conversion. Elle regrettait d'avoir amené l'éloignement du président Frémot et désirait le rétablissement de l'unité nationale par la pacification des partis. Elle résolut, au mois de juillet 1594, d'écrire à Mayenne et au

(1) V. *Livre de souvenance de Pépin*, publié par J. Garnier avec le *Journal de Breunot*, t. I, p. 118.

(2) « Qui est un grand avantage pour leur personne » ajoute naïvement Breunot, *Journal*, t. II, p. 366.

(3) Arch. Dijon, *Délibérations de la Chambre de ville*, B. 232, f° 109 r°.

vicomte de Tavannes pour leur demander d'amener la cessation des hostilités. Mais la Chambre de ville, composée en grande partie de procureurs et d'avocats (le procureur René Fleutelot était alors maire de Dijon), était l'âme de la résistance. Elle répondit aux membres du Parlement « qu'ilz n'ont aucune cour, juridiction ny congnoissance des faits des armes en ladite ville, ains ladite Chambre... estant lesdits sieurs de ladite Cour comme habitans sugetz à la garde et conservation de ladite ville... que leurs privilèges sont plus anciens que son établissement, et que noz seigneurs les ducs de Bourgogne et rois de France n'ont jamais trouvé mauvais quand ladite ville a soutenu contre eulx lesdits privilèges (1)... » On sent, sous ces paroles, percer la satisfaction qu'éprouvent ces petits bourgeois, si souvent l'objet du mépris du Parlement, à traiter avec lui d'égal à égal.

De tous les échevins, le plus enragé ligueur est le procureur au Parlement, Pignalet, capitaine du guet. Il stimule l'ardeur de chacun, ne demande qu'à tuer les politiques « qui sont pacifiques et désirent le repos (2) ». Son beau-père même, le grenetier de Requeleyne, qui sera maire de Dijon en 1597, est traité publiquement par lui de « Luther politique », et Breunot nous raconte qu'il lui « avoit par deux fois tiré la corde du col » et déclaré « qu'il ne mourroit que de ses mains et que peu tenoit qu'il ne le perçat avec son espée (3) ».

La population supporte difficilement ces troubles continuels ; les villes voisines, les unes après les autres, se soumettent au roi. A la Chambre de ville, quelques échevins, dont le procureur Morel, sont partisans de lui

(1) *Journal de Breunot*, p. 187 et 188, note.

(2) *Ibid.*, t. II, p. 90.

(3) *Ibid.*, t. II, p. 156.

ouvrir les portes ; Pignalet s'indigne, mais le maire, le procureur René Fleutelot lui-même sent que toute résistance devient inutile. Il prépare peu à peu les esprits à la soumission, si bien qu'à l'assemblée générale, composée des membres de la Mairie, du Parlement, de la Chambre des comptes et des députés des paroisses, l'on décide de reconnaître le roi Henri IV. Pignalet se sépare de ses amis, il veut s'opposer par la force à la sortie des députés porteurs des lettres de soumission ; obligé de se retirer, il organise la dernière résistance, et, pendant que le vicomte de Tavannes s'empare de la maison du Miroir, il enlève de force la tour de Guise. L'entrée du maréchal de Biron à Dijon le fait retirer au château ainsi que le procureur Bréchillet. Le 4 juin, René Fleutelot allait recevoir le roi à la porte Saint-Pierre et, à genoux et tête nue, entouré de ses échevins, lui présentait les clefs de la ville, l'assurant de la fidélité des habitants (1).

Le 19, rentrait à Dijon la fraction royaliste du Parlement. Les procureurs qui, au nombre d'une vingtaine, l'avaient suivie à Flavigny et à Semur (2), reprirent à Dijon leurs fonctions avec leurs confrères anciens ligueurs. Tandis que le roi obtenait que le procureur René Fleutelot fût réélu vicomte-maire, le 21 juin, et lui conférait des lettres de noblesse « en considération des grandz et signallés services qu'il luy a faict et à la couronne mesme en la réduction de ceste ville capitale du pays en son obéissance où il s'est employé virillement et vertueusement au péril et hasard de sa vye (3)... », les procureurs Pignalet et Bréchillet étaient condamnés à quitter la ville.

(1) V. Arch. de Dijon, B. 232, *Délibérations de la Chambre de ville*, des 3 et 4 juin 1595, f° 281 r°-283 v°.

(2) En 1592, le Parlement royaliste avait quitté Flavigny pour Semur.

(3) Arch. Dijon, B. 233, *Délibérations de la Chambre de ville*, f° 108 r°.

Ces quelques pages d'histoire sont curieuses parce qu'elles nous permettent de juger de la situation exacte, à cette époque, des procureurs au Parlement de Bourgogne. A la fin du seizième siècle, ils appartiennent à la bonne bourgeoisie et quelques-uns occupent des situations élevées. Le maire de Dijon n'a-t-il pas la qualité de « vicomte-mayeur, prévot lieutenant général de police, colonel et chef des armes de la ville et commune de Dijon, baron-propriétaire d'Antilly, Champseuil et Lochère, élu perpétuel des Etats généraux et président-né du Tiers Etat de toute la province (1) » ! C'est un procureur au Parlement qui, chaque année, sera nommé syndic de la ville ; les deux syndicats des Etats généraux de Bourgogne seront également remplis par ces officiers. Enfin, à la Chambre de ville (2), on appelle tous les ans un certain nombre de procureurs.

Les procureurs, praticiens habiles et instruits, étaient en effet très utiles à la direction des affaires municipales. Ils étaient en rapports journaliers avec la foule des plaideurs. On les savait hommes d'une très grande activité.

Arrivés au Palais à six heures en été, sept heures en hiver (3), ils s'installaient dans la grande salle, appelée aussi salle des procureurs, salle Saint-Louis ou de la

(1) *Essai sur la profession de procureur*, 1749, in-16 (sans indication d'auteur et de lieu), p. 60.

(2) Au quinzième siècle déjà, avant l'institution du Parlement à Dijon, procureurs et avocats occupaient de nombreux sièges à la mairie. En 1450, Philippot Martin s'en était plaint en termes si violents qu'il s'était vu appréhender et jeter en prison. Le 24 juin, en effet, il s'était écrié « à haulte voix » : « Nous n'avons pas besoingt de avoir comme maieur avocat ne procureur, car ils n'estoient que *rongeux* », ajoutant qu'il « pourroit y avoir des testes rouges » si l'on élisait un autre que son candidat, Philippe Machefoing. — Arch. Dijon, B. 159, *Délibérat.*, f° 3 v°.

(3) Arrêt du 6 juillet 1624. Bibl. Dijon, A. F., n° 461, t. IV, p. 601, et Sav., n° 3, t. V, p. 74. — Comp. les arrêts de juin 1555 (Sav., n° 1, t. I, p. 574) et du 11 juillet 1613 (Sav., n° 3, t. IV, p. 319 v°).

Chapelle, aux bancs (1) qu'ils avaient dû faire établir en 1579, à la place réservée par une ordonnance de Charles IX de 1571 (2), et y attendaient les clients. De nos jours où l'avoué s'enferme seul avec le client dans un cabinet où les bruits du dehors parviennent à peine, on se représente mal ces procureurs réunis tous dans cette salle, entendant avec peine les explications confuses de plaideurs ignorants, au milieu du vacarme produit par promeneurs, curieux et laquais circulant devant les petites boutiques de libraires, drapiers, merciers, orfèvres, etc., établies dans cette même salle (3).

Le procureur passait presque toute la journée au Palais. Arrivé de très bonne heure le matin, il devait y revenir à une heure et demie ou deux heures selon les saisons. Son cabinet d'étude, au seizième siècle du moins, n'est autre chose que son banc dans la grande salle. C'est là qu'il rédige les requêtes qu'il doit présenter à l'entrée de la Cour (4). Toutes les écritures à cette époque appartiennent à l'avocat; l'ordonnance de 1480 les lui confie, et un règlement du 10 janvier 1554 défend aux procureurs de « faire aucune écriture à peine de suspension pour la première fois (5) ». Ils ne seront jamais admis à rédiger les actes où il s'agira « d'un point de droit, de coutume ou d'ordonnance (6) ». Les avocats feront donc les griefs, les

(1) V. arrêts du 16 novembre 1579. Bibl. Dijon, Sav., n° 1, t. II, p. 1264; A. F., n° 459, f° 9, et A. F., n° 461, t. IV, p. 658.

(2) V. De la Cuisine, *Le Parlement de Bourgogne*, t. III, Appendice, p. 410.

(3) V. Henri Beaune, *Le Palais de justice et l'ancien Parlement de Dijon*, Dijon, Lamarche, 1872, in-16.

(4) Sur les Requêtes, v. les arrêts du 28 juin 1540 (Sav., n° 3, t. I, p. 48 r°); 19 novembre 1549 (A. F., n° 461, t. II, p. 8); 14 et 20 juin 1555 (Sav., n° 1, t. I, p. 574 et 576); 21 mai 1560 (Sav., n° 1, t. I, p. 1014); 17 novembre 1573 (Sav., n° 1, t. II, p. 767) et des années 1587, 1674, 1709 (Arch. Côte-d'Or, B. 12070, titre 25).

(5) Arrêt du 10 janvier 1554, art. 19. Bibl. Dijon, F. Sav., n° 3, t. I, f° 81 r°.

(6) Il en sera encore de même au dix-huitième siècle. Le règlement fait

réponses, contredits, salvations, etc., ne laissant aux procureurs que des copies d'écritures et la rédaction des requêtes, des inventaires de production dans lesquels il leur est formellement interdit d'insérer des raisons de droit (1). Dans les *mercuriales*, on insiste souvent sur le rôle respectif des avocats et des procureurs. Le procureur général Quarré s'adressant à ces derniers leur dira au milieu du seizième siècle : « Et vous, procureurs, puisque votre profession vous deffend d'entrer dans les secrets de la Jurisprudence, et ne vous permet pas de manier le droict, vous devez vous réduire à l'instruction des procez, et vous contentez simplement de ménager le faict de vos parties, vous devez laisser la plume et la parole aux advocats (2)... »

Le procureur est donc chargé de l'instruction du procès. Ce sera l'agent de la procédure, qu'il dirigera, comparant, déclinant la compétence de la Cour, demandant le renvoi, contestant, produisant, etc., il en sera l'agent actif, faisant toutes les démarches nécessaires, allant, dès qu'il a en mains la procuration et les instructions de son client, porter à l'avocat les pièces et les mémoires nécessaires à la préparation de la plaidoirie et à la rédaction des écritures (3). De chez l'avocat, il doit se rendre au greffe

au Parlement le 2 août 1731 dispose, en effet, dans son article premier que les avocats « feront seuls les griefs, causes d'appel, moyens de requête civile, réponses, écritures aux matières de droit et de coutume et autres de leur ministère ». V. Serpillon, *Code civil ou Commentaire sur l'ordonnance de 1667*, Paris, 1776, in-4°, p. 181. — V. arrêt du 29 mars 1727, Bibl. Dijon, A. F. mss. 460, t. VI, p. 170.

(1) V. arrêts des 13 février 1652 (Bibl. Dijon, Sav., n° 4, f° 199, et Arch. Côte-d'Or, B. 12070, titre 25); 11 mars 1652 (Bibl. Dijon, A. F., n° 460, t. II, p. 35) et 17 décembre 1653 (Bibl. Dijon, A. F., 460, t. II, p. 187 et 461, t. IV, f° 665). — Comp. l'arrêt de règlement du Parlement de Paris du 17 juillet 1693, Isambert, t. XX, p. 193.

(2) Discours de l'avocat général Quarré, *Des constitutions et de leur divorce avec le droict*, p. 175. — Comp. p. 101, « De l'Éloquence » : *Les plaidoyez et harangues de M. Quarré*, Paris, 1658, Bibl. Dijon, n° 4895.

(3) V. arrêts des 14 août 1553 (Bibl. Dijon, Sav., n° 3, t. I, f° 75 r°) et 27 février 1655 (*ibid.*, t. VI, f° 14). — La Roche-Flavin, *op. cit.*, liv. II, ch. XV, § 95.

des présentations, déclarer qu'il comparaitra pour telle partie dont il doit donner les « qualités, noms, surnoms et demeure », contre telle autre. C'est l'acte caractéristique de l'intervention du procureur. « Dès l'instant qu'ils (les procureurs) ont faite la présentation en vertu de leur procuration, ils s'ont faicts les maistres de la cause; comme tels ont tout pouvoir et puissance de comparoistre en jugement (1). » Dans les trois jours de la présentation, le procureur de l'appelé doit communiquer ses pièces au procureur de la partie adverse qui les pourra garder quinze jours pour lui permettre de dresser l'acte de conclusions (2). Cet acte devra être communiqué au procureur de l'appelé lors de la restitution de ses pièces, et celui-ci aura un délai de quinze jours pour préparer ses réponses (3). Dans les trois jours de la restitution

(1) La Roche-Flavin, *op. cit.*, liv. II, ch. xv, § 1. — La présentation des procureurs au greffe avait déjà été ordonnée par l'ordonnance du 8 janvier 1480 (ch. II), afin de s'assurer de la validité de leurs procurations. On attachait alors une très grande importance à l'accomplissement de cette formalité. Un arrêt du 28 mai 1524 (Bibl. Dijon, Sav., n° 1, p. 276) punissait d'une amende de 100 livres les procureurs qui ne l'auraient pas observée. L'édit de Henri III du mois d'août 1575, érigeant en titres d'office les charges de greffiers des présentations, déclarait nulle toute la procédure qui n'aurait été précédée de l'enregistrement de la déclaration du procureur. (La Roche-Flavin, *op. cit.*, liv. II, ch. x.) L'ordonnance civile d'avril 1667, maintenant cette formalité pour le procureur du défendeur (titre IV, art. 1^{er}), la supprimait à l'égard du demandeur (art. 2). C'était avec raison, car celui-ci faisait connaître son procureur par l'exploit de la demande. L'intérêt fiscal fit abroger cette disposition; l'édit de mars 1695 rétablissait la présentation du demandeur afin de doubler les droits de présentation et de contrôle perçus par les greffiers. Une déclaration royale du mois de juillet suivant prescrivait à ces greffiers de tenir deux registres séparés pour les présentations des demandeurs et des défendeurs, et de garder les cédules de présentation que les procureurs leur remettaient après les avoir signées, dont ils rendaient un double à ces derniers.

(2) V. règlement de la Cour, du 20 mai 1608. Bibl. Dijon, Sav., n° 3, t. IV, f° 193 r° et v°.

(3) V. l'ordonnance de 1480 (ch. II) et les arrêts et règlements des 20 mai 1608 (art. 4 et 6); 31 mai 1613; 9 mars 1622; 9 août 1622 (art. 6 et 8); 28 mars 1628; 27 janvier 1635. (Bibl. Dijon, Sav., n° 3, à leur date.)

pour les procès par écrit, l'acte de conclusions doit être déposé au greffe où sera pris l'appointement de conclusions. La communication de pièces doit être faite au procureur général (1) pour toutes causes concernant le roi ou le public. Dès que les procureurs se seront respectivement communiqué leurs pièces et auront présenté requête pour avoir audience, le greffier des présentations dressera le rôle qu'il fera publier (2). Au jour de l'audience, le procureur doit assister l'avocat, debout derrière lui pendant la plaidoirie, tenant en mains les pièces et mémoriaux dont l'avocat peut avoir besoin (3). Ce n'est que rarement que l'arrêt sera rendu immédiatement. Lorsque les plaidoiries n'ont pas suffi à éclairer les juges, un appointement est donné pour préciser le point litigieux : *appointement à produire* quand ils estimeront un simple examen des pièces suffisant, *appointement à bailler par écrit* (4) quand la question est obscure. Les avocats mettront alors par écrit les raisons proposées dans leur plaidoirie et pour éviter toute introduction de faits nouveaux, les procureurs se communiqueront respectivement les productions de leur partie, qu'ils vérifieront avec soin. Ils dresseront ensuite les inventaires de production (5), renfermeront toutes les pièces dans des sacs qu'ils iront déposer au greffe. L'arrêt rendu, le procureur devra en poursuivre l'exécution et assister à la taxe des dépens.

(1) V. arrêts des 2 mai 1583 et 8 janvier 1609. (Bibl. Dijon, Sav., n° 3, t. II, p. 177, et t. IV, p. 217.)

(2) V. arrêt du 2 juin 1608. (Bibl. Dijon, Sav., n° 3, t. IV, p. 200.)

(3) V. arrêt du 27 février 1655 (Sav., n° 3, t. VI, p. 14). — La Roche-Flavin, *op. cit.*, liv. II, chap. xv, p. 102.

(4) Le premier sera plus tard l'appointement à *mettre*, le second l'appointement *en droit*.

(5) V. les arrêts des 12 avril 1617 (Sav., n° 3, t. IV, p. 409) et 1^{er} avril 1677 (A. F., n° 460, t. III, p. 382) et les règlements des 19 juillet 1679, art. 10, 11, 12 (Sav., n° 3, t. VI, p. 230 et suiv.) et 12 août 1716, art. 15 et 16 (F. de Juigné, n° 1, t. II, p. 83 et suiv.).

Ce n'est là qu'une esquisse théorique de la procédure, car à la fin du seizième siècle, elle est encombrée d'incidents multiples, soulevés à tout moment, dont chacun donnera lieu à de longs débats, d'appointements sans nombre, de congés, de défauts, de délais, d'exceptions opposées, le tout compliqué de lettres de chancellerie qu'un intérêt fiscal avait rendues nécessaires à tout moment : lettres de relief ou de désertion d'appel, de récusation, de débitis, de restitution, de respit, de contre-respit, de committimus, etc.

Cependant de grands progrès avaient été apportés dans la procédure depuis le début du siècle par les ordonnances de Villers-Cotterets (1539) et de Moulins (1566). Cette dernière surtout, en exigeant la preuve littérale au lieu de la preuve testimoniale pour tout acte d'un intérêt supérieur à cent livres (art. 54), rendit bien moins fréquente l'interminable procédure de l'enquête. « On se figure aisément quelles ressources offrait à la chicane, malgré les abréviations de délais, une procédure dans laquelle on pouvait embarrasser le jugement d'une affaire non seulement au fond, mais encore sur les incidents, d'enquêtes multiples sur les faits offerts en preuves (1)... »

On comprend qu'avec une telle complication de la procédure, un intermédiaire entre le juge et le plaideur soit devenu une nécessité. Si l'emploi d'un mandataire *ad litem* n'est pas encore obligatoire devant le Parlement (il le sera en 1667), il l'est du moins en fait. Les procureurs au Parlement sont les seuls qui soient admis à représenter les parties devant la Cour. Celle-ci, exigeant de ses procureurs certaines conditions de probité et de capacité, devait veiller à ce que solliciteurs et autres ne pussent se glisser au Palais. Défense expresse était faite

(1) Tanon, *L'ordre du procès civil au quatorzième siècle*, Nouvelle revue historique, 1885, p. 656.

aux titulaires de ces charges de prêter leur nom à de pareils gens dont le seul but était d'exploiter les plaideurs.

Les procureurs, eux-mêmes, les plus intéressés au maintien de ce monopole (1) avaient été amenés, pour la défense de leurs droits et intérêts communs, à former un groupement analogue à un corps de métier. L'individu isolé eut été fatalement emporté; la corporation seule devait les sauver. Les procureurs formaient un petit monde spécial; très unis (2) et jaloux de leurs droits, ils savaient les défendre avec ténacité.

Les documents que nous avons sur les origines de la communauté des procureurs sont à peu près nuls. Ce n'est que dans le chapitre suivant que nous la verrons, sinon définitivement organisée, du moins formée en corporation solidement constituée. Nous savons cependant que, dès les premières années du seizième siècle, les procureurs se réunissaient toutes les fois que se présentait une question d'intérêt général. Chaque réunion devait être autorisée spécialement par la Cour. Un syndic était élu pour représenter la corporation et faire en son nom les démarches nécessaires. Certains procureurs négligeant d'assister à ces assemblées ou se refusant à satisfaire aux

(1) Comp. les articles 1 et 2 des statuts des procureurs au bailliage de Dijon, du 3 janvier 1696. — Arch. Côte-d'Or, B² 101, 1^{er} registre.

(2) Le procureur Carilloux ayant été conduit à la Conciergerie, pour irrévérances à l'audience, par les trois huissiers Girardot, Givoinet et Petitot, les procureurs décident, pour venger leur confrère, de ne plus les employer. Ceux-ci furent obligés d'adresser une réclamation à la Cour, qui défendit (14 février 1696) aux procureurs de priver désormais de fonctions « et molester ainsi directement ou indirectement ceux des huissiers qui auroient mis ou seroient chargés mettre lesdits arrêts et ordres de la Cour à exécution, à peine d'être lesdits contrevenans déclarés rebelles à justice, et comme tels punis suivan (*sic*) la rigueur des ordonnances ». Elle ordonne aux procureurs de distribuer à tous les huissiers « sans aucune distinction ni affectation les expéditions et actes de procédures... » V. Bibl. Dijon, F. de Juigné, mss. n^o 1, t. I, p. 56.

délibérations prises, la Cour, à la requête du syndic, les oblige, par arrêts de 1571 et 1576, de s'y présenter sous peine de vingt sols envers les pauvres, s'ils n'ont empêchement légitime. Le Parlement, qui voit se renouveler fréquemment ces réunions, voulant exercer sur ce groupe une surveillance plus étroite, exige communication au procureur général du procès-verbal de chaque assemblée (1).

A côté de ce groupement d'un caractère pratique, se rencontre, comme dans toute corporation, la confrérie, association purement religieuse. Les procureurs ne sont plus seuls; les avocats dont la profession bien que distincte se rapproche par certains côtés de celle des procureurs, avaient conclu avec eux, le 15 mai 1516, un accord pour se placer sous la protection de Saint-Yves, patron des avocats et des hommes de loi (2). La confrérie de Saint-Yves, quelques années plus tard, prendra un très grand développement, car aux procureurs et avocats se joindront les officiers du Parlement, de la Chambre des comptes et du bailliage de Dijon (3). Nous voyons en effet, « les confrères de la société érigée en l'honneur de monsieur saint Yves » faire par-devant maître François Morel, notaire royal, une fondation à la Sainte-Chapelle le 12 juillet 1571. Les seuls confrères intervenus sont « maistre Estienne Coussin procureur a la cour de parlement audict Dijon doyen a present dicelle societe, mesire Jean Begat chevallier presidant a ladicte cour, nobles mess. Guillaume Berbisey docteur es droictz conseiller

(1) Arrêt du 19 juin 1576. Bibl. Dijon, F. Sav., n° 3, t. I, f° 368 r°.

(2) Au Parlement de Paris, avocats et procureurs formaient une seule communauté et une seule confrérie dont les patrons étaient saint Nicolas et sainte Catherine. Saint Yves était le patron de la confrérie des procureurs au Châtelet et de celle des étudiants bretons. V. De la communauté des avocats et procureurs au Parlement de Paris, dans *Variétés historiques, physiques et littéraires*, t. III, p. 69 et suiv., Paris, 1752, in-12.

(3) Un rapprochement à peu près semblable existait à Paris. V. Delachenal, *Histoire des avocats au Parlement de Paris*, Paris, 1885, in-8°.

du roy et lieutenant particulier du bailliage de Dijon siege principal Marc Fyot, Jean Bossuet, Pierre Morin conseiller du roy et maistre en la chambre de ses comptes audict Dijon, Emillian Julien conseiller et advocat du roy en ladicte chambre de ses comptes, Bernard Desbarres docteur es droictz, advocatz a ladicte cour, Richard Arviset et Anthoine Morisot procureurs a ladicte cour (1)... » Quel honneur ce devait être pour le corps des procureurs de voir un des leurs doyen de la confrérie, entouré du respect de tous!

Les chanoines de la Sainte-Chapelle s'engageaient, moyennant le versement de six cents livres, à faire « vng chacung an la veille du jour de ladicte feste et sollempnité Sainct Yves dire et celebrer les vespres a lhautel dudit Sainct Yves erige en ladicte eglise de ladite sainte Chapelle avec la musique et orgues selon et ainsi quil est accoustume destre faiet et celebre es principales et solempnelles festes de ladicte eglise avec les suffrages et commemorations accoustumees destre dictes ledict jour, le jour de ladicte feste saint Yves se dira et celebrera audit autel avec la musique et orgues, ou assisteront les massiers la grande messe a diacre et soubdiacre les vespres ledict jour et a lissue dicelles vespres les vigilles et suffrages des mortz avec les collettes commemorations, processions et stations accoustumees et le landemain de ladicte feste la grand messe a diacre et soubdiacre pour le remede et salut des ames des trespassez de ladicte societe (2)... » Les chanoines devaient de plus faire dire une messe basse à l'issue des audiences du Parlement. Cette confrérie existait depuis de longues années, faisant célébrer les mêmes services. Ce sont les progrès de la réforme

(1) Arch. Côte-d'Or, G. 1171, fondations, et G. 1210, f° 156, chapelles, *fonds de la Sainte-Chapelle*.

(2) *Ibid.*

qui amenèrent les différents membres de cette société à l'asseoir sur des bases solides en faisant, en 1571, une fondation perpétuelle « affin que cy apres la malice et corruption des siecles ne peust corrompre ou alterer telle devotion ».

De nouvelles fondations furent encore faites en l'honneur de saint Yves, par le procureur au Parlement Le Renouillet (1), le 17 mars 1607 à la Sainte-Chapelle, et le 24 mai 1614 pour la célébration de messes qui devaient être dites trois fois par semaine à l'issue de l'audience publique, à la chapelle du Palais.

La confrérie de Saint-Yves subira, quelques années plus tard, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, des modifications profondes, les procureurs auront leur confrérie propre. La communauté dont nous n'avons vu que les débuts, va s'organiser et devenir, au milieu du dix-septième siècle, sous la pression des événements, une corporation solidement établie, capable de résister aux édits fiscaux. C'est qu'en effet le moment est venu où la royauté, triomphant définitivement des énergiques résistances du Parlement, tentera d'imposer des charges de plus en plus lourdes aux malheureux procureurs qu'elle aura enfin contraints à prendre des lettres d'office.

(1) V. la brochure anonyme précitée, *Essai sur la profession de procureur*, p. 62 et 63. — En 1635 (1^{er} mai), l'avocat Bernard Martin, doyen de la confrérie, fit une fondation pour un office solennel des matines qui devait être célébré à la chapelle Saint-Yves, le jour de la fête de leur patron. — Arch. Côte-d'Or, G. 1172, fondations, *fonds de la Sainte-Chapelle*.

CHAPITRE III

Les Procureurs Officiers royaux.

(1620-1680)

Reprise de la lutte de la royauté contre le Parlement. — L'édit de 1620 érige les charges de procureurs en offices. — Il n'est pas exécuté. — L'hérédité est imposée à tous les procureurs en 1640. — Première grève des procureurs. — Développement de la communauté. — Les procureurs se séparent des avocats pour avoir leur confrérie propre. — En 1662, les lettres d'office sont imposées à tous les procureurs. — Seconde grève — — Trente charges sont supprimées. — Lettres de provision. — Le titre et la finance. — *Procuratio ad resignandum*. — Les charges de procureurs étaient-elles patrimoniales et héréditaires avant 1662? — L'ordonnance civile de 1667 mal accueillie des procureurs. — Difficultés avec les huissiers. — Une nouvelle taxe d'hérédité, en 1672, est la cause d'une troisième grève. — Celle-ci prend fin avec l'emprisonnement du procureur Genreau. — Règlement de 1679. — La persécution religieuse.

L'année 1579 avait vu s'ouvrir pour le Parlement de Dijon, après une période de luttes ardentes marquée par les rapides progrès de la royauté, une ère nouvelle d'un calme absolu. L'ancienne tentative du pouvoir central de 1572, pour transformer les procureurs en officiers royaux, n'avait plus été renouvelée. Cette tranquillité devait brusquement cesser quelques quarante ans plus tard.

En 1620, en effet, Louis XIII, reprenant la question, la replace sur le même terrain. Par édit du mois de

février (1), il érige à nouveau les charges de procureurs en titre d'office et interdit formellement aux Cours de recevoir ceux qui n'auraient pas pris des lettres de provision, la nomination des procureurs « étant un droit royal ».

Mais l'office n'est pas imposé aux procureurs immatriculés, c'est-à-dire nommés par le Parlement. Liberté complète leur est laissée de continuer comme auparavant l'exercice de leurs charges. Pour les amener cependant à lever des lettres royales, le droit de résignation n'est accordé qu'aux seuls officiers.

Cet édit de 1620, exécuté dans les différentes Cours souveraines du royaume, reste, au Parlement de Dijon, à l'état de lettre morte. Sauf de rares exceptions, les nouveaux procureurs sont reçus en vertu de simples commissions judiciaires ; le Parlement refuse de désarmer. En 1640, il déclarera encore au roi que les charges de procureur doivent rester « à la disposition de la Cour (2) ». — Quant aux anciens procureurs en exercice, ils négligent d'acquérir l'hérédité qu'on leur avait offerte avec l'office.

Ce droit d'hérédité, qui devait être réservé aux seuls pourvus de lettres de provision, se vit étendu, en 1640, pour les besoins du fisc, à tous les procureurs sans distinction (3). L'édit bursal faisait son apparition, et, pour ce début, on ne demandait pas moins de mille livres à chaque procureur, qu'il devait acquitter à peine d'emprisonnement. Mille livres pour un simple procureur, c'était une somme telle que la plupart se trouvaient dans l'impossibilité absolue de la trouver. Le Parlement dut intervenir et, grâce aux efforts du premier président Bouchu, une réduction de plus de moitié fut

(1) Isambert, t. XVI, p. 136 et suiv.

(2) Arch. Côte-d'Or, B. 12070, titre 25.

(3) Ils étaient alors au nombre de cent.

consentie par le fermier chargé du recouvrement. La taxe fut abaissée à quatre cent trente livres. Une semblable diminution laissant au *traitant* un bénéfice suffisamment élevé permet de juger du déplorable système de la ferme adopté pour certaines taxes. Le procureur Genreau nous laisse voir dans son journal domestique ce qu'on pensait alors d'un pareil procédé : « Le dixième may 1640, écrit-il, je païé ma taxe avec grande douleur de cœur. Dieu par sa sainte grace nous délivre de telle peste de partizans qui ruinent le Roy et son peuple et qui entraînent un tel malheur que chascunentre dans le soubçon et la deffiance de son compagnon par les artifices de ces insignes voleurs... hélas combien de pauvres procureurs en ont esté et seront ruinés (1)... »

A peine les procureurs venaient-ils d'acquitter ce droit de quatre cent trente livres, qu'ils apprennent que de nouvelles taxes leur sont imposées. Ils s'assemblent immédiatement, bien déterminés cette fois à la résistance (2). Après plusieurs réunions où « il se tenoit des propos aigres et malsonnans », ils décident de désertier le Palais. Mais le Parlement, irrité de voir le cours de la justice interrompu du fait des procureurs « qu'il avoit protégés jusques à présent en tout ce qu'il lui avoit été possible » leur défend expressément de tenir de nouvelles assemblées sans son autorisation, menace de les frapper d'interdiction et de les poursuivre pour crime de lèse-majesté s'ils ne reprennent immédiatement leurs fonctions (7 février 1645). Les procureurs refusent de tenir compte des ordres de la Cour. Les deux syndics sont mandés et avertis que toute nouvelle désobéissance sera très sévèrement punie. Ils se soumettent, et, à la demande des syndics

(1) Bibl. Dijon, F. Baudot, mss. 83, *Journal de Genreau*, f° 30 r°.

(2) V. arrêts des 7 février, 4, 8 mars et 2 mai 1645. Bibl. Dijon, A. F., mss. 460, t. I, p. 221, 226, 227 et 235.

d'autoriser leurs réunions, la Cour, pour éviter de nouveaux désordres, leur permet, le 8 mars, de choisir douze d'entre eux : six anciens, trois moyens et trois des derniers reçus pour délibérer au nom de la communauté entière.

Cet arrêt est d'une très grande importance, car c'est lui qui jette les bases de la *Direction* de la compagnie des procureurs. Cette organisation était limitée, semble-t-il, à la durée des délibérations relatives aux taxes qui frappèrent les procureurs en 1645, mais c'est sur le même modèle que nous retrouverons plus tard, en 1680, la Direction définitivement organisée. Déjà, quelques années auparavant (1), le 10 juillet 1639, la Cour avait autorisé, sur la demande des procureurs eux-mêmes, la réunion de huit d'entre eux pour exercer, chaque mois, avec les deux syndics, un droit de surveillance sur les membres de la communauté, avec pouvoir de punir d'amendes déterminées par les six plus anciens, les contraventions aux ordonnances et les fautes commises dans l'exercice de leurs charges. La Direction de 1680 sera investie de ce double droit de discipline et de délibération.

Après avoir pourvu à l'organisation intérieure de leur communauté, dans le désir de constituer un corps homogène ayant sa vie propre, les procureurs résolurent de se séparer des avocats et de former une confrérie spéciale. Au nombre de cent, ils constituaient alors un groupe suffisamment important. De fréquentes discussions s'élevaient, au sein de l'association, avec les avocats, particulièrement au sujet du droit de bâton, droit fort onéreux, rendant peu enviable l'honneur de porter la bannière du saint patron. Ce fut donc à la demande des procureurs que la Cour, par arrêt du 5 mai 1655, prononça la dissolution de l'association contractée en 1516. Les avocats continuant à

(1) Arrêt du 10 juillet 1639. Arch. Côte-d'Or, B. 12071, *octies*, p. 279.

faire célébrer à la Sainte-Chapelle les différents services en l'honneur de saint Yves, les procureurs établirent une nouvelle fondation de six cents livres à l'église Saint-Etienne. La veille de la fête de leur patron, le 18 mai, devaient être célébrées « au chœur de ladite église collégiale Saint Estienne, avec musique et champs d'orgue... les vespres et chapes en chœur, à la fin de la commémoration du saint », le jour de la fête de saint Yves, « a neuf heures du matin... a lautel capital de ladite église une grande messe a diacre, sous-diacre, acolites, chapes en chœur et orgues, les vespres a trois heures a mesmes ceremonies que dessus, et apres lesdites vespres... celles des morts a tous lesquels services les massiers de ladite eglise assisteront ainsi qu'aux principales et sollemnelles festes de ladicte eglise et le landemain... sera dict au capitale autel une messe de *requiem* a haute voix a diacre, sous-diacre et a chappes en faulx bourdon pour le repos des ames des trespases (1) ». Les ornements et tapisseries que les procureurs avaient eus en commun avec les avocats furent partagés (2). Cette fondation n'ayant été faite que le 15 mai 1656, les procureurs avaient obtenu de la Cour, l'année précédente, la permission de faire célébrer la fête de leur patron à la chapelle de la grand'salle du Palais.

Les procureurs éprouvaient alors le besoin de resserrer plus étroitement les liens qui les unissaient. L'avenir leur apparaissait inquiétant ; l'exception qu'ils constituaient dans le royaume depuis 1620, en se dispensant de

(1) Arch. Côte-d'Or, G. 136, reg., fol. 472 v^o-475 r^o. — V. *Mémoires de l'Académie de Dijon*, 4^e série, t. IX, 1903-1904, extr. des procès-verbaux des séances (séance du 14 février 1904), p. CXXI.

(2) Le 7 mai 1663, les avocats au Parlement firent un nouveau traité avec le chapitre de la Sainte-Chapelle. V. Arch. Côte-d'Or, G. 1206, chapelle Saint-Yves, LXXVII (liasse), et G. 1210, chapelles, f^o 162 (cartul.), *fonds de la Sainte-Chapelle*.

prendre des lettres d'office, rendait leur situation toute précaire. Un jeune roi, d'un caractère dominateur, était monté sur le trône. Là où Louis XIII avait échoué, son successeur devait réussir, en brisant la résistance du Parlement et en surmontant la répugnance des procureurs à devenir des officiers royaux. Un arrêt du Conseil, du 23 novembre 1662, allait assurer le triomphe définitif du pouvoir central.

En vertu de cet arrêt, tous procureurs matriculaires de justice sont tenus de prendre, dans les deux mois, des lettres de provision, à peine de deux cents livres et défense leur est faite de postuler tant qu'ils n'en seront pas munis (1). Les procureurs que Louis XIII, en 1620, avait laissés libres de lever des lettres d'office se voient ainsi brutalement mis en demeure de devenir officiers royaux. Désespérés, ils décident, à la fin du mois de juillet 1663, de quitter le Palais (2).

Le 30, la Cour, qui voit le service interrompu par suite de l'absence de toute requête, mande immédiatement le syndic pour faire rentrer les procureurs; ses ordres restent sans effet. Le premier président Brulart, inquiet, en prévient sans tarder Condé, gouverneur de la province (3). Les avocats font bientôt cause commune avec les procureurs. Pour dégager sa responsabilité, Brulart fait connaître au ministère toute son impuissance : « Si demain ce désordre continue, écrit-il le 1^{er} août, comme je n'en doute pas, j'assemblerai les Chambres pour y faire pour-

(1) V. les arrêts du Parlement des 30 juillet, 2, 6, 20 et 23 août, 21 novembre, 5 décembre 1663, 15 février 1664. Bibl. Dijon, A. F., mss. 461, t. IV, p. 666 et suiv., et mss. 460, t. II, p. 640 et suiv.

(2) Cons. pour cette grève des procureurs : Alex. Thomas, *Une province sous Louis XIV*, thèse, Paris, 1844, in-8° p. 369 et suiv.

(3) Bibl. Dijon, ancien fonds, mss. 311, *Correspondance de Brulart*, t. II, f° 128 r°. — V. de la Cuisine, *Choix de lettres inédites écrites par Nicolas Brulart à Louis XIV, Condé, Mazarin, Colbert, etc.*, Dijon, 1859, 2 vol. in-8°, t. I, p. 295.

voir. C'est tout ce que je peux faire de ma part et de parler avec severite et menaces aux procureurs comme je le fais, pour les obliger à se remettre dans l'ordre (1). »

Le 5, Brulart fait assembler les Chambres; la grande majorité des membres de la Cour, soutenant ouvertement la révolte des procureurs, les encouragent à la résistance et décident d'adresser des remontrances au roi pour lui rappeler « le droit et la possession du Parlement depuis sa création de pourvoir aux charges de procureurs et que les trois quarts de ceux-ci seroient réduits à la mendicité s'ils étoient obligés d'acheter des provisions (2) ».

Malgré les efforts du premier président, la Cour refuse d'interdire les « assemblées tumultueuses » des procureurs et de leur ordonner de reprendre l'exercice de leurs charges. Le 17, Colbert écrit à Brulart une lettre pour lui faire part du vif mécontentement du roi : « Je puis vous dire avec verite que la conduite de votre compagnie au sujet des procureurs qui refusent d'occuper... luy a esté extrêmement désagréable, veu que l'on pouvoit les obliger à postuler à l'ordinaire et eviter des inconveniens dont l'effet ne scauroit retomber que sur ceux qui les forment ou qui les causent... je la (Sa Majesté) vois dans la resolution de ne pas souffrir l'interruption de la Justice par la cabale des procureurs et d'y mettre elle-mesme la main, si d'ailleurs on ne remédie promptement à ce desordre (3). »

Les craintes du malheureux Brulart se justifiaient ; lui qui s'était toujours montré sévère pour les procureurs, leur refusant toute indulgence, était considéré comme le fauteur de ces troubles. Immédiatement il donne con-

(1) *Correspondance de Brulart*, mss. 311. — Lettre à de la Vrillière, t. II, f^o 129 v^o. — De la Cuisine, *op. cit.*, p. 296.

(2) *Correspondance de Brulart*, mss. 311, f^o 132 v^o.

(3) *Ibid.*, f^o 135 v^o.

naissance de cette lettre au Parlement et réussit à obtenir coup sur coup, le 20 et le 23, deux nouveaux arrêts enjoignant aux procureurs de reprendre leurs fonctions.

Quelques-uns, les plus raisonnables, obéissent, comprenant l'intérêt qu'ils avaient à ne pas indisposer la Cour qui jusqu'alors ne leur avait pas caché son appui. Mais « les opiniâtres, qui sont les jeunes et les plus gueux (1) », refusent de reparaître au Palais. Ils parviennent d'ailleurs à persuader leurs confrères qui avaient repris la postulation, si bien que, durant toutes les vacations, aucun d'eux ne se présente devant la Cour.

Les avocats eux-mêmes, qui étaient rentrés au Parlement, le désertent à nouveau. La résistance est aussi vive qu'au premier jour ; rien n'en fait prévoir la fin. « Il y a près de cinq mois, écrit Brulart au chancelier Séguier, le 27 octobre, que toutes les juridictions royales de cette province sont en desordre par l'abandonnement des procureurs... l'un de leur scindics m'écrit de Dijon... qu'ils sont résolus de n'assister pas au serment à la saint Martin ny à l'ouverture du Parlement, qu'ils ne mettront aucunes causes aux rolles, ny se cotteront pour les parties, espérans que ce désordre, qui ne scauroit manquer d'exciter par le temps les clameurs de la province, leur fera du bien au Conseil et les garentira de prendre des provisions (2). »

Brulart, redoutant la légitime irritation du roi au cas où les procureurs parviendraient à provoquer des troubles dans le pays, veut leur en enlever les moyens ; il rédige un projet d'arrêt (3), qu'il communique à Paris, ordonnant aux procureurs de prendre des lettres à la grande Chancellerie et de reprendre la postulation, à peine de cinq

(1) *Correspondance de Brulart*, mss. 311, f° 137 r°. Lettre de Brulart à Colbert, du 25 août.

(2) *Ibid.*, f° 144 r°.

(3) *Ibid.*, f° 140 r°.

cents livres d'amende, les réfractaires seraient emprisonnés. D'autre part, il entame des négociations avec les procureurs, promet d'intervenir pour eux et de demander au roi la décharge de l'amende, à condition qu'ils postulent dès la rentrée, même avant l'obtention de leurs provisions, ce qui était en contradiction avec les dispositions de l'édit de 1662 qui leur défendait, à peine de faux, de continuer leurs fonctions tant qu'ils ne seraient pourvus de lettres d'office ; c'était un compromis, les procureurs eurent la sagesse d'en profiter.

De jour en jour, les menaces du ministère devenaient plus vives, l'abandon du Parlement plus manifeste. D'ailleurs, qu'auraient-ils gagné par une plus longue résistance ? Le roi n'était pas d'humeur à céder ; ils risquaient la perte de leurs charges. Ils se soumirent, et tous assistèrent à la rentrée de la Saint-Martin.

Brulart, dans son discours « sur l'amour de la iustice et de sa charge », adressa aux procureurs ces paroles d'une bienveillance toute paternelle, où il témoignait de sa joie d'avoir mis fin à une situation très délicate. « Si vous aviez parfaitement aimé la iustice, vous n'auriez pas imité l'enfant prodigue qui quitta la maison de son père, après avoir souffert la nécessité et la faim, il reconnut sa faute et fut reçu avec ioye dans sa famille et la Cour scait que vous avez souffert durant votre absence, et que vous avez du repentir d'avoir failly, et elle vous reçoit à présent avec plaisir comme une partie de la iustice qui se réunit à son tout (1). »

Le surlendemain Brulart écrivait à de la Vrillière pour obtenir la décharge de l'amende (2). Le roi y consentit, mais demanda l'enregistrement immédiat de l'édit du

(1) *Discours et harangues de Brulart*, Bibl. Dijon, A. F., mss. 234, p. 179.

(2) *Correspondance de Brulart*, mss. 311, f° 141 v°.

23 novembre 1662. Brulart répondit qu'il y emploierait tous ses efforts, mais il voulut du moins tenter une dernière démarche pour obtenir le maintien de l'ancien privilège du Parlement. « Je vous dois dire (1), ajoutait-il, que cette nouveauté ne passera pas sans que la Compagnie ait bien du déplaisir de perdre le droit de pourvoir à ces charges dont elle et singulièrement les premiers présidents sont en possession paisible depuis la création du Parlement jusques à cette heure (2). » La résistance devait se produire, comme le prévoyait Brulart. Il n'y eut, le 5 décembre, que quatre voix favorables à l'enregistrement. La Chambre de ville et les Elus des Etats (3) avaient de leur côté fait une vive opposition. Ils demandaient la suppression de l'exemption des tailles, accordée aux procureurs par l'édit, qui aurait entraîné pour les autres imposés une surcharge de plus de huit cents livres (4). Brulart, désespérant d'arriver à une heureuse solution, suggère alors l'idée d'une jussion. Le 21 décembre, il fallut recourir à ce moyen extrême et, pour faire tomber les réclamations des Elus et de la Mairie, supprimer l'exemption de tailles. Le 15 février 1664, l'édit portant création des charges de procureurs en titre d'office, était enregistré au Parlement de Dijon.

De cette lutte qui durait depuis le mois de juillet, seuls, les Elus et la Chambre de ville avaient obtenu satisfaction. La Cour s'était vu retirer définitivement le droit de

(1) *Correspondance de Brulart*, mss. 311, fol. 144 v^o. Lettre de Brulart à la Vrillière, du 25 novembre 1663.

(2) Il y avait dans ces paroles une grande part d'exagération. Nous avons vu, en effet, que si le Parlement avait gardé, en fait, la nomination des procureurs, il l'avait dû à une résistance opiniâtre aux édits royaux.

(3) V. Alex. Thomas, *op. cit.*, p. 373.

(4) Nous sommes, en effet, arrivé au total de 808 livres 10 sols en additionnant les impositions annuelles, variant de 2 à 32 livres, qui étaient à la charge des procureurs au Parlement. — Arch. Dijon, reg. de tailles, 1662-1663, L. 244.

nomination des procureurs. Les procureurs allaient devenir officiers royaux après avoir perdu l'exemption de tailles que leur accordait l'édit de 1662. Une déclaration d'octobre 1666 supprimait trente de leurs charges. C'était une nouvelle conséquence de leur résistance, une mesure de représailles dirigée contre « les plus gueux », pour les châtier de leur rébellion et du désordre qu'ils avaient provoqué, dans toute la province, par la suspension du cours de la justice pendant près de cinq mois. L'intérêt public ne l'avait pas inspirée, car, de l'aveu même de la Cour (1), le nombre de cent procureurs dont se composait alors leur communauté n'était pas excessif (2).

Alors que trente charges étaient supprimées, que trente procureurs devaient être sacrifiés, on comprend l'empressement de tous à solliciter du roi l'expédition des lettres de provision. Il n'était plus question de se mettre en grève et de désertier le Palais. C'était au contraire, dans cette course à l'office, à qui arriverait parmi les premiers. Le 27 décembre (3), soixante-huit lettres sont délivrées par la grande Chancellerie, deux procureurs en ayant obtenu avant l'édit de 1662.

Le procureur muni de lettres de provision (4), ayant payé sa finance au Trésor, n'était pas véritablement officier. Le Parlement devait encore intervenir, non plus comme jadis pour désigner le titulaire de la charge, mais

(1) Arrêt du 10 septembre 1666. Bibl. Dijon, A. F., mss. 460, t. III, p. 37.

(2) A cette époque, les procureurs postulaient, en effet, non seulement au Parlement, mais encore aux Requêtes du Palais, à l'Intendance, à la Table de Marbre, au Bailliage, à la Chancellerie, devant la Mairie, la Maréchaussée, l'Officialité, les Justices des abbayes de Saint-Etienne et de Saint-Bénigne. — V. la note précédente.

(3) V. au greffe le registre placé sous la cote B. 12107 (1650-1669) de l'inventaire des Archives de la Côte-d'Or, publié par M. Garnier, f^{os} 1 et 12 à 83, et la *Table des édits, déclarations royales, lettres patentes, vérifiés au Parlement de Dijon*, Bibl. Dijon, A. F., mss. 456.

(4) V. des lettres de provision d'offices de procureurs au Parlement, Arch. Côte-d'Or, E. 2058 et E. suppl. 891.

pour procéder à la *réception* du porteur de lettres royales. La réception était plus importante que la provision « pour ce qu'on peut bien, dit Loyseau (1), être officier sans provision, mais non sans réception, et que c'est la réception qui fait l'officier, c'est-à-dire qui attribue au pourveu l'ordre et le caractère d'officier, au lieu que la provision n'attribue que le titre ou seigneurie imparfaite de l'office ». Le roi renvoyait le nouveau pourvu devant la Cour pour y être procédé à l'enquête sur ses mœurs, son âge et sa religion, et y être examiné sur sa capacité ; et, en pleine audience, l'officier devait prêter serment.

L'office était personnel (2), mais son titulaire pouvait le céder entre vifs, à titre onéreux, moyennant un droit du quart denier. Par le versement régulier de la *paulette* ou *annuel* (3), fixé au soixantième du prix, il en assurait la transmission à ses héritiers « pour en disposer en faveur de telles personnes que bon leur semblera ». La taxe de transmission était alors réduite au huitième denier.

Mais, dans ces deux cas, le procureur ou ses héritiers ne pouvaient disposer que de la *finance* qui constituait une créance sur le roi, et consistait dans le remboursement du prix qui lui avait été versé. Quant au *titre*, au droit d'exercer l'office, il était hors du commerce ; le roi seul pouvait le conférer, et celui en faveur de qui la transmission était faite devait demander de nouvelles lettres de provision à la grande Chancellerie ; mais comme, d'autre part, le titre appartenait à l'officier, le roi ne pouvait en disposer sans son consentement. Il fallait donc que le

(1) Loyseau, *Traité des offices*, liv. I, ch. iv, n° 1, Lyon, 1701, in-folio.

(2) Cons. Paul Louis-Lucas, *Etude sur la vénalité des charges et fonctions publiques*, thèse de doctorat, Paris, 1882, 2 vol. in-8°.

(3) Le défaut de paiement de l'annuel faisait tomber l'office, à la mort de son titulaire, aux *parties casuelles*, et la famille ne pouvait prétendre à aucun droit. Les procureurs au Parlement de Dijon avaient été dispensés, par la déclaration de 1666, de payer le *prêt*, imaginé par le surintendant d'Emery, permettant le renouvellement de la paulette.

titulaire de l'office s'en démit en faveur de son successeur entre les mains du roi par un acte spécial passé devant notaire : la *procuratio ad resignandum* (1).

L'office, devenant patrimonial et héréditaire par le paiement de l'annuel, présentait, à première vue, de grands avantages sur la charge conférée par simples commissions judiciaires, de la période antérieure. A cette époque, en effet, les charges n'étaient, pensons-nous, que personnelles et viagères. Toutefois, par exception, nous voyons, à la mort d'un procureur, la charge conservée à sa veuve et à ses enfants ; mais la Cour n'y est amenée que pour des motifs tout à fait spéciaux. Nous lisons, en effet, dans les registres du Parlement, à la date du 26 novembre 1597 (2) : « Vu la requête de Marguerite Berbisot, veuve de M^e Edme Rapellet et les enfans d'iceluy, à ce qu'en considération des services faits par ledit Rapellet, il plut à la Cour leur conserver la charge de procureur en icelle... et leur permettre de la remettre entre les mains de personne capable et suffisante, attendu que ledit feu Rapelet seroit décédé de peste pendant les vacations... la Cour a ordonné que l'office sera conservé à sa veuve et enfans... » La Cour s'était décidée à laisser la charge à la disposition de la veuve parce qu'elle tenait à rendre hommage au courage de son mari resté à Dijon pendant une de ces épidémies si fréquentes alors, qui faisaient transporter le Parlement dans une ville non contaminée. Si la Cour ne s'était pas déplacée, c'est que l'on se trouvait en vacations. D'ailleurs cet exemple est le seul que nous ayons trouvé en feuilletant les différents registres du Parlement ; aussi sommes-nous en droit de prétendre qu'il ne faut pas généraliser et dire comme M. de la Cuisine,

(1) V. une *procuratio ad resignandum*, aux Archives de la Côte-d'Or, E. 2058.

(2) Bibl. Dijon, A. F., mss. 461, t. IV, f^o 658.

dans son histoire du Parlement de Dijon : « Dès 1597, ces charges étaient considérées comme patrimoniales et héréditaires par le droit de présentation accordé aux familles après le décès des titulaires ainsi que le jugea un arrêt du 29 novembre de la même année (1). » Nous trouvons de même, à différentes époques, des exemples de transmissions de charges à des fils de procureurs, du vivant du père. Ces cas, dirons-nous encore, sont exceptionnels. Le fils n'est admis à la postulation que par faveur spéciale « pour l'amour du père et service d'icelui (2) ».

Dès lors, étant donnés les avantages que présentait l'office sur la commission judiciaire, comment s'expliquer la répugnance des procureurs à son égard, les poussant jusqu'à désertier le Palais, pendant plusieurs mois, au risque d'attirer sur eux les rigueurs du pouvoir central ? Il nous est facile de le comprendre si l'on songe que la royauté dont les besoins d'argent deviennent chaque jour plus pressants, fait payer très cher les avantages qu'elle peut procurer. Les offices étaient devenus pour elle une source abondante de profits. Depuis un siècle, et surtout depuis l'avènement au trône de Louis XIV, leur nombre s'était multiplié d'une façon incroyable. Il en avait été créé de ridicules (3) même, mais peu importait ; la

(1) T. I, p. 131 et 132. — On ne peut nous objecter que M. Henri Beaune (*op. cit.*, p. 108) corrobore cette assertion, car cet auteur ne fait que reprendre le passage cité de M. de la Cuisine, allant jusqu'à reproduire une erreur typographique, plaçant en 1603, au lieu de 1663, la date de la transformation en offices des charges de procureurs au Parlement de Dijon.

(2) Arrêt du 19 mars 1527. Bibl. Dijon, F. Sav., n° 1, t. I, p. 354. — D'ailleurs il devait en être pour les charges des procureurs de Dijon de même qu'à Paris. Or, nous lisons dans Bataillard (*De l'origine de l'histoire des procureurs*, p. 360) : « Là (à Paris), les procureurs n'étaient pas officiers, ils postulaient en vertu de simples commissions de magistrats, et lorsqu'ils venaient à mourir, leurs charges s'éteignaient avec eux. »

(3) « Ainsi, en 1707, on inventa la dignité de conseillers du roi rouleurs et courtiers de vin ; et cela produisit cent quatre-vingt mille livres ; on

royauté n'avait qu'un but : trouver de l'argent et une fois l'office créé, exploiter son titulaire. Les procureurs devaient en faire la triste expérience.

A peine les procureurs venaient-ils, à l'aide d'emprunts, de verser au roi la finance de leur office, ainsi que certains droits accessoires, tels que le marc d'or fixé à quarante-deux livres et les frais de chancellerie, qu'ils virent leurs vacations sensiblement réduites par l'application de la grande ordonnance civile de 1667 (1). Sur nombre de points, la procédure se trouvait simplifiée, allégée de bien des formalités inutiles : les copies des procureurs devenaient moins nombreuses ; l'usage des duplicques, répliques, tripliques, etc., était abrogé (2) ; l'appointement en droit, si avantageux aux procureurs par le grand nombre d'écritures qu'il exigeait, se trouvait réduit dans une très grande mesure, car il ne pouvait être prononcé qu'à l'audience et à la pluralité des voix (3). Un grand nombre d'écritures n'étaient plus passées en taxe aux procureurs : lorsqu'ils dressaient les déclarations de dépens, il leur était interdit de composer plusieurs articles d'une seule pièce (4) ; il ne leur était plus accordé qu'un seul droit de conseil pour toutes demandes, principales et incidentes (5).

imagina des greffiers royaux, des subdélégués des intendants des provinces ; on inventa des conseillers du roi contrôleurs aux empilements des bois, des conseillers de police, des charges de barbiers-perruquiers, des contrôleurs-visiteurs de beurre frais, des essayeurs de beurre salé. Ces extravagances font rire aujourd'hui, mais alors elles faisaient pleurer. » Voltaire, *Siècle de Louis XIV*, ch. xxx.

(1) Les procureurs au Parlement de Dijon avaient été invités par la Cour, le 18 septembre 1665, à préparer un mémoire relatif aux réformes à apporter à la procédure. Ce mémoire devait être envoyé à Paris. Bibl. Dijon, A. F., mss. 460, t. II, p. 737.

(2) Ordonnance, avril 1667. Isambert, t. XVIII, p. 103 et suiv., titre XIV, art. 3.

(3) *Ibid.*, titre XI, art. 9.

(4) *Ibid.*, titre XXXI, art. 7.

(5) *Ibid.*, titre XXXI, art. 8.

Aussi cette ordonnance, que le Parlement avait mal accueillie (1) parce qu'elle venait troubler d'anciennes habitudes, fut elle très mal observée par les procureurs pendant les deux premières années. Brulart, au mois de juin 1668, dut en prévenir Pussort, l'un des rédacteurs (2). Au mois de juillet, le désordre au Parlement est à son comble, toujours du fait des procureurs. Ceux-ci, à la suite de discussions avec les huissiers, refusent de les employer, faisant eux-mêmes toutes les significations et sommations, malgré les avertissements de la Cour. Le premier président Brulart se voit presque contraint de fermer le Palais. Il demande conseil au ministère, n'osant prendre seul une détermination, car « la moindre cessation peut faire un très grand désordre à présent qu'on est dans le grand travail du Palais (3) ».

Quatre années plus tard, cette interruption du cours de la justice, si redoutée de Brulart, allait se produire, motivée par une nouvelle grève des procureurs. Le 23 mars 1672, paraît un édit accordant l'hérédité à tous les procureurs du royaume, ou plus exactement, la rétablissant, un édit de 1664 l'ayant supprimée pour ces officiers. Dans le mois qui suivrait la publication des rôles du Conseil, la taxe devait être acquittée, à peine d'interdiction et d'une amende de six cents livres en cas de continuation d'exercice. La déclaration de 1666, qui avait réduit le nombre de ces offices à soixante-dix, avait permis aux procureurs de Dijon, comme nous l'avons vu plus haut, de jouir de l'hérédité par le paiement de la paulette. Cette taxe annuelle avait été peu après remplacée par le versement d'une somme unique, l'état du

(1) V. sur les difficultés d'enregistrement de l'ordonnance de 1667 : Alex. Thomas, *op. cit.*, p. 382 et suiv.

(2) *Correspondance de Brulart*, mss. 311, t. II, f° 320 r° (lettre du 24 juin). V. aussi une lettre du 10 juin, f° 317 r°.

(3) *Ibid.* Lettre adressée à Pussort, le 4 juillet 1668, f° 322 r° et v°.

Trésor ne permettant pas d'attendre l'arrivée de subsides périodiques ; chaque procureur avait été imposé de ce fait à trois cent soixante-douze livres douze sols.

Aussi comprend-on leur étonnement lorsque, le 28 octobre 1672, le traitant leur fit signifier l'édit du 23 mars. Malgré leurs protestations « qu'ils n'estoient point dénommez audit édit, ny sujets auxdites taxes (1) », le 1^{er} avril 1673, le fermier n'en persiste pas moins à les déclarer interdits et passibles de l'amende au paiement de laquelle ils devaient être contraints par l'emprisonnement. Ces menaces étaient vaines, car le délai d'un mois qui leur avait été imparti pour payer la taxe, n'était pas expiré ; mais, effrayés, les procureurs décident de ne plus paraître au Palais. Le 17 avril, aucun n'assiste à l'audience. Quelques avocats s'y trouvent, mais sans pièces pour plaider, les procureurs leur ayant retiré les sacs. Le syndic Guenichot est mandé ; la Cour refuse d'admettre les explications qu'il fournit et ordonne aux procureurs de rentrer au Palais. Châteauneuf est immédiatement prévenu par Brulart de l'arrêt des affaires (2). Les procureurs, se rendant aux ordres du Parlement, font leur rentrée ; mais la situation se complique : le délai de paiement des taxes étant expiré, sans qu'ils y aient satisfait, les procureurs se trouvent interdits *ipso jure*, de telle sorte que le Parlement est sans pouvoir pour les obliger à reprendre leurs fonctions. Le premier président Brulart en est réduit à fermer les portes du Palais. Il obtient que l'interdiction des procureurs soit levée au ministère ; mais c'est au tour des procureurs à refuser de se présenter aux audiences. L'époque des vacances

(1) Arrêt du 20 avril 1673. Bibl. Dijon, A. F., mss. 461, t. IV, p. 678. — V. sur cette question les arrêts des 17, 20 avril, 14 et 31 juillet, A. F., mss. 461, t. IV, p. 677, 678 et 881, ou A. F., mss. 460, t. III, p. 249, 250 et 261.

(2) *Correspondance de Brulart*, mss. 311, lettre du 20 avril 1673, t. II, f^o 480 v^o.

approche, les affaires s'accumulent au Parlement ; Brulart écrit à Colbert, le 6 juillet, ces mots où se lit toute son impuissance : « Je vous supplie, Monsieur, de... nous faire savoir si nous pouvons ordonner aux procureurs de reprendre la postulation ou si nous devons faire dire aux plaideurs de se retirer pour le reste de ce parlement (1). »

Le roi, très irrité de l'opposition constante des procureurs de Dijon, n'hésite pas à recourir à la force pour briser leur résistance. Il fait arrêter le procureur Genreau, de passage à Paris, et le fait enfermer dans les prisons du fort l'Evêque (2). Le 26 juillet, Genreau est relâché provisoirement, après s'être engagé, par-devant notaire, à verser à Claude Violet, chargé du recouvrement des taxes, la somme de trente-huit mille cinq cents livres, due par la Compagnie des procureurs de Dijon (chacun d'eux étant imposé à 550 livres); vingt mille devaient être payées le 1^{er} août. Sans perdre de temps, Genreau écrit à ses confrères, les suppliant de lui faire parvenir immédiatement cette somme. « Soubz le titre de la confession (3), je vous escrist que je suis dehors il y a deux heures par la médiation et recommandation de M. le garde des sceaux et de M. Berrier qui m'a bien cognu... mais cela n'a pas empesché que je me suis obligé par-devant notaire à payer devant mardy 20 mil livres, j'en demande 30 pour avoir ses vingt et que la Compagnie ne difère pas dadavantage à me les envoyer, s'il y a plus ce sera mieux. Si je n'exécute, je suis perdu, car je suis aux arrests, comme il y a traité que je me reintégray mercredi... » Les procureurs se réunissent aussitôt et font parvenir au traitant une partie de leur taxe. Le 31 juillet, ils faisaient

(1) *Correspondance de Brulart*, mss. 311, t. II, f^o 501 r^o.

(2) V. l'extrait des registres de cette prison. Arch. Côte-d'Or, B. 12151

(3) Arch. Côte-d'Or, B. 12151.

leur rentrée au Palais ; à la fin de l'année, après divers emprunts, ils s'étaient définitivement acquittés (1).

Désormais les procureurs ne tenteront plus de s'opposer à l'exécution des édits fiscaux. La fermeté du pouvoir central rendait toute résistance inutile. C'est avec résignation, non sans « grande douleur de cœur » selon l'expression de Genreau, qu'ils subiront les taxes qui les frapperont avec tant de persistance, dès la fin du siècle, obligés de plier sous le joug d'un despotisme absolu.

Des impositions analogues frappent les greffiers, huissiers, notaires et sergents, les poussant à chercher de nouvelles ressources dans les longueurs et les abus de procédure. La nouvelle ordonnance civile, d'autre part, moins avantageuse que le *stile* employé jusqu'alors, reste mal observée. Pour remédier à ces différents abus, le Parlement fait, par arrêt du 19 juillet 1679 (2), paraître un règlement général concernant tous les officiers de justice de la province. Vingt-quatre articles sont relatifs aux procureurs à la Cour. On les rappelle à l'observation stricte de l'ordonnance de 1667 quant aux conclusions, aux productions, aux copies, aux déclarations de dépens, etc. On renouvelle certaines dispositions d'arrêts antérieurs : obligation pour chaque procureur de se faire remplacer, en cas d'absence ou de maladie, par un confrère qui doit être désigné dès la réception ; nécessité

(1) Dix nouveaux offices de procureurs, créés à la fin de l'année 1673, furent attribués à d'anciens procureurs écartés en 1666, lors de la réduction de leur nombre à soixante-dix. Ils furent soumis aux mêmes taxes. — V. Arch. Côte-d'Or, B. 12071 *ter*, p. 671.

(2) Bibl. Dijon, F. Sav., mss. 3, t. VI, p. 230 et suiv., et *Recueil d'arrests du Parlement de Bourgogne, contenant plusieurs réglemens pour les fonctions et droits des officiers, greffiers, procureurs, huissiers et notaires des provinces de Bourgogne, Bresse et Bugey, avec des observations sur lesdits réglemens et le stile de la procédure des procureurs au même Parlement*, p. 124, Dijon, J. Ressayre, 1729, in-32. (Nota : c'est par erreur qu'il est daté de 1719). Une édition précédente avait paru chez de Fay, à Dijon, en 1724.

de mentionner sur un registre les différentes pièces confiées par les parties et le montant des avances qu'elles ont pu faire. Un tarif (1) de 56 articles fixait avec précision les droits qu'ils pouvaient réclamer de leurs clients.

La fin de cette période fut attristée par les persécutions religieuses qui eurent leur écho dans le petit groupe des procureurs au Parlement. Six procureurs de la religion réformée, reçus en 1663 (2), furent contraints, en 1682, d'abandonner leurs charges en faveur de catholiques. Défense leur fut faite, ainsi qu'à leurs parents et enfants, de travailler en qualité de clercs chez des confrères, et à ceux-ci de les recevoir à peine de mille livres d'amende (3).

L'époque à laquelle nous sommes parvenus est la plus florissante de l'histoire des procureurs au Parlement de Dijon. Officiers royaux, ils ont vu s'accroître leur indépendance vis-à-vis de la Cour, et la considération dont ils jouissaient jusqu'alors. Propriétaires de leurs offices, l'hérédité vient de leur en être confirmée, avec garantie pour l'avenir contre toute taxe nouvelle. La Communauté, organisée définitivement en 1680, surveille tous ses membres dans l'exercice de leurs charges et corrige les abus. Mais, à partir de ce jour, nous allons assister à l'affaiblissement progressif et à l'épuisement de la Compagnie des procureurs, pressurée par une fiscalité de plus en plus avide qui contraignit les procureurs à établir entre eux une *bourse commune* dont les charges devinrent bientôt écrasantes.

(1) V. à l'Appendice le tableau des divers tarifs.

(2) V. Inventaire des Archives de la Côte-d'Or, série B (Parlement), reg. 12106, f° 177, et reg. 12111, f° 123 v°.

(3) V. déclarations royales des 15 juin 1682 (enreg. le 4 août) et de juillet 1685 (enreg. le 14 août). Bibl. Dijon, A. F., mss. 456, t. II, p. 46 et 70. *Table d'édits, déclarations, vérifiés au Parlement de Dijon*, et A. F., mss. 460, t. III, p. 532.

CHAPITRE IV

Organisation de la Communauté des Procureurs. — Création d'une Bourse commune.

(1680-1760)

- 1^o *Organisation définitive de la communauté.* — Rappel des débuts de la communauté. — Sa réorganisation complète en 1680. — Modifications en 1702 et 1704. — Petite Direction ou Direction des Douze. — Grande Direction ou Direction des Trente. — Rôle obscur de celle-ci. — Choix des Directeurs. — Leurs réunions. — Attributions de la Direction : a) direction ; b) correction ; c) conciliation. — La Direction ne réussit pas toujours à empêcher les abus de procédure. — Les procureurs et l'opinion : critiques et satires. — Leur réhabilitation.
- 2^o *Bourse commune.* — Les nombreux édits fiscaux qui frappent les procureurs les poussent aux abus. — La royauté responsable de ces abus. — Les procureurs sont contraints d'établir entre eux une Bourse commune. — Droits que l'on y fait entrer. — Leur variation. — Charges fort lourdes de cette Bourse commune. — Ecrasement des procureurs.

I

ORGANISATION DÉFINITIVE DE LA COMMUNAUTÉ

Dès les premières années de la création du Parlement, les procureurs avaient été amenés, comme nous l'avons vu, à former un groupement analogue à un corps de métier. Ils avaient obtenu de la Cour, en 1639, la création

d'une espèce de jurande, constituée par dix d'entre eux, pour surveiller les membres de leur compagnie dans l'exercice de leurs charges. Six années plus tard, pour éviter les troubles et les tumultes qui se produisaient aux assemblées générales, le Parlement avait donné pouvoir à quatorze procureurs de traiter des affaires de la Communauté et de prendre des décisions qui engageraient le corps tout entier. Cette organisation ne fonctionna, semble-t-il, que pendant la durée des discussions des taxes qui venaient d'être imposées à cette époque aux procureurs, et les assemblées générales reprirent ensuite comme auparavant.

Il était difficile cependant de réunir fréquemment un groupe de quatre-vingts personnes. D'autre part, les dix procureurs qui avaient été chargés d'exercer le pouvoir disciplinaire ne jouissaient pas d'une autorité suffisante. La Communauté décida, en 1680, de rétablir la *Direction* sur des bases nouvelles. Les procureurs présentèrent donc requête à la Cour, demandant que douze d'entre eux se réunissent une fois par semaine, avec les deux syndics pour veiller à la discipline du corps, à l'observation stricte des ordonnances, et délibérer sur toutes les questions relatives à leurs charges. La Cour, en donnant son homologation le 19 février (1), attribuait aux décisions des quatorze directeurs la même force que si elles avaient été prises en assemblées générales, et autorisait la Direction à frapper d'amendes les procureurs reconnus coupables d'infractions à leurs devoirs professionnels (2).

(1) Arrêt du 19 février 1680. Bibl. Dijon, F. Sav., mss. 3, t. VI, p. 260.

(2) Le 26 novembre 1775, les procureurs au bailliage de Dijon décidèrent. « qu'il estoit de l'intérêt de la communauté de former une *direction* à l'instar de celle des procureurs de la Cour, laquelle s'assemblera les jeudis de chaque quinzaine à l'heure de quatre de relevée *tant pour les affaires de l'administration que celles de discipline* ». Le nombre des directeurs fixé à sept fut élevé à neuf le 21 décembre. — V. le troisième registre de délibérations. Arch. Côte-d'Or, B² 101.

Les douze membres de la Direction devaient être élus, chaque année, à l'assemblée de la Saint-Yves, en la maison du bâtonnier, mais non par tous les membres de la compagnie comme les syndics. Les procureurs furent répartis en trois classes d'après l'ordre des réceptions : anciens, moyens (1), nouveaux ; chaque classe devait élire quatre directeurs,

La composition de la Direction fut modifiée à différentes reprises. Le 5 août 1702 (2), les procureurs y appellent comme membres de droit, à côté des deux syndics, le doyen d'âge et le bâtonnier de la confrérie ; d'autre part, le nombre des directeurs était réduit à treize : quatre de droit et neuf élus, trois par chaque colonne. Le 23 avril 1704, le nombre des éligibles fut abaissé à huit pour former avec les quatre autres la Direction des Douze ou Petite Direction, ainsi désignée par opposition à la Direction des Trente ou Grande Direction qui venait d'être créée. On procédait à l'élection de l'une et de l'autre de la manière suivante : les procureurs étaient répartis en trois colonnes, comme nous l'avons vu plus haut, et chaque colonne nommait dix de ses membres. Ces élus, qui formaient la Grande Direction, nommaient à leur tour huit des leurs pour constituer, avec les quatre membres de droit (syndics, bâtonnier et doyen), la Petite Direction ou Direction des Douze. Les procureurs des colonnes des anciens et moyens élaient trois d'entre eux ; les jeunes deux seulement. L'élection de la Petite Direction se faisait ainsi à deux degrés.

A quels besoins répondait la création de la Direction des Trente en 1704 ? Quel était son rôle ? Nous ne pou-

(1) Nous emploierons pour plus de commodité cette expression pour désigner les procureurs de l'ordre intermédiaire.

(2) Arrêt du 5 août 1702. Bibl. Dijon, F. de Juigné, mss. n° 1, t. I, f° 230 r°.

vons le déterminer avec précision, car la délibération des procureurs homologuée le 23 avril 1704 qui lui donna le jour, ne nous est pas parvenue. Nous n'en connaissons qu'un seul article, l'art. 8, reproduit dans une délibération du 19 mai 1728(1), nous indiquant son rôle dans l'élection de la Direction des Douze. Rien, dans la suite, ne peut fournir d'indication utile, les documents étant extrêmement rares. On voit tantôt les membres de la Petite Direction transmettre leurs délibérations aux dix-huit confrères qui forment avec eux la Grande Direction, pour leur donner plus d'autorité, tantôt cette Direction des Trente traiter des affaires de la communauté et exercer la discipline, si bien qu'elle paraît se confondre avec l'autre. Peut-être n'intervenait-elle que dans les cas importants; mais alors pourquoi réunir encore des assemblées générales extraordinaires?

Cette Direction des Trente ne cessa-t-elle pas de fonctionner pendant quelques années? Il est permis de le supposer. En effet, l'article 22 du règlement de la Cour sur les fonctions et droits des divers officiers de justice, en date du 12 août 1716 (2), est consacré uniquement à la Petite Direction et nous ne trouvons dans ce règlement aucune mention d'une seconde Direction. Ce qui, d'ailleurs, paraît confirmer cette disparition, c'est que les huit directeurs éligibles ne sont plus élus par trente procureurs et à deux degrés, mais directement par soixante de leurs confrères, chaque colonne étant composée de vingt noms.

Pourquoi soixante procureurs au lieu de quatre-vingts qu'ils sont alors? Doit-on voir là une nouvelle Direction qui aurait remplacé celle des Trente? La délibération du

(1) Arrêt d'homologation du 24 mai 1728. Bibl. Dijon, F. de J., n° 1, t. II, fol. 410 et 411.

(2) Bibl. Dijon, F. de J., n° 1, t. II, p. 83 et suiv.

19 mai 1728 fait de nouveau allusion à la Grande Direction sans indiquer le nombre de ses membres, de sorte que l'on ne sait si elle est composée de trente ou de soixante procureurs. Cependant, en 1755, la Direction des Trente reparaît, avec une nouvelle attribution : elle élit, à la pluralité des voix, les deux syndics qui jusqu'alors étaient nommés à l'assemblée générale de la Saint-Yves, le 19 mai ; et les six directeurs éligibles, six autres étant directeurs de droit, sont choisis, au nombre de deux, par chaque colonne de dix de la Grande Direction.

Bien des points, comme on le voit, restent malheureusement dans l'ombre ; le très petit nombre de délibérations des procureurs qui nous sont parvenues ne nous permet pas de les élucider.

Les trente procureurs de la Grande Direction sont appelés en 1755, « annuellement et par tour (1) ». Un roulement est établi pour permettre à chacun de s'occuper des affaires de la Communauté et d'entrer plus facilement dans la Petite Direction.

Le nombre des directeurs de droit est augmenté en 1728 : on décide que les deux syndics de l'année en cours seront adjoints à la Direction l'année suivante. C'était une mesure sage et qui avait été prise à l'unanimité en assemblée générale du 19 mai. Ils étaient, en effet, les mieux au courant des affaires de la Communauté, et on pouvait regretter que la Direction fût subitement privée de l'expérience qu'ils avaient acquise après un an de syndicat (2).

(1) Arrêt du 17 mars 1755. Bibl. Dijon, F. de J., n° 1, t. IV, f°s 36 r° et suiv.

(2) Au Parlement de Paris, la Direction est composée de quatre *procureurs de communauté*, des anciens procureurs de communauté sortis de charge, du doyen d'âge et de six autres procureurs. Elus pour trois ans, leur mandat n'est pas renouvelable. Il n'y a pas de syndic attitré. — Au Châtelet, font partie de la direction : trois procureurs de communauté dont un sort de charge tous les ans et quinze assesseurs nommés par

La Petite Direction composée de douze membres, du doyen, du bâtonnier, des deux ex-syndics, des syndics et de six autres procureurs élus annuellement, choisissait dans son sein quelques *officiers* : un secrétaire, ordinairement le plus jeune, chargé de rédiger les procès-verbaux des séances ; un receveur général pour tenir le registre de comptes, percevoir les droits qui entraient en bourse commune et payer les dépenses, enfin un receveur particulier, adjoint au précédent. Ces douze procureurs n'étaient admis à la Direction qu'après six années d'exercice ; ils devaient de plus n'avoir jamais encouru aucune peine, aucune réprimande de la Cour. Il était naturel, en effet, d'exiger une probité parfaite de ces hommes qui étaient appelés à exercer un pouvoir disciplinaire sur leurs confrères. Aussi, huit jours avant l'élection, la Direction examinait la liste des trente procureurs éligibles pour en retrancher impitoyablement ceux qui n'auraient pas été à l'abri de toute critique.

Ces douze procureurs devaient se réunir une fois par semaine, le samedi à l'origine, pour discuter toutes les questions intéressant la compagnie. Peu de temps après, deux séances hebdomadaires devinrent nécessaires. Trouvant difficilement un local libre, ils obtinrent de la Cour, en 1690 (1), la permission de faire construire une chambre spéciale dans la cour du Palais, où devaient également se tenir les assemblées générales.

Leurs attributions étaient triples : ils jouissaient des droits de direction, de correction et de conciliation.

le second procureur [de communauté parmi les deux cent trente-six membres de la compagnie et renouvelés tous les deux mois. Cinq sont choisis dans chacune des colonnes des anciens, des moyens et des nouveaux. Pour les questions importantes, chaque colonne nomme ses députés. — V. Bataillard et Nusse, *Histoire des procureurs et des avoués* (1483-1816), Paris, Hachette, 1882, 2 vol. in-8°, t. I, p. 329 et 335.

(1) Arrêt du 16 août 1690. Bibl. Dijon, A. F., mss. 460, t. IV, p. 15, et mss. 461, t. IV, p. 884.

Direction. — Ce droit, d'où le groupe avait tiré son nom, était le plus important. Les directeurs avaient été appelés à siéger pour remplacer les assemblées générales « que personne n'ignore qu'elles soient un tumulte, une cohue où rien ne se décide, où le secret n'est point gardé (1) ». Ils devaient s'occuper de toutes les affaires intéressant la Communauté, questions professionnelles et questions économiques, relatives aux charges communes, emprunts, etc. C'étaient eux qui, chaque année, devaient désigner les *procureurs des pauvres*, chargés de visiter les prisonniers de la Conciergerie du Palais et des différentes prisons de la ville, « de recevoir les plaintes et requêtes et faire tout ce qui appartient pour le bien et avancement de la justice et procès des prisonniers (2) ».

(1) Arrêt du 5 août 1702. Bibl. Dijon, F. de J., n° 1, t. I, f° 230 v°.

(2) Arrêt du 20 mars 1606. Bibl. Dijon, Sav., n° 3, t. IV, p. 157. — Dès l'origine du Parlement, fonctionne, en effet, une sorte d'*assistance judiciaire*. Quelques avocats et procureurs, dont le nombre variait de un à six, devaient fournir gratuitement leur ministère aux prisonniers. Aussi n'apportaient-ils qu'un zèle très modéré dans l'exercice de leur mission. De nombreux arrêts les rappelaient à leurs devoirs, menaçant les contrevenants d'une amende de dix livres (1636), de suspension (1653) et même d'interdiction (1675). — V. entre autres à leur date dans les fonds Saverot, n° 3, et de Juigné, n° 1 (Bibl. Dijon), les arrêts suivants : 9 décembre 1568, 14 décembre 1575, 12 décembre 1582, 1^{er} février et 12 mars 1585, 16 août 1594, 14 janvier 1597, 16 mars 1598, 13 septembre et 22 décembre 1601, 7 mars 1603, 22 décembre 1604, 28 juillet 1605, 20 mars 1606, 12 décembre 1609, 18 janvier 1610, 15 septembre 1611, 20 et 23 mars 1613, 22 décembre 1615, 16 février 1617, 17 août 1620, 26 juillet 1632, 22 décembre 1636, 5 avril 1653, 22 décembre 1675, 20 décembre 1692, 14 août 1700, 13 mars 1702, 21 décembre 1704, 7 janvier et 14 août 1706, etc. — Les *procureurs des pauvres* devaient en outre surveiller la situation matérielle des prisonniers, « assister aux distributions qui se feront à l'avenir auxdits prisonniers des pain, charbon et paille, même de se saisir d'un échantillon dudit pain, au cas qu'ils le trouvent mal conditionné ou qu'il ne soit pas de poids » pour en prévenir la Cour. — Arrêt du 7 janvier 1706, F. de J., n° 1, t. I, p. 291. — Ils devaient aussi s'inquiéter de l'état spirituel des prisonniers, veillant « à ce que les curés et vicaires des paroisses se rendent à tour de rôle les jours de festes solennelles dans les prisons pour exhorter les prisonniers à recevoir les sacrements, et les religieux

Correction. — A cette espèce de pouvoir législatif la Direction joignait un pouvoir judiciaire au petit pied. Dès 1639, la Cour lui avait délégué un droit de discipline sur tous les membres de la Communauté. Elle devait veiller à l'observation des ordonnances (1) et « mulcter les contrevenans » d'amendes dont le maximum avait été fixé en 1680 à dix livres. Ce droit des directeurs prit plus d'étendue par la suite.

Conciliation. — Si, malgré sa surveillance, la Direction n'avait pu prévenir les contestations entre clients et procureurs, elle devait s'efforcer d'y mettre fin ; les parties ne portaient leurs réclamations devant la Cour que si toute conciliation avait été impossible devant la Direction. Parfois, elle statuait définitivement. C'est ainsi qu'au cas de difficultés relatives à de prétendus abus de procédure qui s'élevaient devant les procureurs tiers, la partie plaignante devait prévenir un syndic qui portait la question devant la Direction, et celle-ci décidait, en présence des procureurs demandeurs et défendeurs en taxe « ainsi qu'il conviendra être à faire (2) ». En 1766 (3), le pouvoir

mandians tous les dimanches ». — Arrêt du 22 décembre 1601, Sav., n° 3, t. IV, f° 110. — V. dans les *Affiches de Dijon ou Journal de la Bourgogne*, Bibl. Dijon, n° 21187, au *Supplément* du 11 mars 1788 et au numéro du 29 décembre 1789, une tentative faite par un groupe de procureurs et d'avocats de Dijon pour établir, à l'imitation de ce qu'avait créé à Paris, Boucher d'Argis, conseiller au Châtelet, une « association de bienfaisance pour secourir ceux que leur mauvaise fortune met hors d'état de réclamer ou de défendre leurs droits dans les tribunaux, et pour indemniser ceux qui, ayant été accusés, décrétés et emprisonnés, ont ensuite obtenu des jugemens absolutoires ».

(1) Voici, par exemple, un arrêt du 8 mars 1732 relatif aux copies contraires aux règlements. « La Cour ordonne... que les contrevenans seront cités à la Direction des procureurs pour les copies dont il y aura plainte, être examinées et vérifiées et, au cas qu'elles se trouvent contraires aux règlements, qu'ils seront obligés d'en fournir de nouvelles à leurs frais, tenus des dommages et intérêts de retardation si aucun il y a et condamnés à une peine pécuniaire qui ne pourra excéder pour la première fois trois livres. » Bibl. Dijon, F. de J., n° 1, t. III, p. 59.

(2) Arrêt du 19 mars 1729. Bibl. Dijon, F. de J., n° 1, t. IV, p. 440.

(3) Arrêt du 2 juillet 1766. *Ibid.*, p. 441.

de la Direction est réduit dans ce même cas à un simple avis (1).

Chaque mois, les syndics devaient faire connaître aux « directeurs des affaires économiques » du Parlement les fautes que les procureurs avaient commises dans leurs procédures. La Cour connaissait par appel des décisions disciplinaires de la Direction.

Malgré les menaces du Parlement et la vigilance de la Direction, des abus se produisaient. Certains procureurs en arrivaient à « écraser les plaideurs par l'énormité des frais, à convertir en argent les paperasses inutiles, et à ne leur laisser, même en gagnant leur procès, que le désespoir d'avoir tout perdu ». Ces lignes sont empruntées à un mémoire rédigé par la Communauté des procureurs (2) contre l'un d'entre eux : Chrétiennot. Celui-ci avait commis de tels abus que ses confrères poursuivaient sa destitution devant la Cour. La Communauté lui avait conseillé de se défaire de son office ; mais Chrétiennot s'y était refusé. N'ayant pas le pouvoir d'interdire un procureur de ses fonctions, elle l'avait averti que ses prévarications seraient portées à la connaissance de la Cour, qu'il était dès lors préférable qu'il se démit volontairement de son office. En 1749, la Cour avait homologué une délibération semblable des procureurs.

(1) Cf. arrêt du 5 août 1772 (F. de J., n° 1, t. V, p. 186) qui supprime les instances d'avances et vacations des procureurs. Un état des sommes dues dressé par le procureur sera porté à la Direction qui l'arrêtera. Il devra ensuite faire signifier aux clients une sommation d'avoir à payer dans le délai d'un mois, passé lequel, exécutoire sera délivré par la Cour.

(2) *Mémoire pour la communauté des procureurs de la Cour contre le sieur Chrétiennot*, Dijon, 1785, in-4°, Bibl. Dijon, n° 6578, et un *Supplément*, n° 6579. — On y lit (p. 25) : « Peu sensible à l'honneur, peu attaché aux devoirs de sa profession, il ne connaît que l'argent, tous moyens ou d'en amasser, ou de se conserver injustement celui qui est tombé entre ses mains, lui ont paru légitimes, il attaque indifféremment amis et ennemis, il ruine avec une égale intrépidité, et ses cliens, et leurs parties adverses. »

C'est qu'en effet, dans la compagnie des procureurs au Parlement de Dijon, comme en tout corps, il y avait des membres gâtés. N'étaient-ils pas plus exposés que d'autres ces hommes qui ne vivaient que des passions des plaideurs ? « d'autant qu'il est bien mal aysé qu'un homme ayme la fin d'une chose dont despend le gain de sa vie (1) ». Mais est-ce une raison, s'il y a dans le troupeau quelques brebis galeuses, pour considérer les autres comme atteintes du même mal ? Cependant, aux mercuriales, on ne distingue pas les bons des mauvais, les procureurs honnêtes des « anthropophages ». — « Contentez-vous... d'une reconnaissance honneste, ne cassez les os pour en tirer la mouëlle, et ne sucez le sang des parties iusques à une dernière goutte (2) ». Présidents et gens du roi ne devaient-ils pas sacrifier à la mode du jour ? N'eût-il pas été ridicule d'adresser quelques compliments à des procureurs ? Ils étaient, hélas ! voués aux humiliations et aux reproches perpétuels.

Le théâtre et la satire s'étaient emparés du procureur et l'avaient assimilé aux pires coquins. Un séjour de quelques années dans une étude de procureur était regardé par Cartouche comme la meilleure garantie pour le recrutement de sa troupe (3). — « Un procureur honnête homme et qui est devenu riche encore ! en vela une belle marque », s'écriera le *magister* des *Vacances* (4) de d'Ancourt et, quelques pages plus loin, le procureur

(1) De la Roche-Flavin, *op. cit.*, liv. II, ch. xv, § 5.

(2) *Du sacrifice de la justice*, discours prononcé le 17 novembre 1622, p. 516. — Pierre de Xainctonge, avocat du roi au Parlement, *Discours et harangues*, Paris, Cramoisy, 1625, Bibl. Dijon, n° 4893. — Comp. Discours de Quarré, *De la coustume et comment il la faut expliquer*, p. 150, Bibl. Dijon, n° 4895, et *Discours et harangues de Brulart*, A. F., mss. 234, *passim*.

(3) Bataillard et Nusse, *op. cit.*, t. II, p. 3.

(4) Théâtre de d'Ancourt, t. V, Paris, 1760, *Les vacances*, scène I^{re}, p. 160.

Grimaudin, faisant allusion à la terre et seigneurie de Gaillardin, expliquera (1) : « Je me la suis fait adjuger pour les frais d'une instance que j'ai eu l'esprit de faire durer dix-sept ans, et le fond du procès n'est pas jugé encore. » Lépine : « Quelle bénédiction ! Vous tirerez encore là de bonnes nipes. » — « Je l'espère, quand des gens de notre profession ont un peu d'honneur et de conduite, ils font de bonnes maisons en bien peu de temps (2)... »

Le discrédit jeté sur la profession de procureur aux dix-septième et dix-huitième siècles provenait en grande partie des abus intolérables commis par leurs humbles confrères des justices inférieures. Pouvait-on comparer ces « mangeurs et sangsues de village » qu'« il faut saouler... en belle taverne (3) » aux procureurs des Cours souveraines (4), admis après enquête et surveillés par

(1) Théâtre de d'Ancourt, t. V, Paris, 1760, *Les vacances*, scène III, p. 163.

(2) Il ne faut donc pas s'étonner que le paradis soit resté à jamais fermé à de tels hommes, et lorsque le Clerc demande à Jenin Landore, ressuscité, s'il y a vu un grand nombre de procureurs, Landore répondra :

Ma foy, je ne mentiray point.
Je le dirai devant chacun,
Je n'y en ay veu pas un;
La vérité vous en rapporte
Il en vint un jusqu'à la porte,
Mais quand vint à entrer au lieu,
Il rompit tant la teste à Dieu
Qu'on le chassa hors de céans.

Farce très bonne et fort joyeuse de la résurrection de Jenin Landore à quatre personnages. — Fabre, *Clercs de la Bazoche*, p. 138. — Il est vrai que les avocats n'étaient représentés que par un seul membre, Saint-Yves :

Advocatus et non latro,
Res miranda populo !

(3) Loyseau, *Œuvres, De l'abus des justices de villages*, Lyon, 1701, p. 10.

(4) Il y avait entre eux la même distance que celle que l'on peut rencontrer de nos jours entre l'avoué, officier ministériel, jouissant de la considération de tous, et ces agents véreux, à l'affût de toutes les mauvaises affaires qui parviennent à éviter la correctionnelle par l'habileté et les roueries qu'ils déploient.

cette Direction dont ils avaient *eux-mêmes* demandé l'établissement ? En auraient-ils sollicité la création s'ils avaient voulu entraîner les plaideurs dans des frais inutiles ? N'était-ce pas, au contraire, par souci du maintien de la dignité de leur corps, pour lui garder toute la considération à laquelle il avait droit, qu'ils rejetaient de leur société ceux qui s'étaient laissés aller à commettre des fautes graves contre l'honneur de la profession ? Fournel, dans son *Histoire des avocats au Parlement de Paris*, défend avec énergie les procureurs. « Il ne faut pas prendre à la lettre, dit-il (1), ces imputations banales qui, à force d'être répétées, finissent par perdre de leur force. Quand l'imputation a été une fois impatronisée et que le public s'en est mis en possession, il n'en veut plus faire le sacrifice. Le plus grand malheur, c'est de voir les rédacteurs des ordonnances et règlements emportés par ce préjugé, le consacrer dans leurs préambules et faire parler le gouvernement comme le peuple (2)... »

Pour terminer, laissons la parole à Tanon, avocat général au Parlement de Paris. Voici le jugement qu'il porte sur les procureurs qu'une longue carrière lui avait permis d'étudier : « Mon opinion est tout à fait contraire à la prévention qu'on peut avoir contre ces officiers. Je parle en général, et en général je les ai toujours vus portant les citoyens à la conciliation... J'ai quelques fois reçu des plaintes contre eux, mais dictées par l'humeur et la prévention. La plupart étaient sans fondement et les autres se réduisaient à de légers reproches... En un mot, je dois cet hommage à la vérité de déclarer publiquement que leur conduite m'a vraiment édifié (3). »

(1) T. II, p. 138.

(2) On n'a d'ailleurs pas plus de ménagements pour les autres officiers de justice. Les greffiers sont appelés « les bouchers du peuple » et les huissiers sont traités de « harpyes et griffons ». — V. Georges Picot, *Histoire des Etats généraux*, Paris, 1872, 4 vol. in-8°, t. II, p. 165 et 166.

(3) V. Edm. Seligman, *La justice en France pendant la Révolution*, Paris, Plon, 1901, in-8°, p. 316.

II

BOURSE COMMUNE

Si l'on peut reprocher à certains procureurs d'avoir cherché à éterniser les procédures pour voir s'allonger leurs états de frais, ils doivent en être excusés dans une certaine mesure, car ils y étaient poussés par les procédés fiscaux de la royauté. C'était elle la plus coupable. Pouvait-elle sincèrement chercher par des réformes de procédure à rendre la justice moins coûteuse et moins longue aux plaideurs lorsque, d'autre part, elle provoquait les abus des procureurs en les écrasant de taxes nombreuses ?

Tous moyens lui étaient bons : création d'offices dont la réunion était imposée, moyennant finance, aux Communautés de procureurs ; révocations successives du droit d'hérédité pour le revendre immédiatement après.

En 1672, comme nous l'avons vu plus haut, les procureurs au Parlement avaient été contraints de verser 44,000 livres au traitant pour racheter l'hérédité de leurs offices. Puis, à peine venaient-ils de verser au Trésor royal 24,200 livres pour l'union à la Communauté de six offices de taxateurs calculateurs des dépens (1)

(1) Un édit de novembre 1689 avait créé ces six offices de tiers référendaires taxateurs et calculateurs des dépens avec attribution de 1 sol 6 deniers par chaque article des déclarations (enreg. le 26 janvier 1690). Les procureurs avaient obtenu par lettres patentes du mois de mai (enreg. le 27) la réunion à leur communauté de ces six offices « avec pouvoir de taxer et calculer tous les dépens qui étoient ou seroient à l'avenir adjugés en ladite Cour et Eaux et Forêts de Dijon, tant en matière civile que criminelle ». Ce droit était exercé à tour de rôle par les procureurs ayant plus de six années d'exercice. Ces six offices furent supprimés par édit d'août 1716 (enreg. le 26 octobre) ; mais, sur les réclamations des procureurs, l'édit de suppression fut rapporté pour le Parlement de Dijon par

(mai 1690), qu'une déclaration du roi, du mois de juillet suivant, leur demande 26,400 livres pour jouir de nouveau du droit d'hérédité. Nombre de procureurs sont, cette fois, incapables de trouver les 330 livres auxquelles ils sont imposés. Ils avaient dû, pour la plupart, recourir aux emprunts individuels. Leur crédit était épuisé. Une assemblée générale réunie le 18 novembre vota, au nom de la Communauté entière, un emprunt collectif de 17,600 livres pour être employé à un premier paiement des taxes (1), ainsi que la création d'une *Bourse commune* (2), pour le service des arrérages et le remboursement de la rente. Cette bourse devait être alimentée par une cotisation annuelle, droit de confrérie de 25 livres, payable la veille de la Saint-Yves; le bâtonnier paierait au receveur un droit de bâton de 100 livres; les nouveaux reçus seraient soumis à un droit d'entrée, appelé droit de chapelle, par analogie avec celui qui était versé par les procureurs au Parlement de Paris, destiné à l'entretien de la chapelle Saint-Nicolas. Ces divers droits étant insuffisants, les procureurs décidèrent d'abandonner, pour être mises en Bourse commune, leurs vacations d'expédition des lettres de *committimus* et de *debitis*, les assistances des demandeurs en taxe et la moitié de celles des procureurs des débiteurs saisis, curateurs aux hoeries jacentes, et procureurs plus anciens opposants aux taxes de dépens et aux délivrances et distributions qui se

une déclaration du 13 mars 1717 (enreg. le 26 mai), maintenant les procureurs dans le droit de taxer les dépens avec un droit de 8 deniers par article de la déclaration, pris par moitié sur les assistances des procureurs demandeur et défendeur en taxe.

(1) V. arrêt du 3 janvier 1691. Bibl. Dijon, F. Sav., n° 3, t. VI, f°s 361 et suiv.

(2) Une *Bourse commune* fut également établie entre les procureurs à la Chambre des comptes en 1692 (Arch. Côte-d'Or, B. 239), et celle des procureurs au bailliage de Dijon existait en 1696, comme l'indique l'article 3 de leurs statuts (B 2 101, 1^{er} registre, f° 3).

feraient dans les instances de criées. Ces droits devaient être modifiés par la suite.

C'est qu'en effet les taxes allaient frapper de plus en plus durement la Communauté des procureurs. Soumise à de terribles épreuves, elle ne dut son salut qu'à sa forte organisation et à l'établissement de cette Bourse commune. Dans l'espace de quatre ans, de 1692 à 1696, les procureurs vont être imposés à 80,000 livres, pour subvenir aux frais des guerres que la France soutenait alors tant sur l'Océan qu'en Allemagne, en Italie, en Espagne et aux Pays-Bas, savoir : 35,200 livres pour l'union à la Communauté de quatre greffiers du sceau (1) (1692) ; 4,100 livres pour jouir du droit d'occuper dans les justices inférieures (1694) ; 4,400 livres pour un office de receveur de la Bourse commune (1696), et 36,300 livres pour six offices de contrôleurs des déclarations de dépens (2) unis à la Communauté (1695).

Le traité de Ryswick (1697) ne mit pas fin à ces impositions si lourdes pour un groupe de quatre-vingts personnes. La guerre de la succession d'Espagne allait s'ouvrir et, avec elle, les taxes devaient reparaitre, plus lourdes encore qu'auparavant. Plus de 130,000 livres furent versées par les procureurs : 13,200 livres pour une nouvelle confirmation du droit d'hérédité (1701) ; 28,250 pour la création d'un office de syndic perpétuel (3)

(1) Quatre offices de conseillers du roi greffiers conservateurs des minutes et expéditionnaires des lettres de chancellerie avaient été créés par édit du 15 mars 1692 (enreg. le 7 mai). Ces « greffiers en peau » devaient transcrire les arrêts exécutoires et commissions sur des registres spéciaux et garder les minutes des lettres du sceau, pour éviter qu'on ne pût employer plusieurs fois les mêmes en y substituant des noms différents, comme cela se pratiquait fréquemment auparavant. Ces offices furent exercés par quatre procureurs après l'union qui fut ordonnée par arrêt du Conseil du 5 août 1692 (enreg. le 3 janvier 1693).

(2) Ces six offices, créés par édit de mars 1694, furent réunis à la communauté par arrêt du Conseil du 22 février 1695 (enreg. le 26 mars).

(3) La création de cet office de syndic perpétuel (édit de mars 1704, enreg. le 27 mai) avait été vue avec mécontentement dans la compagnie

(1704) ; 11,000 pour la confirmation du droit d'occuper dans les justices inférieures (1705) ; 29,040 pour obtenir le retrait de l'édit de suppression de la Table de Marbre (1705) ; 11,000 pour l'union de douze offices de procureurs à cette juridiction (1708) ; 6,518 pour une nouvelle confirmation de l'hérédité (1709) ; 4,400 pour droit d'hérédité des six offices de taxateurs des dépens unis à la Communauté (1712) ; 23,784 livres enfin pour trois augmentations de gages des greffiers du sceau (1701-1706-1712). Dans l'espace de vingt années, la compagnie des procureurs au Parlement avait été taxée à plus de 200,000 livres !

Après la mort de Louis XIV et jusqu'à la fin du ministère Fleury, les procureurs purent jouir d'une période de tranquillité à peu près complète ; ils ne furent imposés qu'à la somme minime de 4,000 livres, en 1726, pour droit de confirmation de l'hérédité, à titre de « joyeux avènement » à la couronne du nouveau roi. Mais dès que Louis XV, à la mort de Fleury, prit en main la direction des affaires, il revint aux édits bursaux. Une nouvelle

des procureurs. Ce syndic devait remplacer ceux qui, jusqu'alors, avaient été nommés librement par leurs confrères « sans aucune exception ni différence ». Le roi lui attribuait « six deniers pour livre du montant de tous les dépens et salaires, frais et mises, frais ordinaires et extraordinaires de criées, d'ordre, de direction des créanciers, dommages-intérêts, et, généralement, de tous autres frais, soit qu'ils soient adjugés par arrêt, jugement, appointment ou autrement, tant en matière civile que criminelle ». C'était enlever aux procureurs une partie notable de leurs droits. La communauté ne s'étant pas montrée disposée à racheter cet office, un arrêt du Conseil, du 1^{er} juillet, voulut l'y contraindre indirectement en accordant à ce syndic perpétuel de nouveaux avantages au détriment des procureurs. Il lui était permis de postuler comme procureur et de remplir à l'exclusion de tout autre « les fonctions de procureurs pour les commissaires aux saisies réelles, receveurs des consignations et curateurs aux successions vacantes ». Devant la résistance des procureurs, le roi dut ordonner la réunion de cet office à la communauté par édit de novembre 1704 (enreg. le 3 février 1705). — V. Bibl. Dijon, *Recueil des déclarations, édits, lettres patentes et arrêts du Conseil enregistrés au Parlement de Dijon*, 1666-1743, Dijon, J. Ressayre, 10 vol. in-4°, n° 4451, t. IV, 1^{re} partie, p. 73, 149 et 262.

confirmation de l'hérédité des offices coûta à la Communauté en 1743, 28,000 livres.

La Bourse commune, dont les charges avaient crû si rapidement pendant les vingt années qui suivirent sa création, était parvenue, pendant la période de calme, à rembourser certains emprunts. Une partie de l'excédent en caisse à la fin de chaque année était répartie entre tous (1) : 1,644 livres en 1734, 2,619 en 1737, 2,889 en 1743. Mais la nouvelle taxe de 28,000 livres va mettre fin à ces répartitions, et même, il faudra désormais renoncer aux dépenses qui ne sont pas d'une nécessité absolue. Plus de banquet, le lendemain de la Saint-Yves, après la messe des morts, pour lequel nous voyons faire, en 1733, une dépense de 7 livres 8 sols et un achat de trois douzaines d'assiettes de « fayance » de 10 livres 10 sols. Plus d'almanachs à distribuer aux confrères. Même, les secours et aumônes donnés chaque année aux procureurs malheureux ou à leurs veuves devront être réduits.

Pour faire face à toutes ces impositions, des emprunts successifs avaient dû être contractés. Le service des arrérages en était très lourd. Les droits que l'on avait fait entrer en Bourse commune, en 1690, avaient été bientôt insuffisants. Aussi les trouvons-nous modifiés dans le registre de comptes de la Communauté des années 1732 à 1783 (2). La Communauté, ayant acquis les offices de tiers référendaires taxateurs des dépens et de greffiers du sceau, fait tomber en Bourse commune

(1) V. la note suivante.

(2) Arch. Côte-d'Or, B. 12152, reg. in-f^o, 222 feuillets papier, les folios 1 à 50 et 77 à 126 sont cotés et paraphés. Il est divisé en deux parties. Les 76 premiers feuillets sont consacrés aux recettes, les suivants aux dépenses. Ce registre était tenu par le receveur général, nommé pour six mois, de la Saint-Yves au mois de novembre, et de novembre au mois de mai. À partir de 1745, le receveur est maintenu dans ses fonctions pendant le second semestre. Aucun roulement n'est établi. On appelle à ces fonctions le plus apte de la Direction. Certains noms reviennent fréquemment, par exemple, Derepas en 1771, 1773, 1775. Les comptes sont

les droits qui leur sont attribués. Les droits d'expédition des lettres du sceau donnent, en 1732, une moyenne mensuelle de 330 livres, et ceux des procureurs-tiers atteignent pour une année presque 2,000 livres. Chaque procureur abandonne à la Communauté ses droits d'assistance aux actes d'affirmation de voyage. Le droit de bâton de 100 livres est maintenu ainsi que le droit de chapelle de 50 livres des nouveaux reçus, élevé à 200 livres en 1750.

Au chapitre du passif, à côté de dépenses courantes et peu importantes : entretien de la chambre commune, réparations, bois, services de la Saint-Yves, indemnités accordées aux officiers de la Direction (syndics, receveur et secrétaire), traitement du concierge, etc., nous trouvons une longue énumération de paiements d'arrérages des rentes. Pour l'exercice 1733-1734, la Bourse commune paie à seize créanciers plus de 4,000 livres d'intérêts ; en 1756-1757, à trente et un créanciers plus de 6,000 livres. (Le président de Berbisey figurait pour un capital de 63,000 livres.)

En dehors des droits que les procureurs abandonnaient à la Bourse commune, ils devaient, comme particuliers et officiers, acquitter de nombreux impôts. Le marc d'or qui n'était que de 42 livres, en 1666, s'élevait à 81 livres en 1689, et à 167 livres en 1710. Pour toutes taxes, au droit principal s'ajoutaient deux, trois, quatre, cinq, six et même huit sols pour livre. Les tailles dont l'exemption avait été supprimée pour les procureurs au Parlement en 1664, étaient fort lourdes. Placés dans la dix-septième classe pour la capitation, ils devaient verser 20 livres. Un vingtième d'industrie leur était encore imposé.

Ecrasés par toutes ces charges, les procureurs avaient obtenu de la Cour des augmentations de droits. Le tarif

arrêtés, à la fin de chaque semestre, par les officiers de la Direction qui doivent approuver chaque article en écrivant en marge des recettes : *bon pour, accepté*, et des dépenses : *passé, alloué*.

de 1679 fut modifié en 1728 (1) ; les vacations y étaient élevées de 7 pour 100. En 1752 (2), ce dernier tarif était à son tour remplacé par un troisième plus avantageux. Mais l'augmentation des droits de ces nouveaux tarifs ne correspondait pas à l'élévation, plus rapide encore, du prix des objets de première nécessité (3). Aussi assistons-nous, à la fin de cette période, à l'épuisement de la compagnie des procureurs, victime de la royauté dont les besoins d'argent augmentent pour l'entretien des armées en campagne et d'une cour somptueuse « la grande foire des honneurs, des pensions et des places ». Les corps de métiers ne sont pas plus épargnés. Des taxes les écrasent ; partout des Bourses communes ont dû être établies. De tous côtés, la ruine est la même, ruine qui ne fera que s'accroître pendant la seconde moitié du dix-huitième siècle, jusqu'au jour où tous ces corps, toutes ces communautés disparaîtront, engloutis dans les réformes de la période révolutionnaire.

(1) Arrêt du 29 décembre 1728. Bibl. Dijon, F. de J., n° 1, t. II, f^{os}. 429 et suiv.

(2) Arrêt du 14 août 1752. F. de J., n° 1, t. III, f^{os} 447 et suiv.

(3) Le tableau suivant nous en montre la progression :

	Moyenne des dix années antérieures à :								
	1679			1728			1752		
	L.	S.	D.	L.	S.	D.	L.	S.	D.
Blé (mesure de Dijon) . . .	1			2	6	1	2	17	10
Vin (queue)	35			60			91		
Viande (livre)		5	1		5	2		5	8
Sel (minot)	35			50			53		

Ces chiffres sont empruntés à un tableau dressé en 1780 par les procureurs et annexé aux *Observations générales des procureurs du Parlement sur le projet d'un nouveau tarif de leurs vacations*, Dijon, Causse, in-4°, 1780 (propriété de l'auteur).

CHAPITRE V

Ruine des Procureurs — Suppression du Parlement.

(1760-1790)

Les procureurs vont être les victimes de la rivalité des Parlements et de la royauté. — L'affaire de Varenne entraîne la retraite du Parlement pendant treize mois. — Suppression de vingt offices en 1765. — Elle coûte 50,000 livres à la Bourse commune et entraîne certaines modifications dans la Direction. — Evaluation des offices en 1771. — Vives inquiétudes des procureurs : le Parlement Maupeou. — L'ancien Parlement est rétabli en 1775. — Réformes défavorables aux procureurs : extension des droits des présidiaux, création des grands bailliages. — Nouvel exil du Parlement. — Les procureurs se jettent avec ardeur dans le mouvement révolutionnaire ; aux côtés des avocats, ils dirigent l'opinion du Tiers-Etat. — Suppression du Parlement.

Avec cette dernière période, nous touchons aux jours les plus troublés et les plus dramatiques de l'histoire des procureurs au Parlement de Bourgoigne.

Attachés à l'un de ces grands corps judiciaires dont l'opposition à la royauté se manifesta principalement à cette époque, les procureurs subiront toutes les fluctuations de la lutte, et, lorsque les attributions judiciaires du Parlement seront réduites, que le Palais sera fermé, les procureurs verront approcher la ruine finale jusqu'au

jour où, humbles satellites, ils seront emportés par la même tourmente.

Le 1^{er} février 1762, le Palais est désert (1). Depuis quelques mois, le Parlement était en rivalité avec les Elus des Etats de Bourgogne qui lui contestaient le droit de contrôle des impôts. Les édits de création d'un troisième vingtième et d'augmentation de la capitation (février 1760) n'avaient été enregistrés qu'après l'envoi de quatrièmes lettres de jussion. L'avocat de Varenne, secrétaire des Etats, ayant alors fait paraître un mémoire dirigé contre le Parlement, le président de Bévy riposte par une brochure anonyme très violente. Reconnu pour en être l'auteur, de Bévy arrêté est jeté à la Bastille, tandis que plusieurs conseillers compromis reçoivent des lettres de cachet. De simples bourgeois même, comme le procureur Hucherot et le notaire Mathieu (2), accusés d'avoir offensé un humble copiste du bureau des Elus, sont envoyés dans les prisons d'Auxonne et de Chalon. Par protestation contre ces mesures de rigueur, le Parlement abandonnait le Palais le 1^{er} février 1762, suivi des procureurs, des avocats et des huissiers. Les séances ne reprennent que treize mois après, le 1^{er} mars 1763, sur lettres de jussion. Pendant quinze jours, ce ne sont à Dijon que fêtes et réjouissances publiques. On éprouvait alors une véritable vénération pour ces magistrats qui avaient préféré souffrir l'exil plutôt que de consentir à l'établissement des nouveaux impôts. Aussi la joie est-elle générale à leur retour. Le matin, les corporations de la ville font célébrer des messes d'actions de grâce ; le soir, on illumine, et lorsque, le 15 avril, de Varenne fut remplacé dans sa charge,

(1) Cf. *Le Mercure françois*, Bibl. Dijon, A. F., mss. 448 (1) de 1315 pages, publié en partie par M. G. Dumay avec le *Journal* de J.-B. Micault, *Mémoires de l'Académie de Dijon*, 3^e série, t. IX, 1885-1886, p. 434 et suiv. — De la Cuisine, *Histoire du Parlement de Bourgogne*, t. III, ch. XII. — Gouvenain, *Annuaire départemental de la Côte-d'Or*, 1884, p. 458.

(2) De la Cuisine, *op. cit.*, t. III, p. 232.

avocats et procureurs » allèrent en corps complimenter MM. du Parlement (1) ».

Les séances reprirent, mais on ne rencontrait plus au Palais la même activité qu'autrefois. La procédure peu à peu s'était simplifiée ; de nombreux actes jugés inutiles avaient été supprimés. C'est ainsi que les inventaires de production ne contenaient plus d'extrait du procès, des titres et des moyens employés ; les appels de taxes de dépens avaient été complètement abolis du jour où la Direction des procureurs avait été chargée d'en examiner les griefs (2) ; les instances en désertion d'appel, très fréquentes autrefois, se trouvaient extrêmement réduites depuis le règlement du 11 décembre 1747 (3), qui les défendait en cas d'exécution provisoire ; la procédure des décrets (4) avait été purgée d'écritures et de formalités nombreuses, etc. Aussi, après une année passée dans l'inaction, les procureurs en étaient réduits à se disputer les affaires. La Communauté dut alors demander au roi de réduire le nombre des offices. Par lettres patentes du 23 octobre 1765 (5), vingt étaient supprimés qu'il fallut racheter moyennant 50,000 livres.

C'était une nouvelle charge fort lourde pour la Com-

(1) *Mercur françois*, p. 508.

(2) V. délibérations de la Communauté des procureurs des 19 et 23 mars 1729, 2 juillet 1766. Bibl. Dijon, F. de J., n° 1, t. IV, p. 440 et suiv.

(3) Règlement en 69 articles. Bibl. Dijon, F. de J., n° 1, t. III, p. 288 et suiv.

(4) Règlement du 16 décembre 1748 en 23 articles. Bibl. Dijon, F. de J., n° 1, t. III, p. 318 et suiv. — Ce règlement fit l'objet d'une *Lettre en forme de dissertation* du procureur au Parlement, Al. Thibault (Dijon, Desventes, 1749, in-4°), qui, quelques années auparavant, avait publié un *Traité des criées, vente des immeubles et des offices par décret principalement, suivant l'usage du duché de Bourgogne*. La seconde édition parut en 1746, Dijon, Desventes, in-4°, et un *Supplément*, en 1760.

(5) *Table générale des édits, déclarations royales, lettres d'office, enregistrés au Parlement de Dijon*, Bibl. Dijon, A. F., mss. 456, t. II, p. 745 (reg. le 2 janvier 1766).

munauté dont la situation financière était déjà très mauvaise. Pour permettre le remboursement de quelques emprunts onéreux, elle avait augmenté les droits qui entraient en Bourse commune. Le droit de chapelle qui, à l'origine, n'était que de 50 livres, avait été élevé en 1759 à 300 livres (1); cinq ans après, c'était une partie du droit de présentation qu'il fallait abandonner (2). Malgré tout, la détresse était si grande en 1767, que les syndics avaient obtenu la suppression des indemnités touchées par les officiers de la Direction, qui, réunies, s'élevaient à 112 livres (3).

La réduction du quart des offices avait causé un grand trouble dans l'économie de la Communauté. Réduit à soixante, le nombre de ceux qui pouvaient être appelés à remplir les charges de directeurs ou procureurs-tiers taxateurs des dépens se trouvait trop restreint par suite de l'obligation des six années d'exercice; aussi, par délibération du 2 mai 1770 (4), fut-il décidé d'une part de réduire le nombre des membres de la Grande Direction à vingt-deux, au lieu de trente, et d'autre part, de permettre aux procureurs n'ayant que trois ans de charge de remplir les fonctions de directeurs et de procureurs-tiers. Trois années de pratique suffisaient d'ailleurs pour acquérir les connaissances nécessaires à la taxe des dépens, et, quelques erreurs eussent-elles été commises, les parties n'en auraient souffert aucun dommage, car, sur leur

(1) Ce droit de 300 livres fut perçu pour la première fois le 22 avril 1759. C'est qu'en effet de nouveaux emprunts de 3,000, 1,000 et 2,000 livres avaient été successivement contractés aux mois de janvier et mars précédents. V. Arch. de la Côte-d'Or, B. 12152, *Registre de comptes de la Communauté des procureurs*, f° 42 r°.

(2) Le 4 janvier 1769, 191 livres 11 sols furent versés en *bourse commune* « pour les présentations des deffendeurs », et 189 livres 19 sols pour celles « des assignants ». — *Ibid.*, f° 50 r°.

(3) Arrêt d'homologation de la délibération des procureurs, du 14 août 1767, Bibl. Dijon, F. de J., n° 1, t. IV, p. 500 et suiv.

(4) Arrêt d'homologation, du 5 juillet 1770, F. de J., n° 1, t. V, p. 116 et suiv.

plainte, la Direction, comme nous l'avons vu plus haut, les aurait réparées sans frais (1).

A cette époque, la Communauté fut chargée de faire une nouvelle évaluation des offices. L'hérédité, que les procureurs avaient été si souvent contraints de racheter, était de nouveau supprimée en 1771 (2) et immédiatement rétablie. On revenait au principe de l'annuel avec modification du taux du soixantième au centième denier. Le prix des charges ayant subi une augmentation importante depuis l'évaluation faite un siècle auparavant, une nouvelle estimation était devenue nécessaire. On avait laissé aux Communautés le soin de fixer le prix de l'office, et c'était sur le pied de l'évaluation qui en serait faite que devait se payer chaque année le centième denier. S'il y avait un intérêt évident à donner un chiffre très bas pour se soustraire, dans une certaine mesure, au paiement de la taxe, on redoutait, d'autre part, un remboursement limité au montant de l'évaluation, en cas de suppression d'office. Toutefois les procureurs au Parlement n'hésitèrent pas à estimer leurs charges à 4,000 livres. C'était un chiffre inférieur d'au moins moitié à leur valeur véritable. La suppression leur semblait alors bien peu probable et, se fût-elle produite, ils pensaient pouvoir faire entendre qu'ils n'avaient évalué que la finance se rapportant au titre. Vingt années plus tard (3), reconnaissant leur erreur, ils devaient éprouver à ce sujet les plus vives inquiétudes.

Cette année 1771 marque le début d'une période de

(1) Il fut aussi décidé, le 2 mai 1770, de modifier la date de l'élection des officiers des Directions pour permettre une inscription utile des membres de la Petite Direction et des procureurs chargés du service des prisons sur les almanachs de chaque année. Les indications qu'ils fournissaient n'étaient plus exactes après la Saint-Yves (19 mai). L'élection fut reportée au mercredi précédant la levée de la Cour du 15 août, pour n'entrer en exercice qu'à la rentrée de la Saint-Martin.

(2) Edit de février 1771. Isambert, t. XXII, p. 515.

(3) V. le chapitre suivant.

luttres très vives entre le Parlement et la royauté. Le Parlement de Paris ayant évoqué le procès du duc d'Aiguillon (procès qui, depuis plusieurs années, agitait la Cour de Rennes), le roi en cassa toute la procédure. Après avoir adressé des remontrances, le Parlement de Paris cesse ses fonctions, et les Cours souveraines de province, prenant fait et cause pour lui, ne lui marchandent pas leur appui. Le roi, irrité de cette ligue des grands corps judiciaires, tient, le 7 décembre, un lit de justice à Versailles, leur défendant toute union, tout échange de mémoires et tout retard d'enregistrement.

Le 18 janvier 1771, le Parlement de Paris cessait à nouveau ses fonctions et tandis que les magistrats recevaient des lettres de cachet, le chancelier Maupeou le remplaçait par six Conseils supérieurs (6 février). Le Parlement de Dijon avait, par la plume du président de Bévy, protesté énergiquement : « On ne nous verrait point, écrivait-il au roi, souiller par un coupable silence la dignité des fonctions pour lesquelles nous avons été institués, nous préférierions sans doute une prompte destruction à l'avilissement auquel nous nous verrions exposés (1)... » Mais cette attitude du Parlement provoque la plus vive inquiétude chez les procureurs et avocats. « Le croiroit-on, écrit l'un de ces derniers, notre Parlement... fait encore de longues remontrances et a employé, ces deux jours-cy, cinquante clercs de procureurs à en faire des copies pour les envoyer au Roy, au chancelier et aux princes et pairs (2). » On redoute le remplacement du Parlement par des Conseils supérieurs. Le bruit en court déjà, et pour comble de malheur, Dijon n'en posséderait point ; ils seraient installés à Semur, Bourg et Autun (3). Les

(1) De la Cuisine, *op. cit.*, t. III, p. 287.

(2) *Journal* publié par M. G. Dumay, *Mémoires de l'Académie de Dijon*, 1885-1886, p. 229.

(3) *Ibid.*

craintes des procureurs redoublent en apprenant qu'à Paris, les procureurs sont remplacés par cent avocats cumulant la plaidoirie et la postulation (1). Chaque jour, les nouvelles deviennent plus alarmantes. On annonce successivement que les divers Parlements de province, de Besançon, Douai, Toul, Bordeaux, etc., sont remplacés par des Conseils supérieurs ou tout au moins complètement transformés (2). Le 5 novembre enfin, c'est au tour du Parlement de Dijon. Le commandant de la province, accompagné de l'intendant Amelot, vient lui signifier un édit du roi supprimant tous les offices de présidents, conseillers, avocats et procureurs généraux (3). Vingt-huit membres de la Cour sont envoyés en exil. Le lendemain, on procédait à l'installation d'un nouveau Parlement. Le barreau et quelques procureurs, après une retraite de courte durée d'ailleurs, reviennent au Palais où l'expédition des affaires est fort ralentie.

A la mort de Louis XV, Maupeou tombe en disgrâce, Louis XVI rappelle les Parlements exilés. Le 3 avril 1775, les anciens magistrats faisaient leur rentrée à Dijon, les

(1) *Ibid.*, p. 231. Edit du mois de mai 1771. Isambert, t. XXII, p. 528. — A cette occasion, il se produisit à Dijon « une petite aventure entre un avocat et un procureur qui a appreté à rire au public ». Le procureur Dardelin, parlant des avocats-procureurs nouvellement créés à Paris, se demandait si le même changement ne serait pas opéré à Dijon, sur quoi un jeune avocat, Baudinet, s'écria « qu'on ne confondroit surement pas les avocats, qui exerçoient des *fonctions nobles*, avec des *vils mercenaires comme les procureurs*. Dardelin qui est fort vif, luy dit qu'il étoit un petit drole et que s'il n'étoit pas dans un endroit public, il luy donneroit vingt soufflets et autant de coups de pied... L'avocat luy réplique qu'il étoit le plus ignorant des procureurs » et il continua en termes trop violents pour être rapportés ici, si bien qu'il fallut les séparer et emmener l'avocat, sans quoi Dardelin « auroit sur-le-champ esté de voies de fait ». Il put cependant le rattraper et « tomba sur luy à coups de pied et de poings, on dit même qu'il luy donna quelques soufflets ». V. *Mercur françois*, mss., p. 738 et suiv.

(2) *Mémoires de l'Académie de Dijon*, 1885-1886, p. 233 et suiv.

(3) *Ibid.*, p. 235 et suiv., et de la Cuisine, *op. cit.*, t. III, p. 287 et suiv.

procureurs manifestaient leur joie en distribuant quarante livres aux pauvres de la ville (1).

Ils espéraient alors voir revenir de meilleurs jours, car leur situation ne faisait qu'empirer, en dépit d'un nouveau tarif qu'ils avaient obtenu de la Cour en 1765 (2). En effet, alors que des modifications de procédure réduisaient sensiblement leurs vacations, les procureurs se trouvaient obligés de faire des avances toujours plus considérables : contrôle des exploits, papier timbré, droits des tiers référendaires, des greffiers de présentation, des contrôleurs d'affirmations de voyages, etc., honoraires d'avocats, salaires d'huissiers et de sergents, etc. En un siècle, ces avances avaient augmenté de plus de 40 pour 100, et par suite des lenteurs dans l'expédition des affaires, ils n'en pouvaient retirer parfois que les intérêts (3). La Cour, cédant à leurs instances, avait élevé leurs vacations par arrêt du 21 mars 1771 (4) ; mais, devenu rapidement insuffisant à la suite de nouvelles réformes, ce tarif dut être successivement modifié en 1781 (5) et 1783 (6).

C'est qu'en effet l'édit du mois d'août 1777 (7), donnant aux présidiaux compétence en dernier ressort jusqu'à 2,000 livres, allait achever la ruine des procureurs. Mais le coup le plus rude devait leur être porté quelques années plus tard, en 1788 (8), par la création des *Grands Bailliages*. Sous le prétexte de réformes utiles, de mettre

(1) V. *Récit de la plus étonnante révolution arrivée en France depuis 1769 à 1775*, p. 63. Bibl. Dijon, F. Baudot, mss. n° 272.

(2) Arrêt du 29 juillet 1765. Bibl. Dijon, F. de J., n° 1, t. IV, p. 319.

(3) V. *Observations générales des procureurs du Parlement sur le projet d'un nouveau tarif de leurs vacations*, 1780, Dijon, Causse, in-4°.

(4) Bibl. de Dijon, F. de J., n° 1, t. V, p. 333.

(5) *Ibid.*, n° 1, t. VI, p. 40, arrêt du 3 juillet.

(6) *Ibid.*, n° 1, t. VI, p. 93, arrêt du 31 mars. V. à l'Appendice le tableau de ces tarifs.

(7) Isambert, t. XXV, p. 84.

(8) Edit d'août 1778. *Ibid.*, t. XXVIII, p. 534.

la justice plus à la portée des plaideurs et d'éviter des déplacements ruineux, la royauté instituait des tribunaux intermédiaires entre les présidiaux et les Parlements, avec compétence en dernier ressort étendue à 20,000 livres. C'était en réalité une mesure de représailles (1) contre les grands corps judiciaires dont l'opposition irritait vivement le pouvoir central. Le Parlement ayant refusé d'enregistrer l'édit de création, des troupes envahissent le Palais (2), le 10 mai, et obligent la Cour à signer elle-même son arrêt de mort, avant de prendre la route de l'exil. Attribuer à ces nouveaux tribunaux la connaissance en dernier ressort de toutes contestations jusqu'à 20,000 livres, c'était, en effet, réduire à néant les attributions judiciaires des Cours souveraines; c'était la ruine de la compagnie des procureurs, la désolation pour tous les officiers de justice attachés au Parlement. La Mairie, elle-même, s'émue sur les plaintes de la ville, et fait remarquer que « par la réduction qui vient d'être faite du ressort attribué au Parlement de son pouvoir et de sa compétence par la création des grands bailliages, par la suppression des juridictions établies dans ladite ville et par l'ampliation du pouvoir des présidiaux, non seulement les officiers qui les composoient, mais encore les avocats, les procureurs, les greffiers et les huissiers qui étoient attachés à ces tribunaux n'avoient plus d'état et que comme ces cruels événements, en rendant la dépopulation de ladite ville inévitable, en éloignoient encore de plus les étrangers, ils entraîneroient nécessairement avec eux la ruine des marchands, des artisans, des auber-

(1) Cf. Boncenne, *Théorie de la procédure civile*, Paris, 1837-1845, 6 vol. in-8°, t. I, p. 144.

(2) V. *Récit de ce qui s'est passé en Bourgogne et notamment à Dijon, depuis le 10 mai 1788 jusqu'au 15 octobre, jour de la rentrée solennelle du Parlement*. Bibl. Dijon, brochure 2019 (Milsand), et de la Cuisine, *op. cit.*, t. III, p. 394

gistes et d'une multitude de gens occupés à leur service (1) ».

Un placet est adressé au roi pour demander le rétablissement du Parlement dans ses attributions premières. Aussi, quand les parlementaires exilés furent rappelés le 5 octobre, ce fut une fête dans toute la ville; on illumina la rue Condé « et on y lança beaucoup de serpentaux et de pétards (2) » et lorsque, dix jours plus tard, le Parlement, escorté des procureurs, des avocats et « d'un peuple innombrable », fit sa rentrée, au son joyeux de toutes les cloches de la ville, tous les corps vinrent le complimenter (3). Le procureur Thévenin (4) fut chargé par la compagnie de lui exprimer tout le bonheur et l'espérance dont les cœurs étaient remplis (5). C'était en lui seul qu'on voyait le salut; lui seul pourrait obtenir de la royauté le retrait des édits enregistrés le 10 mai. Vain espoir; c'était

(1) Arch. Dijon, B. 426, Délibérations de la Chambre de ville (affaires économiques), 1782-1790, délibération du 31 mai 1788, f^o 246 v^o.

(2) *Mercure françois*, mss., p. 1293.

(3) On peut juger de la joie du peuple dijonnais par le grand nombre de relations des réjouissances, de chansons, d'odes diverses, inspirées par le retour du Parlement, et que Ph. Milsand a relevées dans sa *Bibliographie bourguignonne*, p. 423 et 424, Dijon, Lamarche, 1885, in-8^o.

(4) V. de la Cuisine, *op. cit.*, t. III, p. 388.

(5) Il terminait ainsi son discours :

« ...La capitale de cette Province recouvre ses citoyens et sa splendeur.

» C'est à vous, Messieurs, ...que nous devons tous ces bienfaits...

» Pénétrée de si grands bienfaits, qu'il est flatteur pour la Communauté des Procureurs en la Cour, d'avoir obtenu la grace de mêler sous ces voûtes sacrées, les foibles expressions de sa respectueuse reconnaissance, aux cris d'alégresse qui retentissent de toutes parts.

» Nous la devons, cette faveur, aux Magistrats citoyens que ses vertus, le choix du Monarque et le vœu de tous les cœurs de cette Province, ont placé à la tête de cet auguste Sénat : nous la devons, Messieurs, à la bienveillance et à la protection dont vous voulez bien nous honorer.

» Notre reconnaissance ne le cède qu'à notre respect. » — *Discours prononcé au Parlement de Dijon, les Chambres assemblées, le 15 octobre 1788, par M^e Thevenin, syndic de la Communauté des procureurs à la Cour*, s. l. n. d., communiqué par M. P. Perrenet, avocat à la Cour d'appel de Dijon.

la mort de ces grands corps que l'on cherchait en les dépouillant peu à peu de leurs attributions politiques et judiciaires.

Victimes innocentes de la lutte que le Parlement avait soutenue contre le pouvoir central, les procureurs se retrouvent aux prises avec les difficultés d'une situation déplorable ; tout affaiblissement apporté aux Cours souveraines a sur leur Communauté sa répercussion immédiate.

Peu à peu les Parlements se trouvent abandonnés de tous. On se rend compte qu'ils n'ont demandé la convocation des Etats généraux que dans un but intéressé, parce qu'ils les considéraient comme la meilleure sauvegarde des corps privilégiés (1).

Aussi, ruinés, les procureurs vont-ils se jeter dans le mouvement qui se manifeste depuis quelque temps, et, à côté des avocats, devenir les ardents champions de la cause du Tiers. C'est à cette époque de l'histoire qu'il serait particulièrement intéressant de consulter les registres de délibérations des procureurs au Parlement. Si l'on jette un coup d'œil sur ceux des procureurs au bailliage (2) de Dijon, on voit que ce sont ces derniers qui se sont mis à la tête du mouvement. Le 6 décembre 1788, les quatre plus anciens sont députés pour demander à la Chambre de ville une réunion de la Commune pour délibérer sur les droits que le Tiers doit revendiquer aux Etats généraux que l'on annonce comme prochains. Le 11, a lieu l'assemblée des différentes corporations (3) qui

(1) « Ces nobles magistrats sans cesse avancement et reculent. Ils crient pour la liberté ; Turgot vient, ils le repoussent. Ils crient : « Les Etats généraux ! » Le jour où on les leur donne, ils proposent de les rendre nuls en les calquant sur la forme des vieux Etats impuissants. Ce jour-là, ils étaient morts. » Michelet, *Histoire de la Révolution française*, t. I, liv. III, ch. III, p. 373, édit. de 1889.

(2) Arch. Côte-d'Or, B². 101. Cons. le 3^e registre (16 mai 1722-19 novembre 1790).

(3) V. *Délibération du 11 décembre 1788 de la Chambre du Conseil de ville et commune de Dijon et des différentes corporations du Tiers-Etat et*

prépare une requête au roi pour obtenir le doublement du Tiers, rendant le nombre de ses députés égal à celui des deux ordres privilégiés réunis, et le vote par tête. Cette requête, rédigée par l'ordre des avocats, est signée de six procureurs au Parlement, députés par la Communité. A la suite d'une tentative de rapprochement de la part de la noblesse (1), les diverses corporations de la ville se réunissent le 30 dans la grande salle de l'Université pour discuter les propositions des gentilshommes. Mais l'intransigeance de ces derniers empêche tout accord de se former. Le 22 février (2), dans une nouvelle réunion, les députés des différents corps du Tiers désignent douze d'entre eux, parmi lesquels le procureur Gillotte, pour préparer un projet de cahiers à présenter aux Etats généraux du royaume et prendre toutes les mesures nécessaires à la sauvegarde de leurs droits ; ce projet est envoyé aux différentes villes et bourgs de la province. Le 12 mars, vingt-quatre députés du Tiers, dont sept procureurs de Dijon (quatre du Parlement), sont chargés de rédiger le cahier de doléances.

L'opinion publique, dans toutes ces réunions du Tiers, est dirigée par un petit groupe d'une vingtaine de personnes (3) où dominent les hommes de lois ; deux procureurs au Parlement, Gillotte et Trullard, s'y font remarquer par leur zèle (4). On comprend que les procureurs,

requête au roi, Dijon, Causse, 1788, in-4°. Bibl. Dijon, F. Delmasse, n° 2186.

(1) *Récit de ce qui s'est passé entre MM. les gentilshommes assemblés à Dijon et l'ordre des avocats de la même ville*, Dijon, Causse, 1789, in-4°, Bibl. Dijon, n° 1508 [412].

(2) *Délibération des corporations du Tiers-Etat de Dijon du 22 février 1789*, Dijon, Causse, 1789, in-4°. Bibl. Dijon, n° 18805 (2), pièce n° 12.

(3) V. Augustin Cochin et Ch. Charpentier, *La campagne électorale de 1789 en Bourgogne*, Paris, Champion, 1904.

(4) Les procureurs au Parlement avaient toujours gardé une place importante à la Mairie. Le syndic de la ville était chaque année tiré de leur

actifs, intelligents, en butte aux vexations de cette noblesse de robe pleine de mépris pour ces petits bourgeois, se soient mis avec les avocats, à la tête du Tiers à Dijon. Le but qu'ils poursuivent est d'ailleurs bien légitime. Ils aspirent au relèvement d'une classe jusqu'alors laissée à l'écart et écrasée sous des charges excessives. Ce n'est pas l'intérêt personnel seul qui les fait agir comme ces procureurs de village qui attiseront les haines du peuple contre les privilégiés, car « si quelqu'un sait lire outre le curé et le seigneur, c'est un praticien, ennemi-né du seigneur dont il veut prendre la place, fier de sa faconde, aigri par sa pauvreté et qui ne manque pas de tout noircir. Très probablement, c'est lui qui rédige et fait circuler les placards par lesquels, au nom du roi, on appelle le peuple aux voies de fait (1) ». C'est avec ardeur que les procureurs au Parlement travailleront au développement pacifique du Tiers, réprouvant hautement toute violence. Ils en seront eux-mêmes les victimes, car aux jours sombres de notre histoire, en l'an II, nous verrons deux d'entre eux, Jean-Baptiste Guyard et Jacques Testard (2),

compagnie. En 1790, parmi les quinze officiers municipaux de Dijon, on compte trois procureurs au Parlement, un au bailliage, pour deux avocats et un notaire. — Cons. l'Almanach du département de la Côte-d'Or de cette année.

(1) Taine, *Les origines de la France contemporaine, La Révolution*, t. I, p. 95, 6^e édit., Paris, 1878.

(2) J.-B. Guyard, ayant quitté Dijon pour les affaires de son commerce dont il s'occupait depuis la suppression du Parlement (1790), n'avait pu se faire délivrer exactement des certificats de résidence dans les différentes villes qu'il avait traversées. Accusé d'émigration, il était condamné au dernier supplice par jugement du 21 germinal an II (10 avril 1794) le même jour que le président Richard de Ruffey, accusé, lui aussi, d'émigration bien qu'il n'ait jamais quitté le département. Le féroce représentant du peuple, Pioche-Fer Bernard, avait, en effet, trouvé un moyen commode de faire disparaître de paisibles citoyens. Il les menaçait d'arrestation et, lorsqu'ils avaient pris la fuite, on les portait sur une liste d'émigrés. Pour empêcher un de ces *émigrés* de se munir de certificats de résidence, on écartait les témoins en les accusant de servir des aristocrates. Quant à Jacques Testard, il avait été condamné à mort par le tribunal révolution-

ainsi qu'un procureur à la Chambre des comptes, Antoine Dorse, gravir les marches de l'échafaud, à la suite de leurs anciens maîtres, les présidents Micault de Courbeton et Richard de Ruffey, dont ils s'étaient rapprochés, dans une mutuelle horreur des atrocités d'alors. En l'an III, on emprisonnera les procureurs Pignolet, Caillard, Derepas père et fils, accusés d'être membres de sociétés contre-révolutionnaires ou frères « d'un présumé émigré (1) ».

Les Parlements, entrés en vacances en août 1789, ne devaient pas reprendre leurs fonctions à la Saint-Martin. Un décret de l'Assemblée nationale du 3 novembre les laissait en vacances et instituait à leur place, provisoirement, la Chambre des vacations, remplacée peu après (22 juillet 1790) par une Cour supérieure. Le décret du 16 août de la même année supprimait définitivement les Parlements.

Les procureurs au « ci-devant Parlement de Dijon », effrayés du discours prononcé par Mirabeau à l'Assemblée nationale, le 11 août 1789, avaient, dès ce jour, pu envisager comme prochaine la disparition de leurs offices et redouter même la suppression de leur profession.

naire de Paris, le 17 floréal (6 mai 1794), comme complice d'une *conspiration* dans la maison d'arrêt où il était détenu. Était alors considéré comme ayant trempé dans cette conspiration celui qui avait déclaré « qu'il ne voulait pas boire dans le verre d'un sans-culotte », « qu'il y avait des gueux à la Convention » ou qui recherchait la société des aristocrates codétenus. De tels crimes « attentatoires à la liberté, à l'égalité, à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat » ne s'expiaient que par la mort. — V. Henri Wallon, *Les représentants du peuple en mission et la justice révolutionnaire dans les départements en l'an II*, t. III, ch. xxiii, *La Bourgogne*, Paris, 1889, 5 vol. in-8°. — *Affiches dijonnaises*, des 8 et 23 floréal, 13 et 23 prairial an II. — Gab. Peignot, *Notice exacte de toutes les personnes domiciliées dans le département de la Côte-d'Or qui ont péri sur l'échafaud pendant le régime révolutionnaire*, publiée par Milsand, Paris, Aubry, 1865, in-8°.

(1) Arch. Côte-d'Or, L. 1534. Reg. de délibérations du Comité révolutionnaire du district de Dijon.

Mirabeau, demandant une justice gratuite, s'était, en effet, élevé violemment contre tous ses auxiliaires : avocats, procureurs, huissiers : « C'est la voracité de ces sortes de sangsues, s'écriait-il, qui a fait enfanter au ciseau d'un sculpteur ces deux statues pittoresques, dont l'une représente un homme nud parce qu'il a perdu son procès, et l'autre un homme en chemise parce qu'il a gagné le sien. Je demande qu'il soit permis à tout homme de plaider sa propre cause, sans qu'il soit besoin de faire passer ses papiers par les mains de ces agens rapaces, sans qu'il soit besoin du ministère, ni d'un huissier, ni d'un procureur (1). »

Leurs craintes étaient fondées, au moins en partie ; le 1^{er} janvier 1790, la Communauté reçut une lettre du Comité de judicature demandant l'envoi du double état de l'évaluation des offices et des dettes communes. C'était la liquidation prochaine, l'événement tant redouté, l'anxiété pour tous.

(1) *Moniteur*, du 12 août 1789.

CHAPITRE VI

Liquidation des Offices.

(1790-1791)

Les procureurs doivent être indemnisés de deux parties distinctes : la finance et la clientèle. — Premier mémoire adressé par la Communauté à l'Assemblée nationale. — Deux projets de liquidation y sont proposés. — Leur critique. — Discussions à l'Assemblée nationale. — Le projet Letellier est adopté. — Son exposition. — Critique. — Second mémoire des procureurs de Dijon. — Répartition des différentes compagnies de procureurs en trois classes. — Les anciens procureurs au Parlement sont admis à postuler devant la Cour supérieure provisoire établie à Dijon en remplacement de la Chambre des vacations. — Responsabilité des procureurs dans ce changement. — Le décret des 29 janvier-20 mars 1791 supprime les offices des procureurs. — Les anciens procureurs au Parlement reçus en qualité d'*avoués* au tribunal de district.

La liquidation d'une charge de procureur devait présenter un caractère différent de celle d'un office de judicature. Un conseiller au Parlement, par exemple, devenu titulaire de sa charge par le paiement de la finance, touchait chaque année des gages qui en représentaient en principe les intérêts. En cas de suppression, le remboursement de la finance eût été suffisant. Il en était autrement d'un procureur qui ne recevait du roi qu'un titre nu, une qualité, le droit de postuler, qu'il devait exploiter, rendre

productif et dont il tirait plus ou moins d'argent, suivant son habileté, son intelligence et son activité. Nous trouvons donc ici, à côté du titre, un deuxième élément, à caractère patrimonial, la clientèle, fruit du travail de l'officier, et qui constituait le plus souvent la partie principale de la valeur de la charge.

Conformément à la demande qui leur était faite par le Comité de judicature, les procureurs envoyèrent l'état des dettes de leur Communauté; ils y joignirent un mémoire de seize pages (1), à l'imitation des compagnies d'Aix, de Besançon, de Toulouse, etc. De tous côtés, en effet, les procureurs des Cours souveraines, saisis des mêmes inquiétudes sur la façon dont il serait procédé au remboursement des offices, envoyaient à Paris les exposés de divers systèmes qui devaient, à leurs yeux, présenter les meilleures garanties d'équité. « Pourroit-on, sans cruauté, écrivaient-ils, faire supporter à une classe particulière des ministres de la justice, tout le poids de la réforme des tribunaux, et immoler cette classe d'hommes utiles jusqu'à présent, eux, leurs femmes et leurs enfants, au nouvel ordre de choses, jusqu'à les plonger dans la plus affreuse misère, et leur rendre la vie insupportable? » Aussi appuyaient-ils leurs demandes sur l'article 17 de la Déclaration des droits de l'homme, n'autorisant l'expropriation d'une propriété privée qu'en cas de nécessité publique et sous la condition d'une *juste et préalable indemnité*. L'office représentant pour les procureurs la même valeur productive qu'un fonds de terre ou une maison de rapport,

(1) *Mémoire pour la Communauté des procureurs au Parlement de Dijon*, Dijon, Causse, 1790, in-4°, joint au *Tableau des sommes payées à Sa Majesté, par les procureurs au Parlement de Dijon, de leurs dettes et de leurs créances actives*, acquis par l'auteur, lors de la vente de la bibliothèque Fourier, 1905. — V. un mémoire semblable des procureurs à la Chambre des comptes de Dijon, du 10 juin 1790. Arch. Côte-d'Or, B. 255 *ter*, reg. de délibérations, f° 94 v°.

l'indemnité ne pouvait leur être refusée, d'autant plus qu'ils l'avaient acquis sous la protection de la loi.

Deux modes de liquidation étaient présentés à l'Assemblée nationale par les procureurs au Parlement de Dijon :

1^o La moyenne des deux dernières ventes d'offices faites par acte authentique, et dans une période non suspecte, c'est-à-dire avant qu'il ne fût question de remboursement possible, pouvait être tout d'abord prise comme taux de remboursement commun à tous les offices. Les dernières cessions étant de 14,000 livres (10 octobre 1787) et de 16,000 livres (4 janvier 1789), on arrivait à la moyenne de 15,000. Il ne fallait pas, en effet, songer à rembourser à chacun le prix d'acquisition de son office, car un certain nombre de transmissions n'ayant été faites que sous seing privé, la fraude eût été trop facile ; d'autre part, ceux qui avaient reçu leur office à titre gratuit, pour l'avoir trouvé, par exemple, dans la succession de leur père, n'auraient touché qu'une somme tout à fait inférieure à sa valeur actuelle, en raison de l'augmentation très rapide du prix de ces charges et de l'époque reculée à laquelle il eut fallu remonter pour arriver à la dernière cession à titre onéreux.

2^o Le second procédé proposé par la compagnie de Dijon consistait à rembourser au titulaire de l'office la somme résultant du cumul du chiffre de l'évaluation de 1771 avec les sommes payées, à différentes époques, pour le droit d'hérédité, capital et intérêts. Mais, comme ces officiers auraient été tenus, à défaut du versement de ces sommes, de payer chaque année le prêt et la paulette, ils ne devaient recevoir le remboursement des taxes d'hérédité que déduction faite de ces droits. Ce système était basé sur les articles 17 et 21 de l'édit de février 1771 établissant le centième denier.

Dans les deux cas, les procureurs demandaient le remboursement des divers droits accessoires de réception

qu'ils n'avaient versés qu'avec l'espoir de les recouvrer par l'exercice de leur charge. Quant aux dettes que la Communauté avait dû contracter pour subvenir aux charges de l'Etat, il était naturel que la nation les prît à sa charge. Les différentes sommes versées, tant pour droit d'hérédité que pour des réunions d'offices à la Communauté, s'élevaient au total de 491,128 livres 13 sols 4 deniers (1), chiffre considérable pour l'époque et le petit nombre des membres du groupe.

De nombreuses critiques pouvaient être adressées aux deux systèmes de liquidation proposés par la Communauté de Dijon. Au premier, consistant à prendre comme taux commun la moyenne du prix des deux dernières ventes, on pouvait reprocher de ne pas établir cette moyenne sur un plus grand nombre de transmissions. Peut-être les deux dernières s'étaient-elles faites dans des conditions anormales. Peut-être les deux dernières charges vendues étaient-elles les plus importantes. Il y avait là une fraude possible. D'autre part, pourquoi ne pas déduire du remboursement demandé la partie du prix correspondant aux recouvrements ou débets cédés par le vendeur, et qui avaient pu faire élever le prix d'acquisition d'une manière très sensible? Les recouvrements ayant été faits par l'acquéreur, étant déjà entrés dans son patrimoine, il n'y avait aucune raison de les faire payer une seconde fois par la nation. On pouvait encore reprocher aux deux procédés de liquidation de ne tenir aucun compte de la valeur du contrat d'acquisition et de la clientèle attachée à chaque office (2), puisqu'ils attribuaient la même indemnité aux titulaires des charges importantes et à des officiers

(1) Leurs dettes à ce jour étaient réduites à 196,433 livres dont ils devaient payer chaque année 5,861 livres 7 sols d'intérêt.

(2) On avait, en 1771, donné la même évaluation de 4,000 livres à toutes les charges.

dont la pratique pouvait être trois ou quatre fois moins nombreuse.

La discussion relative à la liquidation arriva à l'Assemblée nationale au mois de décembre 1790, et occupa les séances des 12 à 18, 20, 21 et 24. La question était complexe, car, parmi les procureurs, une distinction s'imposait suivant que la juridiction près de laquelle ils postulaient était ou non supprimée. Les Parlements n'existant plus, il ne s'agissait, pour nos procureurs au Parlement, que de pourvoir à leur remboursement, question vitale d'ailleurs pour eux, et qui fut soutenue avec chaleur par un grand nombre de députés tels que Tronchet, Guillaume, Mougins, etc. Deux projets de liquidation présentés le 15 (1), l'un par Regnaud, député de Saint-Jean-d'Angely, basé sur les évaluations de 1771, l'autre par Mirabeau, furent écartés. A la séance du 18 (2), Letellier, prenant la parole au nom des Comités de constitution et de judicature, prononça un long discours sur le remboursement des offices, exposant l'économie du projet qu'il déposait et qui devait être adopté quelques jours après (21 et 24 décembre) (3).

Ce projet tenait compte, dans une certaine mesure, des évaluations des offices faites en 1771 et de la valeur des contrats d'acquisition.

Il distinguait trois éléments : le titre, les rôles ou clientèle, les débets ou recouvrements.

Pour arriver à grouper les procureurs suivant l'importance approximative de leurs charges, les anciens tribunaux près desquels ils postulaient devaient être répartis en cinq classes dont chacune comprendrait des tribunaux égaux, autant que possible, sous les rapports combinés de l'étendue, de la population et du nombre d'officiers. Pour

(1) *Moniteur*, du 17 décembre 1790.

(2) *Moniteur*, du 19.

(3) *Moniteur*, des 23 et 26 décembre.

chaque classe, l'évaluation *la plus forte* faite en 1771, devait être prise comme taux commun de remboursement. Il ne fallait pas y voir un avantage en faveur des procureurs, mais une simple rectification qui s'imposait, un moyen de se rapprocher de la valeur exacte de l'office, car les évaluations de 1771 avaient été faites bien au-dessous de leur valeur réelle, afin d'alléger la charge annuelle du centième denier. Dans tous les cas, on remboursait au moins le chiffre de l'évaluation rectifiée, alors même que le prix de la charge, indiqué dans le contrat, eût été inférieur, et, de plus, lorsque le contrat de transmission indiquait une somme supérieure à cette évaluation rectifiée, une indemnité supplémentaire était allouée à l'ancien officier.

Cette indemnité était, d'ailleurs, nécessaire, car la seule restitution de la somme afférente au titre, qui représentait l'ancienne *finance* versée autrefois au Trésor par le premier titulaire, n'eût constitué qu'un remboursement tout à fait illusoire ; elle n'avait, en effet, le plus souvent qu'une importance secondaire à côté de la pratique. Letellier admettait bien cette nécessité. « En supprimant les procureurs (1), disait-il, la nation leur fait perdre évidemment la clientèle qu'ils avaient acquise par un contrat licite. C'était dans leurs mains une valeur aussi certaine que le titre même de l'office, ce qui contribuait à en augmenter le produit. Dès que la nation supprime l'un, elle met les procureurs dans l'impossibilité de tirer parti de l'autre, il faut donc qu'elle les indemnise de tous les deux... Ainsi la justice, la politique et l'humanité se réunissent pour solliciter en faveur des procureurs l'indemnité dont il s'agit. » Voici comment il entendait déterminer cette indemnité. Lorsque le contrat, fait par acte authentique, ne mentionne aucune cession de rôles

(1) Séance du 18 décembre. *Moniteur*, du 19.

et de recouvrements, l'excédent de l'évaluation rectifiée, soit la différence entre cette évaluation et le prix de la charge, sera payé à titre d'indemnité. S'il n'est fait mention que des rôles, l'indemnité consistera dans le remboursement de ces rôles. S'il est fait mention à la fois des rôles et de recouvrements, avec évaluation spéciale de chacun de ces éléments, l'indemnité ne portera encore que sur les rôles; les recouvrements ayant dû être faits par l'acquéreur de l'office, celui-ci n'avait aucun droit pour en réclamer le paiement par la nation. Dans le cas de mention de cession de rôles et de recouvrements, mais sans indication de la somme particulière correspondant à chacun d'eux, l'indemnité ne comprendra que la moitié de l'excédent de l'évaluation, recouvrements et rôles étant censés être de valeur égale. Enfin, si le montant des recouvrements équivaut à l'excédent de l'évaluation, aucune indemnité ne sera due. Quant aux dettes des communautés, une distinction était nécessaire. L'Etat prenait à sa charge celles qui avaient pour cause des rachats ou réunions d'offices. Il n'en serait de même pour les autres que dans le cas où, après vérification, elles seraient justifiées par des nécessités d'ordre public. Les frais de réception, tels que droits de sceau, marc d'or, devaient être remboursés.

Ce mode de liquidation prêtait à plusieurs critiques. Les évaluations faites en 1771 resteraient probablement insuffisantes (1), malgré la rectification imaginée. On a vu, en

(1) Guillaume, à la séance extraordinaire du 20 décembre, avait protesté contre la prise en considération de ces évaluations faites sur un taux de beaucoup inférieur à la valeur des offices : « Accorder une demi-indemnité, disait-il, c'est n'en accorder aucune, rembourser un office sur le pied d'une valeur ancienne, inférieure à la valeur actuelle, c'est dépouiller le titulaire de sa propriété. » Et Mougins ajoutait : « S'il était possible de les priver d'un remboursement légitime, vous entendriez pousser à des pères de famille ce cri de douleur et de désespoir : « La Constitution nous a ruinés. » Vous les exposeriez à verser des larmes de sang. » — *Moniteur*, du 22 décembre 1790.

effet, que les procureurs au Parlement de Dijon n'avaient pas craint d'abaisser à 4,000 livres la valeur de leurs offices. D'ailleurs l'évaluation rectifiée ne profitait pas à tous les procureurs ; elle ne s'appliquait pas aux offices dépendant du tribunal placé en tête de chaque classe, puisque l'évaluation de ces offices était précisément cette *évaluation la plus forte* qui devait, pour toute la classe, servir de taux commun de remboursement. Elle n'était en réalité une *évaluation rectifiée* que dans les tribunaux de la même classe où l'on avait établi pour les offices une évaluation inférieure. La compagnie de procureurs attachée au tribunal occupant le dernier rang dans chaque classe était donc la plus favorisée. Aussi recherchait-on la dernière place avec autant d'empressement qu'on en mettait à éviter l'honneur de la première.

Une semblable répartition des tribunaux, présentant quelques garanties de précision, était-elle d'ailleurs possible ? De deux ressorts de Parlements, le moins peuplé pouvait être, par suite du caractère de ses habitants ou de la différence des procédures, plus fertile en procès et en chicanes. Tel autre dont le nombre des officiers était plus élevé pouvait avoir un rôle d'affaires moins important.

Aussi, lorsque le décret vint à la connaissance des procureurs au Parlement de Dijon, ce ne furent que plaintes et récriminations.

Le système proposé était loin d'offrir les mêmes avantages que ceux qu'ils avaient présentés quelques mois auparavant à l'Assemblée nationale. Ils adressèrent donc à l'Assemblée un second mémoire (1), où étaient

(1) *Second Mémoire adressé à l'Assemblée nationale par les procureurs au ci-devant Parlement de Dijon*, Dijon, Causse, s. d., in-4°. — Bibl. nationale, Lf. 42. (Acquis par l'auteur lors de la vente de la bibliothèque Fourier [1905].)

relevés tous les vices qu'ils reprochaient au système adopté. Ils s'indignaient tout d'abord qu'on tint compte, même dans une certaine mesure, des évaluations de 1771, et faisaient remarquer qu'ils n'avaient alors évalué leurs offices qu'à l'égard du titre, croyant en outre, conformément à l'article 21 de l'édit de 1771, être remboursés de toutes les avances, capital et intérêts, faites pour droits d'hérédité, hérédité qui avait été révoquée par l'édit de 1771. D'autre part, ajoutaient-ils avec raison, pourquoi n'accorder l'indemnité pour perte de clientèle qu'à raison de l'acquisition des rôles du prédécesseur ? Pourquoi la refuser à celui qui, n'ayant acheté qu'un titre nu, était parvenu cependant par son travail et son intelligence à faire de son étude l'une des plus importantes ? Il était injuste que celui qui avait réussi à doubler ou tripler le chiffre de ses affaires ne fût indemnisé que d'une partie de la perte de sa clientèle. N'était-il pas également propriétaire des rôles acquis et de ceux qu'il s'était constitués lui-même ? Ne les aurait-il pas vendus, les uns et les autres, lorsqu'il aurait voulu jouir d'un repos mérité ? Il y avait là une injustice qui paraissait en contradiction évidente avec l'intention des auteurs du projet. Le rapporteur Letellier, à la séance du 18 décembre, s'exprimait en effet ainsi, assimilant cette liquidation des offices à une éviction : « On peut répondre en faveur des officiers ministériels que, dans le cas d'éviction, l'indemnité ne se borne pas seulement à la restitution du prix, mais qu'on doit encore y ajouter ce qu'on fait perdre à celui qu'on évince. Or, en supprimant les procureurs, la nation leur fait perdre évidemment la clientèle qu'ils avaient acquise par un contrat licite (1)... »

On ne voit pas pourquoi Letellier ne parle que des rôles acquis avec le titre. Son raisonnement ne devrait

(1) *Moniteur*, du 19 décembre.

s'appliquer logiquement qu'à la clientèle que l'officier s'est constituée lui-même. En effet, la « restitution du prix » comprend, outre la partie afférente au titre, celle qui correspond aux rôles acquis avec ce titre; et lorsqu'il fait allusion à « ce qu'on fait perdre à celui qu'on évince », c'est alors qu'on pense tout d'abord qu'il entend parler des rôles créés par l'officier qui, seuls, constituent la plus-value de la charge dont il est évincé. Les procureurs protestaient également contre le partage des rôles et des recouvrements en deux portions égales, lorsque le contrat ne spécifiait pas la valeur distincte de ces deux éléments. Ils faisaient remarquer qu'un procureur qui cède son étude, a toujours soin de faire rentrer la plus grande partie de ses droits, ne laissant à son successeur que les recouvrements douteux. Ils demandaient, en outre, à l'Assemblée nationale de pouvoir toucher immédiatement les intérêts approximatifs de la somme qui leur serait remboursée, car le travail de la liquidation s'annonçait comme devant être très long. Depuis 1788, ils étaient presque tenus de vivre sur leur capital, le nombre des affaires portées devant le Parlement depuis l'établissement des grands Bailliages étant extrêmement restreint. Ils allaient d'ailleurs se trouver obligés de faire de nouveaux frais pour transmettre à Paris toutes les pièces nécessaires à la liquidation et peut-être s'y rendre eux-mêmes pour fournir tous les renseignements nécessaires et veiller à leurs intérêts. Aussi auraient-ils désiré que ce travail s'accomplît sur place et fût confié à chaque Directoire de département « Nous aurions pu, concluait le mémoire, mettre sous les yeux de l'Assemblée nationale un tableau plus touchant de nos malheurs, et implorer sa pitié pour un grand nombre de familles désolées, qui par l'inaction à laquelle leurs chefs sont condamnés, sont sur le point de tomber dans la plus affreuse misère; mais nous nous bornons à réclamer une égale justice, celle promise par

l'Assemblée à tous ceux de qui le nouvel ordre de choses exige le sacrifice de leur propriété *une juste et préalable indemnité*. Comment seroit-il possible qu'elle nous fût refusée ? »

Ces observations des procureurs n'eurent, comme on pense, aucune influence sur l'Assemblée nationale. Le décret du 24 décembre 1790 ne reçut aucune modification ; après trois mois passés par les procureurs dans les plus vives inquiétudes, il était confirmé par celui du 26 mars 1791 (1), qui répartissait les tribunaux en différentes classes. Trois seulement avaient été faites pour les Parlements (2).

1^o Paris, évaluation rectifiée. 18,825 livres.

2^o Besançon, Bordeaux, Brest, Rouen . 12,000 livres.

3^o Les sept autres Parlements dont celui

de Dijon 8,500 livres.

A ces 8,500 livres que chaque procureur au Parlement de Dijon allait toucher, devaient s'ajouter certaines sommes, à titre d'indemnité, avec les distinctions que nous avons mentionnées plus haut, lorsque les contrats de transmission indiquaient une valeur supérieure. Les intérêts seraient payés à partir du premier juillet 1790. Sur ce point, les procureurs de Dijon avaient obtenu gain de cause.

Le décret du 26 mars 1791 leur était-il défavorable ? Certainement pas autant qu'ils l'avaient redouté (3) ; la rectification des évaluations de 1771 paraissait suffisante. Le reproche le plus sérieux à adresser à ce mode de liquidation pouvait porter sur la trop grande importance

(1) *Moniteur*, du 28 mars.

(2) Les bailliages et sénéchaussées étaient divisés en sept catégories avec des évaluations allant de 600 à 10,400 livres.

(3) A Paris, les procureurs au Châtelet exprimèrent toute leur satisfaction en votant des remerciements à Letellier. — V. Bataillard et Nusse, *op. cit.*, t. II, p. 303, note 1.

qu'on attachait à la rédaction des contrats de transmission. Suivant, en effet, que la cession avait été faite pour une somme unique ou qu'on y distinguait les valeurs séparées du titre, des rôles et des recouvrements, ou que ces deux derniers éléments se trouvaient confondus, il était procédé différemment pour le remboursement. C'est ainsi que certains procureurs devaient être complètement indemnisés ; celui, par exemple, qui, à la date du 4 janvier 1789, avait acquis son office 16,000 livres, savoir : 4,000 livres pour le titre et 12,000 pour la pratique, devait recevoir, en outre, l'excédent intégral de l'évaluation rectifiée, c'est-à-dire 7,500 livres à titre d'indemnité de clientèle ; d'autres, au contraire, auraient perdu, dans le même cas, plus de 3,000 livres si le contrat avait attribué, par une sorte de clause de style, 12,000 livres à la clientèle et aux recouvrements réunis, alors que les débits étaient insignifiants.

Certains procureurs, d'ailleurs, pouvaient obtenir quelque compensation à la suppression de leurs offices en continuant à postuler devant les nouvelles juridictions. On ne leur imposa pas pour cela la suppression totale ou même une réduction de remboursement, bien que Mirabeau et Saint-Jean d'Angely l'eussent demandé à l'Assemblée nationale le 15 décembre 1790 (1).

Après la suppression du Parlement, la Chambre des vacations avait été chargée d'assurer provisoirement le service. Mais la manière d'agir des anciens procureurs ne tarda pas à amener le remplacement de cette Chambre par une Cour supérieure instituée par décret du 21 juin 1790 (2). Croyant toujours au prochain rétablissement de l'ancienne juridiction souveraine, les procureurs ne portaient, en effet, devant la Chambre, que les causes tout à fait urgentes. Le retard pour toutes les

(1) V. *Moniteur*, du 17 décembre.

(2) V. *Affiches de Dijon*, du mardi 29 juin 1790. Bibl. Dijon, n° 21187.

autres causes étant considérable, des plaintes furent portées à l'Assemblée nationale au début du mois de juin, qui amenèrent l'établissement à Dijon de cette Cour supérieure (1). Les procureurs n'en furent pas moins admis, comme les autres officiers ministériels attachés à l'ancien Parlement de Dijon, à continuer leurs fonctions auprès de cette nouvelle juridiction, peu après remplacée par le tribunal de district (loi des 16-24 août 1790). Le 16 décembre (2), après une longue discussion à l'Assemblée nationale, les anciens procureurs au Parlement obtinrent l'admission de droit devant ces tribunaux, en qualité d'*avoués*, concurremment avec les juges, gens du roi et avocats des juridictions supprimées. Ces avoués, chargés de l'instruction des procès, pouvaient en outre défendre les parties verbalement ou par écrit ; la barre était accessible à tous. Ces dispositions furent insérées dans le décret des 29 janvier-20 mars 1791 qui prononçait la suppression définitive des offices de procureurs. Ce terme de *procureur* ne devait plus être employé ; il était devenu si odieux que, pour ne pas discréditer le nouvel ordre de choses, on avait jugé bon de modifier le nom des mandataires *ad lites*. La nouvelle dénomination était empruntée aux anciens agents chargés de la défense des intérêts matériels des communautés religieuses aux douzième et treizième siècles.

(1) Cf. *Annuaire de la Côte-d'Or*, Garnier, 7^e année, 1864, p. 359 et suiv., Launay, *Résumé historique et biographique sur la Cour impériale de Dijon et les tribunaux qui l'ont précédée dans cette ville depuis la suppression du Parlement*. — Les travaux parlementaires ne font aucune allusion à la conduite des procureurs en cette affaire. Le député de Dijon à l'Assemblée nationale, Arnoult, rend au contraire les magistrats responsables de la cessation du cours de la justice « Puisqu'il faut le dire, ce n'est pas que les magistrats de Dijon ne puissent rendre la justice, c'est qu'ils ne le veulent pas. M. le garde des sceaux leur a écrit dix lettres pour les engager à reprendre leurs fonctions, et ils n'en ont rien fait. » — Séance du lundi 21 juin 1790. *Arch. parlem.*, 1^{re} série, t. XVI.

(2) *Moniteur*, du 18 décembre 1790.

La profession elle-même eut disparu sans les efforts de Tronchet qui montra tous les dangers de la suppression de représentants judiciaires légaux, offrant des garanties suffisantes. L'expérience de la libre représentation devait être faite sous la Convention par le décret du 3 brumaire an II (24 octobre 1793). Il supprimait les fonctions d'avoués et permettait aux plaideurs de se faire représenter en justice par de simples fondés de pouvoir dont on n'exigeait plus qu'un simple certificat de civisme. Les abus furent alors si nombreux et si criants (1), que le Premier Consul rétablissait, quelques années après, les anciens avoués (loi du 27 ventôse, an VIII, art. 93, 94 et 95).

Un certain nombre d'anciens procureurs au Parlement de Dijon n'hésitèrent pas à bénéficier des dispositions du décret des 29 janvier-20, mars 1791. Vingt-six (2) d'entre eux prêtèrent serment au greffe du tribunal de district, se partageant, en qualité d'avoués, la postulation et la défense des parties, concurremment avec d'anciens procureurs au bailliage.

(1) Dès l'an VI, Oudot avait déjà demandé aux Cinq-Cents le rétablissement des avoués pour mettre fin à « l'anarchie et au brigandage » des hommes de loi. Les adversaires de ce projet étaient obligés de reconnaître la mauvaise foi de ces fondés de pouvoir. « Dans le fait, disait Riou, il est constant que la chicane, qui semblait abattue sous les coups de la Révolution, s'est relevée plus active, plus rusée et plus avide qu'auparavant ; que l'improbité, l'ignorance et le charlatanisme occupent les avenues de tous les tribunaux et que, ne connaissant plus ni tarif dans les vacations, ni pudeur dans les honoraires, ces sangsues impunies mettent chaque jour les citoyens à contribution... Autrefois, on avait une garantie authentique de la probité, de la bonne conduite et de la capacité de ceux qui étaient chargés de l'instruction des affaires ou de la défense des parties. Aujourd'hui l'ignorance s'assied à côté du légiste habile et l'inexpérience présomptueuse et cupide rivalise le talent éprouvé par l'étude et couronné par les succès. Ces abus appellent certainement un prompt remède. » — Conseil des Cinq-Cents, *Moniteur*, du septidi, 7 brumaire an VI (28 octobre 1797). — Cf. discours de Laujac, séance du 21 brumaire. *Moniteur*, du quintidi, 25 brumaire an VI (15 novembre 1797).

(2) V. la liste des avoués au tribunal de district dans l'Almanach du département de la Côte-d'Or de 1791. Bibl. Dijon, n° 21208⁴.

Avec ces nouveaux officiers ministériels doit s'arrêter l'étude que nous nous étions proposée. L'organisation judiciaire de l'ancien régime est entièrement modifiée. Le Parlement a fait place à de nouvelles juridictions dont les attributions sont complètement différentes. Le mot *Avoué* doit, désormais, faire oublier celui de *Procureur*.

CONCLUSION

Si maintenant, d'un regard rapide, nous embrassons les trois siècles d'existence des procureurs au Parlement de Bourgogne, nous retrouvons, dans l'évolution suivie par leur groupe, l'histoire en miniature de la bourgeoisie française.

Appartenant, à l'origine du Parlement, aux familles les plus modestes, ils ne tardent pas à s'élever, par leur savoir, aux premiers rangs du tiers-ordre.

Nous les voyons se rapprocher de plus en plus, par l'exercice de leurs charges, de la noblesse de robe, servant ainsi de lien entre elle et les « gens mécaniques », la bourgeoisie commerçante et industrielle.

Nous les voyons aussi remplir avec conscience et habileté les diverses fonctions auxquelles les suffrages de leurs concitoyens les appellent, en dépit des préjugés attachés à leur profession et qui s'étendaient à tort aux procureurs des Cours souveraines.

En effet, organisés en un corps solide, ils avaient, dans le désir d'attirer à leur Communauté le respect auquel elle avait droit, placé à sa tête une Direction qui devait maintenir chacun dans les bornes de la plus stricte probité. Et, s'il y eut quelques abus, ne faut-il pas en excuser les auteurs en songeant aux charges excessives qui les frappaient sans merci ? Dans l'espace d'un siècle et demi, la royauté ne leur avait-elle pas demandé près de 500,000 livres sous forme d'impositions extraordinaires ! Le lien de corporation les avait encore cette fois protégés.

Formant à Dijon un petit groupe d'hommes unis, actifs, laborieux et intelligents, ils possédaient, à la veille de la Révolution, toutes ces solides qualités qui faisaient alors la force de notre vieille bourgeoisie et qui leur permirent d'atteindre aux situations les plus élevées, dès que la naissance ne fut plus un obstacle à l'admissibilité de tous les citoyens aux fonctions publiques.

Gens de robes, les procureurs au Parlement devaient occuper de nombreuses places dans la magistrature nouvelle (1). Les Bonnard, Présevoit, Nicod, entre autres, furent appelés, soit à la Cour supérieure provisoire, soit au tribunal de district. En 1816, Nicod était nommé président du tribunal civil de Dijon, et, quelques années plus tard, conseiller à la Cour. Les fils de procureurs, principalement, allaient s'y rencontrer en grand nombre. (Pingat, Volfius, Petitot, Maurier, etc.). Le premier président de la Cour impériale, lors de la création de celle-ci, en 1811, n'était autre que Claude-Michel Larché, officier de la Légion d'honneur, baron de l'Empire, fils de Jean-Claude Larché, ancien procureur au Parlement de Bourgogne.

(1) V. Garnier, *Annuaire du département de la Côte-d'Or*, 1864, article précité de Launay.

Vu :

ERNEST CHAMPEAUX.

Vu :

*Le Doyen de la Faculté de Droit
de l'Université de Dijon,*

E. BAILLY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER ;

Dijon, le 16 janvier 1906.

Le Recteur de l'Académie,

E. BOIRAC.

APPENDICE

I

LISTE DES PROCUREURS AU PARLEMENT DE BOURGOGNE

(Cette liste n'est complète qu'à partir de l'année 1666.)

1527. Paire Jean (de la).	1549. Girard Hugues.
1534. Paluchot Michel.	— Goudot Blaize.
1535. Moyne François.	— Grossetet Philibert.
1549 (1). Arviset Emillien.	— Guillier Jean.
— Bérard Claude.	— Jachiet Nicolas.
— Bérard Gabriel.	— Jomard Henry.
— Bernard Jean.	— Jourdenot Etienne.
— Besancenot Simon.	— Lodier Jean.
— Chardigot Lambert.	— Maire Bénigne.
— Chisseret Bénigne.	— Mathey Jean.
— Collard Odot.	— Milletot Jean.
— Collot Claude.	— Moissev Girard (de).
— Coussin Etienne.	— Mollet Philibert.
— Dubois Louis.	— Morizot Antoine.
— Euvrard Jean.	— Paultet Jean.
— Fournier Pierre.	— Pépin Jacques.

(1) Liste des procureurs ayant prêté serment à la rentrée de la Saint-Martin. Bibl. Dijon, Sav., n° 1, t. I, p. 448.

- | | | | |
|--------------|-------------------------|--------------|---------------------|
| 1549. | Renoillet Jacques (le). | 1563. | Joly Barthélemy. |
| — | Richard Philibert. | — | Lebrun Philibert. |
| — | Robert Gabriel. | 1565. | Chrétien Antoine. |
| — | Rouhier Noël. | — | Paillard Claude. |
| — | Roy Etienne. | — | Serain Etienne. |
| — | Sappet Edme. | 1568. | Dumontel Rémond. |
| — | Simon Jean. | — | Garnier Pierre. |
| — | Thomas Jean. | — | Griguet Joseph. |
| — | Turrin Philibert. | 1570 - 1600. | Boivin Antoine. |
| 1550. | Changenet Jean. | — | Bonard. |
| — | Moisson Jean. | — | Bonier. |
| 1551 - 1555. | Arviset Richard. | — | Bréchillet Jean. |
| — | Berardier Etienne. | — | Cornuel. |
| — | Briet Guillaume. | — | Demoisse Louis. |
| — | Chenelon Philibert. | — | Dorge Claude. |
| — | Jacquin Admelin. | — | Fleutelot François. |
| — | Grostet Jean. | — | Fleutelot René. |
| — | Lebau Denis. | — | Frémi. |
| — | Magdelaine Claude. | — | Garnier Denis. |
| — | Manchot Nicolas. | — | Garnier Pierre. |
| — | Naudot Denis. | — | Grace. |
| — | Tournier Germain. | — | Guillaume Claude. |
| 1558. | Bonnier Sébastien. | — | Lebourg. |
| — | Brunier Jacques. | — | Livet Claude. |
| — | Cothenot Philibert. | — | Maire Hugues. |
| — | Poillechat Thomas. | — | Marc Berthélemy. |
| — | Procez François. | — | Martin. |
| — | Savigny Adam (de). | — | Mascon Claude (de). |
| — | Simon Thiebaut. | — | Massey. |
| 1559. | Gorlet Jean. | — | Michel Pierre. |
| — | Simon Philibert. | — | Mignard Jean. |
| — | Tainturier Germain. | — | Monet. |
| 1560. | Flutelot Jean. | — | Monin. |
| 1562. | Legros Jean. | — | Niault. |
| — | Girard Claude. | — | Parize. |
| — | Pépin Etienne. | — | Perrin. |
| 1563. | Besançon Jean. | — | Pignalet René. |
| — | Buatier Jean. | — | Rappelet. |
| — | Collin Philibert. | — | Roserot. |
| — | Fléchet Philibert. | — | Rouet Henri. |
| — | Hugot Sébastien. | — | Savot Zacharie. |

1570-1600. Thiebault Etienne.	1640-1655. Chevalier.
— Tristan Ponthus.	— Chipporée Jean.
— Valot.	— David Claude.
1601-1639. Arbaleste Jacques.	— Deschamps Philibert.
— Artheriet Pierre.	— Languet Blaise.
— Baudenet Nicolas.	— Maussat.
— Bays Hugues (de).	— Picard Hugues.
— Bertheau Jacques.	— Rajault.
— Berthier Claude.	— Sire.
— Boitouset Claude.	— Turlot Jean.
— Boitouset Guy.	1656 (1). Ancemot Antoine.
— Boullenot Gabriel.	— Beneton Laurent.
— Brigandet Etienne.	— Bergerot Jacques.
— Camus Barthélemy.	— Berthier Jean.
— Chiffлот Jean.	— Besancenot Hugues.
— Cornu Georges.	— Changenet Jean.
— Cugnois Jacques.	— Clémendot Jacques.
— David Claude.	— Frolois Jacques.
— Debard Jean.	— Gascon Louis.
— Derey Hugues.	— Grandjean Philippe.
— Fichot Hugues.	— Guinet Edme.
— Fournier Pierre.	— Guillier Louis.
— Gouvenain - Laurent	— Hérault Claude.
(de).	— Lambert Vivant.
— Mailley Louis.	— Martinécourt Jacques
— Marchant Richard.	(de).
— Martin Louis.	— Mongin Nicolas.
— Mochet Thomas.	— Paressot Bénigne.
— Moniot Claude.	— Perrenet Barthélemy.
— Paressot Philibert.	— Perrot François.
— Parigot Claude.	— Poncet Antoine.
— Perruchot Guillaume	— Sigault Jean.
— Sirejean Philibert.	— Simon Antoine.
— Tardivot Louis.	— Sirot Gaspard.
— Tristan François.	— Terrion Jacques.
1640-1655. Boussemy.	— Valon Jacques.
— Chapot Claude.	— Vivot Guillaume.

(1) Les noms qui suivent sont ceux des procureurs cités dans l'acte de fondation à l'église Saint-Etienne de 1656, n'exerçant plus en 1666. — V. Arch. Côte-d'Or, G. 136, f° 473 v°.

1666 (1). Amiot Claude.	1666. Laguille Joseph.
— Angely Guillaume (d').	— Laresse Bénigne.
— Armand Sébastien.	— Léauté Jean.
— Bedey Laurent.	— Lesourd Germain.
— Blanche Claude.	— Lesourd Toussaint.
— Boilleau Pierre.	— Lordelot Jean.
— Boillot Pierre.	— Lucot Humbert.
— Bouthier Philibert.	— Michaut Jean.
— Breton Martin.	— Moreau Barthélemy.
— Carron Bernard.	— Mouchevaire Pierre.
— Clopin Julien.	— Nicolas Daniel.
— Cugnois André.	— Nicolas François.
— Cugnois Pierre.	— Nicolas Nicolas.
— Delarue Pierre.	— Niquet Jean.
— Desvarennnes Antoine.	— Paunelle Bernard.
— Desvarennnes Jean.	— Perrot Mathieu.
— Denat Etienne.	— Perruchot Jean.
— Durand Pierre.	— Prinstet Denis.
— Farcy Jacob.	— Prinstet Jean.
— Fichot Jean.	— Regnault Pierre.
— Floriet Louis.	— Renaudot Blaise.
— Fournier Edme.	— Requeleyne Philippe
— Frolois Charles.	(de).
— Genreau Antoine.	— Rouget Pierre
— Genreau Jean.	— Rousselot Jean.
— Genreau Pierre.	— Sigault Etienne.
— Gillet Louis.	— Siry François (de).
— Guelaud Philippe.	— Sousselier Girard.
— Guenichot Nicolas.	— Sousselier Humbert.
— Guinchardet Claude.	— Thibert Jean.
— Guyraud Jean.	— Thielley Antoine.
— Jacquin Jean.	— Trémisot Quentin.
— Jazu Pierre.	— Vandenesse Guill. (de).
— Joly François.	— Verrières Jacques.

(1) Date d'expédition des lettres de provisions d'offices. Les listes suivantes proviennent du relevé fait à la *Table d'enregistrement des édits, lettres patentes, déclarations royales et lettres de provisions d'offices*, Bibl. Dijon, A. F., mss. 456, et à l'*Inventaire des Archives de la Côte-d'Or*, B. Parlement, reg. 12107 et 12109 à 12145, enreg. des édits, lettres patentes, etc. (Ces registres se trouvent actuellement au greffe de la Cour d'appel.)

- | | |
|--------------------------------|--------------------------------|
| 1666. Villemerle Nicolas (de). | 1675. Saint-Mars Antoine (de). |
| 1667. Desvarences Gaspard. | 1676. Bailly Barthélemy. |
| — Gillet Sigismond. | — Piron M. |
| — Thoreau Prosper. | 1677. Bizot Denis. |
| 1668. Baudinet Etienne. | 1678. Comminet J.-B. |
| — Bonniard Pierre. | — Courtot Bénigne. |
| — Camus Nicolas. | — Fault Jean. |
| — Desvarences Jacques. | 1679. Léchenault Claude. |
| — Perruchot Etienne. | — Ligier Antoine. |
| — Saint-Mars Nicolas (de). | — Perrot Mathieu. |
| — Saulnier Paul. | 1680. Derepas J.-B. |
| 1669. Loryot Nicolas. | — Durande Jean. |
| — Pise Jean (de). | — Fyot Nicolas. |
| 1670. Léauté Jean. | — Guyton Philibert. |
| — Monnot Lazare. | — Polliot François. |
| — Noirot Jean. | 1681. Chorial Pierre. |
| — Rollet Charles. | — Monin Jean. |
| 1671. Chantrier Louis. | — Vinier Nicolas. |
| — Genoud Isaac. | 1682. Falavier Joseph. |
| 1672. Autheman Pierre. | — Meney Jean. |
| — Fichot Nicolas. | — Robelot Simon. |
| — Savot Zacharie. | 1683. Bannelier Jacques. |
| — Thibert Jean. | — Bret Jean-Baptiste. |
| 1673. Berthier Jean. | — Petitot Quentin. |
| — Cire Philippe. | — Pourcher Philibert. |
| — Coquard François. | — Sigault Jean. |
| — Joly E.-B. | — Vernisy Jean. |
| — Guyot Joseph. | 1684. Barignot François. |
| — Guyot Pierre. | — Bertheau Jean. |
| — Niauld Jacques. | — Dargent Pierre. |
| — Petitot Quentin. | 1686. Cavillieux Jean. |
| 1674. Bedey Guillaume. | — Daubenton Louis. |
| — Billard Antoine. | — Delacroix Etienne. |
| — Boucard Claude. | — Maignien Jean-Baptiste. |
| — Champeau Jacques. | 1687. Charpentier Jean-Claude. |
| — Chantrier Germain. | — Roger Jean. |
| — Guichard Jean-Baptiste. | 1688. Dufresneau Roger. |
| — Lebret Edme. | — Regnaudot Jacques. |
| 1675. Chambain Bernard. | — Rey Pierre-Etienne. |
| — Davot Gabriel. | 1689. Lejeune Louis. |
| — Guichardet René. | — Ravery Claude. |

- | | |
|----------------------------|-----------------------------|
| 1690. Cazotte Pierre. | 1706. Bizouard Jean. |
| — Lucenay Louis. | — Cournaut Claude. |
| — Mielle Claude. | — Robert Philippe. |
| — Mongin-Fromageot D. | — Savot François. |
| — Vernisy Philibert. | 1707. Montchinet Edme. |
| 1691. Breton Jean. | — Souchey Claude. |
| — Denizot Guillaume. | — Teinturier Georges. |
| — Derey Jean. | — Virot Jean. |
| — Guenichot Nicolas. | 1708. Bodier Simon. |
| — Hyvert Guy. | — Deversy Jacques. |
| — Perrin Nicolas. | — Maleteste François. |
| 1692. Lyons Louis. | — Petitot Jean-Baptiste. |
| — Vienot Jean. | — Quillardet Barthélemy. |
| 1693. Castille Nicolas. | 1709. Perchet Nicolas. |
| 1694. Guillier Jacques. | — Revereau J.-Nicolas. |
| — Michaut Jean. | 1710. Borot Jean-Baptiste. |
| — Mugnier Pierre. | — Genglaire Pierre. |
| — Rougeot Jean. | 1711. Chantepinot Denis. |
| 1695. Perriquet Nicolas. | — Sordet Claude. |
| 1696. Collin Jean. | — Voisin François. |
| 1697. Nicolas Bonaventure. | 1712. Beaudier Antoine. |
| 1698. Guelaud Philippe. | — Girod Jacques. |
| — Guenebaut Claude. | — Regnault Jean-Baptiste. |
| — Lejeune Edme. | 1713. Lantet Jean. |
| — Pinsson Jacques. | 1714. Belot Claude. |
| — Tisserand Jean. | — Chapellot Edme. |
| 1699. Autheman Antoine. | — Pouillot Jean. |
| — Colombet Michel. | 1715. Marigny Aymé. |
| — Montchinet Louis. | 1716. Gaudet Jean-Baptiste. |
| 1700. Garreau Antoine. | — Guyot Antoine. |
| 1701. Bouet Dubreuil N. | — Pansiot François. |
| — Rollet Louis. | — Vallerot Etienne. |
| 1702. Charles Claude. | 1717. Monin Antoine. |
| — Develle J.-Bernard. | — Perrière Pierre. |
| 1703. Bailly François. | 1718. Baudin François. |
| — Broissant Hugues. | — Chatelain Edme. |
| — Bouchin Claude. | — Durande Cl.-Aug. |
| — Chenevet Claude. | — Marceau Philibert. |
| 1704. Decondé Joseph. | — Prieur Emilland. |
| — Girardin Jean. | 1719. Carnot Pierre. |
| 1705. Gilbert François. | — Lejeune Edme. |

- | | |
|----------------------------|------------------------------|
| 1720. Goudot Nicolas. | 1736. Petitot François. |
| — Robelot Antoine. | 1737. Munier Antoine. |
| — Saint-Mars Nicolas (de). | 1738. Larcher Pierre. |
| 1722. Daubenton François. | 1739. Langereau Claude. |
| — Lejeune Louis. | — Larcher Jean-Cl. |
| — Millot André. | 1741. Bizouard Jacques. |
| 1723. Bomé Jacques. | — Chaix Jacques (de la). |
| — Faux Jean-Baptiste. | 1742. Champagne Edme. |
| — Genot François. | — Durand Pierre. |
| — Sigault Jacques. | — Florent Nicolas. |
| 1724. Dufresneau Pierre. | — Jarrin Joseph. |
| — Lorain Etienne. | 1743. Chambain Simon. |
| 1725. Breton Bénigne. | — Digoy François. |
| — Nicod Georges. | — Dufresneau Jean-Baptiste. |
| — Perrin Benoît. | — Dutel Jean. |
| — Vivant Simon. | — Frochot Honoré. |
| 1726. Genot Philibert. | 1745. Guyard François. |
| — Guillaume Jacques. | 1746. Goux Jacques. |
| — Mignerot François. | 1747. Gaudet François. |
| — Peigné Claude. | — Thévenin Jean-Baptiste. |
| — Sousselier Pierre-J.-Cl. | 1748. Dalinou François. |
| 1727. Chamberland Jean. | — Dubreuil Jean. |
| — Loison Jean-Baptiste. | — Marie André. |
| — Monot Jean-Baptiste. | 1749. Champagnon Joseph. |
| — Thibaut Jean. | — Pacotte Pierre. |
| 1728. Perrey Charles. | — Thyard Claude. |
| 1729. Leroux Antoine. | 1750. Auger François. |
| — Vollius François. | — Ranfer Emmanuel. |
| 1730. Cassière Antoine. | 1752. Hucherot Claude. |
| — Lemoult François. | — Ladey Aubin. |
| — Lordon Michel. | 1753. Legey Jean. |
| — Gouget Maurice. | 1755. Caillard Pierre. |
| — Guenyot Philibert. | — Dubois Philibert. |
| 1731. Boulanger Claude. | — Grignon Jean-Baptiste. |
| — Giraud Antoine. | 1756. Canquoin J.-J. |
| — Finaud Antoine. | — Charbonnier Cl. |
| — Renaud Claude. | — Chrétiennot Cl. |
| 1734. Clément Claude. | 1757. Trullard Jean. |
| 1735. Cattin Claude. | — Viardot Louis. |
| — Demartinécourt Jean. | 1759. Derepas Jean-Baptiste. |
| — Durandin Nicolas. | — Gageot Jean-Baptiste-Cl. |

- | | |
|--------------------------|------------------------------|
| 1759. Marinet Joseph. | 1773. Dessauze François. |
| — Molin Philibert. | — Finot Barthélemy. |
| — Potel Joseph. | 1774. Arbey Jacques. |
| 1760. Bérard Claude. | — Cahuet Claude. |
| — Fauché Charles. | 1775. Larché Pierre. |
| — Margot Joseph. | — Lejeune Etienne. |
| — Seguenot Jacques. | — Parizot Antoine. |
| 1761. Garnier Jean. | 1776. Belin A. |
| — Lerouge Jean-Baptiste. | — Boucherat Jacques. |
| 1763. Bichot Claude. | — Guiraud M. |
| — Regnat Jean-Baptiste. | — Roussin Edme. |
| — Thibaut Claude. | 1777. Guiard fils. |
| 1764. Guillemot Claude. | — Marchet Cyprien. |
| — Thévenin Bonaventure. | 1778. Adelon Pierre. |
| 1765. Bauchot Jacques. | — Nicod Jean-Baptiste. |
| — Bonnard Emiland. | 1779. Delachère P.-P. |
| — Cassière Benoît. | — Finod Antoine. |
| — Chanite Jacques. | — Forey Jean. |
| — Lagoutte Modeste. | — Pingat M. |
| 1766. Grand Jean. | — Valotte François. |
| 1767. Buzenet Nicolas | 1780. Labrosse Cl.-Marie. |
| — Dardelin Charles. | 1782. Demorey Charles. |
| — Serdet Jacques. | — Legras Philippe. |
| — Tissot Philibert. | — Présevot Joseph. |
| 1768. Blanc Joseph. | 1783. Barbier Jean-Baptiste. |
| — Hollande Bernard. | — Détourbet Etienne. |
| — Peigné Claude | — Genret Alexandre. |
| 1769. Gros Guillaume, | 1784. Cotheret Etienne. |
| — Larché Jean. | — Mauguin Etienne. |
| 1770. Gillotte Jean. | — Perotte J.-Cl. |
| — Rabey Jean. | — Pignollet Antoine. |
| — Ravinet Joseph. | 1785. Bérard Antoine. |
| — Saunac Guillaume | — Couchot Jean. |
| — Testard Jacques. | 1786. Chauchot Louis. |
| 1772. Lecomte Jean. | — Gauthier Claude. |
| — Malherbe Jacques. | 1787. Jacquin Jacques. |
| — Menu Philibert. | — Lautrey Jean. |
| 1773. Brillat Joseph. | 1788. Derepas Jean. |
-

II

TABLEAU COMPARATIF

DES

salaires et vacations des procureurs à la Cour (1).

(Texte du règlement du 19 juillet 1679)

	49 juillet. 1679	29 décembre 1728	14 août 1752	21 mars 1777	3 juillet 1781
	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.
I.					
Pour relief d'apel, d'anticipation, désertion, abolition d'apel, débitis, commitimus et autres simples lettres de chancellerie tant pour la façon et expédition que pour les retirer du Sceau.	» 15 »	» 17 »	1 » »	1 5 »	1 10 »
II.					
Pour lettres de requête civile, restitution, de grâce, bénéfice d'âge, bénéfice d'inventaire, confection de terrier quand elles ne contiendront qu'une seule peau	1 15 »	2 » »	2 5 »	4 » »	4 » »
et quand elles seront mises en rôle, par rôle dont la page contiendra 30 lignes	» 15 »	» 16 »	» 16 »	1 4 »	1 4 »
et la lignes 18 sillabes, tant pour la façon et expédition que pour les retirer du Sceau.					

(1) On trouvera ces tarifs au *Recueil d'arrêts du Parlement*, de la Bibliothèque de Dijon, le premier, du 19 juillet 1679, au *fonds Saverot*, n° 3, t. VI, f°s 230 et suiv., et les suivants au *fonds de Juigné*, n° 1, t. II, f° 429 ; t. III, f° 447 ; t. V, f° 333, et t. VI, f° 40. Certaines augmentations de droits avaient, en outre, été accordées aux procureurs par arrêts du 29 juillet 1765 (F. de Juigné, n° 1, t. IV, f° 319) et du 31 mars 1783 (*eod. loc.*, t. VI, f° 93).

III.

Pour chacune requête introductive des instances [contenant demande principale].
ou pour former des demandes incidentes par rôle
et pour chacune de toutes autres requêtes par rôle.
et pour la copie de chacune requête ou de chacun rôle.

IV.

Pour les peines des procureurs de charger leur registre des pièces de leurs parties,
de coter sur le registre du greffe, pour les procès de la province . .
et pour les procez évoqués
non compris le droit de greffe pour la présentation.

V.

Pour droit de Conseil aux procureurs, pour l'instance de demande principale ou cause d'appel
pour l'instance de demande incidente
et autant pour les défenses auxdites demandes.

VI.

Pour les peines des procureurs de porter les pièces aux avocats et les retirer, pour les causes d'audiences. et pour les procez par écrit

VII.

Pour consulter les avocats.
pour les avis de conseil, pour les écritures.
et ce pour les procez de la Province, et le double pour les procez évoqués, le tout pour une fois seulement.

VIII.

Pour chacun acquiescement qui sera donné par le procureur fondé de pouvoir de sa partie d'acquiescer, non compris le droit de l'avocat qui aura donné son avis d'acquiescer .

49 juillet 1679	29 décembre 1728	14 août 1752	24 mars 1777	3 juillet 1781
L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.
» 10 »	» 12 »	» 12 »	» 16 »	» 12 »
» 40 »	» 12 »	» 12 »	» 16 »	» 8 »
» 5 »	» 7 »	» 7 »	» 6 »	» 8 »
» 2 »	» 2 »	» 2 »	» 4 »	» 4 »
1 10 »	1 15 »	2 » »	2 10 »	2 10 »
3 » »	3 10 »	4 » »	5 » »	5 » »
1 » »	1 8 »	1 8 »	3 » »	3 » »
» 15 »	» 15 »	» 15 »	1 » »	1 » »
» 5 »	» 5 »	» 10 »	» 10 »	» » »
» 10 »	» 10 »	1 » »	1 » »	» » »
» 10 »	» 15 »	» 15 »	1 10 »	1 10 »
1 10 »	2 » »	2 » »	1 10 »	1 10 »
1 10 »	1 10 »	2 » »	2 » »	2 » »

IX.

Pour défenses, répliques, contredits, reproches, salvations, débats, soutenemens, inventaires, déclarations de dépens, faits et articles pour faire répondre par rôle et la moitié pour copie, et en outre pour les mis au net des inventaires de production seulement, un sol par rôle.

X.

Pour acte de dénonciation d'audience et de production, et pour toutes sommations et pour copie et si lesdites sommations contiennent plus d'un rôle, par rôle. et pour copie de chaque rôle. . .

XI.

Pour dresser l'étiquette contenant les qualités des parties pour venir à l'audience lorsque la cause sera apellée, pour la première fois. . . et la moitié pour chacune des autres fois que la cause sera apellée.

XII.

Pour les plaidoiries des procureurs aux audiences d'instruction et pour leurs assistances aux audiences par avocats, quand la cause sera jugée définitivement et quand il y aura arrêt préparatoire ou règlement et si la cause plaidée tient plusieurs audiences, pour chaque audience, au cas qu'ils aient été présents lors de la plaidoirie

XIII.

Pour vacation des procureurs des impétrans et défendeurs principaux seulement, aux causes qui peuvent être tenues dans les instances de criées par-devant les commissaires

49 juillet 1679	29 décembre 1728	14 août 1752	21 mars 1777	3 juillet 1781
L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.
» 3 4	» 3 4	» 4 6	» 4 »	» 4 »
» 1 »	» 1 »	» 1 »	» » »	» » »
» 5 »	» 6 »	» 6 6	» 8 »	» 9 »
» 2 »	» 2 »	» 2 6	» » »	» » »
» 5 »	» 5 »	» 6 »	» 6 »	» 8 »
» 2 »	» 2 »	» 2 6	» » »	» » »
» 5 »	» 5 »	» 10 6	» 10 »	» 10 »
1 » »	1 10 »	1 10 »	2 » »	2 » »
» 10 »	» 15 »	» 15 »	2 » »	2 » »
1 » »	1 » »	1 » »	1 » »	1 » »
» 5 »	» 5 »	» 7 »	» » »	» » »

	19 juillet 1679	29 décembre 1728	14 août 1752	21 mars 1777	3 juillet 1781
	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.
XIV. Pour vacation des procureurs aux causes tenues par-devant les com- missaires, dans les cas permis par l'ordonnance du mois d'avril 1667 .	» 5 »	» 6 »	» 6 »	» » »	» » »
XV. Pour vacation aux arrêts dont il y aura minute, rendus sur requête. .	» 10 »	» 10 »	» 12 6	» 15 »	1 » »
XVI. Pour vacation aux arrêts contradic- toires ou rendus sur forclusion ou défaut au procez par écrit.	1 » »	1 » »	1 5 »	2 » »	2 » »
XVII. Pour vacation du procureur à mettre la cause au rôle.	» 5 »	» 5 »	» 6 6	» 10 »	» 10 »
XVIII. Pour le droit du rôle public de la Grand'Chambre. et de la Tournelle	3 » » 1 » »	3 » » 1 » »	3 » » 1 » »	6 » » 3 » »	6 » » 3 » »
XIX. Pour le droit du rôle des causes de relevée depuis la Saint-Martin à Pâques et depuis Pâques à la levée de la Cour.	1 » » 1 5 »	1 5 » 1 5 »	1 5 » 1 5 »	1 16 » 1 16 »	» » » » » »
XX. Pour vacation du procureur à don- ner un placet. et pour la copie	» 5 » » 2 »	» 5 » » 2 »	» 6 6 » 2 6	» 10 » » » »	» » » » » »
XXI. Pour le droit du placet à venir à l'au- dience, sans passer par le rôle . .	» 5 »	» 5 »	» 5 »	3 » »	3 » »
XXII. Pour le droit du placet de distribution pour les procès du ressort et pour les procès évoqués.	» 10 » 3 » »	» 10 » 3 » »	» 12 » 3 » »	1 4 » 2 2 »	1 4 » 2 2 »
XXIII. Pour vacation de procureur a prendre un certificat au greffe	» 5 »	» » 5	» 5 6	» 10 »	» 10 »

XXIV.

Pour vacation à produire au greffe
pour la première production. . . .
et pour chacune des autres pro-
ductions incidentes
et pour retirer le procès après le
jugement, du premier sac
et de chacun des autres sacs. . . .
et le double pour les productions,
adjonctions et retirer des procès
évoqués.

XXV.

Pour l'assistance de chaque procu-
reur des parties à l'apointement
de conclusions pris au greffe. . . .
et outre ce à chacun procureur, par
rôle des conclusions qu'il aura
prises pour sa partie.

XXVI.

Pour vacation aux enquêtes, tant au
procureur du demandeur, qu'à
celui du défendeur, chacun pour cha-
que vacation de matinée.
ou aprez-dinée.

XXVII.

Pour vacation aux procès-verbaux et
actes non secrets faits par les com-
missaires de la Cour, tant en ma-
tière civile que criminelle le quart
des droits du commissaire.
Et si lesdits actes sont faits par le
greffier seul ou l'un de ses clerks,
à chacun procureur pour une ma-
tinée, et autant pour une aprez-
dinée.

XXVIII.

Pour journée aux champs, dans le
ressort.
et hors le ressort.
sur quoi les procureurs se dé-
frayeront.

XXIX.

Pour vacation aux actes de voyage
ou de séjour.
et pour la copie.

49 juillet 1679	29 décembre 1728	14 août 1752	21 mars 1777	3 juillet 1781
L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.
» 5 »	» 7 »	» 7 »	» 10 »	» 10 »
» 3 9	» 4 »	» 4 »	» 10 »	» 10 »
» 5 »	» 5 »	» 5 »	» 10 »	» 10 »
» 2 6	» 2 6	» 2 6	»	»
» 10 »	» 14 »	» 14 »	» 18 »	» 16 »
» 3 6	» 3 6	» 3 6	» 6 »	» 6 »
» 10 »	» 16 »	» 16 »	» » »	» » »
» 10 »	» 16 »	» 16 »	» » »	» » »
» 10 »	» 12 »	» 12 »	4 » »	4 » »
8 » »	8 » »	10 » »	12 » »	12 » »
12 » »	12 » »	12 » »	16 » »	16 » »
» 5 »	» 6 »	» 10 »	» 10 »	» 10 »
» 2 »	» 2 6	» 2 6	» » »	» » »

	49 juillet 1679	29 décembre 1728	14 août 1752	21 mars 1777	3 juillet 1781
	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.
XXX.					
Pour vacation à consigner l'amende . .	» 5 »	» 6 »	» 6 »	» 10 »	» 10 »
et pour la copie de la quittance . .	» 2 »	» 2 6	» 2 6	» » »	» » »
XXXI.					
Pour vacation à voir les pièces au greffe sans déplacer, pour une seule fois dans tout le procez, dont le procureur sera cru à son serment .	» 10 »	» 10 »	» 12 »	» 10 »	» 10 »
XXXII.					
Pour vacation à voir les pièces par les mains du rapporteur aussi sans déplacer, pour une fois seulement dans tout le procez.	» 10 »	» 15 »	» 15 »	» » »	» » »
XXXIII.					
Pour vacation à requérir et lever un défaut au greffe.	» 5 »	» 7 »	» 7 »	» 10 »	» 10 »
XXXIV.					
Pour copie de défaut à faute de fournir défenses ou conclure.	» 2 6	» 3 »	» 3 »	» » »	» » »
XXXV.					
Pour les comptes, par rôle	» 7 6	» 12 »	» 12 »	» 16 »	» 12 »
et pour copie de chaque rôle . .	» 2 6	» 2 6	» 2 6	» » »	» » »
et ce tant pour mettre les pièces du compte par ordre, que pour la composition, grosse et copie, à la charge d'observer l'ordonnance.					
XXXVI.					
Pour vacation au procureur du demandeur des taxes de dépens, pour communiquer au procureur du défendeur les pièces sans déplacer. .	» 10 »	» 10 »	» 12 »	» 10 »	» 10 »
et au procureur du défendeur pour prendre ladite communication pour une seule fois	» 10 »	» 10 »	» 12 »	» 10 »	» 10 »
XXXVII.					
Pour l'acte dressé par le procureur du défendeur en taxe, contenant ses offres, par rôle de grosse, comprenant la copie.	» 5 »	» 7 »	» 7 »	» » »	» » »
XXXVIII.					
Vacation, tant pour communiquer au procureur tiers la déclaration des dépens que pour la retirer . .	» 5 »	» 5 »	» 6 6	» 10 »	» 10 »

	19 juillet 1679	29 décembre 1728	14 août 1752	21 mars 1777	3 juillet 1781
	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.
XXXIX.					
Vacation à chacun procureur aux taxes des dépens, par rôle	» » 15	» » 18	» » 20	» 2 »	» 2 »
au procureur tiers qui procédera à la taxe par rôle.	» 2 6	» 3 »	» 3 »	» 3 »	» 3 »
XL.					
Et pour le droit de calcul, pour le premier rôle	» 10 »	» 10 »	» 10 »	5 sols par article	
et pour chacun des autres rôles. .	» 5 »	» 5 »	» 5 »		
XLI.					
Pour vacation du procureur à faire expédier les commissions et exécutoires au greffe	» 5 »	» 6 »	» 6 »	» 10 »	» 10 »
XLII.					
Pour vacation à mettre lesdites commissions et exécutoires au Sceau et les retirer	» 5 »	» 6 »	» 6 6	» » »	» » »
XLIII.					
Pour vacation à voir les Criées avant que de les donner pour être vérifiées	» 20 »	» 20 »	1 5 »	2 » »	2 » »
XLIV.					
Pour chaque proclamat	» 3 4	» 3 4	» 4 6	» 8 »	» 9 »
XLV.					
Tant pour le port que pour le retiré des proclamats es paroisses de Dijon, de chaque proclamat	» 3 »	» 3 »	» 4 »	» 10 »	» 10 »
XLVI.					
Pour la déclaration des biens et l'affiche à la porte des Eglises et du Palais	» 3 6	» 5 »	» 5 »	» 7 »	» » »
de 30 lignes et la ligne de 18 syllabes en placard. (10 syllabes en 1777.)					
XLVII.					
Pour le proclamat à son de trompe par la ville compris la vacation à le faire certifier, et pour le retirer, et pour le tout	» 15 »	» 15 »	1 » »	1 10 »	1 10 »
XLVIII.					
Pour copie des écritures et des pièces qui seront écrites en grosse, par rôle.	» » 20	» » 22	» 2 »	» 6 »	» 8 »
et pour copie des consultations, avis de conseils et pièces écrites en minute, par rôle.	» 3 »	» 3 9	» 3 9	» 6 »	» 6 »

III

TABLEAU DES AVANCES

faites par les procureurs au Parlement de Dijon (1)

(PROCÉDURE ORDINAIRE)

Droits de sceau, de greffes, de contrôle, de signification; honoraires d'avocats; parchemin, papier, impression, amendes, etc.

	R. 49 juillet 1679	R. 29 déc. 1728	R. 14 août 1752	R. 29 juillet 1765	R. 24 mars 1771
	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.	L. S. D.
Procureur de l'appelant ou demandeur.	60 2 1	64 14 6	87 16 4	92 5 4	102 19 2
Procureur de l'intimé ou défendeur .	10 19 4	11 13 8	15 12 4	14 5 10	14 12 6
Et si l'on fait des mémoires. . . .	26 10 4	30 8 8	42 1 10	40 15 4	42 17 »

(1) D'après les chiffres donnés par les procureurs en 1780, à la suite de leurs *Observations générales sur le projet d'un nouveau tarif*, Dijon, Causse, in-4°.

TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE	v
TABLE DES SOMMAIRES.	xi
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER. — <i>La représentation judiciaire en Bourgogne. Les Procureurs aux Parlements de Beaune et de Saint-Laurent.</i>	5
CHAPITRE II. — <i>Réception des Procureurs. Leur rôle au Palais. Origines de la Communauté et de la Confrérie (1500-1620).</i>	15
CHAPITRE III. — <i>Les Procureurs Officiers royaux (1620-1680)</i>	41
CHAPITRE IV. — <i>Organisation définitive de la Communauté. Création d'une Bourse commune (1680-1760)</i>	61
CHAPITRE V. — <i>Ruine des Procureurs. Suppression du Parlement (1760-1790)</i>	81
CHAPITRE VI. — <i>Liquidation des Offices (1790-1791)</i>	97
CONCLUSION.	113
APPENDICE	
I. — Liste des Procureurs au Parlement de Bourgogne	115
II. — Tableau comparatif des salaires et vacations des Procureurs à la Cour	123
III. — Tableau des avances faites par les Procureurs au Parlement	130

ERRATA ET ADDENDA

- Page 2, ligne 15, citation, ajouter en note : *De la Roche-Flavin, Treze livres des Parlemens de France*, liv. II, chap. xv, § x.
- 9, ligne 28, au lieu de : *réservé à*, lire : *réservé pour*.
- 9, note 2, au lieu de : *ordonnance*, lire : *ordonnance*.
- 11, ligne 10, au lieu de : *quatre ans plus tard*, lire : *trois ans plus tard*.
- 17, note 3, au lieu de : *Iasmbert*, lire : *Isambert*.
- 29, ligne 24, au lieu de : *Luther politique*, lire : *Luther, politique*.
- 35, ligne 21, au lieu de : *les productions de leur partie*, lire : *les productions de leurs parties*.
- 54, ligne 17, au lieu de : *facile de le comprendre*, lire : *facile de la comprendre*.
- 63, ligne 7, à la fin de l'alinéa, remplacer la *virgule* par un *point*.
- 67, ligne 8, supprimer la *virgule*.
- 88, ligne 22, au lieu de : *allait achever la ruine*, lire : *allait précipiter la ruine*.
- 91, ligne 8, au lieu de : *répercusion*, lire : *répercussion*.
- 102, ligne 31, au lieu de : *il entendai*, lire : *il entendait*.
- 110, ligne 15, au lieu de : *décret des 29 janvier-20, mars 1791*, lire : *décret des 29 janvier-20 mars 1791*.
-

CARTULAIRE
DE
L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE
DE DIJON

CHARTES DES ANNÉES 1309 A 1320

NOTA. — Les pièces non précédées d'un sommaire ne sont
que des analyses.

*Ces Chartes font partie de la publication intégrale
du Cartulaire de Saint-Etienne, entreprise par un Groupe
d'étudiants de l'Université de Dijon.*

CARTULAIRE

DE

L'ABBAYE DE SAINT-ÉTIENNE

DE DIJON

CHARTES DES ANNÉES 1309 A 1320

N° 1.

Janvier 1308/9.

Beroignetus et Humbertus d'Etaules se reconnaissent hommes
de Saint-Etienne.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo octauo mense januarii, nos *Beroignetus* et *Humbertus* liberi quondam *Bertheri* de *Stabulis* notum facimus vniuersis quod nos sumus homines talliabiles, iusticiabiles et galinam debentes religiosorum virorum abbatis et conuentus *sancti Stephani* de *Dyuione*. Promittimus siquidem pro nobis et nostris heredibus per iuramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum predicta tenere et contra ea non venire tacite vel aperte, volentes nos compelli ad premissorum obseruanciam quasi ex re adiudicata per curiam domini *ducis Burgundie* cuius iurisdicioni quo ad hoc supponimus nos et nostros heredes. In quorum testimonium litteris istis sigillum dicte curie rogauimus apponi. Actum jn presenciam *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis*, *Johannis Chau-*

chardi et Guillermeti filii Foucherii de Arneyo testium ad hoc vocatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 321, scellé sous double queue. — Cop., Reg. G. 126, f° 93 r°, et Reg. G. 133, f° 147 r°.

N° 2.

15 mars 1308/9.

(Die sabbatis ante dominicam qua cantatur judica me).

Bail à cens. Les frères *Hugoninus Brocardi, Theobaldus, Guillelmus* et ledit *Billons de Potoing...*, reconnaissent retenir de l'abbaye de *Saint-Etienne* « ad censam perpetuam » une terre labourable d'environ un journal, audit lieu, près du manse de *Vienetus Reenaul* et de la terre des héritiers de *Stephanus dictus Blainchot*, pour quinze sols « monete communiter currentis pro tempore per ducatum *Burgondie* », payables chaque année à la fête de saint Barthélemy.

Fait en présence de *Thierricus de Tylicastro*, clerc tabellion, de *Johannes* « portierus *Sancti Stephani* » et de *Radulphus Mangerio de Aqueductu*, appelés comme témoins.

Orig., G. 379, scellé sous simple queue. — Cop., Reg. G. 127, f° 273 r°.

N° 3.

Mars 1308/9.

Johannes li Corbes de Quétigny donne à *Saint-Etienne* 15 sols de cens sur deux soitures de pré à *Chevigny*.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo octauo mense marcio ante Pascha, ego *Johannes dictus li Corbes de Cutigneyo* notum facio vniuersis quod ego pro remedio anime mee et animarum antecessorum meorum, do et concedo jn elemosinam

perpetuam, donatione irrevocabili facta inter vivos Deo ac priori et conventui monasterii *sancti Stephani dyuionensis*, quindecim solidos dyuionenses annui et perpetui redditus seu census. Quos teneor ex pacto et promitto pro me et meis heredibus, per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum, reddere et soluere annuatim decetero ad festum Penthecostes prefatis religiosis aut eorum mandato secum presentes litteras deferenti. Assideo autem et assigno dictos quindecim solidos super meam terciam partem cuiusdam pecie prati continentem circa duas secturas sitam in finagio de *Cheuaigneyo*, juxta pratum religiosorum dicti monasterii hinc et inde. Volens et concedens quod si forte me vel meos heredes deficere contingerit in solutione dictorum quindecim solidorum, dicti religiosi videlicet dicti prior et conventus per se vel per mandatum suum ad dictam terciam partem recurrant, eam que teneant et possideant fructus suos faciendo ex eadem, quousque de dicto defectu et dampno propter hoc habitis fuerit eisdem plenarie satisfactum. Super quibus dampnis volo quod dicti prior et conventus aut ipsorum dictum mandatum credantur seu credatur per suum simplex verbum alia probatione minime requisita. Et volo me compelli ad premissorum observanciam quasi ex re adiudicata per curiam domini *ducis Burgundie* cuius jurisdictioni quo ad hoc suppono me et meos heredes. In quorum testimonium litteris istis sigillum dicte curie rogavi apponi. Actum in presencia *Johannis Rateti* notarii dyuionensis, dicte *Fluriote*, *Adelinet* eius filie, *Alaisote de Malliens* filie *Alaisannier* et *Alaisote* filie quondam *Hugonis dicti Bele Femme*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 173, scellé sous double queue, cire verte (Arviset) (1).
— Cop., Reg. G. 133, f° 149 r°.

(1) Les sceaux ayant tous disparu, la couleur de la cire n'est connue que par la mention que le notaire apostolique Arviset en a faite dans le registre G. 133.

N^o 4.

Mars 1308/9.

Accord entre Viennot Flamans et le sacristain de l'abbaye pour la culture d'une vigne à Marsannay.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo octauo, mense marcio ante Pascha, ego *Vienetus Flamanz* de *Marcegnayo jn monte* notum facio vniuersis quod ego feci pacta et conuentiones cum fratre *Johanne* sacrista monasterii *sancti Stephani dyuionensis* que sequuntur, videlicet quod pro viginti solidis turonensium duplicium michi a dicto sacrista traditis et solutis nec non pro medietate fructuum cuiusdam pecie vinee ad sacristiam dicti monasterii pertinentis que sita est jn finagio de *Marcegnayo* predicto *es chesaux*, juxta vineam domini *Galteri* de *Boux* et juxta quandam charmam percipienda, leuanda et habenda a me jn vindemiis proximo venturis, ego teneor et promitto, per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum, dictam peciam vinee bene et fideliter excolere vsque ad dictas vindemias jn omnibus saisionibus et temporibus oportunis. Preterea confiteor me debere dicto sacriste centum et decem solidos dicte monete quos ab eodem mutuo legitimo habui et recepi et quos promitto per dictum juramentum meum soluere dicto sacriste aut mandato suo latori presencium ad vindemias supradictas, obligans propter hoc jn manu dicti creditoris medietatem meam fructuum predictorum, quam medietatem meam volo quod secundum eius valorem dictus creditor capiat et habeat ad eximationem presbiterorum virorum jn solutionem et acquittationem debiti prenotati. Si autem defecero quod absit in aliquo de premissis tenebor resarcire dicto sacriste aut eius mandato predicto sub obligatione et juramento predictis omnia dampna

que occasione dicti defectus se dixerit jncurrisset. Et volo me compelli ad omnia et singula supra et jnfra scripta tenenda et obseruanda quasi ex re adiudicata per curiam domini *ducis Burgundie* cuius jurisdictioni quod ad hoc suppono me et meos heredes, obligo siquidem jn manu dicti sacriste specialiter quandam peciam terre sitam jn loco qui dicitur *pasquierius de Perrigneyo* juxta terram *Guillermeti Oiselot* et terram dicti *Feurier*, volens quod dictus sacrista aut eius mandatus dictam peciam terre vendat pro premissis sibi adimplendis si defecero jn aliquo de eisdem. In quorum testimonium litteris istis sigillum dicte curie rogavi apponi. Actum jn presencia *Johannis Rateti* notarii *dyaionensis*, *Guioti de Mirabello* et *Johanneti* generi *Menesserii* testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 369, scellé sous double queue.

N° 5.

Avril 1309.

Echange entre Hugo, abbé de Saint-Etienne et administrateur de l'hôpital de Brochon, et Jaqueta, fille de Durandus Thyecon.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem M° trecentesimo nono mense aprilis, ego *Jaqueta* filia quondam *Durandi Thyecon* de *Sathenaio* notum facio vniuersis presentibus et futuris quod ego conspecta vtilitate speciali *Aalaisete* filie mee de corpore *Hugonis Sorin* primi mariti mei procreate, tutrix *Aalaisete* supradicte, ego, laude et assensu *Clementis Chillot* mariti mei, trado, cedo, concedo, delibero atque quito perpetuo permutando et jn eschambium perpetuum fratri *Hugoni* humili abbati *sancti Stephani dyaionensis* gerenti administrationem *domus Dei* de *Braschons* omnes terras arabiles, prata,

salices et salicia que dicta *Aalaiseta* filia mea supradicta habet et habere potest seu debet quocumque jure seu ratione qualicumque a via communi per quam itur a *Geureio* apud *Salonem* a loco vbii (*sic*) dicitur *au pontot* vsque ad pratum predictae *domus Dei* de *Braschons*, quod pratum dicitur pratum *de bruere*, que omnia sunt et mouent de capite et hereditate dicti *Hugonis* patris quondam *Aalaisete* supradictae, libera pro septem sextariis vini quolibet anno persoluendis *Guillermo* de *Domois* domicello et heredibus *Perrini* fratris dicti *Guillermi*, jtem et pro nouem chauellis vini persolluendis quolibet anno *Perroneto* filio quondam *Guillermi* de *Corcellis*. Et hoc facio pro duabus peciis vinearum sitis in finagio de *Geureio*, quarum prima sita est jn loco vbi dicitur *an la palu* iuxta vineam dicte *Aalaisete* filie mee ex vna parte et iuxta vineam *Leodegarii Qualier* et *Hugonis Nani* jnde, et altera jn loco vbi dicitur *en soreuies* iuxta vineam *Stephaneti Gaulot* ex vna parte et vineam heredum *a la Quaille* ex altera et pro omni jure quod dictus abbas et dicta *domus Dei* de *Braschons* habunt et habere debent jn dictis duabus peciis vinearum, quas michi nomine dicte *Aalaisete* dictus *Hugo* humilis abbas *sancti Stephani dyuionensis* gerens administrationem dicte *domus Dei* de *Braschons* pro se et successoribus suis tradidit et quitauit perpetuo possidendas liberas pro decima et duobus sextariis vini *Hugoni* decano de *Geureio* annuatim persoluendis, que omnia supradicta a loco vbi dicitur *au pontot* vsque ad pratum dicte *domus Dei* de *Braschons* quod dicitur *de bruere* prout predictum est, dicto abbati et eius successoribus et dicte *domui Dei* de *Braschons* garantire promitto contra omnes, per juramentum meum super sancta Dei euuangelia prestitum corporale, jn iudicio et extra iudicium meis sumptibus propriis perpetuo pacifice et quiete et jn nullo venire contra predicta seu contra tenorem istarum litterarum. Et ego *Durandus*

Thyecons supradictus omnia predicta prout superius sunt expressa volo et concedo, et promitto per juramentum contra predicta non venire. Nos ambo coniuges promittimus omnia supradicta sub obligatione omnium bonorum nostrorum quod nos procurabimus quod dicta *Aalaiseta* dictam permutationem volet, concedet et laudabit cum ad etatem legitimam peruenerit, et pro garantia portanda obligamus in manu dicti abbatis vnam peciam vinee sitam in finagio de *Geureio*, in loco vbi dicitur *en chanpestornois*, iuxta vineam magistri *Roberti* de *Sathenaio* hinc et jnde, et omnia bona nostra mobilia et immobilia vbicumque existentia. Ad quam vineam et ad bona nostra volumus quod dictus abbas recurrat et faciat fructus suos quousque de predictis sit in possessione pacifica et quieta et nos ei tenemur garantire. Volentes nos ad premissa tenenda compelli quasi ex re, etc. In quorum testimonium, etc. (1). Actum in presentia *Symoneti Judei* notarii *Roure*, *Hugonis* decani de *Geureio*, *Guioti Jaiot* et *Roolini* de *Merliciis*, testium ad hoc vocatorum anno et messe predictis.

Orig., G. 358, scellé sous double queue.

N° 6.

Avril 1309.

Echange par lequel Hugo, doyen de Gevrey, et ses consorts, cèdent à l'abbé de Saint-Etienne ayant l'administration de l'hôpital de Brochon, tous les prés qu'ils possèdent le long du chemin de Gevrey à Saulon, et reçoivent une vigne « en Morteret ».

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo nono, mense aprilis, nos *Hugo* decanus de *Geureio*, *Johanneta* et *Belota* sorores, filie

(1) Mêmes formules que dans les actes n°s 1 et 3.

quondam *Roberti Meniel* et *Johannes Olearius* de *Geureio* notum facimus vniuersis quod nos sponte et prouide permutando tradimus, concedimus et quitamus jñ eschambium perpetuum fratri *Hugoni* humili abbati *sancti Stephani Dyuionis* gerenti administrationem *domus Dei* de *Braschons* omnia prata, salicia et salices quos habemus aut habere possumus et debemus a via communi per quam itur a *Geureio* apud *Salonem* a loco vbi dicitur *au pontot* vsque ad pratum *domus Dei* de *Braschons* quod pratum dicitur pratum *de bruere* liberum pro nouem chauellis vini *Perreneto* de *Corcellis* annuatim persoluendis et pro vno obolo censuali *Guillermo* de *Domois* et heredibus *Perroneti* fratris sui annuatim persoluendo, videlicet pro tercia parte vnius pecie vinee site jñ finagio de *Geureio*, jñ loco vbi dicitur *en mourterot*, iuxta vineam dicti *Monachi Berteani* de *Tulle* domicelli hinc et viam communem et partitur pro jndiuiso cum vinea *Perroneti Chauderon*, quam terciam partem vinee dictus abbas predictam gerens administrationem dicte *domus Dei* de *Braschons* nobis tradidit, concessit et quitauit perpetuo possidendam liberam pro decima. Et propter hoc promittimus per iuramenta nostra super sancta Dei euuangelia prestita corporaliter et sub obligatione omnium bonorum (bonorum) nostrorum mobilium et jmmobilium omnia prata et salicia supradicta predicto abbati, eius successoribus et dicte *domui Dei* de *Braschons* garantire contra omnes jñ iudicio et extra iudicium nostris propriis sumptibus, et facere et prestare quidquid jñ causa euictionis debet fieri et prestari, et jñ nullo decetero contra predicta venire per nos vel per alium tacite vel aperte, omnibus exceptionibus juris et facti penitus renuntiando et juri dicenti generalem renuntiationem non valere. Volentes nos ad premissa tenenda compelli quasi ex re, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presentia *Symoneti Judei* notarii

Roure, Richardi de Braschons, Guioti Jaiote et Guioti Chauderon de Geureio, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 358, scellé sous double queue.

N° 7.

24 mai 1309.

Guillermus, évêque de Langres, nomme curé de Chevigny-Saint-Sauveur, Johannes, dit Teste, de Dijon, sur la présentation de l'abbé de Saint-Etienne.

Guillermus miseratione diuina *lingonensis* episcopus, decano *Christianitatis diuionensis* vel eius vices gerenti, salutem in domino. Cum nos ecclesiam de *Cheuigneyo Sancti Saluatoris* vacantem per mortem *Geraldi de Ytio* quondam eiusdem rectoris ad presentationem ex parte abbatis *sancti Stephani* nobis factam per discretum virum fratrem *Pontium* priorem de *Mirabello* a dicto abbate potestatem et speciale mandatum super hoc habentem *Johanni dicto Teste* de *Diuione* presbitero contulerimus cum omnibus ad ipsam ecclesiam pertinentibus in spiritalibus et temporalibus et ipsum presencialiter inuenerimus de eadem presentium vobis tenore committimus et mandamus quatenus ad dictam ecclesiam personaliter accedentes, dictum *Johannem* in corporalem possessionem inducatis eiusdem adhibitis sollempnitatibus que solent in talibus adhiberi. Datum in monasterio *Albe Rippe*, die sabbati post Penthecosten, anno domini millesimo trecentesimo nono.

Orig., G. 211, scellé sous simple queue.

N° 8.

Juillet 1309.

Reconnaissance de rente. « *Juhanna* relictæ magistri *Thome* phisici de *Dyuione* » reconnaît devoir à Saint-Etienne quarante sols dijonnais de rente annuelle payable à la fête de la nativité de saint Jean-Baptiste assise sur la maison qu'elle habite avec ses enfants, située à *Dijon* « retro capellam *Ducis* », près de la maison de *Garnerus de Besua* d'une part, et du pressoir de ce dernier, de l'autre.

Fait en présence de *Johannes Rateti*, notaire à *Dijon*, de *Johannes Piquardi* et de *Johannes Francisci*.

Orig., G. 258, scellé sous double queue.

N° 9.

Août 1309.

Jean, fils d'André de Quétigny, vend à l'abbaye certaines pièces de terre moyennant 22 livres tournois.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis millesimo trecentesimo nono mense augusti, ego *Johannes* filius quondam *Andree de Cutigneyo* cordubernarii de *Dyuione* notum facio vniuersis quod ego sponte et prouide, non dolo ductus, nec in aliquo circonuentus, vendo, concedo et quitto religiosis viris, priori et conuentui monasterii *sancti Stephani dyuionensis* quandam peciam terre sitam jn finagio de *Cutigneyo* juxta terram *Andrieti de Pasquerio*, et terram *Jaqueti Sarron*. Item quandam peciam terre sitam in dicto finagio super pratum *Bergent* juxta terram *Thierrieti Quartier* et terram liberorum *Belini de Pasquerio*. Item quandam aliam peciam terre sitam jn dicto finagio es *quarres* juxta terram religiosorum predictorum hinc et jnde. Item quandam aliam

peciam terre sitam jn loco vbi dicitur *ou maul boichot*, juxta terram *Perrelli de la Barre* et terram *Forquaudi filii*. Item quandam aliam peciam terre sitam jn loco vbi dicitur *es descorz des vignes* juxta terram *Griffonis Grain Dorge* et terram que fuit *Renaudi Pautini*. Que quidem vendicio facta est precio viginti et duarum librarum turo-nensium duplicium, de quibus a dictis religiosis solu-cionem jntegram habui et recepi. Quare de predictis venditis me penitus deuestio et dictos emptores pro se et eorum successoribus jnuestio corporaliter de eisdem. Promittens pro me et meis heredibus per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum, tam pre-sencium quam futurorum, predicta vendita libere pro onere suo dictis religiosis et eorum successoribus contra omnes perpetuo garantire, ac facere et prestare quicquid jn causa euictionis debet fieri et prestari. Renuncio siqui-dem jn hoc facto ex certa sciencia pro me et meis sub prestito juramento exceptioni venditionis legittime non facte et pecunie non numerate ac non habite vel recepte. Volens me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Rateti* notarii *dyyionensis*, *Johannis Teste* et *Guioti de Mirabello* clerici testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 381, scellé sous double queue.

N° 10.

Décembre 1309.

Jeannotte vend à Saint-Etienne une terre à Quétigny moyennant 62 sols tournois (1).

Vente faite au proffit de Mess^{rs} les Prieur et Conuent de S^t Estienne de Dijon par Jeannotte du consentement de

(1) L'acte étant illisible, nous en avons copié l'analyse faite au dos,

Jean de Loya son mary, auparavant veuve de *Villemot Marechal* dudit *Dijon*, d'une piece de terre size au finage de *Quetigny* et au lieu appelle *sur Vilar*, tenant pour lors a la femme de *Gautier le Courbe* et a la terre d'*André de Quetigny* moyennant la somme de soixante deux sols tournois.

Orig., G. 381, scellé sous double queue.

N^o 11.

Décembre 1309.

Haymoninus de Velle-sous-Gevrey vend à l'abbé de Saint-Etienne certaines terres moyennant 80 livres tournois.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo nono mense decembris, ego *Haymoninus* dictus *li Damoiselez* de *Villa subtus Geureyum* notum facio vniuersis tam presentibus quam futuris quod res hic inferius annotate sunt et mouent ab antico de feudo religiosi viri domini abbatis monasterii *sancti Stephani dyuionensis*, videlicet quedam domus cum eius manso et pertinentiis, sita apud *Villam subtus Geureyum* iuxta domum maioris ipsius ville et domum que fuit *Huoti* de eadem villa defuncti. Item quedam pecia terre sita jn finagio dicte *Ville subtus Geureyum* in loco vbi dicitur *en baauloinges* juxta terram *Guillermi de Cutigney* et terram liberorum *Johannis de Tardo*. Item quedam alia pecia terre sita jn dicto finagio juxta terram dictorum liberorum et terram que fuit *Templariorum*. Item quedam alia pecia terre sita in loco vbi dicitur *ou chemenot* juxta cheminum commune et terram domini abbatis supradicti. Item quedam alia pecia terre sita jn loco vbi dicitur *en la vigne Pilleri* juxta terram liberorum de *Voone*. Quas quidem res omnes et singulas ego prouida deliberatione super hoc habita, non vi, non

metu, non dolo ductus, nec jñ aliquo circonuentus sed pro vtilitate et necessitate meis super hoc consideratis vendo, concedo et titulo pure, perpetue et perfecte ac jrreuocabilis venditionis trado penitus atque quitto religioso viro et honesto fratri *Hugoni* abbati monasterii supradicti, precio quadraginta librarum turonensium duplicium de quibus a dicto fratre *Hugone* solutionem jntegram recepi et habui jñ pecunia legittime numerata, et de eisdem me teneo plenarie pro pagato. Deuestiens me de predictis venditis et jñuestiens dictum emptorem pro se et eius successoribus corporaliter de eisdem, teneor siquidem ex pacto et promitto pro me et meis heredibus per stipulationem sollempnem et per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum nec non et sub expressa obligatione omnium bonorum meorum tam presencium quam futurorum predicta jñ venditione contenta prefato emptori et eius successoribus contra omnes perpetuo garantire propriis meis sumptibus et expensis nec non facere et prestare quicquid jñ causa euictionis debet fieri et prestari. Hanc autem venditionem ego *Odeta*, uxor dicti venditoris, laudo, approbo et confirmo et si aliquid juris, actionis vel rationis habeo vel habere possum aut debeo jñ predictis venditis tam ratione dotis seu maritagii aut dotalicii seu donationis propter nupcias quam alia causa, illud prefato emptori et eius successoribus quicto penitus et remicto. Promittens pro me et meis heredibus per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum contra tenorem presencium non venire. In hiis autem omnibus et singulis supradictis nos dicti coniuges renunciamus pro nobis et nostris heredibus ex certa sciencia sub prestitis iuramentis prout cuilibet nostrum competit exceptioni venditionis legittime non facte, non numerate et non habite pecunie, spei future numerationis et habitionis, doli, jñ factum, juri per quod deceptis vltra

dimidiam vel minus dimidia justı precii subuenitur, beneficio restitutionis in jntegrum, beneficio Velleyani, et legi Julie de fundo dotali non alienando, juri dicenti mulieribus jn jure vel facto errantibus fore succurrendum, omnibusque aliis juribus jn fauorem mulierum jntroductis, omni consuetudini et statuto loci et patrie ac omnibus aliis que contra predicta possent obici seu dici. Volentes nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum jn presencia *Johannis Rateti* notarii *dyyuionensis*, magistri *Haymonis* de *Donna Petra* canonici capelle *ducis Burgundie* de *Dyyuione* et *Hugonis* de *Verrangiis* domicelli testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 388, scellé sous double queue, — Cop., Reg. G. 126, f^o 86 r^o.

N^o 12.

Mars 1309/10.

Accord entre Moingerdis et ses sœurs Juhanneta, Maria, Margareta et Boneta, relatif au rapport de sa dot.

In nomine domini, amen. Nos *Juhanneta*, *Maria*, *Margareta* et *Boneta* sorores, filie quondam *Elene* dicte de *Castro Cufferie* de *Dyyuione*, notum facimus vniuersis quod laude et assensu *Bartholometi* de *Vichey* mariti mei *Juhannete* predictę, *Huoti* mariti mei dicte *Marie* et *Perroneti* de *Gemellis* mariti mei dicte *Bonete*, nos dicte sorores volumus et concedimus quod karissima soror nostra *Moingerdis* vxor *Symoneti* barbitonsoris domini *ducis Burgundie* capiat, importet ac habeat jn perpetuum de auantagio omnes terras arabiles quas dicta *Elena* tenebat ac habebat seu habere poterat aut debebat jn finagio de *Cutigneyo* et de *Cheueigneyo-Sancti-Saluatoris* quittantes pro nobis et nostris heredibus prefate *Moingerdi* et eius heredibus, ac jn ipsam et eius heredes transferentes pro nobis et nostris heredibus omnes actiones ac omnia jura

nobis competentes et competentia jn huiusmodi terris predictis, jta tamen quod dictus *Symonetus* nomine dicte *Moingerdis* jn communi nobiscum reoportet omnia bona quecunque sint que ipse de bonis dicte *Elene* jimportavit ratione maritagii seu dotis ipsius *Moingerdis* ad partendum et diuidendum equaliter jnter nos et eandem *Moingerdim*, hoc tamen saluo quod dictas terras non promittimus garantire. Nos autem *Bartholometus*, *Huotus* et *Perronetus* predicti premissa volumus et laudamus. Promittimus siquidem nos *Juhanneta*, *Maria*, *Margareta*, *Boneta*, *Bartholometus*, *Huotus* et *Perronetus* predicti per juramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum predicta tenere ac jnuiolabiliter obseruare, omnibus exceptionibus juris et facti renuntiando penitus jn hoc facto. Volentes nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum de contractu nostrum *Juhannete*, *Marie*, *Margarete*, *Bonete*, *Huoti* et *Perroneti* predictorum, jn presentia *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis*, *Menexerii* pelliparii et *Johannis* eius filii testium ad hoc vocatorum, anno domini millesimo tricentesimo octauo mense octobris de contractu vero mei *Bartholometi* predicti. Actum est jn presentia dicti notarii necnon et dictorum testium ad hoc vocatorum anno domini millesimo tricentesimo nono mense marcio.

Orig., G 381, scellé sous double queue.

N° 13.

Mai 1310.

Convention entre l'abbaye et Johannes de Perreceyum, relative à un mur mitoyen du vieux couvent.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo decimo mense mayo, ego *Johan-*

nes dictus de Perreceyo, de Dyuione, clericus, notum facio vniuersis presentes litteras inspecturis quod cum controuersia verteretur inter me ex vna parte et viros religiosos fratrem *Stephanum*, priorem ecclesie *sancti Stephani dyuionensis* et conuentum eiusdem loci ex altera, super eo quod dicti religiosi in domo mea sita *Dyuione* in vico *monialium de Tardo* iuxta domum meam ex vna parte et domum ligneam *Guillemardi Chappon* ex altera quendam murum fecerant qui in aliqua sui particula super solum et mansum meum videlicet ab vltimo hostio portici a parte chassi domus mee et a solario cellarii dicte domus vsque ad extremitatem dicti muri per grossitudinem vnus pugni, quare petebam id quod de dicto muro super terram meam positum fuerat tolli et mansum meum vacuari. Tandem, bonis viris mediantibus, est in modum qui sequitur inter me et dictos religiosos amicabiliter concordatum, videlicet quod dictus murus in suo statu remanebit et habebo jus ponendi et tenendi in dicto muro tres boichetos exeuntes dictum murum per vnum pugnum a parte domus mee et ponendi super illos boichetos columpnas ligneas tectum domus meè nunc existentis in parte sustinentes et quandiu dicti religiosi dictos boichetos in dicto muro michi sustinebunt habere, ego aut heredes mei seu a me causam habentes dictos religiosos compellere non poterimus nec debemus imposterum ad illam muri particulam que sita est super terram seu mansum meum, vt supra dictum est, admouendam, et est sciendum quod per appositionem dictorum boichetorum in dicto muro sic positorum, ego aut heredes mei vel a me causam habentes in muro predicto aliquid juris proprietatis vel saisine non debemus aut non poterimus imposterum nisi pugnum quod supradictum est reclamare. Promittens pro me et meis heredibus et a me causam habentibus vel habituris per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obli-

gatione omnium bonorum meorum predictam concordiam firmiter tenere, jnuolabiliter observare et non contra venire per me vel per alium seu alios in futurum, volens me, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Rateti*, notarii *dyuionensis*, *Perroneti Poissenot*, et *Johannis Piquardi de Longo Vico* clerici, testium ad hec vocatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 271, scellé sous double queue.

Nº 14.

Mai 1310.

Vente d'une terre au couvent de Saint-Etienne faite par Humbelut Taleneaux de Dijon et sa femme Juhanneta.

In nomini domine, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo decimo mense mayo, nos *Humbletus Taleneaux* de *Dyuione* et *Juhanneta* eius vxor notum facimus vniuersis quod nos sponte, prouide, non vi, non dolo nec metu vendimus, tradimus et jmperpetuum quittamus pro nobis et nostris priori et conuentui *sancti Stephani Dyuionis* quandam peciam terre arabilis sitam in finagio de *Cutigneyo*, juxta terram hospitalis beate *Marie Magdalene* ex vna parte et riuum de *Cray* ex altera pretio centum solidorum turonensium duplicium nobis a dictis emptoribus in pecunia numerata solutorum de quibus tenemus nos pro pagatis, quare de dicta pecia terre nos et nostros deuestimus et dictos emptores et suos jnuestimus de eadem. Promittentes pro nobis et nostris per iuramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum dictam peciam terre dictis emptoribus et suis quittam et liberam pro decima, contra omnes perpetuo et firmiter garantire, deffendere et in pace tenere in

judicio et extra et facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari, volumusque nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum jn presencia *Johannis Rateti* de *Belna* clerici notarii *Dyuionis*, *Girardi* dicti de *Pasquier*, *Johannis* dicti *Corbe* et *Villermi Chapey* testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 381, scellé sous double queue. — Cop., Reg. G. 133, f^o 153 r^o.

N^o 15.

21 juin 1310.

Quittance de 50 livres tournois donnée par Richarz de Monbeliart à l'abbé de Saint-Etienne.

A touz ces qui verront ces presentes lettres, je, *Richarz de Monbeliart* sires de *Autigny*, fais sauoir que je hay receu de religioeux homme et honeste labbe de *saint Estienne* de *Diyon* cinquante liures de bons petiz tournois par raison de vnes lettres saelees de seaul de dit abbe et de seel de son couvent, es queles lettres il est contenuz que messires *Hugues de Chastel* baillay an garde et en deppost cent et cinquante liures de tournois doubles au dit abbe, par quoi des dites cinquante liures tornois je quittois le deuant dit abbe et man teins pour bien paieiz. En tesmoing de la quel chouse, je *Richarz* dessus nommez hai mis mon seaul pendant en ces presentes lettres donnees a *Saulon* le diemoinge deuant la natiuité saint Jehan Baptiste lan de grace mil trois cenx et dix.

Orig., G. 169, scellé sous double queue.

N^o 16.

19 février 1310/1.

Emploi fait par l'abbé de Saint-Etienne, Hugo, des sommes qui lui ont été léguées par l'ancien duc Robert, Jean d'Arceaux, Pierre de Pommard, Guillaume d'Argilly et le chanoine Pierre Petiz.

Nos frater *Hugo* abbas monasterii *sancti Stephani dyuionensis* notum facimus vniuersis quod cum nobilis vir *Robertus* quondam *dux Burgondie*, dominus *Johannes de Acellis*, dominus *Petrus de Pommarto*, magister *Guillemus de Gileyo* et magister *Petrus dictus Petiz* canonicus *leodicensis* clerici defuncti fideles Dei, pro remedio animarum suarum et earum saluti prouidere curantes, attendentes quod pium esset pro defunctis exhorare vt a peccatis soluantur, in suis testamentis seu vltimis voluntatibus certas pecuniarum summas conuentui nostro legauerunt et dederunt videlicet dominus *Robertus* quondam *dux Burgundie* decem libratas terre monete turonensis annui et perpetui redditus pro quibus ab executoribus dicti domini *ducis* centum libras turonenses recepimus et habuimus in pecunia numerata, item dominus *Johannes de Acellis* quadraginta libras, dominus *Petrus de Pommarto* tringinta libras, magister *Guillemus de Gilleyo* sexaginta libras et magister *Petrus dictus Petiz* decem libras predictae monete pro perpetuis redditibus acquirendis et emendis in augmentationem pictantiarum et priorum usum conuentus nostri predicti tantumden conuertendis et ponendis. Nosque abbatem predictum ac conuentum nostrum predictum dicti defuncti et eorum quilibet in suis testamentis seu vltimis voluntatibus rogauerunt vt in die sui obitus annis singulis perpetuo pro remedio animarum eorum in ecclesia nostra anniuersaria sollempnia prout moris est pro quolibet faciamus. Et quia reges et principes seculares impediunt nec permittunt quod nos seu cetere regni

Francorum ecclesie bona mobilia seu redditus perpetuos acquiramus, confitemur nos abbas predictus pro nobis et successoribus nostris nos predictarum pecuniarum summas de consensu et voluntate conuentus nostri predicti recepisse integre et habuisse ab heredibus seu executoribus testamentorum seu vltimarum voluntatum predictorum defunctorum, et in vsus vtilis et necessarios nostri monasterii conuertisse videlicet pro expensis a nobis in curia romana factis, ratione confirmationis et compositionis inhite inter nos ex vna parte et decanum et capitulum *capelle Dyuionis* domini *ducis Burgondie* ex altera super causa que inter nos et ipsos per longa tempora in curia romana extitit ventilata, item et pro blado et vino quamplurimum nobis necessariis a nobis emptis anno domini millesimo trecentesimo decimo et duobus annis jmmadiate sequentibus quibus fuit maxima omnium fructuum sterilitas in villa et finagio *Dyuionis* et locis coniunctiuis, adeoque tanta vel consimilis fuerit retroactis temporibus memoria hominum non existis (*sic*), item et pro eo quod tempori dicte compositionis predictis decano et capitulo remisimus et quittauimus triginta quatuor solidatas terre ad monetam *Dyuionis* de annuo et perpetuo reddito, predicto conuentui nostro debitas a dictis decano et capitulo, tam pro anniuersario magistri *Columbi* in ecclesia nostra predicta pro ipso perpetuo celebrando, quam ex aliis certis causis et pro quibusdam aliis redditibus pecuniariis a nobis predicto abbate dictis decano et capitulo debitis ab eisdem decano et capitulo nobis quittatis penitus et remissis. Nos vero nolentes quod predicti defuncti suis vltimis voluntatibus defraudentur, sed ut eorum desideria justa et salubria jmpleantur loco et vice dictorum perpetuorum reddituum emendorum de summis pecuniariis predictis a nobis vt supradictum est receptis, quandam peciam vinee continentem circiter quatuor jornalia sitam in finagio de *Talento* in loco vbi

dicatur *faissoles*, juxta vineam *Andree Porrier de Talento*, vineam *Guillermi Lefroit de Sancto Secano* clerici et *Guillermi le Vertuour burgensis dyuionensis* ex vna parte et juxta vineam *Perrini Neille de Alta Villa* et *Andree le Forer de Talento* ex altera, et contornat super vineam *infirmarii sancti Benigni* et super viam publicam per quam iitur de *Talento* apud *Dyuionem*, eiusdemque prouentus, fructus et exitus qui ex inde in futurum perpetuo percipientur aut percipi poterunt in augmentationem pictancie conuentus nostri predicti, nos abbas predictus ponimus, damus et jimperpetuum assignamus conuentui nostro predicto cum proprietate et possessione eorundem, volentes et concedentes pro nobis et successoribus nostris quod dicta vinea cum proprietate et possessione eiusdem ac eiusdem fructus, prouentus et exitus in augmentationem dicte pictancie dicti conuentus nostri perpetuo conuertantur, et quod secundum dispositionem prioris claustralis et conuentus monasterii nostri predicti sicut alia ad pictanciam conuentus assignata ad dictam pictanciam totaliter conuertantur. Nos vero conuentus monasterii predicti per presentes cunctis esse volumus manifestatum predictum dominum abbatem nostrum predictas pecuniarias summas ab heredibus seu executoribus predictorum defunctorum de consensu nostro et voluntate recepissee et habuisse et in dictos vsus vtilis et necessarios monasterii nostri conuertisse, dictamque vineam cum fructibus, exitibus et prouentibus eiusdem nobis a dicto domino abbate datam et concessam et perpetuo assignatam ratione dictarum summarum pecuniarias in augmentationem pictancie nostre acceptamus, promittimusque dicta anniuersaria pro dictis defunctis die obitus sui vt supradictum est in ecclesia nostra singulis annis pepetuo celebrare. Promittentes nos abbas et conuentus predicti et singuli nostrum pro nobis et successoribus nostris et sub voto et in vin voti religionis nostre omnia et singula

supradicta tenere et eadem perpetuo et jnuiolabiliter obseruare et contra eadem aut aliqua premissorum non venire aut venire volenti consentire per nos uel per alium tacite vel expresse. Et vt predicta omnia et singula perpetuo roborum habeant firmitatem sigilla nostra hiis presentibus litteris duximus apponenda in testimonium veritatis. Datum et actum in capitulo nostro, anno domini millesimo trecentesimo decimo mense februarii die veneris ante festum beati Petri ad catedram.

Orig., G. 395, scellé de deux sceaux sous double queue, cire verte (Arviset). — Cop., Reg. G. 133, f° 126 r°.

N° 17.

Février 1310/1.

Perronetus Apertoz de Dijon et Margareta, sa femme, vendent à Jean Teste une vigne à Fontaine.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo decimo mense februarii, nos *Perronetus* dictus *Apertoz* de *Dyuione* et *Margareta* eius vxor notum facimus vniuersis quod nos sponte, prouide, non vi, non metu nec dolo sed pro vtilitate et necessitate nostris vendimus, tradimus, concedimus et jmperpetuum quictamus pro nobis et nostris heredibus domino *Johanni* dicto *Teste* de *Dyuione* presbitero et *Helene* eius sorori pro se et suis heredibus quandam peciam vinee sitam jn finagio de *Fontanis en la coste*, juxta vineam religiosorum de *Fontenois* ex vna parte et juxta vineam *Mathei dou Pois* de *Acqueductu* ex altera. Hanc vendicionem facimus precio quadraginta librarum decem et octo solidorum turonensium bonorum paruorum, nobis a dictis emptoribus jn pecunia numerata solutarum de quibus nos tenemus plenarie pro contentis. Quare de dicta pecia vinee vendita nos et nostros penitus deuestimus et dictos

emptores et suos jnuestimus corporaliter de eadem pro omni voluntate sua modis omnibus plenarie facienda nichil juris, dominii, proprietatis, possessionis jn predicta pecia vinee vendita decetero retinendo, seu eciam reclamando, promittentes pro nobis et nostris heredibus per juramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum mobilium et jmmobilium presentium et futurorum predictam peciam vinee vendita[m] quicte et libere pro recto, censu et decima dictis emptoribus et suis heredibus contra omnes personas perpetuo et firmiter garantire et jn nos littis onus succipere (*sic*), causam que nostris propriis expensis deffendere, si qui calumpniatores apparerent, quancito et quacunque parte littis a dictis emptoribus vel eorum heredibus super hoc fuerimus requisiti, nec non et facere et prestare quicquid jn causa euictionis debet fieri et prestari et contra dictam venditionem per nos vel per alium tacite vel aperte, facto, verbo, consensu, seu modo alio qualicunque decetero non venire. Renunciantes siquidem jn hoc facto exceptionibus dicte venditionis legittime non facte, pecunie non habite nec recepte, spei future numerationis, deceptionis jn aliquo, juri dicenti mulieribus jn jure vel facto errantibus fore succurrendum, omnibus exceptionibus, allegationibus totius juris canonici et ciuilis, juri que dicenti generalem renunciationem non valere. Volumus que nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Rateti* de *Belna* clerici notarii *dyuionensis*, *Perrelli Garroichin* de *Talento* et *Johannis Chauchardi* de *Dyuione* clerici, testium ad hoc vocatorum anno et mense supradictis.

Orig., G. 352, scellé sous double queue.

N° 18.

Mai 1311.

Osannona, fille de Hugonetus Pescaudet, vend à Otherinus de Vorcel, écuyer, un jardin à Varanges.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem m° ccc° vndecimo mense mayo, ego *Osannona* quondam filia *Hugoneti* dicti *Pescaudet*, notum facio vniuersis quod sponte et prouide j̄mperpetuum vendo, concedo et quitto *Otherino* de *Vorcel* domicello, commoranti apud *Verrangias* quandam petiam curtilis sitam apud *Verrangias*, juxta curtile *Johannis* fratris mei hinc et partitur cum dicto emptore j̄nde libere ab omni onere seruitutis, quam venditionem facio precio triginta solidorum turonensium dupplicium michi a dicto emptore j̄n pecunia numerata legitime solutorum, promittens pro me et meis per juramentum meum super sancta Dei euangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum mobilium et j̄mmobilium, presentium et futurorum, predictam petiam predicti curtilis dicto emptori et eius heredibus contra omnes perpetuo garantire et j̄n me littis onus causamque suscipere propriis meis sumptibus, si qui calumpniatores aut contradictores quod absit apparerent, quancito, quocienscunque et quacunque parte littis super hoc fuero requisita et facere ac prestare quicquid j̄n causa euictionis debet fieri et prestari, exceptionibus dicte venditionis legitime non facte, non numerate et non habite pecunie, deceptionisque j̄n aliquo et omni juri j̄n fauorem mulierum j̄ntroducto renunciando penitus j̄n hoc facto, et volo me compelli, etc. In quorum omnium testimonium, etc. Actum j̄n presentia *Symoneti Judei* notarii *Roure*, *Symonis* filii quondam dicti *Cuen* de *Verrangis* et *Lambeleti* filii quondam *Theobaldi Serouhot*

de *Longa Curia* testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 401, scellé sous double queue.

N° 19.

Juin 1311.

Jean de Saint-Amour baille à cens perpétuel à l'abbé de Saint-Etienne tout ce qu'il possède à Ahuy.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo ccc° vndecimo mense iunii, ego *Johannes* de *Santo Amore* domicellus, nepos et heres defuncte *Stephanete* vxoris quondam *Perreneti* de *Ruppe forti* clerici, notum facio vniuersis quod ego sponte et prouide, sine fraude et circunventione aliqua, trado ad censam perpetuam venerabili patri in Christo fratri *Hugoni* diuina miseratione abbati monasterii *sancti Stephani dyuionensis* pro se et successoribus suis ad opud (*sic*) et utilitatem dicti monasterii res inferius annotatas, quas confiteor esse et mouere de fondo abbatis et monasterii predictorum, videlicet decem et octo iornalia nemoris quod dicitur *nemus de Roichefort* et viginti octo iornalia terre arabilis sita in dicto finagio de *Aqueductu*, prope *Bellam Nouam*, item vnum hominem tailliabilem et explectabilem videlicet *Huetum Milleran* cum manso et tenementis eiusdem ac omnia alia et singula que habeo, habere possum et debeo in villa et finagio de *Aqueductu* pro quadraginta solidis turonensium paruorum michi uel meis heredibus a dicto domino abbate uel eius successoribus annuatim apud *Dyuionem* ad mensem festi Resurrectionis Domini persoluendis, quos quidem quadraginta solidos confiteor et assero esse et mouere de fondo abbatis et monasterii predictorum. Et est actum inter me et dictum abbatem ac ex pacto specialiter et

expresse deductum quod quancito idem abbas aut eius successores soluerit aut soluerint michi uel meis heredibus viginti libras turonensium predictorum ipse uel ipsi erit seu erunt ex tunc in antea a dictis quadraginta solidis michi uel meis heredibus ut dictum est soluendis annuatim quitti penitus et immunes, et similiter ex tunc in antea ego et mei heredes erimus a seruitio dicti feudi quitti et penitus absoluti. Nec autem sic accensata promitto pro me et meis heredibus per stipulationem sollempnem et per iuramentum meum super (fol. cv r^o) sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum prefato domino abbati et eius successoribus contra omnes perpetuo garantire et contra predicta uel aliquid de predictis non venire tacite uel expresse. Renunciando in hoc facto ex certa sciencia omnibus exceptionibus iuris et facti que contra tenorem presentium litterarum possent obici seu dici, et precipue iuri dicenti generalem renuntiationem non valere. Volens me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum anno et mense predictis.

D'après la copie du Reg. G. 126, f^o 104 v^o.

N^o 20.

Juin-septembre 1311.

Poincet^{us} de Chaudeney et Isabelle de Latrecey, sa femme, se reconnaissent débiteurs de 60 livres tournois au profit de Simon de Latrecey, chevalier, et du frère Eudes Varroquier, chanoine de Saint-Etienne.

In nomine domini, amen. Nos *Poincet^{us} de Chaudenayo* domicellus et *Ysabellis de Latreceyo* eius vxor, notum facimus vniuersis quod nos debemus quilibet insolidum domino *Symoni de Latreceyo* militi et fratri *Odoni Varroquier* canonico monasterii sancti

Stephani dyuionensis et priori de *Marcegnayo jn monte* sexaginta libras *turonensium* paruorum honorum et legalium ex causa mutui legitimi ab eisdem *Symone* et *Odone* nobis facti de ipsorum pura sorte jn bona pecunia legitime numerata, sine aliqua specie fraudis vel vsure ac illicita pactione, de quo quidem mutuo nos tenemus pro pagatis penitus et contentis. Quam quidem pecunie summam tenemur et promittimus quilibet jnsolidum per juramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita reddere et soluere jn pace et sine litte mouenda prefatis creditoribus aut vni ex ipsis vel latori presencium ad festum Omnium Sanctorum proximo venturum, alioquin omnia dampna que occasione dicte pecunie dicto termino non solute dicti creditores aut vnus ex ipsis vel lator presencium se dixerint aut dixerit jncurrisse tenemur et promittimus quilibet jnsolidum per dicta juramenta nostra eisdem creditoribus aut vni eorum vel latori presencium resarcire, pro quibus adimplendis obligamus prefatis creditoribus omnia bona nostra que si forte propter hoc capta fuerint vel vendita de ipsis recredientiam non petemus. Renunciamus siquidem jn hoc facto ex certa sciencia sub prestitis juramentis exceptioni dicte pecunie ex dicta causa non debite, mutui legitime non facti, non numerate et non habite pecunie, spei future numerationis et habitionis, deceptionis jn aliquo, beneficio *Velleyani*, omnique juri jn fauorem mulierum jntroducto et omnibus aliis que contra tenorem presencium litterarum possent obici seu dici. Et volumus nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum de contractu mei *Poinceti* predicti in presencia *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis*, *Jaqueti de Noidant* domicelli et *Jaqueti Gouvernaul* maioris de *Coicheyo* testium ad hoc vocatorum anno domini millesimo trecentesimo vndecimo mense junii. De contractu vero mei *Ysabellis* predictae actum est jn presencia dicti notarii, *Johannis Minoy*

maioris de *Roeles*, *Johannis Botequin* eiusdem loci et *Lambeleti Morgoillon* de *Baiz* testium ad hoc vocatorum anno predicto mense septembris.

Orig., G. 369, scellé sous double queue.

N° 21.

Octobre 1311.

Acte par lequel Moinjardis, femme de Simonetus, barbier du duc, ne pouvant jouir des biens que lui avaient donnés ses sœurs à Quétigny, qu'à la condition de venir demeurer au village comme femme tailliable et exploitable des religieux, leur vend toutes ses terres au prix de 100 livres tournois (1).

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vndecimo mense octobri, ego *Moinjardis* vxor *Symoneti* barberii domini *ducis Burgundie*, qu[ondam *Hugonis*] de *Grangia* et *Helene* vxoris dicti *Hugonis* filia, notum facio vniuersis quod cum jnter religiosos viros abbatem et conuentum monasterii *santi Stephani dyuionensis* ex vna parte... controuersia verteretur supereo quod ego dicebam et asserebam terras jnferius designatas, sitas in finagio de *Cutigneyo*, jn jurisdictione et dominio dictorum religiosorum et quas ipsi religiosi ad... et tenebant meas esse et ad me et sorores meas ex successione predictorum parentum nostrorum deuenisse ac postmodum diuisione hereditatis seu bonorum michi a meis sororibus communi... decesum facta dictas terras vna cum quibusdam rebus aliis michi pro portione me contingente jn hereditate et bonis predictis a sororibus meis predictis datas esse traditas seu etiam... quandam peciam terre sitam jn loco qui dicitur *maulbocchet* juxta terram liberorum *Hugonis*

(1) Le coin supérieur droit de l'acte a été déchiré.

dicti *Sarron* ex vna parte et terram hospitalis jherosolimitani ex altera, jtem vnam peciam terre [sitam jn loco qui dicitur] *en champeaux*, juxta terram liberorum *Aubrici Chappe* et est contorium, jtem vnam aliam peciam terre sitam jn dicto loco de *champeaux* jn contorio *au iaissor*, juxta terram domicelli... [jtem] vnam peciam terre sitam *a la planchete* juxta terram *Pasquete* filie *Richerii Guerbille* ex vna parte et terram *Guillermi de Cutignego* domicelli ex altera, jtem vnam a[liam peciam terre] sitam retro domum dicti domicelli juxta terram ipsius ex vna parte et terram *Hugonis Chappe* ex altera, jtem quandam aliam peciam terre sitam *es arbues de vin arme* iux[ta terram] predicti domicelli ex vna parte et terram liberorum dicte *a la Barre* ex altera, jtem quandam aliam peciam terre sitam supra *pre noueaul en la saue* juxta terram *Perroneti Felonese* ex vna parte et [terram] liberorum *Belini dou Pasquier* ex altera, jtem jn loco qui dicitur *Gratelouf* quandam aliam peciam terre sitam juxta terram dicti *le Goncot*, jtem jn eodem loco quandam aliam peciam terre [sitam] juxta terram ecclesie *sancti Stephani* ex vna parte et terram heredum *Vieneti Chappelu* ex altera, jtem quandam aliam peciam terre sitam *a la barre dou bois* juxta terram ecclesie dicti *sancti Stephani* et facit contorium, jtem quandam aliam peciam terre sitam jn loco qui dicitur *pre breton*, juxta terram *Acelini de Sancto Apolinari* ex vna parte et juxta pratum *Perroneti Felemost* ex altera, jtem quandam aliam peciam terre sitam jn loco qui dicitur *champ corbot* juxta terram filiarum *Ruffi de Remillego* ex vna parte et terram *Arbeleti Bouenot* ex altera, jtem jn loco qui dicitur *es angletes* duas alias pecias terre quarum vna sita est juxta terram dictarum filiarum *Ruffi de Remillego* et alia juxta terram *Adeline* quondam filie *Johannis Poian* ex vna parte et terram *Girardi dou Pasquier* ex altera, jtem jn loco qui dicitur *la ruote* quandam aliam peciam terre sitam juxta terram

Johannis Forestarii hinc et inde, item in loco qui dicitur *Nusenele* duas pecias terre quarum prima sita est juxta terram *Marie la Goillarde* ex vna parte et terram que fuit *Perron Poutreaul* ex altera, et alia sita est juxta terram *Guillermi* domicelli ex vna parte et terram *Symonete* quondam filie *Hugonis Sarron* ex altera, item quandam aliam peciam terre sitam *es arbues dessouz Mirandes* juxta terram *Guillermeti Borroise de Dyuione*. Quas quidem terras michi adiudicari petebam et a dictis religiosis michi reddi, dictis religiosis dicentibus ex aduerso quod *Hugo* pater meus predictus dum vivebat et *Helena* mater mea predicta erant homines dictorum religiosorum tailliabiles et explectabiles in villa de *Cutigneyo* et predictas terras et omnia que habebant in finagio dicte ville tenebant tanquam tailliabiles et explectabiles a monasterio *santi Stephani* prelibato, et quod de gracia speciali sustinuerant quod dicta *Helena* mater mea dictas terras morando apud *Dyuionem* teneret deseruiendo a dictis religiosis et tailliam persoluendo et quod dictas terras ceperant tanquam illas de quibus hominem nec seruitorem habebant qui eis tailliabiliter deseruiret secundum quod ville et finagii de *Cutigneyo* et dictarum terrarum conditio requirebat, et si in dicta villa de *Cutigneyo* michi morari placeret vt eorum femina tailliabilis et explectabilis et secundum quod dicti loci et terrarum predictarum condicio requirit dictas terras michi libenter redderent et traderent alias aut ipsas michi minime reddere tenebantur. Super quibus deliberacione cum amicis meis et precipue (et precipue) cum marito meo probata prehita diligenter et plenissime informata sciensque omnia et singula pro dictis religiosis proposita vera esse, attendens etiam quod michi non esset vtile in dicta villa de *Cutigneyo* morari et dictas terras cum sint tailliabiles tenere et deseruire et sic me esse tailliabilem oporteret, idcirco, de consensu et auctoritate mariti mei predicti

presentis et michi jn hoc auctoritatem prestantis jn presentia religiosi viri fratris *Hugonis* abbatis dicti monasterii, ex certa sciencia, non vi, dolo, vel metu jnducta, sponte confitens et asserens omnia premissa et singula vera esse, prefatas terras et earum singulas et quicquid juris et actionis jn ipsis et jn toto finagio predictae ville de *Cutigneyo* habeo vel habere possum quoquomodo abbati et conventui predictis et eorum monasterio dono, cedo, quitto penitus et remitto me eorum gracie et misericordie totaliter supponendam et postmodum bonis viris mediantribus cum dictis religiosis ...ducti de speciali gracia michi centum libras turonensium dupplicium dederint jn pecunia numerata et de quibus me teneo plenarie propagata. Idecirco promitto dictis religiosis predictas terras contra sorores meas et quoscumque meos dictorum parentum meorum coheredes garantire, si aliquid jn premissa vel aliquod premissorum peterent aut etiam reclamarent. Et ego *Symonetus* predictae *Moinjardis* maritus omnia et singula prout superius sunt expressa confiteor ex certa sciencia et de consensu et auctoritate mea esse facta. Promittentes nos *Symonetus* et *Moiniardis* predicti per juramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum mobilium, jmmobilium, presencium et futurorum predicta omnia et singula tenere et predictas terras predictis religiosis contra coheredes mei dictae *Moinjardis* vt premissum est garantire et facere et prestare quicquid jn causa euictionis debet fieri et prestari. Renunciamus autem nos dicti coniuges jn hoc facto omnibus exceptionibus juris et facti que contra tenorem presencium possent obici siue dici. Volentes nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum jn presencia *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis*, *Petri* de *Molendinis* clerici morantis *Dyuione* jn monasterio *sancti Stephani* et

Johannis li Lameroz testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 381, scellé sous double queue.

N^o 22.

Octobre 1311.

Hugonetus li Gaule d'Arc et sa femme Juhanneta vendent à Johannes le Chevancet des terres à Couternon et Chaignay.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vndecimo, mense octobris, nos *Hugonetus li Gaule de Arcu* et *Juhanneta* eius vxor notum facimus vniuersis quod nos pro vtilitate nostra vendimus, tradimus et jnperpetuum quittamus *Johanni le Cheuancet* de *Curia Arnulphi* quatuor pecias terrarum quarum tres site sunt in finagio de *Curia Arnulphi* prima en *Charmois* juxta terram curati de *Curia Arnulphi* et terram liberorum *Martini Corberant*, secunda juxta terram *Symonis Corberant* et terram liberorum *Perrini Bolier*, tercia in finagio de *Sauce* juxta terram *Marione* nurus *Liebandi* et terram liberorum *Monini Pautet* et quarta in finagio de *Chaigneot* supra *le Braiy* juxta terram *Martini Poignie* et terram *Simonete Outreleaul* precio vndecim librarum turonensium duplicium nobis a dicto emptore in pecunia numerata solutarum de quibus tenemus nos pro contentis quare de predictis venditis nos et nostros deuestimus et dictum emptorem et suos jnuestimus de eisdem, promittentes pro nobis et nostris per juramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum predicta omnia in venditione contenta dicto emptori et suis heredibus quitta et libera pro tercia et decima contra omnes personas perpetuo et firmiter garantire, deffendere et in pace tenere in iudicio et extra et facere et prestare quicquid in causa

euictionis debet fieri et prestari et contra dictam venditionem per nos vel per alium decetero non venire et volumus nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Rateti* de *Belna* clerici, notarii *dyuionensis*, *Hugoneti* filii *Vieneti* de *Curia de Arcu* et *Johannis Cairart* testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 343, scellé sous double queue.

N° 23.

Décembre 1311.

Johannes li Piquardez vend à Otherinus de Vorcel une portion de meix à Varanges.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vndecimo mense decembris, ego *Johannes li Piquardez* de *Verrangiis*, notum facio vniuersis quod ego, sponte et prouide, vendo et quitto inperpetuum *Otherino de Vorcel* domicello commoranti apud *Verrangias* vnum trossum vnius mansi siti apud *Verrangias*, iuxta mansum dicti emptoris hinc et inde et se importat predictus trossus predicti mansi venditi dictus *le Suhullier* vsque ad *metam dou prunier*, precio quadraginta solidorum turonensium dupplicium de (de) quibus solutionem integram recepi a dicto emptore et me teneo pro contento penitus de eisdem, quare teneor et promitto per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum dictum trossum venditum dicto emptori et suis liberis contra omnes perpetuo garantire et in me litis onus suscipere causamque deffendere et facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari. Renuntians omnibus que contra presentes possent obici siue dici, voloque me compelli, etc. In quorum testimonium, etc.

Actum jn presentia *Symoneti Judei* notarii *Roure*, *Arneleti de Verrangiis* et *Johanneti li Moniez* testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 401, scellé sous double queue.

Nº 24.

Décembre 1311.

Johannetus li Moniez et Arneletus li Boicharz de Varanges vendent une demi-soiture de pré à Otherinus de Vorcel.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vndecimo mense decembris, nos *Johannetus li Moniez* et *Arneletus li Boicharz de Verrangiis* notum facimus vniuersis quod nos sponte et prouide perpetuo vendimus et quitamus *Otherino de Vorcel* domicilio dimidiam secturam prati sitam in praeria de *Verrangiis en prey recoul*, juxta pratum dicti emptoris hinc et pascuam domini *Martini* jnde, precio quadraginta solidorum turonensium dupplicium nobis a dicto emptore jntegraliter solutorum, de quibus nos tenemus pro contentis. Quare tenemur et promittimus per juramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum dictam dimidiam secturam prati sic venditam dicto emptori et suis liberis contra omnes perpetuo garantire et jn nos lictis onus suscipere, causamque deffendere et facere et prestare quicquid jn causa euictionis debet fieri et prestari. Renunciando omnibus que contra tenorem presentium possent obici siue dici, volumusque nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presentia *Symoneti Judei* notarii *Roure*, *Johanneti li Piquardez de Verrangiis* et *Stephani de Braiseyo* clerici, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 401, scellé sous double queue.

N° 25.

29 janvier 1311/2.

Vente faite par l'abbaye de Saint-Bénigne à Bona, veuve d'Alardus cambitor, de la moitié du four de *boulancheria* à Dijon.

Vniuersis presentes litteras inspecturis officialis *lingonensis* salutem in domino. Noueritis *Thierricum* de *Tylicastro* clericum tabellionem nostrum iuratum ad hoc a nobis specialiter deputatum cui quantum ad hec commissimus vices nostras vidisse ac de verbo ad verbum legisse quasdem litteras sanas et integras non cancellatas nec abolitas nec in aliqua sui parte viciatas sigillis religiosorum virorum abbatis et conuentus *sancti Benigni dyuionensis* sigillatas, ut prima facie apparebat, quarum tenor sequitur in hec verba: Nos frater *Hugo*, permissione diuina abbas humilis, et conuentus ecclesie *sancti Benigni dyuionensis* notum facimus omnibus presentes litteras inspecturis quod nos, pro vtilitate ecclesie nostre, vendimus, cedimus, concedimus et quittamus in hereditatem perpetuam *Bone*, quondam vxori defuncti *Alardi Cambitoris dyuionensis* pro se et eius heredibus quicquid iuris, actionis, proprietatis habemus, habere possumus et debemus in medietate furni dicti *de boulancheria dyuionensis*, et in domo supra sita, manso, fundo, iuribus et pertinentiis eius, qui furnus situs est *Dyuione* iuxta domum que fuit domini *Odonis* dicti *Diuitis* militis *dyuionensis* ex vna parte, et iuxta viam publicam ex altera, precio scilicet centum et triginta librarum *viennensium* de quibus a dicta *Bona* plenam, perfectam et integram solutionem recepimus et habuimus in pecunia numerata. Quare de predictis omnibus et singulis superius venditis nos omnino deuestientes dictam *Bonam* pro se et eius heredibus corporaliter inuestiuimus et in verum dominium et possessionem corporalem induximus, et

promittimus et tenemur vnanimiter et concorditer bona fide predicta omnia superius vendita libera ab omni exactione et seruitute garantire dicte *Bone* et eius heredibus perpetuo contra omnes et in nullo contraire de cetero per nos vel per alios tacite vel expresse saluo quod de predictis omnibus et singulis *Stephanus* de *Verrigetto* canonicus *Belne* vsumfructum habebit duntamen soluat quandiu vixerit annuatim quadraginta solidos ecclesie *sancti Stephani dyuionensis* qui supra predicta debentur ecclesie supradicte. Que predicta jdem *Stephanus* debet habere ad vitam suam tantummodo et post decessum suum heredes dicti *Stephani* nichil juris habebunt in predictis, ymo predicta ad dictam *Bonam* et eius heredes libere reuertentur, saluis illis quadraginta solidis ecclesie *sancti Stephani* annuatim, exceptioni dicti precii non habiti et non conuersi in vsus ecclesie nostre et omni auxilio iuris et facti in hoc facto renunciantes. In cuius rei testimonium litteris istis sigilla nostra apposuimus. Actum, datum et sigillatum in capitulo nostro anno domini millesimo cc^o octogesimo secundo, mense maii. In cuius visionis testimonium ad relationem dicti tabelionis nostri iurati qui nobis sub fidelitate sua retulit predictas litteras vidisse, inspexisse ac de verbo ad verbum legisse et cui quantum ad hec et maiora fidem plenariam adhibemus sigillum curie *lingonensis* huic presenti instrumento ex originali sumpto duximus apponendum. Datum die sabbati ante festum Purificationis beate Marie virginis, anno domini m^o ccc^o vndecimo. *Thierricus* de *Tilicastro*. Ita est.

Orig., G. 257, scellé sous simple queue, Cop., Reg. G. 127, fo 142 v^o.

N° 26.

Février 1311/2.

Bail à cens. « *Jacobus au Maricotat de Dyuione, tonelarius* » reconnaît retenir « ad censam perpetuam a *Jacobo, carpentario de sancto Stephano de Dyuione* » la moitié d'une maison et du cellier « in vico dou Pautaz » près de la maison du four de *Poille*, et de celle de « *Jacobus, cantor capelle* » ; l'autre moitié appartient aux sœurs de *Jacobus carpentarius, Belota, Seroneta et Osanneta* ; pour trente sols « monete communiter ad venditionem panis et vini pro tempore futuro Dyuione currentis », payables chaque année, à la Toussaint, à *Jacobus carpentarius*. A la mort de celui-ci, le cens, réduit à 20 sols, sera payé aux religieux de *Saint-Etienne*.

Jacobus au Maricotat s'engage à abandonner les fruits jusqu'à complète satisfaction, en cas de non-paiement du cens, « et est sciendum quod de dampnis habitis pro defectu solutionis dicte cense, teneor credere eidem *Jacobo* et religiosis predictis per suum simplex verbum, absque alio probationis genere super hoc requirendo ».

Fait en présence de *Johannes Rateti*, de *Hugo de Marchisino* et de *Boriois*.

Orig., G. 288, scellé sous double queue. — Cop., Reg. G. 133, f° 141 v°.

N° 27.

17 mars 1311/2.

Transaction entre l'abbaye de Saint-Etienne et la chapelle du duc.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis nos frater *Hugo* humilis abbas et conuentus monasterii *sancti Stephani de Dyuione* ordinis sancti Augustini *lingonensis* diocesis, *Petrus* decanus et capitulum capelle illustris principis

domini *ducis Burgundie* de dicto *Dyuione* ad romanam ecclesiam nullo medio pertinentis, notum facimus quod cum olim inter nos abbatem et conuentum predictos ex vna parte et nos decanum et capitulum prefatos ex altera super integritate cuiusdam prebende quam ecclesia *sancti Stephani* predicta habebat in dicta capella deseruiendo per canonicum regularem *sancti Stephani* predicti idoneum sacerdotem, vocem tamen in capitulo dicte capelle et tractatibus ipsius non habentem, necnon super perceptione fructuum primi anni prebendarum singulorum canonicorum eiusdem capelle decedentium, quod ecclesia predicta *sancti Stephani* se dicebat habere debere, et super decimatione quarundem vinearum dicte capelle existentium in territoriis decimabilibus eiusdem ecclesie *sancti Stephani*, ac etiam super jure habendi cimiterium et parrochiatum canonicorum, presbiterorum et clericorum dicte capelle, quod nos decanus et capitulum predicti nobis per priuilegia sedis apostolice vendicare intebamur et super quibusdam aliis articulis questio uerteretur, cumque super hiis fuisset diutius alterquatum non sine magnis dictarum partium laboribus et expensis, tandem per Dei gratiam mediantibus bonis viris ad compositionem et concordiam deuenimus prout continetur sigillatim in articulis infrascriptis, si tamen placeat domino nostro sacrosancte romane ac vniuersalis ecclesie diuina prouidentia summo pontifici sine cuius auctoritate in hac parte nichil intendimus facere seu etiam attemptare, quam quidem compositionem et concordiam supplicamus auctoritate sedis apostolice ex certa scientia confirmari conseruatoribus perpetuis ab eadem sede super hoc nobis datis, in primis ut dissensionis materia quam bonorum et rerum communio seu permixtio inter ipsas ecclesias *sancti Stephani* et dicte capelle suscitare consuevit, eorum discreta separatione tollatur, nos abbas et conuentus pre-

dicti monasterii prebendam quam habebamus in dicta capella et fructus primi anni canonicorum ipsius capelle decedentium ac etiam partem illam et totum jus quod habebamus et percipiebamus in venta *Dyuionis* et sextariis et pertinentiis eorundem, que quidem sextaria a vendentibus vina in villa *dyuionensi* percipere consueuimus, necnon decem libras cere annui redditus nobis et ecclesie nostre beate *Marie dyuionensis* ad nos pleno jure et in proprios vsus pertinenti debitas, quas decem libras cere soluere promittimus pro eisdem et expendere ad opus luminaris ecclesie beate *Marie* predictae prout inibi fieri consueuit, ac triginta tres solidos et quatuor denarios monete *dyuionensis*, quos ipsa capella pro anniuersario magistri *Columbi* annuatim debebat nobis et nostro monasterio prelibato, ac decem et nouem denarios *diuionenses* quos percipere consueuimus supra mansum qui fuit *Renaudi Pautin* situm extra muros *diuionenses* in vico *des noiroz*, item duodecim solidos *diuionenses* censuales quos percipiebamus apud *Orgeux*, predictis decano et capitulo ac eidem capelle damus, cedimus, concedimus, remittimus imperpetuum et quicquam in recompensationem vero premissorum. Nos decanus et capitulum capelle predictae banna nostra venditionis vinorum in villa *diuionensi* que singulis annis incipiunt in crastino festi Circuncisionis Domini percipienda et habenda ab ipsis cum omni jure et emolumento dictorum bannorum per totum tempus quo percipere et habere consueuimus temporibus retroactis ac etiam annuos redditus infrascriptos in quibus nobis et dicte capelle abbas et conuentus et ecclesia *sancti Stephani* tenebantur, videlicet viginti sex solidos et octo denarios *diuionenses* super quandam vineam quam habent in finagio de campo *Euuardi*, item sex solidos et octo denarios *diuionenses* pro magistro *Nycholao* quondam decano capelle super quandam domum sitam in vico *sancti*

Michaelis diuionensis, item octo solidos et quatuor denarios dicte monete sitos super domum dictorum abbatis et conuentus que fuit *Odonis* quondam decani Christianitatis *diuionensis*, item quadraginta solidos parisienses in quibus dicti abbas et conuentus tenebantur capellanie altaris beate Marie Magdalene fundate in capella nostra predicta sitos super vineam dictorum abbatis et conuentus que est ante portam de *Talento*, item tresdecim solidos et quatuor denarios diuionenses nobis super furnum *sancti Michaelis* pro *Johanne* quondam decano *diuionensi* et alios tresdecim solidos et quatuor denarios pro magistro *Johanne* quondam decano dicte capelle super eundem furnum debitos ac etiam quinquaginta nouem solidos de quatuor libris diuionensibus quas super dictum furnum habebamus, viginti vnum solidos de dictis quatuor libris tantummodo nobis et capelle nostre predictae retinentes predictis abbati et conuentui et ecclesie *sancti Stephani* damus, cedimus, concedimus, remittimus jmpetpetuum et quittamus cum omni jure et emolumento omnium premissorum quicquid juris possessionis et proprietatis habemus seu habere possumus et debemus in premissis et premissorum singulis in ipsos abbatem et conuentum et ecclesiam *sancti Stephani* totaliter transferentes. Preterea ecclesia *sancti Stephani* predicti non tenebitur ad seruitium faciendum in dicta capella quod pro dicta prebenda facere tenebatur, verum predicta capella habebit curam et parrochiatum *ducis et ducisse Burgundie* prout in priuilegiis sedis apostolice continetur, habebunt etiam pro bono pacis prenominati decanus et capitulum et predicta capella curam et jus parrochiatu decani, canonicorum ipsius capelle, et quadraginta personarum dumtaxat tam presbiterorum quam clericorum existentium de choro dicte capelle et morantium infra fines parrochiarum *sancti Stephani* predicti, familiares tamen et seruientes decani, canonicorum,

presbiterorum et clericorum quadraginta predictorum et morantes cum ipsis infra limites parrochiarum ecclesie predictae *sancti Stephani*, nisi fuerint canonici uel de numero predicto, erunt parrochiani illius ecclesie in cuius parrochiatu morabuntur. Nomina predictorum quadraginta presbiterorum et clericorum quos predicti decanus et capitulum in parrochianos suos duxerint assumendos, tradentur in scriptis ex parte capituli sub sigillo capituli dicte capelle, nobis abbati aut nostro successori uel priori claustrali eiusdem loci aut locum tenenti dicti prioris et de hoc ille de predictis tribus, scilicet abbate, priore, uel eius locum tenente, cui dicta nomina in scriptis fuerint tradita tradet suas patentes litteras sub sigillo suo dicti capituli litteras offerenti, si autem predicti tres, uidelicet abbas, prior aut eius locum tenens, aut vnus ipsorum presentes non essent in ecclesia, offerentur et tradentur dicta nomina in scriptis sub sigillis quibus supra ebdomadario magne misse et extunc sic traditi et nominati pro parrochianis capelle habebuntur predicti autem tres uel alter ipsorum cum presentes fuerint litteras suas nichilominus super oblatione et nominatione predictis tenebuntur tradere requisiti et quandocunque alterum dictorum quadraginta mori, religione proficere, matrimonium aut sponsalia contrahere, canonicum capelle fieri, a choro dicte capelle priuari, sine fraude, uel eidem choro renuntiare, aut extra parrochiatus ecclesiarum *sancti Stephani* predicti per annum moram traxisse contigerit, loco illius deffuncti, religione professi, vxorati, in canonicum assumpti, a choro priuati, vel eidem choro renunciantis, aut qui extra parrochiatus ecclesiarum *sancti Stephani* per annum moram traxerit, et non alius, debebit et poterit a dictis decano et capitulo alius subrogari. Sed donec subrogatio predicta abbati uel priori claustrali seu eius locum tenenti ex parte capituli sub sigillo capituli significata fuerit dicta ecclesia *sancti Stephani* jus

parrochiale in subrogato huiusmodi retinebit, si vero aliquis de numero quadraginta predictorum choro dicte capelle renuntiauerit uel ab eodem priuatus fuerit de voluntate decani et capituli predictorum, si postmodum infra fines parrochiatuum *sancti Stephani* ipsum morari contigerit, erit parrochianus illius ecclesie in cuius parrochiatu morabitur, nec in dictum numerum quadraginta poterit decetero reassumi, sed ille qui per annum extra dictos parrochiatu manserit si post ea reuertatur mansurus in aliquo parrochiatu ecclesiarum *sancti Stephani* predicti erit parrochianus illius ecclesie in cuius parrochiatu morabitur, sed tamen poterit in parrochianum dicte capelle reassumi et eodem modo coniugatus rediens ad clericatum et ad chorum supradictum, jta tamen quod in nullo casu dicti decanus et capitulum plures parrochianos habeant quam quadraginta predictos, jmmo eo ipso quod ipsi decanus et capitulum alicui de numero predicto moranti infra fines parrochiatuum ecclesiarum *sancti Stephani* non facto canonico dicte capelle alium subrogauerint, ille cui facta fuerit subrogatio erit parrochianus illius ecclesie *sancti Stephani* in cuius parrochiatu morabitur, matrimonium etiam aut sponsalia contrahens de numero predicto morans infra parrochiatu *sancti Stephani* predicti eo ipso erit parrochianus *sancti Stephani*, jtem aliquem in infirmitate iacentem propter quam sine periculo non possit ire ad dictam capellam non poterunt iidem decanus et capitulum in parrochianum suum assumere aut alii subrogare. Item prenominati decanus et capitulum habebunt cimiterium eo modo quo melius de jure habere poterunt et debebunt pro *duce Burgundie, ducissa*, decano, canonicis et quadraginta antedictis, ac etiam pro omnibus aliis qui ibidem elegerint sepeliri, jta tamen quod parrochiani ecclesie *sancti Stephani* seu ecclesiarum pertinentium ad eandem et extranei in dictarum ecclesiarum

parrochiatibus decedentes qui in capelle predictæ cimiterio elegerint sepeliri, antequam deferantur ad dictam capellam, presentari debebunt in ecclesiis quarum parrochiani erant, seu in quarum parrochiis decesserunt et ibidem celebrabuntur missarum solemnias pro eisdem hora qua misse parrochiales consueuerunt celebrari apud *Dyuiouem* vel ante, habebit etiam dicta ecclesia *sancti Stephani* pro parrochianis suis et ecclesiarum suarum in dictæ capelle cimiterio eligentibus sepeliri, oblationes, legata, beneficia et debita que pro parrochianis suis decedentibus fieri, dari, recipi et exigi consueuerunt et omnia ea que cum funere ad suas ecclesias deferentur sicut de illis et pro illis qui apud fratres predicatorum vel minores eligunt sepeliri. De legatis vero dictæ capelle relictis et funeralibus que cum funere portabuntur ad dictam capellam et de oblationibus ibidem factis nullam habebit dicta ecclesia *sancti Stephani* portionem, decanus vero et canonici dictæ capelle presbiterique et clerici ipsius capelle qui fuerint de numero supradicto qui in monasterio *sancti Stephani* predicti uel in ecclesiis aut cimiteriis ad ipsum pertinentibus suam elegerint sepulturam, antequam deportentur ad ecclesias in quarum cimiteriis elegerint sepeliri, portabuntur ad dictam capellam, et demum pro ipsis hora predicta diuino officio celebrato portabuntur ad ecclesias in quarum cimiteriis elegerint sepeliri. De funeralibus vero que deferentur ad ipsas ecclesias uel legatis eisdem relictis nichil percipient decanus et capitulum antedicti, capellani etiam et clerici dictæ capelle qui non fuerint de dicto numero quadraginta et qui in dictæ capelle cimiterio non eligerint sepeliri, cum predicti decanus et capitulum in ipsis nullum jus habere possint parrochiale aut debeant immo sint et esse debeant parrochiani ecclesiarum *sancti Stephani* in quarum parrochiis uel parrochiis morabuntur non deferentur ad dictam capellam nisi qui

decesserint ad eandem capellam petierunt aportari, quod si petierint prelibati decanus et capitulum aut quiuis alius de hiis que cum funere deportabuntur nichil poterunt retinere nisi defunctus aliud duxerit ordinandum, si vero in eadem capella elegerint sepeliri antequam deferantur ad capellam eandem presentabuntur in ecclesiis in quarum parrochiatibus morabuntur et fiet in hoc casu sicut in ceteris parrochianis *sancti Stephani* predicti uel ecclesiarum suarum extra cimiteria propriarum ecclesiarum eligentibus sepeliri prout superius est expressum. Item vinee, domus et cellaria acquisita a quadraginta annis et infra et imposterum acquirenda et etiam vinee capellaniarum in dicta capella fundatarum et fundandarum, nisi fuerint de vineis que erant de generali tempore compositionis olim facte inter partes predictas et ecclesias memoratas per dominum *Honorium* papam *III* confirmate, ac etiam vinee quas singulares canonici, capellani, presbiteri et clerici dicte capelle quoquomodo tenent aut tenebunt aliunde quam ratione dicte capelle in finagiis censualibus uel decimalibus ecclesie *sancti Stephani* predicti soluent eidem ecclesie *sancti Stephani* census et decimas nec super hoc ratione dicte capelle aliquam immunitatem habebunt vinee autem domus et cellaria que habebat dicta capella quoquomodo ac quadraginta annis et supra immunitatem habebunt a censu et decimis, hoc saluo quod coloni et alii qui ad firmam uel ad admodiationem tenebunt uel excolunt dictas vineas de fructibus quos inde percipient decimas, soluent ecclesie *sancti Stephani* deducta inde prius libere portione quam habebunt illi de capella de fructibus memoratis nec super hoc deffendentur dicti coloni seu ad firmam vel ad admodiationem tenentes uel excolentes per decanum, canonicos, presbiteros et clericos antedictos. Ordinatum est etiam inter nos quod si aliquas compositiones habeamus premissis contrarias in quantum eis

aduersantur nullius fuit valoris et quod alie sint in suo robore durature. Hanc autem compositionem nos abbas et conuentus *sancti Stephani*, decanus et capitulum capelle supradicte promictimus adinuicem bona fide et sub obligatione omnium bonorum ecclesiarum nostrarum, tenere perpetuo et inuiolabiliter obseruare, si ipsam impetrare potuerimus per sedem apostolicam confirmari, quam etiam confirmationem bona fide promittimus et tenemur ex pacto adinuicem pro viribus procurare, jn quorum omnium testimonium et munimen hiis presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Datum xvii^a die mensis marcii, anno jncarnationis domini millesimo trecentesimo vndecimo.

Orig., G. 221.

N^o 28.

Mars 1312.

Vente d'une soiture de pré à Velle-sous-Gevrey, faite par Girardus li Garbilez à l'abbaye de Saint-Etienne.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo duodecimo mense marcio, nos *Girardus li Garbilez* de *Villa subtus Geureyum* et *Agneleta*, eius uxor, notum facimus quod nos sponte et prouide vendimus et jmperpetuum quittamus viris religiosi abbati et conuentui *sancti Stephani dyuionensis* quandam peciam prati continentem vnam septuram, sitam jn praeria de *Villa subtus Geureyum* jn campo dicto *a lauesque*, juxta pratum *Johannis* maioris et pratum *Johannis Breton*, precio centum solidorum turonensium de quibus a dictis emptoribus solutionem jntegram recepimus et habuimus jn pecunia numerata, de qua pecia prati nos et nostros heredes deuestimus et dictos emptores pro se et suis successoribus corporaliter de eadem jnuestimus tenore pre-

sentium litterarum. Promittentes pro nobis et nostris heredibus per iuramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita et sub obligacione omnium bonorum nostrorum dictam peciam prati a nobis venditam liberam ab omni honore (*sic*) seruitutis dictis emptoribus et eorum successoribus contra omnes perpetuo garantire nostris propriis sumptibus et expensis, quancito super hoc fuerimus requisiti, nec non facere et prestare quicquid jn causa euictionis debet fieri et prestari. Renunciamus siquidem jn hoc facto exceptionibus dicte venditionis legitime non facte, non numerate, et non habite pecunie supradicte, spei future numerationis et habitionis. Volentes nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum jn presentia *Johannis Rateti*, notarii *dyuionensis*, *Hugonini Morelli* et *Guillermini filii maioris*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 388, cire verte (Arviset). — Cop., Reg. G. 133, f^o 117 v^o.

N^o 29.

Mai 1312.

Bail à cens. — « *Leodegarius* dictus *Godars* de *Serrigneyo* » et *Perroneta*, sa femme, reconnaissent retenir à cens de l'abbaye de *Saint-Etienne* « per totum cursum vite nostre et superuiuentis ex nobis » une maison avec ses dépendances à *Serrigneyum* « juxta rippariam, juxta vicum et juxta sedem molendini quod vocatur molendinum moyen » ; pour 10 sols dijonnais payables chaque année à *Dijon*, à la fête de l'Annonciation, à peine de 2 sols. Les héritiers des deux époux ne pourront faire aucune réclamation.

« Actum in presencia *Petri Verrerii*, notarii *Belne*, *Perroneti Fanterii* et *Roberti* dicti *Derua* de *Yurego* clerici. »

Orig., G. 394, scellé sous double queue.

N° 30.

Juin 1312.

Ysabellis donne à l'abbaye de Saint-Etienne sa part de la dîme de Taigneaul ainsi qu'un journal et demi de terre à Mirebeau.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo duodecimo mense junii, ego *Ysabellis*, filia quondam domini *Odonis de Mirabello* militis, vxor *Perrelli dou Frestoy* domicelli, notum facio vniuersis quod, cum ego tenerer ab antico ecclesie *sancti Stephani dyuionensis* jn quinque quartallis frumenti annui et perpetui redditus, assessis et assignatis super hereditagium meum, ego, pro eo quod reuerendus jn Christo pater ac dominus frater *Hugo*, Dei gracia dicte ecclesie abbas, et conuentus eiusdem loci me et meos heredes quittauit perpetuo penitus et absoluit de dicto redditu, laude et assensu dicti mariti mei, trado, cedo et quitto permutationis titulo predictis religiosis jn perpetuum omne jus et omnem partem seu portionem, actionem et rationem quod et quam habeo, habere possum vel debeo jn decima de *Taigneaul*, item jn quadam pecia terre libera pro decima que continet circa jornale et dimidium et est sita jn finagio de *Mirabello*, en champ *Senon*, juxta terram prioris de *Mirabello* et terram liberorum *Johanneti Serouhot*. Confiteor siquidem et assero dictam partem meam dicte decime esse de meo francho alodio, et eam cum dicta pecia terre teneor ex pacto et promitto pro me et meis per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum, dictis religiosis et eorum successoribus contra omnes perpetuo garantire et jn me litis suscipere, si qui calumpniatores aut contradictores apparerent, quancito, quociens et quacunque parte litis super hoc fuero requisita, nec non facere et prestare

quicquid jñ causa euictionis debet fieri et prestari. Ego vero *Perrellus* predictus maritus dicte *Ysabellis* predicta laudo, approbo et confirmo promittens per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum contra tenorem presencium non venire. Et jñsuper nos dicti coniuges renunciamus jñ hoc facto ex certa sciencia omnibus exceptionibus juris et facti que contra predicta possent obici seu dici. Volentes nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum jñ presencia *Johannis Rateti* notarii *dyyuionensis*, domini *Andree* curati de *Germaines* et domini *Johannis Pitou*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 396, scellé sous double queue, cire jaune (Arviset). — Cop., Reg. G. 133, f° 118 r°.

N° 31.

Juin 1312.

Johannes Chavance de Couternon, homme de Saint-Etienne, abandonne au couvent les terres qu'il possède à Saint-Apollinaire, Couternon et Chaignay.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo duodecimo mense junii, ego *Johannes Chauance* de *Curia Arnulphi*, homo tailliabilis et explectabilis monasterii *Sancti Stephani dyuionensis*, notum facio vniuersis quod pro eo quod religiosi viri, abbas et conuentus monasterii predicti tenentur et promiserunt michi ad vitam meam dumtaxat dare et administrare panem et vestem competentes, prout vni conuerso dicti monasterii, ego trado, do, cedo et quicto predictis religiosis pro se et eorum successoribus imperpetuum quandam peciam terre continentem circa tria iornalia sitam in finagio de *Sancto Appolinari en carcol* iuxta terram relicte *Stephaneti le Blanc* et est contorium,

item quamdam peciam terre continentem circa vnum iornale sitam in finagio de *Curia Arnulphi en la rey* iuxta terram liberorum *Perroneti Leblanc* et terram *Osannete Poupee*, item quamdam peciam terre sitam in finagio de *Curia Arnulphi en poutot* iuxta terram liberorum *Perroneti Mariote* et terram *Perroneti le Corberaudet*, item quamdam peciam terre sitam *en quarcol* iuxta terram liberorum *Perrini Richardi*, item circa vnam secturam prati in pluribus partibus et locis sitis in praeria de *Curia Arnulphi*, item quatuor pecias terre quarum tres site sunt in finagio de *Curia Arnulphi*, prima *en Charmois* iuxta terram curati de *Curia Arnulphi* et terram liberorum *Martini Corberam*, secunda iuxta terram *Symonis Corberam* et terram liberorum *Perrini Boudier*, tercia in finagio dou *Sauce* iuxta terram *Marione* nurus *Liebandi* et terram liberorum *Monini Pautez* et quarta in finagio de *Chaigneot supra le Bruel* iuxta terram *Martini Poinie* et terram *Symonete Outre Leaul*, item tres pecias terre sitas in finagio de *Curia Arnulphi*, vna *en la platere* iuxta terram *Hugonis Nebert* et est contorium, alia *ou couternot borgeon* iuxta terram *Herrieti Barbuot* et est contorium, et alia sita est *es foillies* iuxta terram dicti *Herrieti* et est contorium aliarum terrarum, item quamdam peciam terre sitam in finagio de *Curia Arnulphi ou cloux* iuxta terram *Odete* filie quondam magistri *Richardi* et terram liberorum *Perroneti Mariote*. De quibus bonis omnibus et singulis predictis me et meos heredes deuestio et dictos religiosos pro se et suis successoribus inuestio corporaliter de eisdem, ea que promitto pro me et meis heredibus per iuramentum meum super sancta Dei euangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum libere pro onere suo dictis religiosis et suis successoribus contra omnes perpetuo garantire et in me littis onus suscipere, causamque deffendere propriis meis sumptibus et expensis si qui calumpniatores

apparerent quancito, quociensque et quacunque parte littis super hoc fuero requisitus, ac facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari, omnibus exceptionibus iuris et facti renuncio penitus in hoc facto. Et volo me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Rateti* notarii *Dyuionis*, *Martini Poignie* et *Jaqueti Villereaul*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

[Orig., G. 343, scellé sous double queue.

N° 32.

Juillet 1312.

Vente d'une maison rue de la Beloincherie, faite par Perronetus, dit de Besua, à Moninus.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo duodecimo mense julii, ego *Perronetus* dictus de *Besua*, filius defuncti *Johannis* de *Besua* quondam burgensis de *Dyuione*, notum facio vniuersis presentes litteras inspecturis quod ego sponte et prouide vendo et quicto imperpetuum *Monino* dicto de *Besua*, filio *Perrelli* dicti de *Besua*, quandam domum cum eius manso et pertinenciis, sitam *Dyuione* in vico de *la Beloincherie*, iuxta operatorium liberorum domini *Guidonis Chauchart* et stabulum quod fuit dicti domini *Johannis*, quam venditionem facio precio viginti librarum dyuionensium de quibus solutionem integram recepi a dicto emptore et me teneo penitus pro pagato, deuestiens me de predictis, inuestiens dictum emptorem pro se, suis, corporaliter de eisdem. Promittens pro me et meis per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum dictam domum cum eius manso et pertinenciis

libere ab omni onere dicto emptori et suis contra omnes perpetuo garantire et in me litis onus suscipere causam que defendere propriis meis sumptibus et expensis, si qui calumpniatores apparerent, quancito, quocienscunque et quacunque parte litis super hoc fuero requisitus, ac facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari. Renuncio siquidem in hoc facto ex certa sciencia exceptioni venditionis legitime non facte, non numerate, et non habite pecunie, deceptionis in aliquo et omnibus aliis exceptionibus iuris et facti que contra tenorem presencium possent obici seu dici. Et volo me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Rateti* notarii *Dyuionis*, *Colini de Tenisse*, *Moriseti le Chaset*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 257, scellé sous double queue.

Nº 33.

Novembre 1312.

Vente de deux pièces de terre à Velle-sous-Gevrey, faite par Johannes, maieur audit lieu, à l'abbaye de Saint-Etienne.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo duodecimo mense nouembris, ego *Johannes*, maior de *Villa subtus Geureyum*, notum facio vniuersis presentibus et futuris quod ego consideratis utilitate et necessitate meis, non vi, non dolo, non metu ad hoc ductus, nec in aliquo circonuentus, vendo et imperpetuum quitto pro me et meis heredibus venerabili patri in Christo fratri *Hugoni*, permissione diuina abbati monasterii *sancti Stephani dyuionensis*, totoque eiusdem loci conuentui pro se et suis successoribus quandam peciam prati continentem circa tres secturas cum terrellis et sallicibus existentibus in eadem, sitam in finagio de

Villa subtus Geureyum jñ campo episcopi, juxta pratum a la Porretere et pratum heredum Perrelli Bretini de Broichons quittam ab omni onere, item quamdam peciam terre cum tarrellis et salicibus existentibus jñ eadem sitam in dicto finagio *en la jonchere*, juxta terram *Margarete* relicte *Monieti* et juxta pascua, quittam pro decima. Quam vendicionem facio precio triginta septem librarum et decem solidorum turonensium duplicium de quibus a dictis emptoribus solutionem jntegram recipi et habui jñ pecunia legitime numerata et me teneo plenarie pro pagato, deuestiens me et heredes meos de predictis venditis et jñuestiens dictos emptores pro se et suis successoribus corporaliter de eisdem, promittens pro me et meis heredibus per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum, et sub obligacione omnium bonorum meorum, predicta vendita dictis emptoribus et suis successoribus libere pro onere predicto contra omnes perpetuo garantire et jñ me littis onus suscipere, causamque deffendere meis propriis sumptibus, si qui calumpniatores aut contradictores apparerent quancito, quocienscunque et quacunque parte littis super hoc fuero requisitus nec non facere et prestare quicquid jñ causa euictionis debet fieri et prestari. Ego vero *Juhanneta*, vxor dicti *Johannis*, si quid juris habeo jñ predictis venditis ratione dotis, dotalitii, aut maritagii, seu donationis propter nuptias, illud quitto penitus et remitto dictis emptoribus et suis successoribus, promittens per juramentum meum contra venditionem et quittationem predictas decetero non venire nec contrauenienti jñ aliquo consentire. Renunciando penitus jñ hoc facto ex certa scientia exceptioni vendicionis legitime non facte, non habite, et non recepte pecunie supradicte, deceptionis jñ aliquo, omni juri jñ fauorem mulierum introducto, omni consuetudini et statuto loci patrie que contra tenorem presentium possent obici seu dici.

Volentes nos compelli, etc. In quorū testimonium, etc. Actum jn presencia *Johannis Rateti* notarii *Dyuionis*, *Johannis de Parreceyo* et *Renaudi Cordubernarii* dicti *lou Bretom* testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 388, cire jaune (Arviset). — Cop., Reg. G. 133, fo 117 ro.

N° 34.

4 décembre 1312.

Permission donnée par le duc Hugues à *Jobelot* et sa famille, de faire construire un four en sa maison de *Tart*.

Nous *Hugues* dux de *Borgoigne* faceons sauoir a touz que nous de grace especiaul hauons octroie a *Jobelot*, nostre ame vallet a sa famme et es hoirs, que il puissent faire vn four en lor maison de *Tar* por queure lor pain de lor maingnie solemant non obstant le four bannaul qui est en nostre vile de *Tar* deuant dite li ques est nostres et mandons a ces qui gouvernent et qui por le temps gouverneront por nous que au dit *Jobelot* ne a ses hoirs ne facent empeeschement por cause dou dit four en la maniere deuant dite. Donne souz nostre petit seaul le quel nous volons en cestui cas que vaille autant comme li nostres granz a *Pigney* le lundi deuant la saint Nicolas diuer lan de grace m ccc et doze.

Orig., G. 397, scellé sous simple queue.

N° 35.

Décembre 1312.

Vente d'une demi-soiture de pré en la prairie de *Varanges*, faite par *Euvrardus* li *Caulez* à l'abbaye de *Saint-Etienne*.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem M° CCC° XII° mense decembris, nos *Euvrardus li Caulez* de

Verranges et *Margareta*, eius uxor, notum facimus vniuersis quod nos scienter et prouide perpetuo vendimus et quittamus religiosiis viris abbati et conuentui *sancti Stephani dyuionensis* pro se et suis successoribus dimidiam secturam prati sitam in praeria de *Verranges es prez de maul biez*, iuxta pratum prioris de *Thardo* et partitur cum dictis emptoribus, precio quadraginta solidorum turonensium duplicium nobis a dictis religiosiis in pecunia numerata solutorum, quare tenemur ex pacto et promittimus per iuramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum dictam dimidiam secturam prati a nobis venditam libere ab omni onere seruitutis dictis religiosiis et suis successoribus contra omnes in iudicio et extra nostris propriis sumptibus perpetuo garantire, deffendere et in pace tenere, nec non facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari. Renunciamus siquidem in hoc facto exceptionibus dicte venditionis legitime non facte, non numerate et non habite pecunie supradicte, spei future numerationis et habitionis. Et uolumus nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum anno et mense predictis.

D'après la copie du Reg. G. 126, f^o 65 r^o.

N^o 36.

28 décembre 1312.

Compromis entre l'abbaye de Saint-Etienne et les habitants de Mirebeau.

Nos frater *Hugo* abbas et conuentus monasterii *sancti Stephani dyuionensis* notum facimus vniuersis quod cum jnter nos ex vna parte et homines ville de *Mirabello* qui tenent et habent terras jn finagio *Mirabelli* tam communiter quam diuisim ex altera, controuersia verteretur super eo quod nos terras finagiorum *Mirabelli* quibusdam

dum taxat exceptis nobis terciabiles dicebamus, tandem vnanimiter compromisimus et compromittimus jñ religiosum virum fratrem *Poincardum* priorem de *Tylecastro*, magistros *Haymonem* de *Dompna Petra* canonicum cappelle *ducis*, *Hugonem* dictum *Grant* de *Mirabello* et *Guillermum* de *Oisilleyo* domicellum tanquam jñ arbitros, arbitratores seu amicabiles compositores, volentes et consentientes expresse quod dicti arbitri seu amicabiles compositores quatuor aut tres seu duo ex ipsis jta tamen quod dictus prior aut magister *Haymo* semper sint et tam [per] litteras quam per testes et alia documenta jnquirant et se jnformet de plano et sine figura judicii, que terre dictorum finagiorum sunt nobis terciabiles et que non et, jnquisisone super hoc habita, pronuncient et declarent et quod premissa et premissorum singula facere possint diebus feriatis et non feriatis stando, sedendo juris ordine seruato vel non seruato, partibus presentibus aut etiam absentibus, seu vna eorum presente et altera absente presenti compromisso vsque ad Purificationem beate Marie dum taxat duraturo, hoc saluo quod dicti arbitri si expedire viderint, possint etiam sine alio parcium consensu dictum terminum prorogare. Promittentes pro nobis et successoribus nostris bona fide et sub voto religionis nostre et sub pena centum librarum, tenere et jnuolabiliter seruare quicquid per dictos arbitros quatuor seu tres aut duos ex ipsis dumtamen quod dictus prior aut magister *Haymo* cum duobus aliis aut eorum altero semper jntersit et concordet cum eisdem ordinauerint, pronunciauerint seu declarauerint super discordia prelibata. In cuius rei testimonium sigilla nostra duximus presentibus litteris apponenda. Datum die jouis post festum Natiuitatis Domini, anno eiusdem m^o ccc^o duodecimo.

Orig., G. 373, scellé de deux sceaux sous double queue.

N° 37.

7 février 1312/3.

Lettres sous le scel d'Eudes, sire de Grancey, de la donation d'un pré en Vaoget, finage de Grancey, faite au prieuré du lieu par Aymé, curé de Migno.

Nous *Huedes* sires de *Grancey* faisons sauoir a touz que en nostre presence pour ce especialment estaubliz mess. *Aymes* curiez de *Migno* prestres ha recogneu de sa bone volunte apanseement que il a done pour le remede des ames de son pere et de sa mere et de ses ancessours et de lame de lui en aumosne et en heritaige perpetuel a Deu et a leglise dou priorey de *saint Germain* de *Grancey* vne piece de prey seant ou finaige de *Grancey*, ou leu que lon dit *en Vaoiget* et part a *Lambelin* de *Grancey* et as anfanz *Jaquot Borrel* et contient autour demee faucie, par tel condition que li priours qui or est ou dit priorey et al qui pour le temps i seront sont et seront tenu si com dit li diz *Aymes* a faire chascun an a touz jourz mais en la dite eglise lanniuersaire pour les ames des diz pere et mere et ancessours dou dit *Ayme* et de lame dicelui *Ayme* apres son deces. Et nous li dessus diz *Huedes* la donation et aumosne dessus dites volons, loons, outroions et confermons en tant comme il nous apertient et puet appartenir comme a seignour de la justice grant et petite et de la garde dou dit prey, retenanz a nous et a nos hoirs la garde et la justice grant et petite sus le dit prey. En tesmoingnaige de la quel chouse nous hauons mis nostre seaul en ces presentes lettres a la priere et a la requeste dou dit *Ayme*. Ce fut fait en lan de grace mil trois cenx et douze, le mercredi apres la feste de la Purification Nostre Dame.

Orig., G. 360, scellé sous double queue.

N° 38.

Février 1312/3.

Cession d'une vigne à Couchey, faite par Blainchona, veuve
d'Humbeletus Truier à Johannes de Siurey, prêtre.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem
millesimo trecentesimo duodecimo mense februarii, nos
Blainchona relicta *Humbeleti Truier de Coicheyo*, *Johannes*
et *Girardus* liberi eiusdem *Blainchone* liberique deffuncti
Humbeleti predicti, notum facimus vniuersis quod cum
dictus *Humbeletus* olim vendiderit domino *Johanni* de
Siureyo presbitero centum solidos monete communiter
currentis pro tempore per ducatum *Burgundie* annui
redditus ad vitam ipsius presbiteri et ad vitam fratris
Amedei canonici monasterii *sancti Stephani dyuionensis*
annuatim ad festum Natiuitatis beate Marie virginis
persoluendos, assederitque et assignauerit dictus *Hum-*
beletus dictos centum solidos reddituales super duas
petias vinee sitas in finagio de *Coicheyo*, quarum vna est
es poitures, iuxta vineam *Griffonis Grain dorge* et vineam
Johanneti le Picaut et continet decem operatas, alia vero
est in vinea *Cheurer* iuxta vineam *Monini Digenot* et
vineam *Marie de Culley* et continet duas operatas, item
super quandam peciam terre continentem vnum iornale,
sitam in finagio de *Coicheyo*, *es craïs*, iuxta terram relicte
Symonini Voillart et terram *Huoti le Chat*, ex quo quidem
redditu restant predicto domino *Johanni de Siureyo*
soluende decem libre dyuionenses de arreragiis, nos pro
eo quod idem dominus *Johannes* nos pro nobis et nostris
heredibus quittaui perpetuo penitus et absoluit de
dictis centum solidis redditualibus et solutione eorum
decetero facienda sibi vel suis aut canonico supradicto
necnon et de arreragiis antedictis, sponte et prouide,
considerata vtilitate nostra, tradimus, concedimus et
quittamus penitus ac jñ perpetuum pro nobis et nostris

heredibus prefato domino *Johanni* de *Siurey* pro se et eius heredibus dictam peciam vinee sitam, ut supra scribitur, in loco ubi dicitur *es poitures*, de qua quidem pecia vinee nos penitus deuestimus et dictum dominum *Johannem* pro se et suis inuestimus corporaliter de eadem eamque tenemur ex pacto et promittimus pro nobis et nostris heredibus per iuramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita, et sub expressa obligatione omnium bonorum nostrorum tam presentium quam futurorum dicto domino *Johanni* et eius heredibus contra omnes perpetuo garantire et in nos littis onus suscipere, causamque deffendere si qui calumpniatores aut contradictores apparerent, quancito, quocienscunque et quacunque parte littis super hoc fuerimus requisiti, necnon facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari, hoc tamen nobis et nostris heredibus saluo penitus et retento quod nos et nostri heredes a dictis centum solidis redditualibus eorum solutione decetero facienda et arreragiis predictis quitti fuimus penitus et immunes, aliaque hereditagia in dictis assessione et assignatione contenta fuit ab omni obligatione causa redditus predicti penitus liberata, renunciamus siquidem in hoc facto omnibus que contra tenorem presencium possent obici seu dici, volentes nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Rateli*, notarii *dyuionensis*, *Clarambaudi* de *Ougis*, pelliparii, et *Johannis filii Demoingeti*, cellarii testium ad hec vocatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 339, scellé sous double queue.

N^o 39.

7 mars 1312/3.

Mandement de Philippe le Bel au bailli de Sens de remettre l'abbaye de Saint-Etienne en possession de la Maison-Dieu de Brochon, que le visiteur des maisons du Temple lui contestait.

Philippus Dei gratia Francorum rex bailliuo senonensi uel eius locum tenenti, salutem. Procurator sancti Stephani dyuionensis sua nobis conquestione monstrauit quod cum frater Hugo de Patando quondam domorum Templi in Francia visitator ante captionem Templariorum, contra dictum monasterium super domo Dei de Branchons ad dictum monasterium tunc spectante mouisset non sine calumpnia ut idem procurator asserit questionem et coram pluribus fidedignis palam diceret quod iure uel iniuria dictam domum cum eius pertinenciis obtineret, propter quod abbas dicti monasterii per dictum fratrem H. expensis grauibus et immoderatis laboribus propter hoc fatigatus ac propter ipsius potentiam iusticie complementum non potuit tunc habere propter quod cum dicto fratre H. eundem abbatem super dicta domo oportuit transigere vi et metu in predicti abbatis et sui monasterii preiudicium non modicum et grauamen. Supplicans nobis instancius sibi per nos de oportuno remedio super hoc prouideri. Quare mandamus vobis quatenus vocatis curatoribus bonorum Templi et aliis euocandis auditis dicti abbatis et curatorum huiusmodi rationibus et defensionibus et aliis que super hiis proponere voluerint ut ad vos pertinuerit exhibeatis super premissis adeo celestis iusticie complementum quod ad nos in vestri defectum non sit decetero propter hoc recurrendum. Actum Parisius vii^a die marcii, anno domini m^o ccc^o duodecimo,

Orig., G. 227, scellé sous simple queue.

N^o 40.

17 mars 1312/3.

Même mandement de Philippe le Bel aux curateurs des biens
de l'ordre du Temple en France.

Philippus Dei gracia Francorum rex curatoribus bonorum Templi in Francia salutem. Procurator monasterii sancti Stephani dyuionensis sua nobis conquestione monstrauit quod cum frater Hugo de Patando quondam domorum Templi visitator in Francia ante captionem Templariorum contra monasterium sancti Stephani predicti super domo Dei de Branchons ad dictum monasterium tunc spectante mouisset non sine calumpnia ut idem procurator asserit questionem et coram pluribus fidedignis diceret quod licet in ea jus non haberet jure tamen vel iniuria dictam domum cum eius pertinentiis obtineret propter quod abbas dicti monasterii per dictum fratrem H. expensis grauibus et immoderatis laboribus propter hoc fatigatus ac propter ipsius potentiam justicie complementum non potuit tunc habere, propter quod dictus abbas dicti visitatoris malitiam ac potentiam perorrescens preter sui conuentus consensum eidem visitatori ut a dicta fatigatione desisteret viginti libras annui et perpetui redditus dare promisit in ipsius abbatis et dicti monasterii preiuditium non modicum et grauamen, supplicans nobis instancius sibi per nos super hoc de oportuno remedio prouideri, quodecirca mandamus vobis quatenus si vobis legitime constiterit de predictis ipsis religiosis auditis, exhibeatis eisdem super hoc adeo jus matur... quod ad nos in vestri defectum propter hoc non recurrant. Actum Parisius xvii^a die martii anno domini millesimo ccc^o duodecimo.

Orig., G. 227, scellé sous simple queue.

N° 41.

28 avril 1313.

Transaction par laquelle Hugues, abbé de Saint-Etienne, et le couvent, tant en leur nom qu'en celui de l'hôpital de Brochon, cèdent tous les droits qui leur appartiennent sur l'église de Bretenières, à l'évêque de Chalon, Robert, lequel, en compensation, et du consentement de son chapitre, donne à l'hôpital de Brochon l'église de Premières avec toutes ses dépendances.

Nos *Robertus*, miseratione diuina *cabilonensis* episcopus et *cabilonensis* ecclesie decanus, et capitulum et frater *Hugo* abbas totusque conuentus monasterii *sancti Stephani diuionensis* ordinis *sancti Augustini lingonensis* dyocesis notum facimus vniuersis quod, cum inter nos *cabilonensem* episcopum ex vna parte et nos abbatem et conuentum predictos ex altera, controuersia verteretur super eo quod nos abbas et conuentus predicti capellam seu domum de *Breteneria cabilonensis* dyocesis ad domum *Dei* de *Brachons lingonensis* dyosecis que ad nos et nostrum monasterium pleno iure spectare dinoscitur pertinere dicebamus, nobis episcopo predicto dicentibus ex aduerso dictam capellam seu domum de *Breteneria* ad nos et *cabilonensem* ecclesiam ex certa causa pertinere, tandem bonis viris mediantibus dicta controuersia sic amicabilem est sopita, quod nos abbas et conuentus predicti pro nobis, monasterio nostro, et domo *Dei* de *Brachons* predicta totum ius, quod in dicta domo seu capella de *Breteneria* iuribus et pertinenciis eiusdem nos seu domus *Dei* de *Brachons* predicta habebamus, domino episcopo predicto ex causa quittauiimus et quittamus quicquid iuris proprietatis et actionis habebamus seu habemus in ipsa, in ipsum dominum episcopum et *cabilonensem* ecclesiam penitus transferentes et eidem garanlire promissimus et promittimus contra omnes nostris sumptibus et expensis. Nos vero prefatus episcopus pro bono pacis in

recumpensationem predictorum et in religionis augmentum, de consensu decani et capituli nostri predictorum habito super hoc inter nos pluries diligenti tractatu *domui Dei de Brachons* predicte parrochiam ecclesiam de *Pruneriis cabilonensis* dyocesis, cum iuribus et pertinentiis eiusdem, donauimus et donamus ab ipsa perpetuo possidendam, ita quod dicti religiosi nomine *domus Dei* predicte fructus, prouentus et exitus ipsius ecclesie percipiant, et in vsus suos seu dicte *domus Dei* conuertant, sic tamen quod hospitalitatem ibidem debitam tenere, iura episcopalia soluere, et alia onera quecumque ipsi ecclesie incumbencia supportare, et ipsius ecclesie rectori sustentationem congruam ministrare teneantur, ita etiam quod dicta ecclesia debito seruicio non fraudetur et quandoque dictam ecclesiam vacare contingerit, abbas *sancti Stephani* seu rector dicte *domus Dei* qui pro tempore fuerit nobis virum ydoneum regularem canonicum uel secularem quem malluerit ad curam dicte ecclesie presentet rectorem ad curam per nos instituendum in ipsa, cui cum per nos institutus fuerit dicto abbati seu rectori *domus Dei* predicte tam de modo cure plebis quam de temporalibus respondere et rationem reddere teneatur, concedimus etiam quod dictus abbas seu rector *domus Dei* predicte rectorem dicte ecclesie tam pro mala administratione quam pro excessibus quibuscumque possit in ipsius ecclesie parrochia corrigere et punire, et cum facti qualitas exegerit, ab ipsa ecclesia ex causa rationabili amouere, saluo tamen quod si per dictum abbatem seu rectorem *domus Dei* dicte ecclesie rector in aliquo dicte ecclesie regimen contingente se grauari diceret tam per appellationem quam per simplicem querelam, possit ad nos habere recursum super quo et eciam si in hospitalitate debita tenenda, iuribus episcopalibus soluendis, et aliis omnibus ipsi ecclesie incumbentibus supportandis, abbas seu rector predictus deficeret,

teneretur coram nobis super hoc stare iuri et nobis parere cum effectu correctione eciam visitatione et procuracione ratione visitationis debita et aliis iuribus quibuscumque nobis aut *oscariensi* archidiacono et decano rurali debitis et quod dicte ecclesie rector ad synodum sicut ceteri *oscariensis* archidiaconatus rectores venire, et mandatis synodalibus et nostris parere teneatur, salvis nichilominus et retentis, prefatam autem ecclesiam a nobis sic dicte *domui Dei* de *Brachons* donatam et traditam promittimus dictis religiosis et dicte *domui Dei*, modo et forma predictis, habere, licere et garantire contra omnes nostris sumptibus et expensis. Nos uero abbas et conuentus predicti nomine nostre *domus Dei* de *Brachons* predictae prefatam ecclesiam de *Pruneriis* sic nobis et dicte *domui Dei* donatam acceptauimus et recepimus tenendam a nobis sub modo et forma predictis, promittentes pro nobis et successoribus nostris administrationem seu regimen *domus Dei* de *Brachons* predictae gerentibus bonum statum dicte ecclesie seruare hospitalitatem consuetam et debitam in ipsa tenere, iura tam episcopalia quam aliis quibuscumque ab ipsa ecclesia debita soluere, et omnia onera ipsi ecclesie incumbencia supportare, et super hiis et eciam super grauaminibus si que dicte ecclesie rector sibi per nos abbatem vel rectorem predictos circa premissa vel premissorum aliqua inferri diceret, stare iuri coram domino *cabilonensi* episcopo prelibato et sibi parere quantum ad hec cum effectu et omnia premissa inuiolabiliter obseruare. Nos vero decanus et capitulum *cabilonensis* ecclesie predicti considerantes donationem predictam de dicta ecclesia de *Pruneriis* prefate *domui Dei* seu dictis religiosis a domino episcopo predicto rite et ex causa rationabili factam esse, habito super hoc inter nos pluries diligenti tractatu, premissis omnibus consentimus, et ea volumus ac eciam approbamus. In quorum robur et testimonium nos epis-

copus, abbas, decanus, capitulum et conuentus predicti sigilla nostra presentibus litteris et aliis litteris duplicatis duximus apponenda. Datum die sabbati post dominicam qua cantatur quasimodo Anno domini millesimo trecentesimo terciodecimo.

Orig., G. 216, scellé de cinq sceaux sous double queue.

N° 42.

29 mai 1313.

Confirmation par Guillelmus Amenein de Mota, vicaire général de l'évêque de Langres, de la transaction précédente.

Vniuersis presentes litteras inspecturis, nos *Guillelmus Amenein* de *Mota*, vicarius generalis in spiritualibus et temporalibus, reuerendi in Christo patris ac domini domini *Guillermi* miseratione diuina episcopi *lingonensis* salutem in domino. Noueritis quod nos compositiorem, ordinationem, concessionem et aquitationem inter reuerendum in Christo patrem *Robertum* episcopum *cabilonensem* ac capitulum ecclesie eiusdem loci *Cabilonis* ex parte vna ac venerabilem patrem in Christo fratrem *Hugonem* abbatem monasterii *sancti Stephani dyuionensis lingonensis* dyocesis ordinis sancti Augustini ac ipsius monasterii conuentum ex altera et factas et habitas super capella seu domo de *Breteneria* dicte *cabilonensis* dyocesis et ecclesia parrochiali de *Pruneriis* eiusdem *cabilonensis* dyocesis, considerata a nobis utilitate dicti monasterii ac diligenti informatione nobis prius per fidedugnos facta hoc cedere ad magnam vtilitatem et commodum dicti monasterii cedere ex potestate et auctoritate dicti domini episcopi *lingonensis* nobis commissa, ratificamus, approbamus et etiam confirmamus, volentes eas perpetuam habere roboris firmitatem. In cuius rei testimonium

sigillum nostrum priuatum vna cum sigillo curie *lingonensis* presentibus litteris duximus apponendum. Actum et datum die martis ante festum Ascensionis Domini anno eiusdem M^o CCC^o XIII^o.

D'après la copie du Reg. G. 126, f^o 10 v^o

N^o 43.

Mars 1313/4.

Juhanna, femme d'Altaudus Rosinnel de Dijon, vend à Hugoninus de Mastiaco, de Marsannay, une vigne audit lieu, moyennant 50 livres tournois.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo terciodecimo mense marcio, ego *Juhanna* vxor *Altaudi Rossinnel* de *Dyuione*, clerici, notum facio vniuersis quod ego sponte et prouide, vtilitate et necessitate meis super hoc consideratis, laude et assensu dicti mariti mei, vendo et jnperpetuum quitto pro me et meis heredibus *Hugonino* de *Mastiaco*, moranti apud *Marcegnayum jn monte*, clerico, pro se et suis quandam peciam vinee continentem circa duo jornalialia et dimidium, sitam jn finagio de dicto *Marcegnayo*, au contour *grassot*, juxta vineam *Henrici* domini de *Vergeyo* et vinea *Humberti* de *Marcegnayo* clerici. Hanc venditionem facio precio quinquaginta librarum bonorum forcium turonensium michi a dicto emptore jn pecunia numerata solutarum, de quibus me teneo penitus pro pagata penitus et contenta, deuestiens me et heredes meos de dicta pecia vinee vendita et jnuestiens dictum emptorem pro se et suis corporaliter de eadem. Promittens pro me et meis per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum, nec non et sub obligatione omnium bonorum meorum mobilium et

immobilium, presencium et futurorum, dictam peciam vinee venditam dicto emptori et suis quittam pro decima, contra omnes perpetuo et firmiter garantire, jn pace tenere et jn me littis onus suscipere, causamque deffendere meis propriis sumptibus et expensis, si qui calumpniatores aut contradictores apparerent quancito, quociens et quacunque parte littis a dicto emptore vel eius heredibus super hoc fuero requisita, nec non facere et prestare quicquid jn causa euictionis debet fieri et prestari. Ego vero *Allaudus* predictus maritus dicte *Juhanne* dictam venditionem volo, laudo, confirmo et approbo et de voluntate mea confiteor eam esse factam. Promittens pro me et meis per juramentum meum et sub obligacione omnium bonorum meorum contra predicta vel predictorum aliqua de cetero non venire nec contravenienti jn aliquo non consentire. Et jnsuper nos dicti coniuges, prout cuilibet nostrum competit, renunciamus jn hoc facto exceptionibus dicte vendicionis non legittime facte, non habite pecunie supradicte, spei future habitio- nis, deceptionis jn aliquo, omni juri jn fauorem mulie- rum jntroducto et omnibus aliis que contra tenorem presencium possent obici seu dici. Volentes nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum jn presencia *Johannis Sellarii* de *Dyuione* clerici coadiutoris *Johannis Francisci* notarii dicti loci, domini *Stephani* de *Geureyo* presbiteri (presbiteri) et *Demergeti le Gruet*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 369, scellé sous double queue.

N^o 44.

10 avril 1314.

Girardetus, dit Poigne de Clénay, vend trois journaux de vigne
à l'abbaye.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo quarto decimo mense aprilis post pascha, ego *Girardetus* dictus *Poigne de Clénay* clericus notum facio vniuersis presentes litteras inspecturis quod, cum ego sin (*sic*) tantis oppressus debitis quod ad presens resurgere ac releuare non possum, nisi aliquarum possessionum mearum alienatione perpetua medietante, cum status meus cothidie peioretur propter vsurarum voraginem que (que) me corrodit cothidie, ego sponte et prouide, non vi, non dolo, non metu ad hoc ductus, nec ab aliquo in aliquo circonuentus, sed spontaneus et prouisus, vendo, cedo, concedo et imperpetuum quicto pro me et meis heredibus [f^o 299 v^o] religiosis viris abbati, priori et conuentui monasterii *sancti Stephani dyuionensis* pro se et suis successoribus pro pitancia conuentus antedicti facienda, sustinenda, manutenenda et multiplicanda, quandam petiam vinee continentem circa tria jornalialia ad vsus vtilis proprios et necessarios pitancie supradicte, sitam in finagio de *Aqueductu*, que quidem petia vinee vocatur *vinea Liebant*, iuxta vineam *Andree de Cheuaigneyo* clerici et vineam dicti *Legras*, quam quidem venditionem volo conuerti et poni perpetuo in vsus proprios et necessarios pitancie conuentus predicti et non alibi, nec volo quod dictus abbas in aliquo de emolumento dicte venditionis vel successores sui se intromittant aut vocem aliquam super hoc habeant nisi quantum vnus simplex canonicus dicti monasterii, ita vt dicta pitancia per ipsum abbatem minui non valeat seu in aliquo perturbari. Hanc autem venditionem facio precio quater

viginti et decem librarum bonorum forcium turonen-
sium, de quibus a dictis emptoribus solutionem jntegram
recepi et habui in pecunia legitime numerata, de quibus
me teneo plenarie pro pagato penitus et contento, deues-
tiens me et heredes meos de predicta petia vinee vendita
et jnuestiens dictos emptores pro se et suis successoribus
tenore presentium corporaliter de eadem. Promittens
pro me et meis per juramentum meum super sancta Dei
euuangelia corporaliter prestitum et sub obligacione
omnium bonorum meorum mobilium et jmmobilium
presentium et futurorum dictam petiam vinee venditam
dictis emptoribus et eorum successoribus, quictam pro
recto, censu et decima, contra omnes personas perpetuo
et firmiter garantire pro vsibus et necessariis pitancie
dicti conuentus ut dictum est, in pace tenere meis pro-
priis sumptibus et expensis si qui calumpniatores appa-
rerent quancito quoscienscunque et quacunque parte litis
a dictis emptoribus vel eorum causam habentibus super
hoc fuero requisitus, necnon facere et prestare quicquid
in causa euictionis debet fieri et prestari. Renuncio siqui-
dem in hoc facto sub jam prestito juramento meo excep-
tionibus doli mali, vix (*sic*), metus, lesionis et circon-
uentionis jn factum dicte venditionis non legitime facte,
non habite pecunie supradicte, spei future habitionis et
numerationis byennalis solutionis probande seu repe-
tande, juri deceptionis ultra dimidium justii precii plus
valere quod agitur quod quam simulate conscipitur
deceptionis in aliquo, fori, cleri priuilegio, juri hoc jus
porrectum, beneficio restitutionis jn jntegrum et omni-
bus aliis que contra [fo 300 rº] tenorem presentium
possent obici seu dici et juri dicenti generalem renuncia-
tionem non valere nisi precesserit specialis, et volo me
compelli... In quorum testimonium... Actum in presencia
Johannis Sellarii de Dyuione clerici coadiutoris *Johannis*
Francisci notarii dicti loci, *Guioli de Parrigneyo* domi-

celli et *Johannis Viniani de Sancto Juliano* testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

D'après la copie : Reg. G. 127, f° 299 r°. — Autre copie, Reg. G. 133, f° 149 v°, cire verte sous double queue (Arviset).

N° 45.

9 mai 1314.

Vente de deux pièces de terre, à Daix et à Fontaine, faite au couvent de Saint-Etienne par Johannes Teste, prêtre.

Vniuersis presentes litteras inspecturis officialis *lingonensis* salutem in domino. Noueritis quod in presencia *Johannis Piquardi de Longo Vico* clerici tabellionis nostri jurati cui quantum ad ea que sequuntur et similia ac maiora commisimus ac etiam tenore presencium commitimus vices nostras propter hoc personaliter constitutus dominus *Johannes Teste* de *Dyuione* presbiter spontaneus, non coactus, nec in aliquo circonuentus, recognovit et confessus est se vendidisse perpetuo penitus et quittasse religiosis viris abbati et conuentui monasterii *sancti Stephani dyvionensis* pro se et eorum successoribus duas pecias vinee continentes circa quinque jornalialia, quarum vna sita est in finagio de *Dez*, en *crocillerans*, juxta vineam *Philippi Lanarii* et vineam heredum dicti *Guerroichon de Talento*, et alia sita est in finagio de *Fontanis*, in *costa*, juxta vineam religiosorum de *Fontenois* et vineam heredum *Mathei* dicti de *Puteo* de *Aqueductu*. Hanc autem venditionem fecit dictus venditor precio centum triginta librarum turonensium paruorum honorum et legalium, de quibus coram dicto jurato nostro se tenuit plenarie pro pagato penitus et contento. De quibus sic venditis dictus venditor se penitus deuestiuit et dictos emptores pro se et suis successoribus jnuestiuit corporaliter de

eisdem. Promittens dictus venditor pro se et eius heredibus in verbo sacerdotis et sub obligatione omnium bonorum suorum dictas pecias vinee a se superius venditas liberas pro censu et decima prefatis emptoribus et suis successoribus, contra omnes perpetuo garantire et in se lictis onus suscipere, causamque deffendere propriis suis sumptibus et expensis, si qui calumpniatores quod absit apparerent, quancito, quociens et quacunque parte lictis super hoc fuerit requisitus, nec non facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari. Renunciando in hoc facto exceptionibus venditionis legitime non facte, non numerate, et non habite pecunie, spei future numerationis et habitionis, ac omnibus aliis que contra tenorem presencium possent obici seu dici. Supponens dictus venditor se et sua quantum ad hec jurisdictioni curie *lingonensis* ac omnis alterius curie cuiuscunque tam ecclesiastice quam etiam secularis. Quibus sic actis coram dicto jurato nostro jdem juratus noster nomine nostro dictum venditorem condempnauit et viua voce monuit ad tenendum et adimplendum premissa sin autem nos ipsum in scriptis excommunicabimus monitione alia non premissa. In cuius rei testimonium ad requisitionem dicti venditoris nobis factam per dictum juratum nostrum qui nobis predicta retulit et cui quantum ad hec et maiora fidem plenariam adhibemus sigillum dicte curie *lingonensis* presentibus litteris duximus apponendum. Actum presentibus magistro *Haymone de Donna Petra, Auberto Dangoste et Johanne Cultelerii*, testibus ad hoc vocatis die jovis post dominicam qua cantatur cantate, anno domini millesimo trecentesimo quartodecimo. — *Johannes Piquardi*, ita est.

Orig., G. 352, scellé sous double queue, cire verte (Arviset). — Cop., Reg. G. 133, f° 148 r°.

N° 46.

20 mai 1314.

Le duc Hugues amortit tout ce que les chanoines de Saint-Etienne ont acquis dans le duché.

Nous *Hugues* dux de *Burgoigne* facons sauoir a touz que nous pour le remide de nostre ame et des ames de nos ancessours, ansiganz les traces de nostre chier seignour et pere, cui Dex absoille, qui mont amay les reli-gieuses et honestes personnes labbey et couant de *saint Estienne* de *Dyon* tant comme il vesquit, loons de nostre certaine science, agreons, ratiffions et confermons en tant comme il nous tuiche et puet tuichier es diz reli-gieux perpetuelmant por aux et por leur successours tout ce que il hont acquis en nostre duche de *Burgoigne* ou tamps passey jusques au jour de la confection de ces lettres, tant por aux et por leur eglise comme por leur *maison Deu* de *Broichons* qui est vnïe et conjointe a leur yglise et de la sale dou dit abbey. Et ycels acquez nous en tant comme il nous tuiche amortissons es diz religieux et a lglise de *saint Estienne* de *Dyon* et a la dite *maison Deu* lequel amortissemant nous por nous et por les nostres prometons tenir et garder fermement et non venir en contre por nous ne por autre taisiblement ou expressement, sauf et retenu a nous et es nostres, es dites choses et en chascune diceles, nos domineures, gardes, ressorz, baronies, souerainnetez et le droit dautrui. En tesmoing de ce nous hauons fait mettre nostre seaul en ces lettres. Donees en *Talant* le lundi apres lascension lan de grace mil ccc et quatorze.

Orig., G. 180, scellé du grand sceau pendant à deux cordons de soie rouge (Arviset). — Cop., Reg. G. 133, f° 171 v°.

N^o 47.

20 mai 1314.

Autres lettres d'amortissement.

Nous *Hugues* dux de *Borgoigne* faceons sauoir a touz que Nous por le remede de nostre ame et des ames de noz ancessours ensieganz les traces de nostre cher seignour et pere cui Deux essoille qui mont ama les religieuses et honestes personnes labbe et couent de *saint Estienne* de *Diion* tant come il vesquist loons de nostre certaine science, aggreons, ratiffions et confermons en tant come il nous tuiche et puest tuichier es diz religieux perpetuelmant por aux et por lor successours tout ce que il hont acquis en nostre duchie de *Borgoigne* ou tamps passe jusque au jour de la confection de ces lettres. Et yces acquez Nous en tant come il nous tuiche amortissons es diz religieux et à leglise de *saint Estiene* de *Diion*, lequel amortissemant Nous por nous et por les nostres promettons tenir et garder fermemant et non venir en contre par nous ou par autre taisiblemant ou expressement, sauf et retenu a nous et es nostres es dictes choses et en chascune diceles noz domineures, gardes, ressortz, baronie, souerainete et le droit dautri. En tesmoin de ce Nous hauons fait mettre nostre seaul en ces lettres. Donees a *Talant* le lundi apres lascension lan de grace mil trois cenx et quatorze.

Orig., G. 180, scellé du grand sceau en cire jaune à double queue de parchemin (Arviset.) — Cop., Reg. G. 133, f^o 280 r^o.

N^o 48.

Juillet 1314.

Girardetus Poinne, de Clénay, vend à Johannes Teste, prêtre à
Dijon, un journal de terre à Fontaine.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo quartodecimo mense julii, ego *Girardetus* dictus *Poinne* de *Clenayo* clericus notum facio vniuersis presentes litteras inspecturis quod ego sponte et prouide perpetuo vendo et quitto pro me et meis heredibus domino *Johanni Teste* de *Dyuione* presbitero pro se et suis quandam peciam vinee continentem circa vnum jornale, sitam in finagio de *Fontanis*, en la *coste*, juxta vineam prioratus de *Mirabello* ex vna parte et vineam que fuit *Johannis de Ougiis*. Hanc venditionem facio precio quadraginta librarum bonorum forcium turonensium de quibus a dicto emptore solutionem integram recipi et habui in pecunia legitime numerata, et me teneo de eisdem plenarie pro pagato penitus et contento. Promittens pro me et meis per juramentum meum super sancta Dei euangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum mobilium et immobilium presentium et futurorum dictam peciam vinee venditam dicto emptori et suis quitam pro duobus denariis et decima contra omnes perpetuo garantire, et in me litis onus suscipere, causamque defendere meis propriis sumptibus et expensis si qui calumpniatores apparerent, quancito et quacunque parte litis a dicto emptore vel eius heredibus super hoc fuero requisitus, nec non facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari. Exceptionibus dicte venditionis non legitime facte, dicte pecunie non habite, spei future habitationis deceptionis in aliquo renunciens penitus in hoc facto. Volens meque compelli, etc. In quorum testi-

monium, etc. Actum jn presencia *Petri de Chargeyo* clerici coadiutoris *Johannis Francisci* notarii *Dyuionis*, *Symonis de Clenayo* domicelli et *Jaqueti de Paangiis* burgensis *dyuionensis*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 352, scellé sous double queue.

N° 49.

4 septembre 1314.

Donation faite par l'abbaye à Petrus de Molinis, de Dijon, sa vie durant des revenus de certaines terres, à Varanges.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis nos frater *Hugo* abbas et conuentus monasterii *sancti Stephani dyuionensis* notum facimus quod nos pensatis curialitatibus et seruitiis que et quas dilectus et familiaris noster *Petrus de Molinis*, *Dyuione* commorans, fecit et jmpendit nobis et monasterio nostro per longa tempora et vtiliter ac de die in diem facere et jmpendere non cessat, nos in recompensationem curialitatum et seruitiorum predictorum et vt magis nobis sit astrictus, damus et concedimus eidem *Petro* pro nobis et successoribus nostris vnanimiter et concorditer fructus, exitus et prouentus terrarum nostrarum arabilium quas habemus in finagio de *Verrangiis*, ac eciam ipsas terras ab ipso seu eius mandato quandiu vixerit, pacifice tenendos, percipiendos et leuandos, quarum quidem terrarum prima pecia continens quatuor journalia sita est in dicto finagio de *Verrangiis* iuxta terram *Stephani le Grasset* ex vna parte et terram *Johannis Legier* ex altera, alia continens tria jornalialia sita est in loco vbi dicitur *ou paquier* iuxta terram *Michaelis Aurige* ex vne (*sic*) parte et dictum pasquerium ex altera, alia continens duo jornalialia in loco dicto *au terrant Maignant* iuxta terram relicte *Stephani le Grasset* ex vna

parte et terram liberorum *au Pecandet* ex altera, alia continens quatuor jornalialia in loco dicto *en la paule*, iuxta terram domine *de Chargeyo* ex vna parte et terram *Vieneti Rotarii* ex altera, jtem alias (*sic*) continens duo jornalialia in loco dicto *ou contour de la paule* iuxta terram *Hugonis Gelebert*, maioris de *Verrangiis*, alia continens duo jornalialia in loco dicto *es courtoz* iuxta terram *Michaelis Aurige* ex vna parte et terram *Moingerdis* filie *Johannis Boudier* de *Verrangiis* ex altera, alia vero continens vnum jornale sita in dicto finagio iuxta terram *Johannis Gonceot* et est contorium aliarum terrarum. Promittens bona fide et sub obligatione omnium bonorum meorum et dicti monasterii dictas terras dicto *Petro* quoad vixerit, contra omnes garantire, et contra predicta vel aliquid de predictis per nos seu successores nostros non venire tacite vel expresse. In cuius rei testimonium sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Datum die mercurii ante festum Natiuitatis beate Marie virginis, anno domini millesimo trecentesimo quarto-decimo.

Orig., G. 401, scellé sous simple queue.

N° 50.

Septembre 1314.

Guillerminus Perroz, de Genlis, vend une maison aux chanoines de Saint-Etienne.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo quartodecimo mense septembris, ego *Guillerminus dictus Perroz* de *Genlleyo* notum facio vniuersis quod ego vendo, concedo et jimperpetuum quicto pro me et meis heredibus religiosiis viris abbati et conventui *sancti Stephani dyuionensis* pro se et eorum successoribus vnam domum cum mauso et pertinenciis

eiusdem, sitam apud *Genleyum* supra rippariam, juxta domum *Andrieti Perrot* fratris mei ex vna parte et rippariam ex altera, precio videlicet viginti librarum turonensium bonorum paruorum et legalium michi a dictis emptoribus jn pecunia numerata solutarum, de quibus me teneo plenarie pro pagato. Quare de dicta domo vendita me et meos heredes penitus deuestio et dictos emptores et successores suos jnuestio tenore presentium litterarum, promittens pro me et meis per juramentum meum supra sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum dictam domum venditam dictis emptoribus et eorum successoribus quictam ab omni onere, contra omnes perpetuo garantire, et jn nullo contra dictam venditionem venire per me vel per alium jnfuturum, omnibus exceptionibus, rationibus et allegationibus totius juris et facti que contra tenorem presencium possent obici seu dici jn hoc facto penitus cessantibus et remotis. Et volo me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Guioneti Chargeret* de *Dyuione* clerici coadiutoris *Johannis Francisci* notarii *Dyuionis*, *Martini* de *Sancta Columpna* et *Clementii Bergerii*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 356, scellé sous double queue, cire verte (Arviset). — Cop., Reg. G. 133, f° 119 r°.

N° 51.

Octobre 1314.

Transaction conclue entre l'abbaye de Saint-Etienne et les habitants de Velle-sous-Gevrey : la taille est fixée à 50 livres tournois, les habitants conserveront l'usage de la forêt, mais ils céderont le bois des Aiges au monastère.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo quarto decimo, mense octobris,

nos *Guillermus Bolardeaux*, *Guillermus Perrons* dictus *Brenoz* frater suus, *Henricus Beliarz*, *Aglantina* li *Quaille*, *Constantius Broissoz*, *Henricus Baillioz*, *Henricus Broilloz*, *Guillermus* li *jais*, *Perrellus* li *Beceno*z, *Johanninus Moquarz*, *Guillermus* li *Cordelex*, *Osanna* li *Saine*, *Constantius Valenez*, *Perrellus* li *Ostelex*, *Jacobus* li *Violetez*, *Gileta* filia dicti *Mofflot*, *Hugonetus Fromaigoz*, *Alaiseta* relicta dicti *Richardot*, *Alaisona* li *Cloppe*, *Henrricus Picherres*, *Henricus* li *Jusserez*, *Vienetus Cheneuilliez*, *Guillermus* li *Renarz*, *Clemencius* filius *Gobillot*, *Alieta* relicta *Johannelli*, *Perrinus* carpentarius, *Belinus Bolardeaux*, *Girardus* li *Garbillez*, *Stephanus Jullez*, *Alieta* filia quondam *Girardi Volant*, *Juhanneta* eius soror, *Mariona* li *Groue*, *Nicholaus* li *Bataillez*, *Hugueta* relicta *Huoti*, *Johanneta* filia dicti *Girardeaul*, *Alaidis* et *Guillermeta* sorores sue, *Robertus* filius quondam maioris et *Guillermus* eius frater, *Johanneta* filia quondam dicti *le Bataillet*, *Robertus* li *Nains*, *Richardus* eius frater, *Michael Perrons*, *Regnaudus Chardenaux*, *Radulphus de Bures*, *Hugonetus Barberius*, *Guillermus* li *Trinque*, *Guillermus Bergerius*, *Johannes Puitoz*, *Constantius Gratebois*, *Johanneta* li *Rosse*, *Johannes* filius *Roolini*, *Perronetus Camaux*, *Gelietus Jailloz*, *Perroneta* li *Corberande*, *Stephanus* filius quondam *Marcelli Mugnerii*, *Moninus Bolardeaux*, *Milotus* eius frater, *Mariona Bodanne*, *Perronetus Bouex*, *Stephanus Triboloz*, *Stephanus Valatre*, *Roolinus Morelli*, *Johanninus* li *Beceno*z, *Mariona* eius soror, *Regnaudus Astereaux*, *Perrellus Gardechien*, *Johannes* li *Ribauz*, *Guiotus Astereaux*, *Hugoninus Moreaux*, *Girardus* li *Soictours*, *Perroneta* relicta *Andree*, *Margareta Polie*, *Belota* neptis sua, *Margareta* de *Villa Bicheti*, *Beleta* li *Vielle*, *Stephanus* li *Garbillez*, *Perrellus Charbonex*, *Alaiseta* relicta *Grenier*, *Johannes* li *Chardenaux* et *Morellus* li *Beliez* homines et habitatores ville de *Villa subtus Geureyum*, notum facimus vniuersis presentes litteras jnspecturis, quod cum

discordia verteretur jnter religiosos viros fratrem *Hugonem* abbatem et conuentum monasterii *sancti Stephani dyuionensis* ordinis sancti Augustini *lingonensis* dyocesis legitimos dominos nostros ex vna parte et nos omnes predictos homines et habitatores dicte ville ex altera, super eo quod dicti domini nostri dicebant et asserebant nos esse ipsorum homines tailliables et explectabiles alte et basse, et quod nobis tailliam jmpo-
nere poterant magnam vel paruam pro sue libito voluntatis. Item super eo quod predicti domini nostri quoddam nemus quod *foresta* vocatur quod longo tempore ab ipsis tenemus pro duodecim eminis auene censualibus eisdem persoluendis ad manum suam retrahere volebant et nos ab eodem nemore totaliter repellere, cum non possemus docere quod dictum nemus fuisset nobis traditum jmpetuum pro censiua predicta nobis, omnibus hominibus predictis jncontrarium asserentibus et dicentibus quod a tempore a quo non extat memoria fueraus jn possessione libertatis soluendi solummodo predictis dominis nostris et aliis a quibus causam habuerunt quinquaginta librarum dyuionensium pro taillia et nichil vltra vnquam a nobis seu predecessoribus nostris exigerent seu leuauerant toto tempore retroacto. Et quod dictum nemus pro dicta censiua persoluenda tanto tempore tenueramus quod nobis sufficere debebat ad prescriptionem acquirandam licet per litteras vel alia documenta docere non possemus quod dictum nemus nobis jmpetuum fuisset traditum pro dicta censiua persoluenda nec taillia aboniat, tandem bonorum virorum freti consilio cum predictis dominis nostris jure vel jniuria nolentes contendere non coacti, non decepti, sed spontanea voluntate cum ipsis jn modum qui sequitur duximus concordandum, videlicet quod nos et omnes habitantes et habitaturi in futurum dicte ville homines tailliables predictorum dominorum nostrorum sumus et erimus et eisdem pro taillia et nomine

taillie quinquaginta librarum turonensium ad terminos infrascriptos, videlicet jnfra bordas viginti quinque libras, et alias viginti quinque libras jnfra festum beati Remigii decetero et nichil vltra pro taillia perpetuo persoluemus, que quidem taillia per seruientem dictorum dominorum nostrorum vna cum tribus vel quatuor probis hominibus dicte ville, jn quolibet termino eligendo equabitur, jactabitur et jmponetur et per predictum seruientem prout cuilibet jmposita fuerit leuabitur, et si dictus seruientis summam aliquibus jmpositam propter eorum paupertatem vel jmpotentiam leuare non potuerit defectum recuperare poterit super alios potentiores dicte ville. De nemore vero *foreste* jta concordatum est quod predicti domini nostri ipsum nobis dimiserunt et concesserunt jn vsagium perpetuum pro sexdecim eminis censualibus eisdem a nobis et ab omnibus qui jn dicto nemore vsum habere voluerunt annis singulis jnfra festum Omnium Sanctorum persoluendis, pro gratia vero quam predicti domini nostri nobis fecerunt de predictae taillie aboniatione et nemoris predicti accensatione predictis dominis nostris quandam peciunculam nemoris que vocatur *nemus d'Aiges* quod tenebamus jn vsum communem totius ville quictauimus et concessimus eisdem pro sua voluntate decetero perpetuo facienda, jta cum quod si jn dicto nemore aliqua animalia nostra pasturancia jnuenta fuerint sine garda spontanea sed casu fortuito, de quolibet animali sic jnuento poterunt leuare dicti domini nostri sex denarios et non amplius pro emenda, nisi ex certa sciencia pastores animalia sua jn dicto nemore pasturando custodirent, jn quo casu ad emendam [commu]nem proprie teneremur. Concessimus eciam et ad hoc nos et nostros expresse obligauimus et obligamus quod quilibet homo locum et focum tenens jn dicta villa predictis dominis nostris jn vineis suis excolendis vnā corueyā faciat quam seruientis dicti loci pro predictis dominis nostris

exiget a carnipriuio vsque ad Pascha quicumque sibi placuerit et sibi viderit expedire ita tum quod cuilibet homini dictam corueyam reddenti seruiens qui dictas corueyas exiget quatuor nummatas panis in opere ministrabit, vidue vero et orfane liberum non habentes qui quintum decimum annum compleuerit ad dictam corueyam faciendam minime tenebuntur, et sciendum est quod de communi consensu nostro predicti domini nostri sibi retinuerunt jn nobis dicta villa omnimodam justiciam magnam et paruam, census, costumaz et alias redeuencias suas et alia jura quecunque sint et quocumque nomine censeantur nisi hoc solum quod dictam tailliam vltra summam expressam contra voluntatem meam non poterunt augmentare. Has autem pactiones omnes et singulas, prout superius sunt expresse, promittimus per juramenta nostra super sancta Dei euangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum mobilium et jmmobilium presencium et futurorum firmiter tenere et obseruare et non contravenire per nos vel per alium jnfuturum, et volumus nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum jn presencia *Guioneti* dicti *Chargeret* de *Dyuione* clerici coadiutoris *Johannis Francisci* de *Dyuione* clerici notarii dicti loci, fratris *Petri* monachi et cellerarii *sancti Leodegarii*, *Hugonis* de *Verrangiis* domicelli, *Vieneti* dicti *Maignot* de *l'Espai*, *Humbeleti* de *Geureyo*, *Lathomi* et *Hugonini Nardot* dicti loci testium ad hoc vocatorum et rogatorum, anno et mense predictis.

Orig., G. 390, scellé sous double queue. — Cop., Reg. G. 126, f^o 80 r^o.

N° 52.

Janvier 1314/5.

Bail à cens. — *Jacobus de Cutigneyo*, bourgeois de *Dijon*, reconnaît retenir de l'abbaye de *Saint-Etienne* « ad censam perpetuam » une maison sise à *Dijon* dans la rue de la *Tonnellerie* (in vico dolearum), près de la maison des héritiers d'*Humbelottus de Accellis* et de celle dudit *Jacobus* pour 60 sous dijonnais payables par moitié à la *Saint-Jean-Baptiste* et à Noël. *Jacobus* oblige spécialement une terre à *Dijon* « ad cheminum leudcum » près de la terre des héritiers de *Richardus de Braisey*, et de celle de *Perronetus* du même lieu. *Jacobus* ou ses héritiers ne peuvent aliéner la maison que du consentement des religieux.

Fait en présence de *Guionetus Chargerii* de *Dijon*, clerc coadjuteur de *Johannes Francisci* notaire à *Dijon*, de *Radulphus d'Ahuît* prêtre, de *Petrus de Chargeyo* clerc, appelés comme témoins.

D'après la copie du Reg. G. 126, f° 54 r°.

N° 53.

Janvier 1314/5.

Johanneta, fille de *Milo le Bataillet* de *Velle-sous-Gevrey*, vend une terre en « es cheseaux » aux chanoines de *Saint-Etienne*.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis m° ccc° quartodecimo mense januarii, ego *Johanneta* filia quondam *Miloti le Bataillet* de *Villa subtus Geureyum* notum facio vniuersis quod ego vendo et jnperpetuum quieto pro me et meis heredibus religiosus viris abbati et conuentui *sancti Stephani dyuionensis* vnam peciam terre, sitam jn finagio dicte ville en *eschesaux* juxta terram *Jacobi le Violetet* et terram liberorum dicti *Girardeaul*

precio quadraginta solidorum dyuionensium de quibus me teneo plenarie pro pagata. Quare de dicta pecia terre vendita me et meos penitus deuestio et dictos emptores jnuestio tenore presencium litterarum. Promittens pro me et meis per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum dictam peciam terre venditam dictis emptoribus et eorum successoribus contra omnes quictam pro decima perpetuo garantire et non contra dictam venditionem venire per me vel per alium jnfuturum. Et volo me compelli, etc. In quorum testimonium etc. Actum in presentia *Guioneti Chargerii* de *Dyuione* clerici coadiutoris *Johannis Francisci* notarii dicti loci, *Girardi de Nonlay* et *Guillermi de Cutigneyo* domicellorum, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 388, scellé sous double queue, cire verte (Arviset). — Cop., Reg. G. 133, f° 149 v°.

N° 54.

Janvier 1314/5.

Donation faite à l'abbaye par Viennoz Maignoz de tous ses biens à Gevrey et Velle-sous-Gevrey.

En non de Nostre Seignour, amen. Lan de lincarnation dicelui mil trois cenx et quatorze ou mois de januiet, je *Vienoz diz Maignoz*, fiz et en arriers *Perrenot le Cuerant* de *Cutigne* et de *Ysebeaul* sa femme, fais sauoir a touz cels qui verront et orront ces presentes lettres que mes peres et ma mere dessus dit estoient au tamps que il viuoient et furent tout lour tamps homme taillauble et esloitauble haut et bas de religieuses persones labbey et le couant de *saint Estienne* de *Dyjon* en la ville de *Cutigney* et je apres tout mon tamps hay ades estey et suis ancores hons des diz religieux de la condicion de

mon pere et de ma mere dessus dit et hay demorez et ancor demore par l'espace de quinze anz et de plus dessouz aux et par aux a *Ville souz Geurey* en la condition que dessus et tenu feu et leu, je say ce quil maient depourtey de grace especiaul et par leur seruise en quoy jay estey et suis ancores de leur taille de moy, et cognois ancores que comme il maient retenu a leur familier et promis a pourueoir en toutes mes necessitez conuenablement selonc mon estat et encour par supplier et depourter mes deffauz maient doney leur grange, leur maison et le mes qui hy appant de *Vile souz Geurey* et plusours pieces de vignes et de terres et de prez qui sont contenues et designees en lettres saellees de leur seaux que jay sur ce et par ce ancores que de grace especiaul quil mont fraichi de taille a ma vie tant cum je seray obeissanz a aux sanz reclain dautre seignour si cum il est contenu es dites lettres. Je en recunpensation de toutes ces choses et par les biens et les cortoisies que jay recehues daux et autan ancor a recevoir je leur doins, quictoiz et deliuroiz toutes les vignes, les terres, et les prez que jay acquis perpetuellement es villes et es finaiges de *Geurey* et de *Ville souz Geurey* et man deuiz par maintenant et les diz religieux en reuist et met en corporel possession par la tradition de ces presentes lettres et vuil qui san joient paisiblement a touz jours mais et leur promet a garantir anuers touz et contre touz a mes propres despens se aucun chalongeour apparroient qui es dites choses les ampoichessient si tost et toutes foiz que je en seray requis daux, sus l'obligacion de touz mes biens presenz et auenir et leur doins ancor touz mes biens mobles et nonmobles presenz et auenir quelx que il soient et en quelque leu que il puissent estre troue par les causes dessus dites et man deuiz par maintenant et les en reuiz, retenu a moy toute voye a ma vie tant seulement luffruit es dites choses dou quel je promet par

mon sairement vser atrampeemant (1) et leaulmant et cognois que je les tiens et tanray dor en hauant par aux et en non daux et se il hauenoit que jay ne soit que je mauoasse par autre seignour que par aux, je vuil, consant et outroy que tantost cum li auoux vanroit a la cognoissance de labbey qui seroit par le tamps ou de ses genz que toutes les graces et les promesses que il mont faites de ma prouision des maisons, des vignes, des terres et des prez dessus diz fuissent nulles et que toutes ces choses ensamble les choses ou jay retenu luffruit fuissent par maintenant choites en commis a aux en possession et en proprieley et quil les puissent panre de lour auctoritey, occuper et approprier a aux sanz contredit de moy ne dautrui qui de moy pehut hauoir cause fuissent en lour justice ou en autrui en quelque leu que elles fuissent en frainchise ou deffors comme les lour propres choses, et cognois ancores que cum je haye par lont tamps gouerne par aux lour maison de l'*Espay*, *Ville souz Geurey* et plusours de lour autres leux et recehu les fruz et les yssues dicels que fait finaul compe bon et leaul sanz force et sanz contrainte mas de mon apoinne grey des missions et des receptes dessus dites entre moy et mon seignour labbey je doy de fin de compe es diz religieux trois cenx liures de bons petiz tornois, et lour baillois en paye par le payement de doux cenx liures de la some dessus dite touz les debtes que lon me doit dargent et de blef es dones villes dessus dites a toutes les bestes que jay en commandise et toutes les choses que freres *Hugues* de *Viez Vif* celereux de *saint Estienne* hauoit pris ou saisi sus moy par raison dou dette dessus dit et les autres cent liures je promot randre et paier es diz religieux ou a lour certain commandemant danz doux mois apres lour requeste ou faire lour grey et toutes ces choses

(1) Avec modération.

dessus dites et vne chascune par soy ansinc comme elles sont dessus dites et deuisees je promot par mon sairemant doney sur sainz euuangles corporelment et sus lobligation de touz mes biens mobles et nonmobles presenz et auenir ou que il soient fermement tenir, garder et acomplir et que je ne varray ne feray venir en contre par moy ne par autre de ci en hauant ne consantiray que autres li veigne taisiblement ne en appert. Et renuncois en ce fait par mon dit sairemant et sus lobligation dessus dite a toutes excepcions, barres, raisons et allegations de droit et de fait que lon porroit dire ne opposer contre la tenour de ces presentes lettres et vuil estre controinz a tenir les choses dessus dites auxi cum de chose adiugie par la court mon seignour le *duc de Burgoigne* a la juridiction de la quel court je submot quant a ce moy et mes hoirs et touz mes biens. En tesmoingnaige de la quel chose je requis supplie et obtenu le seaul de la dite court estre mis en ces presentes lettres donees et faites en la presence de *Guienot* dit *Chargeret* clerc coadiutour de *Jehan François* notaire de *Dyion*, de mon seignour *Jehan de Crusey* prestre demorant a *Dyion* et de *Jehan le Layner* de *Dyion* tesmoinz a ce appelez lan et le mois dessus diz.

Orig., G. 388, scellé sous double queue.

N° 55.

Mars 1315.

Donation faite à l'abbaye de Saint-Etienne par Othenin de Varanges pour un anniversaire.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo quintodecimo mense marcio, ego *Otheninus de Verrangiis* domicellus, frater fratris *Stephani* prioris (prioris) de *Thardo*, notum facio vniuersis tam presentibus quam futuris quod ego, diu est, donauī,

concessi et perpetuo pro me et meis heredibus quittaui donatione irrevocabili facta inter vivos Deo, priori et conventui monasterii *sancti Stephani dyuionensis* pro se et eorum successoribus quartam partem decime campi *de la fosse* siti in finagio de *Malliens*, juxta cheminum commune et partitur cum decimis prioratus de *Thardo*, item et vnam secturam prati sitam in prateria de *Verrangiis* et partitur cum prato dicti prioris de *Thardo* et cum prato dictorum prioris et conventus *sancti Stephani*, quas quidem donationem, concessionem et quittance predictas feci pro anniuersario dicti prioris de *Thardo* fratris mei et mei ac antecessorum meorum singulis annis semel in anno in ecclesia dictorum religiosorum perpetuo celebrando, promittens pro me et meis heredibus bona fide et sub obligatione omnium bonorum meorum contra donationem, concessionem et quittance predictas decetero non venire tacite vel aperte. Renuncio siquidem in hoc facto pro me et meis heredibus ex certa sciencia exceptioni donationis, concessionis et quittance predictarum legitime et ob causam predictam non factarum et omnibus aliis exceptionibus juris et facti que contra tenorem presentium possent obici seu dici, juriq[ue] dicenti generalem renunciationem non valere. Et volo me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presentia *Johannis Piquardi* coadiutoris *Johannis Rateli* notarii *dyuionensis*, fratris *Johannis de Cheueigneyo* quondam abbatis monasterii *Belli Campi tullensis* dyocesis, domini *Lamberti de Thardo* presbiteri et *Stephanini dicti de Accellis de Dyuione* clerici, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 401, scellé sous double queue, cire verte (Arviset). — Cop., Reg. G. 133, f° 150 v°.

N° 56.

14 mai 1315.

Bail à cens. — « *Perronetus de Auxona*, cordubernarius, burgensis dyuionensis », et *Mariona* sa femme, reconnaissent retenir à cens pour leur vie et le survivant, de frère « *Odo Varroquier* prior de *Marcegnayo in monte* » et chanoine de *Saint-Etienne*, une maison avec ses dépendances « cum duobus calamis », située à Dijon « in vico dou poirier », près de la maison de *Vienetus Saunerii* et de celle de *Jaquetus de Marcegneyo* (la maison avait appartenu à *Hugoninus* dudit lieu), pour 72 sols « monete ad quam pro tempore soluentur locationes domorum in villa *Dyuionis* », payables annuellement par moitié à la Saint-Remy et à la Saint-Jean-Baptiste ; les deux époux promettent « dictam domum et dictos duos calamos quandiu ipsi aut alter eorum vixerint aut superuixerit, manutenere in bono statu de omnibus necessariis ad eandem, nisi casu fortuito ignis, incendio aut ruina contigerit, quod absit, eam domum et calamos absque culpa dictorum coniugium deuastari ».

Fait en présence de *Johannes Piquardi de Longo Vico*, clerc tabellion, de *Haymonetus le Recrouet* et de *Matheus le boicheret*.

Orig., G. 257, scellé sous double queue.

N° 57.

25 mai 1315.

Simonetus cède à l'abbaye les droits qui lui appartiennent sur une maison de la rue des « Riboutez » et sur une vigne à Dijon.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis, officialis *lingonensis* salutem in domino. Noueritis quod in presencia *Johannis Piquardi de Longo Vico*, clerici tabellionis nostri

jurati propter infrascripta personaliter constitutus *Symonetus* filius quondam *Beroigneti* sutoris de *Dyuione* quittaui perpetuo penitus et cessit religiosis viris priori et conuentui monasterii *sancti Stephani dyuionensis* omne jus, omnem actionem, possessionem et saisinam quod et quas habet, habere potest, vel debet in quadam domo cum eius manso et pertinentiis sita *Dyuione* in vico *es riboutez*, juxta domum dicti *Boillart* et domum que fuit *Roquebarat*, jtem et in quadam pecia vinee sita in finagio *dyuionensi en bergis* juxta vineam *Guioti* filii dicti *Coardet* et charmam que fuit *Galleri Pautini*, que domus et vinea erant obligate dictis religiosis pro triginta solidis annui et perpetui redditus soluendis anno quolibet ad festum Trinitatis Domini, promittens dictus *Symonetus* pro se et eius heredibus per juramentum suum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum suorum contra cessionem et quittationem predictas decetero non venire tacite vel aperte. Supponens jdem *Symonetus* se et suos heredes quantum ad hec jurisdictioni curie *lingonensis*. In cuius rei testimonium ad requisitionem dicti *Symoneti* nobis factam per dictum juratum nostrum qui nobis predicta retulit et cui quantum ad hec et maiora fidem plenariam adhibemus sigillum curie *lingonensis* presentibus litteris duximus apponendum. Actum presentibus *Perroneto* de *Alto Villario* et *Guioto* de *Tylicastro* doleario, testibus ad hec vocatis die dominica post festum Trinitatis Domini. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo quintodecimo. — *Johannes Piquardi*. Ita est.

Orig., G. 271, scellé sous simple queue.

N° 58.

20 juillet 1315.

(Die dominica ante festum beate Marie Magdalene.)

Bail à cens. — « *Robertus dictus Jaier de Fixeyo* » reconnaît retenir « *ad censam perpetuam* » du prieur claustral, frère *Sthephanus* et du couvent, une maison à *Coicheyum* occupée par *Humbeletus dictus Truix*; un journal de terre situé « *es craiz de fontene molin* » pres de la terre de *Hugo de Coicheyo*; un journal de terre « *en corcolotes* » près de celle de *Haymo Badier*; un journal « *es arbues de Coicheyo* » près de la terre de *Johannes Truphenot*; pour 35 sols dijonnais de cens annuel et perpétuel, payables le lendemain de la Toussaint.

Robertus dictus Jaier promet « *predicta accensata in bono statu tenere et soluere prefatis religiosis aut eorum successoribus vel dicto mandato suo quinque solidos dicte monete nomine pene et emende quocienscunque ipsum Robertum vel eius heredes deficere contingerit in solutione dictorum triginta quinque solidorum ad dictum terminum facienda... Supposuit siquidem prefatus Robertus se et eius heredes ac predicta accensata tenentes quantum ad hec jurisdictioni curie *lingonensis* ac omnis alterius curie cuiuscunque tam ecclesiastice quam eciam secularis. Volens jdem Robertus se et suos heredes ac predicta accensata tenentes compelli ad premissorum obseruanciam quasi ex re adiudicata tam per excommunicationis quam interdictionis sentencias a nobis vel ab eo qui pro tempore fuerit officialis *lingonensis* quam per captionem, venditionem et expectionem bonorum suorum a quacunque seculari justicia quam dicti religiosi vel eorum successores duxerint eligendam... »*

Fait en présence de *Johannes Piquardi de Longo Vico*,

clerc tabellion de l'official de *Langres*, de *Perronetus dictus Dadot de Dyuione*, clerc et du dit *Sauuegot*.

Orig , G. 339. — Cop., Reg. G. 127, f^o 261 r^o.

N^o 59.

8 décembre 1315.

Lettres sous le scel d'Eudes, sire de Grancey, de la vente d'un pré en la Noe Dame Perrote, faite par Jean, chambellan du sire de Grancey, et Pierre son frère, à Jean, prieur de Saint-Germain.

Nous *Huedes* sires de *Grancey* cheualiers faisons sauoir a touz que en nostre presence pour ce personelment estaubli *Jehamz* nostres chambellans de *Grancey* et *Pierres* ses freres clers hont cogneu et confessey par deuant nous de lour bone volunteez, senz force, senz deceuance, et senz aucune circonuention que il pour lour et pour lour hoirs hont vendu et en non de pure et leaul vendition baillie, quite et deliurey a religious homme et honeste frere *Jeham* priour de leglise de *Saint Germain* dou dit *Grancey* en heritaige perpetuel pour lui et pour ses successours vne piece de pre seant ou finaige de *Grancey* ou leu con dit *la Noe Dame Perrote*, entre le pre dou dit priour dyne part et la riuiere dautre part, et contient autour vne faucie. Et hont faite la dite vendition pour le pris et la somme de huyt liures et dix solz de bons tornois petiz. Des quels il hont cogneu lour hauoir heu et receu lour paiement auterm en bone monois nombree et sen sont tenu pour bien paie par deuant nous. Pour quoi icil *Jehamz* et *Pierres* de la dite piece de pre vendue se sont deuestu pour lour et pour lour hoirs et le dit priour pour lui et pour ses successours en hont reuestu et mis en corporel et perpetuel possession par la tradition de ces lettres. Et hont promis par lour sairemenz donez corporelment sus sainz euuangles en nostre main

pour lour et pour lour hoirs et souz lobligation expresse de touz lour biens moubles et heritaiges presenz et auenir, ceste dite vendition hauoir ferme et estauble a touz iourz et non faire contre en aucun temps par aucune maniere et icele garentir au dit priour et a ses successours en touz leus et contre touz a lour propres couz et despans. Et hont volu et vuelent estre contreint a tenir et garder les chouses dessus dites auxi comme de chouse cogneuhe et adjugie par nostre court, a la jurisdiction de la quel court il hont souzmis quant a ce lour et lour hoirs et touz lour biens moubles et heritaiges presenz et auenir. Et nous *Huedes* dessus nommez la dite vendicion volons, loons et outroions et lamortissons en tant comme il nous appartient. Retenanz a nous et a noz hoirs sus la dite piece de pre justice et seignorie grant et petite et toutes manieres de cas de justice et la garde. En tesmoingnaige des quels chouses nous a la priere et a la requeste des diz vendeours hauons mis nostre grant seaul en ces presentes lettres, faites et donees le lundi apres la feste saint Nicolas dyuer lan de grace mil trois cenx et quinze.

Orig., G. 360, scellé sous double queue.

N° 60.

1315 (?)

Sentence de l'official de Langres, condamnant Garmus, recteur de l'église de Buxerolles, à payer chaque année à l'abbaye de Saint-Etienne une redevance de 16 livres.

In nomine domini, amen. Vniuersis presentes litteras inspecturis officialis *lingonensis* salutem in domino. Per presens publicum instrumentum cunctis pateat euidenter quod cum *Vienetus de Altari* clericus, procurator et procuratorio nomine religiosorum virorum abbatis et

conuentus monasterii *sancti Stephani dyuionensis* traxisset in causam coram nobis magistrum *Garmum* rectorem ecclesie de *Buxeroliis* et contra ipsum petitionem suam coram nobis edidisset in hunc modum. Dicit et proponit in iure coram nobis officiali *lingonensi Vienetus de Altari* clericus procurator et procuratorio nomine religiosorum virorum abbatis et conuentus monasterii *sancti Stephani dyuionensis* contra magistrum *Garmum* qui se gerit pro rectore ecclesie parrochialis de *Buxeroliis*, et contra legitimam personam interuenientem pro ipso quod cum dicti religiosi essent et fuissent in possessione vel quasi iuris percipiendi singulis annis a rectore dicte ecclesie et pro ipsa ecclesia sexdecim libras annui et perpetui redditus certis terminis, videlicet infra octabas Apparitionis Domini octo libras, et alias octo libras infra Ascensionem Domini, dictus *Garmus*, per septem annos nuper preteritos quibus dictam ecclesiam tenuit, in solutione dictarum sexdecim librarum cessauit onino, easque soluere dictis religiosis recusauit et recusat, dictos religiosos sua possessione vel quasi predicta spoliando. Quare petit dictus procurator nomine quo supra dictos religiosos ad statum et possessionem vel quasi dicti iuris reduci et dictas sexdecim libras per dictos septem annos ipsis religiosis subtractas reddi et solui ipsumque *Garmum* seu legitimam personam interuenientem pro ipso ad hoc per nostram diffinitiuam sententiam condemnari et compelli. Tandem dictis partibus videlicet dicto *Vieneto* procuratore nomine quo supra et dicto *Garmo* per discretum virum dominum *Johannem de Puteis* presbiterum procuratorem suum nomine procuratorio dictarum parcium et pro ipsis in nostri notarii publici et testium infrascriptorum presencia constitutis die decima intrantis mensis februarii certam horam vesperarum, indictione quartadecima, vacante adhuc sede apostolica per obitum felcis recordationis domini *Clementis* pape

quinti, vt publice dicebatur dictus dominus *Johannes* procurator dicti *Garnerii* habens inter cetera potestatem componendi, transigendi et pasciscendi cum dictis religiosis et quibuscunque aliis quorum interest seu interesse potest super predictis ab ipsis religiosis petitis prout hec et alia in procuratorio dicti domini *Johannis* signo *Johannis de Acyaco suessionensis* dyocesis clerici sacrosancte romane ecclesie auctoritate publici notarii signato plenius vidimus contineri, cuius procuratorii tenor sequitur in hec verba. In nomine domini m^o ccc^o quinto decimo indictione quarta decima die penultima mensis ianuarii, vacante adhuc sede apostolica per obitum felicitis recordationis domini *Clementis* pape quinti ut publice dicebatur, in mei notarii publici et testium infrascriptorum presentia constitutus discretus vir magister *Garmus de Tilleriis*, rector ecclesie de *Buxeroliis lingonensis* dyocesis illustris domini regis *Francie* clericus, discretum virum dominum *Johannem de Putheis* presbiterum suum facit, constituit et ordinauit uerum et legitimum procuratorem ad componendum, transigendum et pasciscendum cum venerabilibus et religiosis viris abbate et conuentu monasterii *sancti Stephani dyuionensis* et quibuscunque aliis quorum interest vel interesse potest super quodam litigio moto inter dictos religiosos ex vna parte et dictum magistrum *Garmum* ex altera, in curia reuerendi patris domini episcopi *lingonensis* occasione cuiusdam annue pensionis eisdem religiosis seu eorum monasterio sicut dicunt ratione patronatus ecclesie memorate. Dans idem magister *Garmus* dicto procuratori suo plenam et liberam potestatem et speciale mandatum premissa omnia et ea quocunque modo tangencia faciendi ac omnia alia et singula exercendi que certa dictum negocium fuerint oportuna, et que ipse constituens facere posset si personaliter interesset eciam si mandatum exigant speciale, non intendens dictus magister *Garmus*

prestitum procuratorem suum aut aliquos alios ab ipso alios constitutos per presens procuratorium reuocare. Promittentes se ratunt gratum habiturum quicquid per dictum in premissis et ea tangentibus actum gessum ne fuerit seu etiam procuratum. Acta sunt hec *Parisius* in palatio regali, presentibus venerabili viro domino *Petro Cesson* dicti domini regis clerico ac magistro *Petro Racheler* publico auctoritate apostolica notario ad hec vocatis testibus et rogatis. Ac ego *Johannes de Acyaco suessionensis* dyocesis clericus sacrosancte romane ecclesie auctoritate publicus notarius vna cum suprascriptis testibus premissis omnibus et singulis presens fui et huic instrumento inde confecto signum meum solitum apposui rogatus. Virtute cuius procuratorii nomine procuratorio dicti curati et pro ipso confessus fuit littem contestando dictum monasterium *sancti Stephani* predicti debere percipere et habere sexdecim libras annui et perpetui redditus in et de ecclesia de *Buxeroliis* ratione cuiusdem compositionis olim facte inter abbatem dicti monasterii et curatum de *Buxeroliis* qui tunc erat. Que compositio fuit de consensu reuerendi patris domini *Guidonis* dei gratia quondam episcopi *lingonensis* et confirmata per eundem prout in litteris sigillo dicti reuerendi patris sigillatis plenius vidimus contineri, quarum tenor sequitur in hec verba. Vniuersis presentes litteras inspecturis, *Guido* dei gratia *lingonensis* episcopus salutem in domino. Notum facimus quod in nostra presentia constitutis viro religioso fratre *Girardo* abbate *sancti Stephani dyuionensis* et *Guidone dicto Sortes* presbitero curato de *Buxeroliis* dictus curatus confessus est et etiam recognouit quod de discordia que vertebatur inter dictum abbatem et eius conuentum ex vna parte, et ipsum curatum ex altera super portionem quam petebant dicti abbas et conuentus in dicta ecclesia ac capellis et parrochiatu eiusdem in oblationis, decimis, legatis et

rebus aliis quibuscumque ratione iuris parrochiatus quod habent in ecclesia memorata, talis inter ipsos compositio interessit quod dictus curatus et eius successores imperpetuum percipient et habebunt quicquid dicti abbas et conuentus habent et habere et percipere possunt et debent in dicta ecclesia et capellis ac parrochiatu eiusdem et eorum pertinenciis quibuscumque et quicquid habent et habere ac percipere possunt et debent in ecclesia et parrochiatu de *Villario Moroner*, in recunpensatione autem predictorum dictus curatus et ipsius successores soluent et reddent imperpetuum singulis annis dictis abbati et conuentui uel eorum mandato sexdecim libras turonensium terminis inferius annotatis videlicet infra octabas Apparitionis Domini octo libras et infra Ascensionem Domini alias octo libras. Tenebitur autem quicumque erit curatus de *Buxeroliis* pro tempore institutione iuramentum prestare quod dictam summam pecunie persoluet dicto abbati et conuentui uel eorum mandato terminis supradictis. Supplicauerunt autem nobis dictus abbas et conuentus pro ipsis et dictus curatus suo et ecclesie sue nomine quod dictam compositionem ratam habemus et gratam et eam auctoritate dyocesana confirmemus. Nos vero iuramento dicti curati recepto quod in dicta compositione credit vtilitatem dicte ecclesie sue procurare, dictam compositionem pro bono pacis ratam et gratam habemus et eam auctoritate dyocesana confirmamus. In cuius rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum die dominica post festum beati *Nycolay* hyemalis anno domini m^o cc^o septuagesimo sexto. Confessus etiam fuit quod cum dictum monasterium esset in possessione vel quasi iuris percipiendi dictam pensionem, fuit per dictum curatum dominum suum dicta possessione vel quasi spoliatum, qua confessione facta et habita nos dictum dominum *Johannem* nomine procuratorio

dicti curati et pro ipso in personam dicti curati et dictum curatum in personam dicti procuratoris sui volentem et consentientem. Condempnauimus et monuimus viua uoce ad reddendum et soluendum imposterum dictis religiosis sexdecim libras ratione annui et perpetui redditus terminis superius nominatis, alioquin nisi nobis de solutione constiterit nos ipsum curatum ex tunc pro deffectum solutionis cuiuslibet termini in scriptis excommunicabimus monitione alia non premissa. Acta sunt.

D'après la copie, Reg. G. 126, fo 11^{ro}.

N^o 61.

Février 1315/6.

Accord entre l'abbaye de Saint-Etienne et Hugues de Beaumont, prêtre.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis, ego *Hugo de Bello Monte* presbiter, notum facio quod cum *Symonetus de Canabis* quondam filius *Seronitii* cordubernarii et *Dannota* eius vxor defuncta michi vendiderunt ad vitam meam duntaxat vnum modium vini ad mensuram *dyuionensem* annui redditus michi vel mandato meo soluendum a dictis venditoribus apud *Dyuionem* tempore vindemiarum in puris racemis in cuppa mea et de vindemia cuiusdam pecie vinee site in finagio de *Burgis* juxta vineam *Guillermi Sayn* retonsoris pannorum ex vna parte et desertum quod fuit *Galteri Pautini* ex altera vel de vindemia equiualentis si non sufficeret ad solutionem dicti vini, dictique venditores michi dictum vinum assederint ac assignauerint super peciam vinee supradictam, jtem super quandam domum sitam *Dyuione* in vico *es Riboutez* juxta domum *Humberti le Boillart* et mansum *Roquebarat* prout hec in quibusdam litteris sigillo curie *ducis Bur-*

gundie sigillatis plenius continentur. Que quidem vinea et domus obligate erant religiosis viris priori et conuentui monasterii *sancti Stephani dyuionensis*, a tempore quadraginta annorum, in triginta solidis dyuionensibus, cum emenda septem solidorum nisi certa die persoluerentur, et de quibus vinea et domo dicti coniuges dictis priori et conuentui fecerant cessionem, tandem de dictis vinea, domo et modio vini inter me et dictos priorem et conuentum concordatum est in hunc modum, videlicet quod quamdiu ego vixero, ego per me vel per alium percipiam et habebo in capite dicte vinee tempore vendimiarum anno quolibet de racemis in dicta vinea prouenientibus duodecim sextarios vini puri et mustalis de parte dictos religiosos contingente et si dicta pars non sufficeret quolibet anno ad soluendum michi vel mandato meo predictos duodecim sextarios vini vt supradictum est ego tenerer de defectu expectare vsque ad alios annos subsequentes de anno in annum prosequendo quousque dictus defectus michi vel mandato meo totaliter adimpleretur parte tamen fructuum dicte vinee ad dictos religiosos pertinente in manu mea obligata propter hoc remanente, dictaque domus per pactiones predictas dictis priori et conuentui jmmunis et libera remanebit et in eadem nichil juris pro me et meis reclamare potero vel debebo. Item actum est inter me et dictos religiosos quod dicti religiosi predictam vineam excoli facient per se vel per alium de consensu meo ad talem partem qualem dicti religiosi potuerunt inuenire et de dicta parte dictos religiosos contingente, ego meos duodecim sextarios dicti vini modo premissis percipiam et habebo, me vero sublato de medio dicta vinea dictis religiosis pacifice reuertetur. Has autem conuentiones teneor et promitto pro me et meis per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum firmiter tenere et inuiolabiliter

obseruare, et volo me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Et nos officialis *lingonensis* predictus, ad preces et requisitionem dicti *Hugonis* nobis oblatas per *Johannem Piquardi* de *Longo Vico* clericum tabellionem curie *lingonensis* juratum, in cuius jurati presencia predicta sunt a dicto *Hugone* facta, dicta et recognita, qui etiam juratus nomine nostro et vice nostra dictum *Hugonem* de consensu suo condempnauit et viua voce monuit ad tenenda et adimplenda ac obseruanda omnia et singula supradicta prout jdem juratus nobis retulit, cui quidem juratus quantum ad hec et maiora fidem plenariam adhibemus et commisimus vices nostras sigillum curie *lingonensis* presentibus litteris duximus apponendum. Actum presentibus *Stephanino* de *Accellis* et *Perroneto Dadot* de *Dyuione* clericis, testibus ad hoc vocatis die lune in octabis festi Purificationis beate Marie virginis, anno domini millesimo trecentesimo quinto decimo. *Johannes Piquardi*. Ita est.

Orig., G. 271, scellé sous double queue. — Cop., Reg. G. 127, f° 47 v°.

N° 62.

4 mars 1315/6.

Le duc Eudes amortit la rente léguée par le duc Robert à l'église Saint-Etienne pour son anniversaire.

Nous *Eudes*, dux de *Borgoigne*, faceons sauoir a touz que comme nostre chiers peres dou Diex hait lame *Robers* dux de *Borgoigne* pour le remede de same et pour faire chascun an son anniuersaire a touz jours mais le jour de son obit hait laissie a religieuses persones labbey le priour et le couant de *saint Estiene* de *Diion* dix liures tournois de annuel rente et nostre amez clers maistres *Pierres* de *Semur* hait paie es diz religieux cent liures

tornoiz pour acheter la dicte rante. Nous volons et octroons es diz religieux que il puissent acheter la dicte rente en noz fiez, rerefiez et aleux de nostre duchesme tanque a cent liures de fort tournois. En tesmoignaige de la quel chouse nous hauons fait mettre nostre grant seaul en ces presentes lettres. Donne en *Juigny* le juefdi apres les bordes, lan de grace mil ccc et quinze.

D'après la copie, Reg. G. 127, fo 5 vo. — Autre Cop., Reg. G. 133, fo 146 vo.

N^o 63.

Mars 1315/6.

Le chanoine Alardus confirme la donation d'un meix, faite
à l'abbaye de Saint-Etienne.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo quintodecimo mense martio die mercurii post dominicam qua cantatur judica me, ego frater *Alardus* de *Dyuione* quondam prior de *Fauerneyo*, canonicus monasterii *sancti Stephani dyuionensis*, notum facio vniuersis quod cum antequam dictum monasterium fuerim ingressus et habitum dicte religionis susceperim quidam mansus situs *Dyuione* extra *portam comitis* juxta domum que fuit a *la Piarde* et domum heredum *Borse-trouee* esset de me proprio patrimonio, et ego dictum mansum pro me et meis heredibus dederim, concesserim et quittauerim penitus ac in perpetuum Deo, priori et conuentui monasterii predicti. Ego donationem, concessionem et quittance[m] predictas volo, rattifico et approbo penitus et confirmo, promittens bona fide et sub voto religionis mee contra tenorem presencium non venire omnibus exceptionibus postpositis et remotis. In quorum testimonium litteris istis sigillum curie domini

ducis Burgondie rogauit et rogo apponi. Actum in presencia *Johannis Piquardi* coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis*, *Alardeti* de *Fauerneyo* clerici et *Alardeti Mugnerii* eiusdem loci testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 283, scellé sous double queue. — Cop., Reg. G. 133, f° 359 v° et G. 127, f° 84 r°.

N° 64.

12 avril 1316.

L'évêque de Langres, Guillaume, déclare n'avoir pas voulu porter atteinte aux droits de l'abbaye, en y logeant les jeudi et vendredi saints.

Nos *Guillermus*, miseratione diuina *lingonensis* episcopus, notum facimus vniuersis quod nos die jous in cena Domini et die veneris sequenti fuimus in abbazia *sancti Stephani diuionensis* et ibidem confecimus sanctum crisma et fuimus in expensis abbatis dicti loci, non visitationis vel procurationis causa, sed ab ipso abbate inuitati, quare nolumus quod propter hoc dicto abbati aliquod preiudicium generetur. Datum *Diuione* die lune post Pasca anno Domini m° ccc° sexto decimo.

Orig., G. 123, scellé sous simple queue, cire rouge (Arviset). — Cop., Reg. G. 133, f° 198 v°.

N° 65.

14 juin 1316.

(Lundi après l'octave de la Trinité.)

Bail à cens. — *Galtheretus* de *Aqueductu*, bourgeois de *Dijon*, et *Osanneta*, sa femme, reconnaissent retenir de l'abbaye de *Saint-Etienne* « ad censam ad vitam eorum et superuiuentis ex ipsis » une maison avec ses dépen-

dances à *Dijon*, rue « *es ribotez* », près de la maison de « *le Bollenot* » et du meix de *Roquebarat* ; pour 45 sols dijonnais payables, savoir : 25 à la Toussaint et 20 à la Nativité de Saint-Jean-Baptiste.

Fait en présence de *Johannes Piquardi* clerc tabellion, *Galtheretus Bone* et de *Perellus Tout le monde de Aque-ductu*.

Orig., G. 271, scellé sous simple queue.

N° 66.

Juin 1316.

Vente d'une maison, située à *Dijon*, rue « *es channex* », à *Girardus* par *Johanna*, veuve de *Villemardus Chappon*, et ses enfants.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo sextodecimo mense iunio nos *Johanna* relictā *Villemardi Chappon* de *Dyuione*, *Bartholometus Moninus* et *Gileta* eius liberi, notum facimus vniuersis quod nos pro nobis et *Perroneto* filio mei dicte *Johanne* fratre que nostrum liberorum predictorum annis minore pro quo manucapimus et nos fortes facimus, sine fraude et aliqua circonuentione vendimus, concedimus et in perpetuam hereditatem pro nobis et nostris quitamus *Girardo* filio quondam *Johannini* dicti de *Ponte* de *Accellis* pro se et suis quandam domum absque manso et aliis pertinentiis sitam *Dyuione* in vico *es channex* iuxta domum *Therrici* de *Tylicaslro* ex vna parte et iuxta curiam nostram ex altera, precio viginti quinque librarum bonorum paruorum turonensium, quas a dicto emptore habuimus et recepimus in pecunia numerata et de eisdem nos tenemus plenarie pro contentis, deuesientes nos nomine quo supra de dicta domo vendita inuestiendo dictum emptorem pro [se] et suis corporaliter de eadem, tenemurque et promittimus nomine quo supra

per iuramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum dictam domum a nobis venditam libere pro censu ad perticham prefato emptori et suis contra omnes perpetuo garantire, deffendere et tenere in pace jn iudicio et extra nostris propriis sumptibus et expensis ac facere et prestare quicquid jn causa euictionis debet fieri et prestari, facereque et procurare quod quancito dictus *Perronetus* ad etatem legitimam deuenerit, venditioni huiusmodi suum prebebit consensum pariter et assensum. Renunciamus siquidem in hoc facto exceptionibus dicte venditionis legitime non facte, dicte pecunie non habite et non numerate, spei future habitionis et numerationis, deceptionis in aliquo et omnibus aliis que contra tenorem presencium possent obici seu dici. Et volumus nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presentia *Johannis Rateti* notarii dyuionensis, *Thierrici de Tilicastro* et *Guillermi filii* quondam *Villermi Saunerii de Dyuione*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 278, scellé sous double queue.

N° 67.

Juillet 1316.

Vivianus, fils de Bernardus Guibert, et Hugo Chopillex se portent fidéjusseurs pour les amodiataires des dîmes de blé appartenant à l'abbaye.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo sextodecimo mense julio, nos *Viuianus* filius quondam *Bernardi Guibert de Dyuione* et *Hugo Chopillex* dicti loci, notum facimus vniuersis quod cum *Perronetus* frater mei *Viuiani* predicti, *Odinus* filius quondam *Moriseti de Vergeyo* et *Johannetus li Copardez de Dyuione* retinuerunt quilibet eorum jn solidum ad

amodiationem a religioso viro et honesto fratre *Hugone* abbate monasterii *sancti Stephani dyuionensis* decimas messium proximo venturarum omnium bladum terrarum sitarum in finagio *dyuionense*, que decime ad ipsum monasterium *sancti Stephani* pertinent, cum omnibus juribus ad dictas decimas spectantibus, precio quatuor viginti et quindecim eminarum bladi, frumenti et auene per medium, quod bladum erat soluendum dicto abbati messibus supradictis, et debebant dicti retentes dictum bladum ponere dictarum decimarum in grangia dicti abbatis de *Tulleyo*. Super quibus *Bartholometus* li *Cliuex*, *Perronetus* filius quondam *Villermi Guiller* et *Stephanetus Olearius* de *Dyuione* constituerunt se quilibet in solidum fideiussores principales debitores et redditores. Nos ad preces et requisitionem dictorum retentorum et fideiussorum constituimus nos quilibet nostrum in solidum in manu dicti abbatis et eius successorum una cum dictis retentoribus et fideiussoribus et in solidum fideiussores principales debitores et redditores promittimus per iuramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum predicta ad defectum dictorum retentorum et fideiussorum, et ad requisitionem dicti abbatis seu eius successorum penitus adimplere et contra tenorem presentium non venire tacite vel aperte. Renunciamus in hoc facto ex certa sciencia omnibus exceptionibus que contra tenorem presentium possent obici seu dici, et volumus nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Piquardi* coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis*, *Balduyni Yuorini* et *Jaqueti* de *Poilleyo* testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 255, scellé sous double queue.

N° 68.

18 août 1316.

Fondation d'un anniversaire en l'église Saint-Etienne par Hugo du Pautez.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis officialis *lingonensis* salutem in domino. Noueritis quod in presencia *Johannis Francisci* de *Dyuione* clerici tabellionis nostri jurati, cui quantum ad hoc commisimus vices nostras, propter hoc personaliter constitutus vir venerabilis et discretus dominus *Hugo dictus dou Pautez* de *Dyuione*, canonicus *sancti Kyriaci* de *Prunino* olim officialis *tornascensis* sacerdos, volens anime sue saluti prouidere dat, cedit, concedit et quittat in hereditatem perpetuam pro se et suis heredibus, donatione pura et irreuocabili facta inter viuos pro remedio anime sue et antecessorum suorum triginta solidos dyuionenses annui et perpetui redditus seu census, Deo et religiosis conuentus ecclesie *sancti Stephani dyuionensis* ab eisdem religiosis vel suo mandato percipiendos et habendos annis singulis imperpetuum a tenentibus et possidentibus quandam domum cum eius manso et pertinenciis que sita est *Dyuione* in vico *es Aufrois* vltra portam nouam, iuxta domum que dicitur domus de *Monreaul* et domum *Guioti Cardinet*, quam quidem domum tenet ad censam perpetuam ab eodem *Hugone Laurentius Corrigarius* sub annuo censu seu redditu triginta solidorum dicte monete, supra quam domum cum eius fundo, manso et pertinenciis assessi sunt et assignati triginta solidi prefati monete eidem *Hugoni* et suis perpetuo persoluendi, de quo quidem annuo redditu seu censu modo premissis assesso et assignato ipsi *Hugoni* debito inuestiuit dictum conuentum et in possessionem corporalem induxit coram dicto jurato nostro per traditionem cuiusdam cedulae quam tradidit fratri *Theobaldo dou Pautez* nepoti ipsius *Hugonis*

canonico dicte ecclesie. Rogans dictus *Hugo* tenore presencium religiosos antedictos quatenus ipsi quandiu dictus *Hugo* vixerit in humanis quarto kalendas decembris annis singulis jmperpetuum missam de Sancto Spiritu cum oratione pretende pro ipso *Hugone* et post decessum suum missam pro defunctis pro ipso et antecessoribus suis velint celebrare. Promisit siquidem dictus *Hugo* bona fide et in verbo sacerdotis, necnon et sub expressa obligatione omnium bonorum suorum mobilium et jmmobilium presencium et futurorum pro se et suis heredibus quos ad hoc obligat idem *Hugo* specialiter et expresse dictum annuum redditum seu censum dictis religiosis et suis successoribus perpetuo contra omnes garantire, deffendere et in pace tenere, in judicio et extra contra quascunque personas et in se littis onus suscipere et transferre contra omnes calumpniatores si qui super hoc apparuerint jnfuturum quod absit quancito et quocienscunque fuerit super hoc requisitus, ac facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari et contra tenorem presentium non venire jnfuturum quoquomodo facto, verbo, consensu vel jure seu consuetudine aut modo alio qualicunque. Has autem donationem, cessionem et quiltationem ac omnia et singula predicta prout superius sunt expressa, *Johannes dictus dou Pautez* et *Boneta* vxor *Villermeti Rabi de Dyuione* heredes affuturi dicti *Hugonis* coram dicto jurato nostro personaliter constituti laudauerunt, approbauerunt et penitus confirmauerunt, confitentes predicta omnia et singula prout superius exprimuntur de consensu suo expresso esse facta, promittuntque per sua juramenta et sub obligatione omnium suorum bonorum quorumcunque contra tenorem presencium non venire per se vel per alium tacite vel aperte. Supposuerunt jnsuper prefati *Hugo*, *Johannes dou Pautez* et *Boneta* se, heredes suos ac omnia bona sua quantum ad hoc jurisdictioni curie *lingonensis*.

In cuius rei testimonium ad requisitionem dictorum *Hugonis Johannis dou Pautez* et *Bonete* nobis factam predictum juratum nostrum qui nobis predicta retulit et cui quantum ad hec et maiora fidem plenariam adhibemus sigillum curie *lingonensis* presentibus litteris duximus apponendum. Actum presentibus domino *Odone Chastelaine* curato de *Ougiis* presbitero et *Johanne Cultilerii* de *Dyuione* clerico, testibus ad hoc vocatis, die mercurii post festum Assumptionis beate Marie virginis, anno Domini millesimo trecentesimo sextodecimo. — *Johannes Francisci* de *Dyuione* clericus, jta est.

Orig., G. 280, scellé sous double queue. — Cop., Reg. G. 133, fo 160 r^o.

N^o 69.

Octobre 1316.

Jehans, fils d'Yver de Boillans, empêché par le procureur de l'abbaye de Saint-Etienne de reprendre la succession de Guillemote li Champenoise, sa tante, décédée à Velle-sous-Gevrey, à moins de se déclarer homme de l'abbaye, de résider audit Velle, s'y refuse et vend l'écheoite 60 sols à l'abbaye.

En non de Notre Soignour, amen. Lan de lincarnacion dicelui mil trois cenx et seze ou mois de octobre, ge *Jehans* filz *Yuer* de *Boillans* lainier de *Perrenote* femme dicelui *Yuer* fais savoir a touz cels qui verront et orront ces presentes lettres que comme *Guillemote li Champe-noise* de *Vile soz Geurey* suer de ma dite mere soit trespassee sanz hoirs de son propre corps et ge comme li plux pruchains hoirs voussisse venir a lescheoite et a la succession de la dite *Guillemote* et religieuse persone labbes de liglise de *saint Estiene* de *Dyion* my meist troble et empoichement en disant que la chose li estoit taillauble et que ge ne la pooie ne deuoie tenir se ge ne venoie demorer au leu et deservir de lui auxi cum façoit

la dite *Guillemote* ma tante. A la parfin, dou consoil de prodommes, acordez est que ge dou congie, de lactorite et dou consantement dou dit *Yuer* mon pere, hay quitte et quittois a touz jors mais au dit abbe et a siglise la dite eschoite et tout le droit et toute lacion que ge ne ma dite mere y poons hauoir par le pris de sexante solz de bons petiz tornois les quelx li diz abbes man hay done de grace et les quelx ge hay de lui recehuz en deniers nombrez et man tien par bien paieiz. Par quoy nos li diz *Jehans* et *Yuer* ses peres, promettons par nos et par nos hoirs par nos sairemanz donez corporelmant sur sainz euuangles et soz lobligation de touz nos biens que nos ne vierrons contre ceste quittance, mas la dite eschoite garantirons au dit abbe et a ses successours et a la dite yglise contre tous eschoitours qui riens y voudront demander par raison de pruchainete ou de succession, et renuncons en cest fait par tant comme hun chascun de nos toiche a toutes excepcions de droit et de fait qui nos porroient aidier a venir contre la tenour de ces lettres et volons estre controinz a garder les chouses dessus dites comme de chouse adiugie par la cort monsoignour le *duc de Borgoigne* a la iurisdiction de la quele nos submettons quant a ce nos, nos hoirs et touz nos biens. En tesmoingnaige de la quel chouse nous hauons requis le seaul de la dite cort estre mis en ces presentes lettres. Cest fait en la presence de *Jehan le Ratat* notaire de *Dyion*, de *Guillemot de Gencigney* et de *Gautier Fauconot* de *Dyion* clers, tesmoinz a ce appelez lan et le mois dessus diz.

Orig., G. 390, scellé sous double queue.

N^o 70.

Novembre 1316.

Reginela de Bèze vend pour 5 ans, à Johannes Belorgier, chanoine de Saint-Etienne, une vigne de quatre journaux et la moitié d'une maison et d'un pressoir.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo sextodecimo mense nouembris, ego *Reginela* relictæ *Demoingeti* de *Pasquis* morans apud *Besum* notum facio vniuersis quod ego non decepta, nec coacta, sed circa hoc preuisa, vendo, concedo et quitto religioso viro fratri *Johanni Belorgier* canonico monasterii *sancti Stephani dyuionensis*, a data presencium litterarum vsque ad quinque annos proximo et continue subsequentes et venturos, quinque fructus leuantes et inportantes quandam peciam vinee continentem circa quatuor jornalialia, sitam in sinagio de *Canabis* en *serecourt* iuxta vineam religiosorum *sancti Stephani* et viam publicam, jtem medietatem vnus torcularis domusque et pertinentium eiusdem sitorum ante ecclesiam dicte ville de *Canabis* prout partitur cum religiosis antedictis. Et hanc venditionem facio pretio viginti librarum turonensium paruorum bonorum michi a dicto emptore in numerata pecunia solutorum et de quibus teneo me plenarie pro contenta. Promittens pro me et heredibus meis per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum predicta prout premittitur vendita quitta et libera videlicet, vineam pro censu et decima et medietatem torcularis, domus et pertinentium eiusdem libere ab omni onere prefato emptori et successoribus suis contra omnes vsque ad finem predicti termini garantire, deffendere et in pace tenere in iudicio et extra meis propriis sumptibus et expensis si qui calumpniatores quod absit apparerent quancito, quociens et quacunque parte littis

super hec fuero requisita, nec non facere et prestare quicquid in causa evictionis debet fieri et prestari, ipsumque emptorem et suos super predictis indempnes penitus observare et eidem omnia dampna pacifice resarcire, que pro defectu meo occasione predictorum solo suo verbo simplici se dixerit incurrisset. Sciendum est tamen quod idem emptor tenetur durante dicto termino dictam medietatem torcularis, domus et pertinaciarum manutenere dictamque peciam vinee bene et fideliter excolere suis sumptibus propriis et expensis et in ipsa petia vinee facere le pruex de duodecim hominibus anno quolibet quinque annorum predictorum, renuncio siquidem in hoc facto ex certa scientia exceptionibus doli mali, vis, metus, lesionis, vel circonventionis in factum dicte venditionis non legitime facte, dicte pecunie non habite et non numerate, spei future habitationis et numerationis, deceptionis ultra dimidiam vel minus dimidia justiprecii seu in aliquo omni juri in fauorem mulierum introducto et omnibus aliis exceptionibus juris et facti que contra tenorem presencium possent obici seu dici, voloque me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Rateti* notarii *dyaionensis*, magistri *Stephani le Montenet* et *Richardini Lombardi* de *Dyuione*, testium ad hec vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 331, scellé sous double queue.

N° 71.

Février 1316/7.

Vienetus Maignoz de l'Espay donne deux maisons, dans la rue Saint-Antoine, à l'abbaye de Saint-Etienne pour un anniversaire.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo sextodecimo mense februarii, ego *Vienetus dictus Maignoz de lespay* morans apud *Villam*

subtus Geureyum notum facio vniuersis quod ego, consideratis jmmensis beneficiis, auxiliis et curialitatibus hactenus michi jmpensis a religiosis viris priore et conuentu monasterii *sancti Stephani dyuionensis* et que michi iidem religiosi de die in diem faciunt et facere promittunt jnfuturum necnon et pro anniuersario meo in ecclesia dictorum religiosorum anno quolibet et post decessum meum perpetuo faciendo, jn recompensationem eorundem ex certa sciencia, dono, concedo et quitto religiosis eisdem donatione pura, perpetua et jrreuocabili facta inter viuos, duas domos contiguas sitas *Dyuione* in vico *sancti Anthonii*, juxta domum dicti *Gelebon* et domum *Laurentii filii Durandi Courbot* cum curtilibus retro sitis fundisque mansis et pertinenciis earundem, de quibus me deuestio pro me et meis penitus, dictosque religiosos pro se et suis successoribus ex nunc jnuestio perpetuo corporaliter de eisdem. Et promitto pro me et meis per meum iuramentum ad sancta Dei euangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum predicta in dicta donatione contenta dictis religiosis et suis successoribus contra omnes garantire, deffendere et in pace tenere et contra dictam donationem non venire jnfuturum tacite vel expresse, renuncians in hoc facto sub meo iam prestito iuramento ex certa sciencia exceptionibus doli mali, lesionis et circonuentionis deceptionis in aliquo predictorum modo premissis seu modo debito non gestorum et omnibus aliis que contra tenorem presentium litterarum possent obici seu dici, jurique dicenti generalem renunciationem non valere, volens me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presentia *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis*, *Henrici* et *Costanis* dictorum *les Broissoz* fratrum de *Villa subtus Geureyum*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 280, scellé sous double queue, cire verte (Arviset). — Copies : G. 127, f° 40 r°, et G. 133, f° 155 r°.

N^o 72.

1^{er} mars 1316/7.

Lettres de Jean, abbé de Bèze, délégué par l'évêque de Langres au sujet de la confirmation, demandée par les chanoines de Saint-Etienne, de l'élection comme abbé de frère Poincardus, prieur de Til-Châtel.

Frater *Johannes*, abbas humilis monasterii *besuensis*, commissarius ad infrascriptum negocium a reuerendo jñ Christo patre ac Domino, domino *Guillermo* Dei gratia *lingonensi* episcopo, discretis viris magistro *Petro Grueti* rectori ecclesie *sancti Philiberti*, magistro *Haymoni de Donnapetra*, canonico *capelle Ducis* et magistro *Johanni Francisci* publico apostolice sedis auctoritate notario, salutem in domino. Litteras prefati reuerendi patris domini *lingonensis* recepimus formam que sequitur continentes : *Guillelmus* miseratione diuina *lingonensis* episcopus religioso viro abbati *besuensi* salutem jñ domino. Ex parte religiosorum virorum prioris claustralis et conuentus monasterii *sancti* (sancti) *Stephani dyuionensis* nostre dyocesis nobis extitit humiliter supplicatum vt nos electionem per ipsos per viam compromissi concorditer celebratam de religioso viro fratre *Poincardo* priore *Tilicastri* jñ abbatem predicti monasterii tunc vacantis per mortem bone memorie fratris *Hugonis* quondam abbatis ipsius monasterii tanquam rite et canonice ac de persona ydonea celebratam confirmare auctoritate ordinaria dignaremur. Nos itaque multis aliis negociis jmpediti jñ negocio confirmationis vel infirmationis predictæ ad presens vacare non possumus, vobis jñ dicto negocio et omnibus et singulis illud tangentibus hac vice committimus vices nostras. Datum apud *Castillionem super Sequanam* die dominica qua cantatur reminiscere anno domini m^o ccc^o sexto-decimo. — Hinc est quod nos negocium nobis a domino episcopo predicto commissum volentes sequi reuerenter

vobis et vestrum singulis jñ solidum precipimus et mandamus quatinus vt nichil de contingentibus omittatis, vos an alter vestrum ad monasterium *sancti Stephani* predicti personaliter accedentes jñ ecclesia dicti monasterii hora prima aut in capitulo conuentum ipsius monasterii personum campane vocato citetis et denunciatis in... eciam vbi nullus apparuerit contradictor vt omnes et singuli qui confirmationem electionis nuper in dicto monasterio celebrate de religioso viro fratre *Poincardo* prioratus de *Tylicastro* priore electo jñ abbatem monasterii supradicti se voluerint opponere, si vero contradictor appareat ipsum contradictorem qui apparuerit nominatim citetis vt ad diem jous ante dominicam qua cantatur letare iherusalem hora tertia compareant *Dyuione* jñ dicto monasterio coram nobis dicturi et proposituri quidquid jñ electi predicti personam aut electionis formam proponere voluerunt aut eciam allegare. Nos, omnem conuentum et singulos qui contra electi personam aut electionis formam aliquid proponere voluerint ad dictos locum, diem et horam, quas diem et horam sibi pro perhemptorio termino assignamus, citamus et vocamus tenore presencium ad premissa. Iniungimus nichilominus omnibus et singulis quos presens negocium tangit vel tangere potest vt predictis loco, die et hora compareant coram nobis aliquin ad dicte electionis confirmationem vel infirmationem procedemus vt jus erit eorum absentia non obstante ipsis vlterius non vocatis. Datum anno domini m^o ccc^o sextodecimo die martis post dominicam qua cantatur reminiscere.

Orig., G. 140, scellé sous double queue.

N^o 73.

2 mars 1316/7.

Prorogation de l'assignation donnée par l'abbé de Bèze, délégué de l'évêque de Langres pour procéder à la confirmation de l'élection de l'abbé de Saint-Etienne.

Frater *Johannes* humilis abbas monasterii *besuensis* commissarius datus a reuerendo jn Christo patre ac Domino, domino episcopo *lingonensi* super negocio confirmationis electionis facte de fratre *Poncardo* (1) priore *Tylecastri* electo jn abbatem monasterii *sancti Stephani dyuionensis*, discretis viris magistris *Hemoni* (2) de *Donna Petra* canonico capelle *ducis* et *Johanni Francisci* publico apostolica auctoritate notario, salutem. Cum nos ad procedendum super negocio premissio diem jous ante letare Jerusalem hora tertia jn monasterio *sancti Stephani* predicto duxerimus assignandum, et omnes et singulos si qui sint qui dicte confirmationi se apponere (3) voluerint ad dictos diem, locum et horam perhentorie (4) citauerimus seu citari fecerimus dicturos et proposituros quicquid dicere voluerint quare dicta electio non debeat confirmari cum intimatione etc... Nosque dicta die prefato negocio vacare non possumus aliis negociis impediti. Vobis mandamus quatinus vos aut alter vestrum assignationem et citationem predictas quas vsque ad diem veneris immediate sequentem tenore presentium prorogamus et ponimus prorogatas et positas jn diem veneris jmmEDIATE sequentem in ipso monasterio publice nuncietis. Citantes ad dictam diem veneris, hora tertia coram nobis jn dicto monasterio omnes et singulos qui quidquam dicere

(1) Cette pièce est reproduite dans l'acte suivant avec les modifications : Ponczardo.

(2) Haymoni.

(3) Opponere.

(4) Peremptorie.

voluerint quare dicta electio non debeat confirmari dicturos et proposituros jñ premissis et circa premissa quidquid (1) duxerint proponendum cum intimatione quod ex tunc non audientur ymmo ad dictam confirmationem procedemus vt ius erit. Datum die martis post dominicam qua cantatur oculi mei, anno domini m^o ccc^o sexto-decimo.

Orig., G. 140, scellé sous simple queue.

N^o 74.

8 mars 1316/7.

Citation faite aux religieux de Saint-Etienne devant l'abbé de Bèze pour faire connaître les raisons pour lesquelles ils s'opposaient à la nomination de frère Ponsard, nouvel abbé de Saint-Etienne.

Per hoc presens publicum jñstrumentum omnibus presentibus et futuris sit notorium quod in presencia mei notarii publici jñfrascripti et testium subscriptorum, vir venerabilis et discretus magister *Haymo de Donna Petra* canonicus *capelle* domini *ducis* de *Dyuione* recepit litteras venerabilis jñ Christo patris fratris *Johannis* Dei gratia abbatis humilis monasterii *besuensis lingonensis* dyocesis commissarius reuerendi jñ Christo patris domini *G. Dei* gracia episcopi *lingonensis* quoad infra scripta formam que sequitur continentes : « Frater *Johannes* humilis abbas... » (Suit la charte n^o 73.) Quibus litteris sigillo predicti commissarii sigillatis prout prima facie apparebat, idem magister *Haymo* mandatis jñ ipsis litteris obediendo et parendo easdem litteras jñ capitulo monasterii *sancti Stephani*, campana ad congrandum conuentum eiusdem monasterii prout moris est pulsata, presentibus et audien-

(1) Quicquid.

tibus omnibus canonicis ipsius monasterii qui voluerunt seu potuerunt interesse, sollempniter legit, et citavit ad dictos diem, locum et horam coram dicto commissario omnes et singulos qui quidquam dicere voluerint quare dicta electio non debeat confirmari dicturos et proposituros in premissis et certa premissa quicquid duxerint proponendum cum intimatione quod ex tunc non audientur, ymmo ad dictam confirmationem procedetur ut jus erit per dictum commissarium prout in suis litteris continetur. Acta sunt hec in dicto capitulo anno et die mercurii predictis circa horam terciam iudictione quinta decima pontificatus sanctissimi patris domini *Johannis* pape *XII* anno eiusdem primo. Presentibus domino *Lamberto de Thardo* presbitero et *Johanne dicto de Broichons* de *Dyuione* predicto clerico, testibus ad hec vocatis specialiter et rogatis.

Et ego *Johannes Francisci* de *Dyuione* *lingonensis* dyocesis clericus apostolica auctoritate publicus notarius litterarum predicti domini abbatis commissarii receptioni, earum lectioni, anno et die ac hora et loco predictis quibus prorogavit et prorogatam habuit dictam diem jous usque ad diem veneris immediate sequentem ut premititur, citacioni, intimationi ac aliis omnibus et singulis predictis per dictum magistrum *Haymonem* factis ut premititur vna cum eodem executore et testibus prescriptis, presens interfui et super hiis hoc presens instrumentum manu propria confeci et scripsi ac signo meo consueto signavi rogatus.

Orig., G. 140.

N° 75.

Mars 1316/7.

Reconnaissance de quinze deniers de rente.

Guionetus li Chasey fils de feu *Guillermus le Chasey* déclare qu'autrefois *Haymo Chauchardi*, père de sa mère *Gileta*, a légué a *Saint-Etienne* une rente de 30 sous dijonnais pour son anniversaire, et que pendant sa vie, sa mère *Gileta* devait tous les ans aux religieux 6 sous dijonnais pour sa part des 30 sous ; *Guionetus li Chasey*, étant héritier de sa mère pour un cinquième, reconnaît devoir aux religieux 15 deniers dijonnais de rente annuelle pour sa part desdits 6 sous ; il promet de les payer à la Saint-Nicolas d'hiver. Les 15 deniers sont assignés sur une maison avec le manse et ses dépendances à *Dijon*, rue de la *Parcheminerie* (in pargame-nario) près de la maison « domini *Haymonis Baudeti* » et de celle de *Demoingetus Acelette*.

Fait « in presentia *Johannis Piquardi* coadiutoris *Johannis Rateti*, notarii dyuionensis, domini *Guillermi Loure* presbiteri, *Johannis de Saceneyo* et *Seguini* carpentarii, testium ».

Orig., G. 262, scellé sous double queue. — Cop., Reg. G. 133, fo 159 r°.

N° 76.

25 avril 1317.

Reconnaissance par Bona, veuve de Micheletus de Bella Vaura, cuisinier de l'abbé de Saint-Etienne, du don viager qui lui a été fait par l'abbaye d'une maison derrière Saint-Michel et d'une vigne aux Argillières.

Vniuersis presentes litteras inspecturis, officialis *lingonensis* salutem in domino. Noueritis quod in presentia *Stephani Dolearii* de *Dyuione* clerici jurati nostri coadiu-

torisque a nobis deputati *Johannis Francisci* de dicto *Dyuione* clerici tabellionis curie *lingonensis* propter hoc personaliter constituta, *Bona* relicta *Micheleti* de *Bella-Vaura*, quondam coqui abbatis *sancti Stephani dyuionensis*, recognouit et confessa est quod cum religiosi viri abbas et conuentus monasterii *sancti Stephani dyuionensis* ordinis *sancti Augustini lingonensis* dyocesis sibi dederint et concesserint ad vitam ipsius *Bonete* quamdiu in dominio dictorum religiosorum remanebit pro seruiciis eisdem religiosis a dicto *Micheleto* actenus jmpensis quandam domum cum eius manso et pertinenciis sitam *Dyuione*, retro ecclesiam *sancti Michaelis dyuionensis*, juxta domum *Hugoneti Lostanlier* et domum *Johannini* de *Buris*, item et quandam peciam vinee sitam in finagio *dyuionensi en largillere*, juxta vineam *Philippi Lanarii* et vineam heredum de *Borda*. Ipsa *Boneta* predicta sic sibi donata tenetur et promittit manutenere et in bono statu tenere quamdiu vixerit et in dominio dictorum religiosorum remanebit, dicta vero *Boneta* sublata de medio predicta sic donata ad dictos religiosos pacifice reuertentur, supposuit insuper dicta *Boneta* se et sua bona quantum ad hec jurisdictioni curie *lingonensis*. In cuius rei testimonium ad requisitionem dicte *Bonete* nobis factam per dictum juratum nostrum qui nobis predicta retulit et cui quantum ad hec et maiora fidem plenariam adhibemus sigillum curie *lingonensis* presentibus litteris duximus apponendum. Actum presentibus *Perroneto* de *Foncegriue* clerico et domino *Johanne* de *Gy* presbitero *sancti Medardi*, testibus ad hoc vocatis die lune in festo beati Marci euuangeliste anno domini millesimo trecentesimo decimo septimo. *Stephanus Dolearii*. Ita est.

Orig., G. 272, scellé sous simple queue.

N^o 77.

18 mai 1317.

Accord entre l'abbaye de Saint-Etienne et la chapelle du duc,
relatif à une donation faite par le doyen de Vergy.

Nos frater *Ponczardus* humilis abbas totusque conuentus monasterii *sancti Stephani dyuionensis* ordinis *sancti Augustini lingonensis* dyocesis notum facimus vniuersis quod cum nos teneremur discreto viro domino *Bertholomeo de Prumellis* decano ecclesie *sancti Dyonisii de Vergeyo eduensis* dyocesis in quadraginta solidatis terre ad mone-
tam *dyuionensem* annui et perpetui redditus soluendis a nobis quolibet anno jmperpetuum dicto domino *Bertholomeo* et suis heredibus ratione duarum peciarum prati continentium quinque secturas, quas dictus dominus *Bertholomeus* nobis et successoribus nostris tradidit, concessit et quittaui perpetuo possidendas, que site sunt in praeria de *Maigneyo* et de dictis quadraginta solidatis terre, dictus dominus *Bertholomeus* dederit et concesserit imperpetuum nobis conuentui predicto viginti solidatas terre, ac decano et capitulo *capelle* illustris principis domini *ducis Burgondie de Dyuione* alias viginti solidatas terre pro anniuersario ipsius *Bertholomei* in ecclesia dictorum decani et capituli pro remedio anime sue quolibet anno semel in anno jmperpetuum celebrando. Nos predicti abbas et conuentus, pro dictis viginti solidatis terre decano et capitulo datis et concessis, tradimus et deliberamus jmperpetuum ipsis decano et capitulo medietatem cuiusdam domus pro indiuiso cum fundo et pertinentiis eiusdem medietatis site *Dyuione* in vico *porte noue*, iuxta domum *Villermi Candelarii* ex vna parte et domum decani et capituli *capelle diuitum de Dyuione* ex altera, et partitur dicta medietas dicte domus cum dictis decano et capitulo *capelle diuitum*, qui decanus et capitulum

capelle diuitum dictam medietatem dicte domus antea tenebant et habebant a nobis j̄mperpetuum pro decem solidatis terre ad *Dyuionem* nobis et successoribus nostris quolibet anno j̄mperpetuum semel in anno soluendis, precipientes dictis decano et capitulo *capelle diuitum* vt dictis decano et capitulo *capelle* domini *Ducis* dictas decem solidatas terre soluant sicut antea nobis soluere consueuerant. Item tradimus et deliberamus j̄mperpetuum dictis decano et capitulo *capelle* domini *Ducis* decem solidatas terre annui et perpetui redditus, quas habemus et percipimus ad monetam *dyuionensem* super domum *Mileti Cloecarii* sitam *Dyuione* prope *portam leonis*, iuxta mansum heredum domini *Guillermi* quondam *cambelani* domini *Ducis* ex vna parte et domum *Bertholomei Barberii* ex altera. Promittentes bona fide et sub voto religionis nostre et sub obligatione omnium bonorum monasterii nostri predicti omnia predicta prout superius sunt expressa dictis decano et capitulo *capelle* domini *Ducis* legitime garantire, deffendere et in pace tenere et in nos litis onus suscipere et transferre contra omnes calumpniatores si qui super hoc apparerent quociens et quamcito fuerimus super hoc requisiti nostris propriis sumptibus et expensis, ac facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari, et contra tenorem presencium non venire j̄nfuturum quoquomodo, renunciantes in hoc facto omni actioni, rei ita non geste, doli et in factum, conditioni sine causa, omnibus litteris, priuilegiis et graciis a sede apostolica indulgendis quibuscunque vel indultis impetratisque et impetrandis et generaliter omnibus aliis exceptionibus et rationibus juris et facti consuetudinis et statuti que contra presentes litteras possent obici seu dici, et precipue juri dicenti generalem renunciationem non valere. In cuius rei testimonium sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda, datum in capitulo nostro, die mercurii ante

festum Penthecostes, anno domini millesimo ccc^o septimo decimo.

Orig., G. 366, scellé de deux sceaux sous double queue. — Cop., Reg. 133, f^o 154 r^o.

N^o 78.

Mai 1317.

Perrinus Pinoz reconnaît que sa terre est sujette à la dîme.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo decimo septimo mense mayo, ego *Perrinus Pinoz* de *Roura* notum facio vniuersis quod ego acquisiui quandam peciam terre sitam in finagio de *Crimolois en prey Rabuef*, juxta terram heredum *Valonis des Ormes* et se ingerit super cheminum commune, que quidem pecia terre est et esse debet decimabilis ecclesie *santi Stephani dyuionensis*. Teneorque ex pacto et promicto pro me et meis per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum contra tenorem presencium non venire, volens me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Piquardi* de *Longo Vico* clerici coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis*, *Johannis Moriseti* maioris de *Roura* et *Richardi le Maistrot*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 344, scellé sous double queue.

N^o 79.

7 juin 1317.

Sentence du bailli de Dijon, maintenant l'abbaye de Saint-Etienne en la possession des biens des héritiers de Perrons Pontraul de Quétigny, qui s'étaient avoués hommes du duc.

A touz ces qui verront et orront ces presentes lettres, nous, *Jehans de Chastoillon* cheualiers bailliz de *dygenoïs*, facons sauoir que cum *Pierres des Molins* procurour de religiouses persones labbei et le couuant de *saint Estiene de Dyion* en nom de procurour daux et pour aux hanst fait aiorner par deuant nous *Demoingot, Monin et Marion* freres, enfanz et hoirs de feu *Perron* dit *Pontraul* qui fut de *Cutigney*. Et en labsence daux proposest en jugement par deuant nous encontre aux en demandant que cum la vile et li habitant de *Cutigney* qui or sunt et qui hont estei cay en arriers, ensamble lour mes et lour tenemenz, soient et haient estei par tant de temps quil nest memoire dou commencement taillauble et exploitauble es diz religieux et a lour dicte yglise, et li diz *Porrans Pontraux* et sui deuantiers fussent et haussent estei nez de la dicte vile de *Cutigney* et homme taillauble et exploitauble des diz religieux et de lour dite yglise, et haussent estei demoranz et residanz en la dite vile de *Cutigney* tenanz lour mes et lour tenemenz en la dite vile ou finaige et es appartenances diceli par l'espace de soixante anz et plus de la condition que dessus, et par telx se tenessent, et sur ce li diz *Perrons* se fust desauoez des diz religieux et fait a desauoer et se fust auoez et fait a auoer pour homme mons. le duc en la vile de *Dyion* et y fust venuz demorer comme hons mons. le duc et y haust estei condampnez de larrecin. Et apres ce au temps que li diz *Perrons Pontraux* vint demorer en la dite vile de *Dyion* comme hons mons. le duc et que il se desauoai des diz religieux il fust et haust estei taillaubles et exploitaubles des diz

religieux en la forme et en la meniere que dessus est dit et tenest et haust tenu et possidei tant il cum sui deuantier en la dite vile de *Cutigney* ou finaige et es appartenances par lespace dessus dit les heritaiges et apres nommez et specifiez, cest a sauoir le mes et le maisonnement ou li diz *Perrons* demoroit, ensamble le champ qui est aioignant au dit mes, item dous journaux de terre assis en la fin *dou poirier* en trois pieces, des queles la premiere est delez le chemin par ou lon vai en *bois vesange*, la seconde fait contour de ce champ et des autres, la tierce siet delez la terre qui fut *Huguenot Menne*, item dous journaux qui fierent sus la commune empres la terre *es bruz au Mairet*, item *en misenelers* doues pieces de terre, des quex li vne siet delez la terre qui fut a *Loume de Chastial*, et li autre delez la vie dou molin, item *en roncen*i empres la commune vne piece de terre, item *en parce* vers les *aloueres* vn journal de terre et siet delez la terre es filles *Forquant*, item *en prei rondot* le quart dune soiture de prei. Et cum li dit religieux et leur dite yglise de *saint Estiene de Dyion* haient tel droit en leur hommes et sus leur hommes de la dite vile de *Cutigney* et en leur tenemenz mouanz de par aux et haoient au temps que li diz *Perrons* sauoai bourgeois mons. le *duc*, que quant li homme et habitant de la dite vile font autre soignour en desauoant les diz religieux ou sunt condampnei de murtre ou de larrecin, tuit leur biens sunt commis et acquis es diz religieux et a leur dite yglise, tum par la costume generaul et notoire de *Bourgoigne*, tum par lenqueste et declaration qui en hai estei faite si cum il appert et est plus aploin contenu en vnes lettres sealees dou seal de la chambre de bone memoire *Hugues* duc de *Bourgoigne*, en la quele declaration est contenu que totes foiz que li habitant de la dite vile de *Cutigney* se departent de la soignorie des diz religieux et de leur dite yglise senz leur consentement, il perdent moubles et

heritaiges et sunt acquis es diz religieux et a lour dicte yglise. Et cum li diz *Perrons Pontraux* au temps que il viuoit et li dit *Demoingot*, *Monins* et *Marions* sui enfant et sui hoir detenessent et encor detenient les heritaiges dessus nommez, ensamble vne piece de terre assise en *roseres* selonc *Jehan Chappey*, si nous requeroit li diz procurour en nom que dessus que nous declairessens par nostre sentence diffinitive les heritaiges dessus nommez appartenir et estre commis es diz religieux et a lour dicte yglise, et ensinc le requerest li diz procurour es diz enfanz se il fussent present et que les diz heritaiges rendessent et deliuressent es diz religieux, ensamble les yssues que il et lour diz peres en hont leuees et recehues ou pehu leuer et reciuloir, jusque a lextimation de vint liures de tornois et que nous en ce les condampnessens et condampnez controignessens se il cognoissessent les chouses dessus dites estre voires, et se il le meissent en ny, li diz procurour loffroit dou prouer ou ce que mestiers li en seroit a fin de sentencier. La quele demande ensinc proposee de par le dit procurour en jugement pardeuant nous en labsence de partie et sur ce les diz enfanz estanz contumaux par trois foiz et trois deffauz donez au dit procurour pour la contumace des diz freres, et quarte foiz les diz freres aiornez pour descorper les diz deffaux, et derichief aux aiornez a oir droit sus les diz deffauz, et aux ades estanz contumaux, le procurour des diz religieux estanz en jugement pardeuant nous et requeranz que nous li deissens droit sur les diz deffauz a grant jnstance, vehue la dicte demande, les diz deffaux et tout le demeney, vse dou consoil de proudons hommes, pronuncons et a droit par nostre sentence diffinitive les diz religieux estre mis en possession des chouses et heritaiges ci dessus nommez et specifiez, ensamble les dites vint liures demandees en nom destination des yssues leuees des diz heritaiges, sauue la question de la proprietei. En

tesmoignaige de la quel chouse nous hauons mis en ces lettres le seal de nostre bailliaige faites et donees a *Dyion* le mardi apres la quinzaine de Penthecoste secont jour de nostre assize a *Dyion*. Lan de grace mil ccc et dix et sept.

Orig., G. 383, scellé sous double queue. — Cop., Reg. G. 133, fo 173 v^o.

N^o 80.

Juin 1317.

Bail à cens. — *Odetus*, fils de feu *Perronetus* « barbitonsor » demeurant à *Dijon* « *ad portam comitis* » reconnaît tenir « *ad vitam suam* » de *Saint-Etienne* un manse à ladite porte, près de la maison de *Johannes Lamberti* et de celle d'*Aubertinus Lothoringi* ; moyennant 20 sols dijonnais payables chaque année par moitié à Noël et à la Nativité de saint Jean-Baptiste ; pour lesquels il oblige spécialement le manse « *cum edificio facto et faciundo in eodem* » ; « *actum in presencia Johannis Piquardi de Longo-Vico, clerici coadiutoris Johannis Rateti dyuionensis notarii, Hugonini Grain Dorge et Moneti dicti de Sancto Johanne* ».

Orig., G. 281, scellé sous double queue.

N^o 81.

2 juillet 1317.

(*Die sabbati post festum beatorum Petri et Pauli apostolorum.*)

Bail à cens. — *Johannes Petiz*, fils de feu *Martinus Jorgot de Coicheyo*, reconnaît retenir de l'abbaye de *Saint-Etienne* « *ad censam perpetuam* » deux ouvrées de vignes, à *Coicheyum*, « ou cloux lauesque », près de la vigne de

Perronetus Maulpertus de Diuione, et de celle des héritiers de *Loste de Fixino* ; pour 4 setiers de vin livrables aux vendanges, chaque année ; le frère « *Odo*, prior de *Marcennayo in monte* » appose son sceau à l'acte.

Fait en présence de *Stephanus Dolearii de Diuione*, clerc, et de « *Johannes Frumenti de Diuione*, pannorum scissor ».

D'après la copie du Reg. G. 127, fo 262 r^o.

N^o 82.

Juillet 1317.

Vente d'un pré, à Varanges, faite à l'abbaye de Saint-Etienne
par Odetus Bigoz de Dijon.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo ccc^o decimo septimo mense julio, ego *Odetus Bigoz de Dyuione*, filius quondam magistri *Johannis Bigot*, notum facio vniuersis presentes litteras jnspecturis quod ego non deceptus, non coactus, nec jn aliquo circumuentus, sed pro vtilitate et neccessitate meis, vendo, concedo et jmperpetuum quicto pro me et meis heredibus religiosis viris abbati et conuentui monasterii *sancti Stephani dyuionensis* ordinis sancti Augustini *lingonensis* dyocesis, pro se et eorum successoribus quatuor secturas prati siti jn finagio de *Verrangiis ad insulas sancti Stephani* et partiuntur cum prato *Amiete* sororis *Guieneti Renerii* et prato *Margarete* vxoris *Guillermi Vertuosi* sororis eiusdem *Guitineti*, precio triginta librarum turonensium paruorum bonorum michi a dictis emptoribus jn numerata [pecunia] solutarum de quibus me teneo (a dictis emptoribus jn numerata pecunia solutarum de quibus me teneo) ab eisdem plenarie pro pagato. Quare de dicto prato vendito me et meos penitus deuestio et dictos emptores pro se et eorum successores jnuestio tenore pre-

sentium de eodem, promittens pro me et meis per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum dictum pratum venditum dictis emptoribus et eorum successoribus liberum ab omni onere contra omnes perpetuo garantire, deffendere et jn pace tenere, causamque meis propriis sumptibus deffendere si qui calumpniatores quod absit apparerent, quancito et quociens super hoc fuero requisitus et facere et prestare quicquid jn causa euictionis debet fieri et prestari, et jn nullo decetero contra tenorem presentium venire tacite vel expresse. Exceptionibus venditionis predictae legitime non facte, dicte pecunie non numerate, non habite et non recepte, spei future numerationis habitionis et receptionis, biennalis solutionis probande, deceptionis jn aliquo renunciando penitus jn hoc facto. Et volo me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presentia *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis*, *Hugonis de Verrangiis* domicelli et *Hugoneti Monier de Pichangiis*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 401, scellé sous double queue. — Cop., Reg. G. 126, f^o 65 r^o.

N^o 83.

5 août 1317.

Quittance de seize livres tournois donnée par Pierres de Saulon, doyen de la chapelle du duc, à Otherin de Vorceaux.

Nous, *Pierres de Saulon*, doiens de la *chapele* mons. le duc de *Dyion* commis sus les nouveaux acquest de par mons. *Guillaume* soigneur de *Chaudenay* en la preuoste de *Dyion* et de *Rouure*, facons sauoir a touz que nous hauons recehu de *Otherin de Vorceaux* damoiseaul demoranz a *Verroinges* quinze liures de tornois par raison des diz nouveaux acquez par hun acort fait suer ce de maistre

Pierre Penetier, des quex quinze liures nous nous tenons a paiez. En tesmoingnaige de la quel chouse nous *Pierres* dessus diz hauons mis notre seaul pendant en ses pressantes lettres faites et donees a *Dyion* vanredi apres la saint Pierre entran haost lan M CCC XVII.

Orig., G. 401, scellé sous simple queue.

N° 84.

Novembre 1317.

Humbertus dit Arcuncex d'Ahuy s'engage à rétablir les murs des terres du domaine de l'abbaye, en échange de l'exemption des tailles et de redevance d'avoine qui lui a été accordée pour sa vie.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem m° ccc° xvii° mense nouembris, ego *Humbertus dictus Arcuncex de Aqueductu*, notum facio vniuersis quod, pro eo quod vir religiosus [abbas *sancti Stephani* de *Dyuione* michi quandiu vixero in humanis quittaui et liberaui me ab omni taillia et ab uno bicheto auene ratione saluamenti ac omnibus corueis in quibus dicto domino abbati de annuo perpetuo reddito tenebar prout in litteris dicti domini abbatis sigillatis quas penes me habeo continentur, ego pro eo teneor et promitto per iuramentum meum super sancta Dei euangelia prestitum omnes muros omnium vinearum et terrarum ipsius abbatis apud *Aqueductum* sitarum, manu tenere quandiu vixero meis propriis sumptibus et expensis de omnibus necessitatibus sibi competentibus, et si defficerō quod absit in aliquo de premissis, omnia dampna que occasione defectus mei dictus abbas se dixerit incurrisse eidem tenebor penitus resarcire, omnia bona mea propter hoc obligando, que si forte propter hoc capta fuerint vel vendita de ipsis recredanciam exigere non potero nec

debebo de dampnis inde habitis michi aliquid restaurari. Omnibus exceptionibus iuris et facti que contra tenorem presentium possent obici seu dici renunciens in hoc facto. Et volo me compelli, etc. In cuius rei testimonium, etc. Actum anno et mense predictis.

D'après une copie, Reg. G. 126, f^o 92 r^o.

N^o 85.

Novembre 1317.

Bail à cens. — *Guillermus li Renarz de Villa subtus Geureyum* reconnaît retenir de l'abbaye de *Saint-Etienne* « ad censam perpetuam » deux pièces de vignes d'environ cinq ouvrées, « *em bone merre* », audit lieu, « vna, juxta vineam *Templi* hinc et jnde et continet vnam operatam quittatam pro decima et quarto sextario et alia iuxta vineam dicti *Templi* hinc et jnde et continet quatuor operatas quittatas pro decima... precio dimidii modii vini boni, puri, mustalis ad mensuram *Dyuionis* et de pede (1) vini jn dictis peciis vinearum prouenientis » ; obligation des deux pièces de vigne et d'une terre d'un demi-journal, finage de *Gevrey* « *jn mansobertam*, juxta terram dicti *Templi* et terram *Hugonis Morelli*. »

Fait en présence de *Johannes Rateti*, notaire à *Dijon*, de *Moinginus de Muhulleyo* et de *Stephanus*, « maior de *Villa subtus Geureyum* ».

Orig., G. 391, scellé sous double queue.

(1) « Nisi me fallo, *vinum cum pede* ou *de pede*, de vino quod ex uvis calcatis expressum est intelligendum (Du Cange, *Glossar.*, v^o pes).

Nº 86.

Décembre 1317.

Lambertus d'Asnières vend à Saint-Etienne une vigne devant
le bois des Crottes.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo cccº decimo septimo mense decembris, ego *Lambertus*, quondam maior de *Asneriis* clericus notum facio vniuersis quod ego non deceptus, non coactus, nec in aliquo circumuentus, nec (*sic*) spontaneus et preuisus pro vtilitate et necessitate meis vendo, concedo et jimperpetuum quicto pro me et meis heredibus religiosis viris fratri *Poncardo* abbati et conuentui *sancti Stephani dyuionensis* pro se et eorum successoribus omne jus quod habeo, habere possum et debeo in quadam pecia vinee sita in finagio de *Asneriis* ante nemus *des Crottes*, que quidem vinea dicitur *planta maiorum*, precio sexaginta librarum turonensium paruorum bonorum michi a dictis emptoribus in numerata pecunia solutarum, de quibus me teneo plenarie pro pagato. Quare de dicto jure meo sic vendito me et meos penitus deuestio et dictos emptores et successores suos inuestio tenore presencium litterarum, promittens pro me et meis per juramentum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum dictum jus dicte vinee sic venditum dictis emptoribus et successoribus suis liberum ab omni onere, contra omnes perpetuo garantire, deffendere et in pace tenere in iudicio et extra meis propriis sumptibus et expensis et contra tenorem presencium de cetero non venire. Exceptionibus venditionis predictae legitime non facte, dicti pretii non habili et non recepti, spei future habitionis et receptionis, biennalis solutionis probande, deceptionis in aliquo renunciando penitus in hoc facto. Et volo me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia

Johannis Rateti notarii dyuionensis, Johannis Boitan et Jaqueti de Gyeio seruientis de..., testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 321, scellé sous double queue, cire verte (Arviset). — Cop., Reg. G. 133, f^o 147.

N^o 87.

11 janvier 1317/8.

Sentence de Jean de Châtillon, bailli de Dijon, ordonnant, sur l'ordre du duc et après enquête, le rétablissement à la justice de l'abbaye de Saint-Etienne, des corps des trois criminels que les officiers de cette justice avaient fait exécuter aux fourches d'Asnières, et d'un prisonnier qu'ils tenaient enfermé dans leur prison des Crottes.

Nous *Jehans de Chastoillon* cheualiers bailliz de *dygenoïs*, facons sauoir a touz que cum de par religiouses persones labbey et le conuant de *saint Estiene de Dyion* nous fust plusiours foiz requis que les corps de trois hommes les quex la gent et li sergent des diz religieux a ce faire commis et estaubliz haoient jugiez a mort et fait pandre et affaler a lour justice d'*Aneres* et pour lour forfait, item et le corps dun homme vif le quel il tenoient pris en lour prison *es crottes* d'*Aneres* pour suppecon de cas de crime si cum il disoient, les corps des quex trois nommes morz et justiciez si cum dessus est dit, maistres *Jehans Francois de Dyion* de nostre mandement et par vertu dune commission sur ce faite de nous a lui haoit ostez ou fait oster et deppandre de lour dite justice, et le corps dou dit homme vif que pris tenoient esdites *crottes* d'*Aneres* haoit fait panre oster et giter hors de la prison des diz religieux, et les corps daux tant des hommes morz cum de lomme vif haoit tranporteï et transleteï ou fait transporter et transleter hors de la justice des diz religieux et en aux deppoillant et dessaisissant de lour

dite justice si cum il disoient, nous feisseins remotre arriers an len en restaublissant et resaisissant lour dite justice, et sur ce a la requeste des diz religieux et par la vertu dou commandement de mons. qui sur ce nous ha mande a faire brief droit et hatif es diz religieux haiens fait a sauoir et a enquerir des chouses dessus dites la verite, la quele enqueste faite et complete et a nous apportee vehue et diligemment examinee et haiens troue par la dicte enqueste les choses dessus dites estre voires, vsei dou consoil de proudons hommes, pronuncons et a droit par nostre sentence diffinitive que la justice des diz religieux sera restaublie des corps des diz hommes morz et lour dite prisons dou corps dou dit homme vif et par figure sauf le droit d'autrui. En tesmoignage de la quel chouse nous hauons sealees ces lectres dou seal es causes de nostre bailliaige faites et donees a *Dyion* le mercredi apres l'apparition de Nostre Seignour lan de grace mil trois cenx dix et sept (1).

Jehanz de Chastoillon, cheualiers bailliz de *digenois* au preuost de *Diyon* salut. Nous vous mandons que la santance en la quelle ces lettres sont annexees vous metez dehuement a exequcion selonc sa tenour, donnees le semadi deuant l'Ascencion Nostre Seignour lan de grace mil ccc° et dix et huit (2).

(1) Orig., G. 321, scellé sous double queue.

(2) (27 mai 1318) Orig., G. 321, scellé sous simple queue.

N° 88.

Janvier 1317/8.

Bail à cens. — « *Symoninus de Aubigneyo*, domicellus » reconnaît retenir de l'abbaye de *Saint-Etienne* « ad censam perpetuam » une maison avec ses dépendances à *Dijon* « in vico furni quoquinorum » près du manse des

religieux de *Bèze* et de la maison de *Thierrotus Quahyot* ; pour 16 sols tournois forts, payables tous les ans à Noël ; « promitto... manutenere de omnibus necessariis ad eandem nisi ignis, incendio aut alio casu fortuito, absque culpa mea, contingerit eam deuastari... Obligo specialiter et expresse prefatis religiosis... medietatem magni decimi de *Mallienz* et quicquid juris habeo in eadem. »

Fait en présence de *Johannes Piquardi*, coadjuteur de *Johannes Rateti* notaire à *Dijon*, de *Odetus Haymerici* et de *Bornardetus Pautru*.

D'après la copie du Reg. G. 127, f° 86 r°.

N° 89.

Janvier 1317/8.

Reconnaissance de cens (1). — Reconnaissance faite aux religieux de *Saint Estienne* de *Dijon* par *Clarambaud*, phisicien dudit *Dijon* (*Clarambaudus* de *Dyuione* phisicus), d'une pièce de terre située au finage de ladite ville sur le chemin de *Saint-Martin* (in vico sancti Martini), tenant à la vigne des religieux de *Clairvaux* (de *Claraualle*) laquelle est mouvante de la cense desdits religieux de *Saint Estienne*, déclarant qu'il leur devoit treize deniers et un obole dijonnaise de cense (tresdecim denarios cum vno obolo dyuionensi) sur ladite pièce de terre payables annuellement au terme qu'on avoit accoutume de payer les autres censes.

Orig., G. 300, scellé sous double queue.

(1) Pièce illisible. Copie de l'analyse faite au dos.

N^o 90.

Février 1317/8.

Echange par lequel Regineta, de Bèze, cède à Saint-Etienne la moitié d'une vigne et le quart d'une maison et d'un pressoir à Chenôve, contre une vigne à Dijon « en Genoïs » et 34 livres tournois.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo decimo septimo mense februario, ego *Regineta* relicta *Demoingeti dicti de Pasquis de Besua*, notum facio vniuersis presentes litteras inspecturis quod ego vtilitate mea et commodo euidenti excambium perpetuum seu permutationem facio cum religiosis viris fratre *Ponczardo* abbate et conuentu *sancti Stephani dyuionensis* in hunc modum quod pro eo quod dicti religiosi michi perpetuo tradiderunt et quittauerunt quandam peciam vinee sitam in finagio *Dyuionis en genoïs*, iuxta vineam monialium de *Thardo* et vineam *Vieneti le Matenet*, liberam et quitlam pro decima, item et pro triginta et quatuor libris honorum paruorum turonensium michi a dictis religiosis in pecunia legitime numerata solutis nomine soltario de quibus ab ipsis religiosis me teneo plenarie pro pagata penitus et contenta. Ego pro eo ratione dicte permutationis seu excambii trado, cedo, et imperpetuum pro me et meis quitto dictis domino abbati et conuentui pro se et suis successoribus medietatem pro indiuiso vnus pecie vinee que fuit quondam *Martini Berssot de Besua* quondam patris mei, vna cum quarta parte domus et torcularis, que vinea, domus et torcular site sunt apud *Canabas* et appellatur *troillia de Besua* et partitur cum dictis religiosis et cum *Perrello de Pasquis*, de quibus vinea, domo et torculari me et heredes meos penitus me deuestio dictosque religiosos pro se et suis successoribus ex eisdem inuestio tenore presentium corporaliter de eisdem, promittens pro me et meis, per iuramentum

meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum mobilium et jmmobilium presencium et futurorum, predicta omnia et singula dictis religiosis a me tradita quitta et libera pro censu et decima contra omnes personas perpetuo et firmiter garantire, jn pace tenere meis propriis sumptibus et expensis si qui calumpniatores apparerent, quancito et quociens super hoc fuero requisita, nec non facere et prestare quicquid jn causa euictionis debet fieri et prestari et contra dictam permutationem seu excambium de cetero non venire nec contrauenienti jn aliquo consentire, omnibus exceptionibus et allegationibus juris et facti que contra tenorem presencium possent obici seu dici renunciando penitus jn hoc facto. Et volo me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presentia *Guioneti Chargereti* de *Dyuione* clerici coadiutoris *Johannis Rateti* notarii dicti loci, magistri *Stephani le Montenet* de *Dyuione* clerici et *Guillermi filii Hugonis de Chasteney*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 331. — Cop., Reg. G. 133, f° 161 r°, scellé sous double queue, cire verte (Arviset).

N° 91.

Mai 1318.

Vente d'un pré, à Magny-sur-Tille, faite par Odetus li Quallez à Vienetus Roberti, dudit lieu.

In nomine domini, amen. Anno jncarnationis eiusdem millesimo trecentesimo decimo octauo mense mayo, ego *Odetus li Quallez* de *Maigneyo supra Tyliam* notum facio vniuersis quod ego vendo imperpetuum *Vieneto Roberti* de dicto *Maigneyo* quandam peciam prati continentem dimidiam secturam, sitam in praeria de dicto *Maigneyo*, in pratis de *Culleyo*, juxta pratum abbatis *sancti Stephani*

dyyuionensis et pratum *Vieneti Triboleti* precio duodecim solidorum *turonensium* paruorum bonorum et legalium michi a dicto emptore solutorum, promittens pro me et meis per iuramentum meum et sub obligatione omnium bonorum meorum dictam peciam prati venditam libere ab omni onere seruitutis prefato emptori et suis contra omnes perpetuo garantire et in me lictis onus suscipere causam que deffendere propriis meis sumptibus si qui calumpniatores apparerent quancito, quociens et quacunque parte lictis super hoc fuero requisitus. Renunciando in hoc facto exceptionibus venditionis legitime non facte, non numerate et non habite pecunie, spei future numerationis et habitionis ac omnibus aliis que contra tenorem presencium possent obici seu dici. Et volo me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Piquardi* coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *dyyuionensis*, domini *Guidonis de Arcons* canonici *sancti Stephani dyyuionensis* et *Odeti Aalidis*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 366, scellé sous double queue.

N° 92.

Mai 1318.

Echange de maisons à Velle-sous-Gevrey, entre Saint-Etienne et Stephaneta, fille de Milotus Bataillait.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo decimo octauo mense mayo, ego *Stephaneta* filia quondam *Miloti Bataillait* notum facio vniuersis quod ego facio excambium perpetuum cum religiosis monasterii *sancti Stephani dyyuionensis* in hunc modum videlicet quod pro eo quod dicti religiosi michi perpetuo tradiderunt quandam domum cum eius pertinentiis sitam apud *Villam subtus Geureyum*, que fuit dicte

la champenoise, cum manso retro sito, jtem tres quartallos frumenti michi solutis ratione soltarii, ego prefatis religiosis trado ac imperpetuum quitto quartam partem domus lapidee mee sitam in dicta villa que domus fuit curati *sancte Margerie* amicti mei defuncti, cum quarta parte borde ante dictam domum sitam et quarta parte mansorum et pertinenciarum eorundem cum omni iure meo omnium predictorum. Quare de omnibus predictis me penitus deuestio et dictos religiosos et eorum successores corporaliter jnuestio de eisdem, promittens per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum meorum predicta a me dictis religiosis ratione dicti excambii sic tradita libere ab omni honore (*sic*) prefatis religiosis et suis contra omnes perpetuo garantire et contra tenorem presencium decetero non venire. Renuncians in hoc facto ex certa scientia omnibus exceptionibus que contra tenorem presencium possent obici seu dici. Et volo me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Rateti* notarii *Dyuionis*, *Peroneti* dicti *Monxeron* et *Roberti Rebillart* de *Aqueductu*, festium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 388, scellé sous double queue. — Cop., Reg. G. 133, f^o 118 r^o.

N^o 93.

24 septembre 1318.

(*Die dominica post festum beati Mathei apostoli.*)

Reconnaissance de cens. — *Perrotus Colini* de *Ycio* reconnaît devoir au prieur de *Saint-Florent* de *Tilicastrum* 20 deniers tournois de cens, sur sa maison et le meix audit lieu, rue de *laioutre* près de la maison de *Belefamme* et « juxta campos ville », payables chaque

année à la fête de Saint-Jean l'évangéliste, sous peine d'une amende de 7 sols tournois.

Fait le dimanche après la fête de Saint-Mathieu, en présence de *Symo de Leriaco* clerc, de *Odo de Collone* dit *Paternoster*, de *Guiecietus* dit *Marroglier de Tilicastro*, et de *Marieta Boichuote de Ycio*.

Orig., G. 363, scellé sous double queue.

N° 94.

24 septembre 1318.

Reconnaissance de cens. — « *Marieta filia dictæ Aloe de Ycio* » reconnaît devoir au prieur de *Saint-Florent de Tilicastrum* un denier tournois de cens sur sa maison sise audit lieu rue *de laioutre* près de la maison de *Belefamme*, fille de *Flavien de Ycio* et « *juxta campos loci* », payable chaque année à la fête de Saint-Jean l'évangéliste, sous peine d'une amende de 7 sols de petits tournois.

Fait le dimanche après la fête de Saint-Mathieu, en présence de *Symo de Leriaco*, de *Perrotus Colini de Ycio*, *Robeletus Loichot de Tilicastro* et de *Odo Paternoster de Collone*.

Orig., G. 363, scellé sous double queue.

N° 95.

24 septembre 1318.

Reconnaissance de cens. — *Belefamme de Ycio*, fille de *Flavien* du même lieu, reconnaît devoir chaque année au prieur de *Saint-Florent de Tilicastrum* 8 deniers tournois de cens sur sa maison près de celle de *Perrotus Colini* et des champs, payables à la fête de Saint-Jean

l'évangéliste, sous peine d'une amende de 7 sols tournois.

Fait le dimanche après la fête de Saint-Mathieu, en présence de *Symo de Leriaco* clerc, *Marieta Boichuote*, et de « dominus *Hugo* vicarius ecclesie *Tilicastro* ».

Orig., G. 363, scellé sous double queue.

N° 96.

Avril 1319.

Vente d'un pressoir et de chambres à Dijon, rue « es channex », faite par Girardus Regine de Dijon, à l'abbaye de Saint-Etienne.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo decimo nono mense aprilis post Pascha, ego *Girardus Regine* de *Dyuione* clericus, habitator *Besue*, notum facio vniuersis quod ego sponte et prouide considerata super hec vtilitate mea et comodo euidenti titulo pure, perpetue et perfecte ac jnreuocabilis venditionis pro me et meis heredibus, vendo, trado, concedo atque quitto viris religiosis priori et conuentui monasterii *sancti Stephani dyuionensis* ordinis *sancti Augustini lingonensis* dyocesis pro se et eorum successoribus vnum torcular et quatuor cameras ante sitas cum jntroitu et tregio prout se ingerit a vico anteriori vsque ad dictum torcular et vna cum fundo, manso et pertinentiis torcularis et camerarum predictarum sitas *Dyuione* jn vico *es channex* juxta domum dictorum emptorum hinc et domum *Thirrici de Tilicastro* ad domum *Burgensis Perelliperii* jnde, precio scilicet triginta librarum turorensiarum de quibus ab eisdem solutionem et satisfactionem integram recepi et habui in pecunia numerata et de eisdem ab ipsis emptoribus me teneo pro pagato penitus et contento, deuestiens me et heredes meos de predictis

venditis, dictos emptores pro se et successoribus suis jnuestio et in veram, corporalem et vacuum possessionem vel quasi induco de eisdem pro omni voluntate sua et suorum de eis totaliter facienda, teneorque et promitto pro me et meis heredibus per juramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum meorum mobilium et immobilium presencium et eciam futurorum predicta omnia in huius modi venditione contenta libere pro perticha prefatis emptoribus et suis successoribus contra omnes personas perpetuo et pacifice garantire et in me littis honus (*sic*) suscipere causamque meis propriis sumptibus et expensis deffendere in omni curia et coram quocunque iudice si qui calumpniatores, contradictores aut rebelles, quod absit, apparerent, quancito, quocienscunque et quacunque parte littis a dictis emptoribus vel eorum successoribus jn iudicio vel extra super hoc, siue ante littem contestatam, siue post re euicta vel non euicta, fuero requisitus, necnon super hec facere et prestare quicquid in causa euictionis debet fieri et prestari, ipsosque emptores et eorum successores super premissis indempnes modis omnibus obseruare et eis dampna plenarie resarcire, que pro deffectu meo occasione predictorum solo suo verbo simplici se dixerint incurrisse et contra predicta vel predictorum aliqua de cetero non venire. Renuncio siquidem in hoc facto exceptionibus doli mali, lesionis vel circonuentionis in factum dicte venditionis legitime non facte, non numerate et non habite pecunie supradicte, spei future numerationis et habitionis, deceptionis in aliquo, fori, cleri priuilegio et omnibus aliis exceptionibus juris et facti que contra tenorem presencium possent obici seu dici, et volo me compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Curtelerii* de *Dyuione* clerici coadiutoris *Johannis Rateti*, notarii dyuionensis, *Hugonis*

Chappe de Dyuione, et Odeti le Lebonhoir de Besua, clericorum, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 278, scellé sous double queue, cire verte (Arviset). — Cop., Reg. G. 127, f° 38 v°, et G. 133, f° 155 v°.

N° 97.

Mai 1319.

Perronetus Beroigne de Varanges et Guiburgis, sa sœur, vendent des terres en ce lieu, à Otheninus.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem m° ccc° decimo nono mense mayo, nos *Perronetus Beroigne* de *Verrangiis* et *Guiburgis* eius soror omnibus notum facimus quod nos vendimus ac jimperpetuum quittamus *Othenino* de *Verrangiis* et suis dimidium jornale terre site in finagio de *Verrangiis es arbues* iuxta terram *Johannis Regnaut* et terram *Symone* relicte *Villermi Gandey* quod dimidium jornale liberum est pro duobus solidis *dyuionensibus* censualibus et decima, jtem dimidiam secturam prati siti in praeria de *Verrangiis ou prey recoul* juxta pratum neptum *Vieneti le Rouhier* et pratum dicti *Parcenier* que dimidia sectura libera est ab omni honore (*sic*), precio videlicet quatuor librarum et decem solidorum *turonensium* paruorum de quibus a dicto emptore tenemus nos plenarie pro pagatis, deuestientes nos de predictis venditis et dictum emptorem et suos corporaliter jnuestientes de eisdem, promittentes per juramenta nostra super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita et sub obligatione omnium bonorum nostrorum predicta vendita prefato emptori et suis contra omnes perpetuo garantire nostris propriis sumptibus, omnibus exceptionibus que contra tenorem presencium possent obici seu dici renunciando penitus in hoc facto, et volumus nos compelli, etc.

In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Symoneti Judei* notarii *Roure*, domini *Lamberti* de *Thardo* presbiteri et *Johannis* de *Montebarro*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 401, scellé sous double queue.

N^o 98.

12 août 1319.

Sentence du prieur de Til-Châtel, adjugeant par droit de commise, au procureur de l'abbaye de Saint-Etienne, les biens d'Odetus, dit Sarron, qui, ayant désavoué ce couvent, s'était déclaré homme du duc.

Nouerint vniuersi per hoc presens publicum instrumentum quod anno domini millesimo trecentesimo decimono die dominica ante festum Assumptionis beate Marie virginis jnter horam nonam et horam vesperarum apud *Cutigneyum* in domo venerabilis patris abbatis monasterii *sancti Stephani diuionensis lingonensis* diocesis videlicet in aula ipsius domus, jn presentia mei notarii publici et testium infrascriptorum, comparuit *Odetus* dictus *Sarron* de *Cutigneyo* coram abbate predicto domino temporali vt dicitur de *Cutigneyo* predicto, quo *Odeto* predicto comparento (*sic*) dictus abbas jncontinenti fecit et constituit judicem pro ipso abbate religiosum virum fratrem *Johannem* priorem de *Tilecastro* dicte diocesis in causa seu causis que inter procuratorem dicti monasterii ex vna parte, et dictum *Odetum* ex altera, uertebantur seu verti sperabantur, quo facto ex parte fratris *Hugonis* de *Edua* canonici et procuratoris dicti monasterii qui de suo procuratorio fecit fidem per litteras sigillis abbatis et conuentus dicti monasterii sigillatas fuit propositum contra dictum *Odetum* quod cum ex parte ipsius procuratoris contra ipsum *Odetum* fuerit propositum in iudicio coram abbate

predicto quod ipse *Odetus* tenebat in villa et finagio de *Cutigneyo* predicto domum mansum et terras plures que omnia et quicquid tenebat in villa et finagio predictis erant et esse debebant tailliabiles dicto monasterio *sancti Stephani* et quod dictus *Odetus* aduocabat et aduocauerat se hominem domini *ducis Burgundie* et non monasterii predicti quare secundum consuetudinem notoriam *Burgundie* quicquid tenet in villa et finagio predictis sunt ipsi monasterio commissa et acquisita, propter quod petierat et petebat idem procurator nomine procuratorio dictorum abbatis et conuentus et pro ipsis et suo declarari omnia et singula que dictus *Odetus* tenebat in villa et finagio predictis esse commissa et acquisita ipsi monasterio et ad ipsum monasterium jure dominii vel quasi pertinere, dictus *Odetus* diem ad respondendum ut deliberatur dicte petitioni peciit et recollegit, ad quam diem dictus *Odetus* dicte petitioni respondere non curauit et fuit dicto procuratori contra dictum *Odetum* datus defectus ipsius contumacia exigente. Item fuit propositum quod iterato citatus fuit ad aliam diem in dicta causa ut ius esset responsurus qui similiter fecit defectum ad diem, ipso procuratore ut debuit expectante. Item quod tercio citatus fuit ut supra et datus fuit similiter defectus contra ipsum. Item quod postmodum citatus fuit dictus *Odetus* coram dicto abbate excusaturus defectus predictos si excusari vellet et posset, qui *Odetus* ad dictam diem nichil penitus excusauit, immo fuit datus defectus dicto procuratori contra ipsum et predicta obtulit se probaturum incontinenti dictus procurator coram dicto priori iudice constituto si esset necesse et pars aduersa negaret. Proposuit etiam dictus procurator contra dictum *Odetum* quod dies dominica supradicta erat assignata dictis partibus ad dandum et audiendum ius super commodo quod habere debebat ex dictis defectibus et erat dictus *Odetus* ad hoc citatus, quam citationem testificatus est se fecisse *Johannes Pautini* seruiens dicti loci

de *Cutigneyo* ut dicitur et qui pro seruiente habebatur in loco, quare peciit dictus procurator super predictis defectibus jus sibi dici et commodum quod inde habere debebat sibi adiudicari videlicet possessionem omnium petitorum, quibus propositis dictus prior iudex datus super hiis interrogauit dictum *Odetum* vtrum uellet aliquid dicere contra predicta vel aliquod predictorum qui *Odetus* peciit se remitti ad manum seu curiam maioris diuionensis, ad quod respondit dictus procurator quod remitti non debebat quia agebatur de bonis jmmobilibus in iurisdictione predicti monasterii sitis et de processibus et defectibus coram ipso abbate factis et tandem dictus prior iudex datus vt dictum est ad requisitionem dicti procuratoris precepit et iniunxit dicto *Odeto* quod ad predicta responderet et ad eorum singula alioquin haberet et teneret ea pro confessatis et veris qui *Odetus* prefatus primo, secundo et tercio a dicto priore requisitus dixit quod nichil aliud responderet, quibus actis iudex sentenciando dixit uerba que secuntur seu alia eundem effectum habentia. Quia nichil vis ad proposita contra te respondere ea que proponuntur pro confessatis et veris habemus et possessionem petitorum procuratori predicti monasterii adiudicamus. Acta fuerunt hec anno, die, hora et loco predictis presentibus *Hugone* dicto *Verpillat*, *Hugone Dagoman* de *Aqueductu*, *Milone Furnerio* de *Cutigneyo*, fratre *Johanne* de *Curia Arnulphi* conuerso *sancti Stephani diuionensis* et *Humberto* filio quondam dicti *Grant Sirot* seruiente maioris de *Dyuione*, testibus ad predicta vocatis.

Et ego *Guido* de *Vergeyo eduensis* diocesis sacrosancte romane ecclesie auctoritate publicus notarius predictus ex parte dicti procuratoris ut dictum est propositis, testificationi seruientis predicti, petitioni seu requisitioni ipsius procuratoris, jnterrogationi facte predicto *Odeto*, petitioni eiusdem, responsioni dicti procuratoris, jniunctioni et precepto dicti iudicis factis ab eo dicto *Odeto*,

responsioni ipsius et tandem pronunciationi dicto et adiudicationi ipsius iudicis, prout supra legitur, vna cum dictis testibus interfui et hoc presens instrumentum inde confectum manu propria scripsi et publicaui signoque meo solito signaui rogatus. Interfui insuper vna cum dictis testibus dationi et constitutioni iudicis supradicti. Actum vt supra.

Orig., G. 383.

N° 99.

Août 1319.

Acquisition par l'abbaye de Saint-Etienne de la rente de 20 sols assignée sur une maison au château de Dijon.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo decimo nono mense augusti, ego *Juhanna*, relicta *Villemardi Chappon* de *Dyuione*, notum facio vniuersis quod ego sponte et prouide vendo et concedo pro me et meis heredibus religiosiis viris priori et conuentui monasterii *sancti Stephani dyuionensis* viginti solidatas terre ad monetam *dyuionensem* annui et perpetui redditus, precio scilicet sex librarum et decem solidorum *turonensium* paruorum de quibus a dictis emptoribus me teneo plenarie pro pagata, quos quidem viginti solidos reddituales teneor et promitto pro me et meis heredibus per meum iuramentum datum corporaliter ad sancta Dei euuangelia et sub obligatione omnium bonorum meorum reddere et soluere dictis religiosiis vel mandato suo jn pace et sine litte mouenda ad terminos qui sequuntur, scilicet decem solidos *dyuionenses* ad festum Natiuitatis Domini et decem solidos eiusdem monete ad festum Natiuitatis beati Johannis Baptiste perpetuo annuatim et incipiet prima solutio ad festum Natiuitatis Domini proximo venturum, dictum autem annum redditum assedeo et assigno dictis religiosiis et

suis successoribus super quamdam domum meam eiusque fundum, mansum retrositum et pertinentias vniversas, sitas in *Castro dyuionensi* iuxta domum domini *Guillermi dicti la Beste* et mansum heredum *Hugonis de Cabilone* quondam notarii *dyuionensis*, quam domum cum eius pertinentiis eisdem religiosis propter hoc obligo expresse, volens et concedens quod in vnoquoque deffectu de soluendo dicti religiosi per se vel per mandatum suum ad predictam domum et eius pertinentias possint recurrere eamque tenere et possidere suos exitus faciendo ex eisdem quousque de vno quolibet deffectu et dampnis jnde habitis ipsis religiosis fuerit jntegre satisfactum. Quem quidem redditum annuum super dictam domum et eius pertinentias necnon et dictam domum cum eius pertinentiis ratione redditus eiusdem teneor et promitto sub juramento et obligatione predictis dictis religiosis et eorum successoribus contra omnes perpetuo garantire, deffendere et in pace tenere et contra tenorem presentium non venire, sed volo me ad premissorum obseruanciam compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presentia *Johannis Rateti* notarii *dyuionensis*, *Nicholai de Sullereyo* et *Pariseti Croisie de Dyuione*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 266, scellé sous double queue, cire verte (Arviset). — Cop., Reg. G. 133, f° 165 r°.

N° 100.

19 février 1319/20.

Amodiation d'une terre à Asnières « en Vendesac ».

Vniuersis presentes litteras jnspecturis, officialis *lingonensis* salutem in domino. Noueritis quod jn presentia *Odonis Rotharii de Dyuione* presbiteri tabellionis nostri jurati, cui quantum ad hec commisimus vices nostras,

propter hoc personaliter constituti *Theobaldus* dictus *Pontheaus* et *Johannes* dictus *Chanpams* de *Agneriis* recognouerunt et publice confessi sunt se retinuisse a data presencium vsque ad duos annos continuos secuturos a *Stephano* de *Agneriis* et *Osanneta* eius vxore vnam peciam terre arabilis sitam in finagio de *Agneriis* jn loco qui dicitur *en vendesac*, juxta terram religiosorum virorum *sancti Stephani dyuionensis* ex vna parte et juxta terram *Girardi Barberii* ex altera, ad plantandam vineam jta tum quod dicti retemptorii debent et tenerentur dictam vineam plantare et ipsam facere et excolere primo anno de omnibus ictibus suis sicut consuetum est jn dicta villa de *Agneriis* et in secundo anno debent facere et excolere de vno ictu solummodo et post dictum ictum dicti coniuges percipient et habebunt imperpetuum pro se et suis heredibus medietatem dicte vinee prout jmdiuiso et dicti retemptorii possidebunt et habebunt imperpetuum pro se et suis heredibus aliam medietatem dicte vinee. Promittentes dicte partes per juramenta sua super sancta Dei euuangelia corporaliter prestita dictas pauctiones et conuentiones tenere, adimplere et jnuolabiliter obseruare et contra omnes perpetuo garantire et contra tenorem presencium non venire in iudicio nec extra tacite vel expresse. Supponentes dicte partes se et heredes suos quantum ad hec iurisdictioni curie *lingonensis* ac omnis alterius curie cuiuscunque tam ecclesiastice quam etiam secularis. Quibus sic actis coram dicto jurato nostro, idem juratus noster nomine nostro dictas partes condempnauit et viua voce monuit ad tenenda et adimplenda predicta prout superius sunt expressa. Alioquin nos contra ipsas partes per excommunicationis sententiam procedemus vt jus erit. In cuius rei testimonium ad requisitionem dictarum parcium nobis factam per dictum juratum nostrum qui nobis predicta retulit ita esse et cui quantum ad hec et maiora fidem plenariam adhibemus

sigillum curie *lingonensis* presentibus litteris et consimilibus duximus apponendum. Actum presentibus *Girardo* dicto *Poigne* de *Clenayo* et *Odone* dicto *Pontheaul* de *Agnieriis*, testibus ad hoc vocatis die martis post bordas, anno Domini m^o ccc^o decimo nono. — *Odo Rotharii*, ita est.

Orig., G. 321, scellé sous simple queue.

N^o 101.

Avril 1320.

Martinus, pelletier à Dijon, et Meingona, sa femme, vendent à Adelineta la Perere la moitié d'une maison à Dijon, rue dou Pautez.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo trecentesimo vicesimo mense aprilis post Pascha, nos *Martinus* de *Dyuione* pelliparius et *Meingona* eius vxor notum facimus vniuersis quod nos vendimus ac jimperpetuum quittamus *Adelinete la Perrere* de *Dyuione* medietatem cuiusdam domus site apud *Dyuionem* in vico *dou Pautez*, iuxta domum nostram et domum in qua moratur dictus *Guiotoz* pelliparius, precio decem librarum turonensium paruorum nobis a dicta emptrice solutorum. Deuestimus nos de dicta medietate dicte domus vendite et dictam emptricem et suis corporaliter jnuestimus de eadem promittentes per juramentum nostrum super sancta Dei euangelia corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bonorum nostrorum dictam medietatem dicte domus venditam libere pro octo denariis dyuionensibus censualibus prefate emptrici et suis contra omnes perpetuo garantire et in nos littis honus (*sic*) suscipere, causamque deffendere nostris propriis sumptibus si qui calumpniatores apparerent quancito, quociens et quacunque parte littis super hoc fuerimus requisiti, et ad

premissa tenenda volumus nos compelli, etc. In quorum testimonium, etc. Actum in presencia *Johannis Piquardi* coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *dyyuionensis*, *Thierreti Benrioise* et *Euurardi de Marchiseul*, testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 287, scellé sous double queue.

N° 102.

Mai 1320.

Robertus li Doucez d'Argilly reconnaît devoir à Saint-Etienne trois boisseaux d'avoine chaque année.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo ccc° vicesimo mense mayo, ego *Robertus li Doucez de Argilleyo* notum facio vniuersis et ex certa scientia confiteor per meum iuramentum datum ad sancta Dei euuangelia firmiter asserendo quod super quandam domum meam et eius grangiam sitam vltra *les haiers de Argilleyo*, iuxta grangiam domini de *Alto Villari* et terram meam, debentur religiosis viris abbati et conuentui monasterii *sancti Stephani dyyuionensis* tres boisselli auene annui et perpetui census et eandem domum et grangiam ratione dicti census annui confiteor dictis religiosis hactenus fuisse obligatam. In cuius rei testimonium sigillum curie domini *ducis Burgundie* presentibus rogavi apponi, me et meos heredes quo ad hoc iuridicioni dicte curie supponendo. Actum in presentia *Johannis Rateti*, notarii *dyyuionensis*, *Petri de Joha* et *Galterii Falconeti de Dyyuione* testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 327, scellé sous double queue.

N° 103.

28 mai 1320.

Amodiation des dîmes de Sennecey, Crimolois et Morvaux
moyennant 84 émines, moitié blé, moitié avoine.

Vniuersis presentes litteras jnspecturis, officialis lingo-
nensis salutem in Domino. Noueritis quod in presentia
Johannis Piquardi de Longo Vico clerici tabellionis nostri
jurati propter hoc personaliter constitutus *Hugo* dictus
Chanpile de *Dyuione* recognouit et confessus est se reti-
nuisse ad (*sic*) religiosis viris abbate et conuentu monas-
terii *sancti Stephani dyuionensis* decimas de *Seneceyo*, de
Crimoloys et de *Moruellis* precio quater viginti et quatuor
aminarum frumenti et auene per modium ad mensuram
dyuionensem, quam quidem frumenti et auene quanti-
tatem tenetur prouise dictus *Hugo* per juramentum suum
corporaliter prestitum et sub obligatione omnium bono-
rum suorum soluere et reddere dictis religiosis aut eorum
procuratori seu certo mandato ad terminos jnfra scriptos,
videlicet frumentum ad proximum festum beati Martini
et dictam auenam sequens festum Purificationis beate
Marie virginis, jta quod dictus *Hugo* tenetur et debet
omne bladum dictarum decimarum ponere in grangia
dictorum religiosorum de *Ceneceyo* et de *Crimolois* et si
aliquid ex poneret omne residuum dictis religiosis in pace
et quiete remanebit. Pro quibus adimplendis *Johannes*
Reaiges, *Macheretus li Curiez* filius defuncti *Guaiseri* de
Dyuione et *Henricus li Parisardes* de *Dyuione* an (*sic*)
manibus dictorum religiosorum ad requisitionem dicti
Hugo et *Pipere* fecerunt et constituerunt fideiussores
prout et conpletorum de predictis, promittentes per
juramenta sua totum deffectum dicti *Hugonis* penitus
adinplere, promictentesque dicti *Hugonis* et fideiussores
per dicta juramenta sua et sub obligatione omnium bono-
rum suorum predicta tenere et contra non venire, suppo-

nentes se et sua quantum ad hec iurisdictioni curie *lingonensis*. Quibus actis dictus juratus noster nomine nostro dictos *Hugonem* et fideiussores condempnauit et viua voce monuit ad tenenda premissa. Alioquin nos ipso pro quolibet defectu in scriptis excommunicabimus monitione alia (monitione alia) non premissa. Actum presentibus *Breceneto de Sancto Maritio* et *Petro de Molinis de Dyuione* testibus ad hec vocatis die marcurii post octabas festi Penthecostes, anno domini m^o ccc^o vicesimo et hec *Thomas Roolini de Luseyo* clericus tabellio curie *lingonensis* super hec a nobis vna cum *Johanne Cultilerii* et *Guioto de Sancto Johanne* cum illa clausula et cuilibet insolidum, commissarius deputatus sic in registro dicti *Johannis Piquardi* nuper defuncti reperuit et signo suo in hanc formam signauit ad cuius *Thome* relationem sigillum curie *lingonensis* presentibus litteris duximus apponendum in testimonium premissorum. — *Thomas Roolini*, ita est.

Orig., G. 332, scellé sous simple queue.

N^o 104.

Décembre 1320.

Johannes, dit Piquardez, reconnaît devoir chaque année à Saint-Etienne deux émines et demie, moitié blé, moitié avoine.

In nomine domini, amen. Anno incarnationis eiusdem millesimo ccc^{mo} vicesimo mense decembris, ego *Johannes* dictus *Piquardez de Taisneto* notum facio vniuersis presentes litteras inspecturis per iuramentum meum super sancta Dei euuangelia corporaliter prestitum firmiter asserendo quod ecclesia *sancti Stephani de Dyuione* habet et habere consueuit ab antiquo super omnia bona mea, que ad me ratione successionis paterne deuenerint, duas eminas cum dimidia bladi frumenti et auene per

medium ad mensuram *Mirabelli* annui et perpetui redditus, et si hactenus cessatum fuit per me vel predecessoribus meis in solutione dicti annui redditus iniuste fuit, quare dictas duas eminas cum dimidia dicti bladi promitto per dictum juramentum meum et sub expressa obligatione omnium bonorum meorum mobilium et immobilium presentium et futurorum soluere singulis annis religiosis dicte ecclesie vel successoribus eorum ad festum Omnium Sanctorum, alioquin omnia dampna, missiones, costamenta et totum interesse que et quas dicti religiosi propter defectum huiusmodi annis singulis ut premititur non facte incurrerint fecerint aut sustinerint eisdem teneor sub juramento et obligatione predictis integre resarcire. Renuncians ex certa scientia in in hoc facto pro me et meis heredibus exceptionibus, rationibus et allegationibus totius juris et facti que contra tenorem presencium possent obici seu dici, iurique dicenti generalem renunciacionem non valere. Volens me et heredes meos compelli, etc. In cuius rei testimonium, etc. Actum in presentia *Guioneti Chargerii* de *Dyuione* clerici, coadiutoris *Johannis Rateti* notarii *Dyuionis*, *Johannis* filii quondam *Theobaldi Freroet*, *Johannis* eius nepotis et *Johannis de Breteneria* clericorum testium ad hoc vocatorum anno et mense predictis.

Orig., G. 396, scellé sous double queue, cire verte (Arviset). — Cop., Reg. G. 133, f° 119 r°.

TABLE GÉNÉRALE

Les chiffres renvoient aux numéros des chartes.

A

Abbas monasterii Belli Campi, 55.
 — besuensis, 72, 73, 74. — sancti Benigni, 25. — sancti Stephani : Girardus, 60 ; Hugo, 5, 6, 7, 11, 15, 16, 19, 21, 25, 27, 30, 33, 36, 41, 42, 49, 51, 67, 69, 72 ; Poincardus, 72, 73, 77, 86, 90.
Accelle, 16, 52, 55, 61, 66.
Acelinus de Sancto Apolinari, 21.
Acyacum, 60
Adelina, filia Johannis Poian, 21.
Adelineta, 3.
Adelineta la Perrere de Dyuione, 101.
Aglantina li Quaille de Villa-subtus-Geureyum, 51.
Agneleta, uxor Girardi li Garbilez, 28.
Alaidis de Villa-subtus-Geureyum, 51.
Alaiseta filia Hugonis Sorin, 5.
Alaiseta, relicta Grenier, de Villa-subtus-Geureyum, 51.
Alaiseta, relicta Richardot de Villa-subtus-Geureyum, 51.
Alaisona li Cloppe de Villa-subtus-Geureyum, 51.
Alaisota de Malliens, 3.
Alaisota filia Hugonis Belefemme, 3.
Alaissannier, 3.
Alardetus de Fauverneyo, clericus, 63.

Alardetus Mugnerii, 63.
Alardus cambitor, 25.
Alardus de Dyuione, canonicus sancti Stephani, 63.
Albe Rippe (monasterium), 7.
Alieta, filia Girardi Volant, de Villa-subtus-Geureyum, 51.
Alieta, relicta Johannelli, de Villa-subtus-Geureyum, 51.
Aloes de Ycio, 94.
Altari (Vienetus de), 60.
Altaudus Rossinnel de Dyuione, clericus, 43.
Alta Villa, 16.
Alto Villari (dominus de), 102.
Alto Villario (Perronetus de), 57.
Amedeus, canonicus sancti Stephani, 38.
Amende, *peine*, *clause pénale*, 36, 51, 58, 61.
Amieta, soror Guieneti Renerii, 82.
Amodiation, 27, 67, 100, 103.
Amortissement, 46, 47, 59, 62.
Andreas, curatus de Germaines, 30.
Andreas de Cheuaigneyo, clericus, 44.
Andreas de Cutigneo, cordubernarius, André de Quétigny, 9, 10.
Andreas de Villa-subtus-Geureyum, 51.
Andreas le Forer de Talento, 16.
Andreas Porrier de Talento, 16.

Andrietus de Pasquerio, 9.
 Andrietus Perrot, 50.
Anniversaire, v^o *sépulture*.
 Aqueductus, Acqueductus, 2, 17, 19,
 44, 45, 52, 65, 84, 92, 98 ; — lieux
 dits : Bella noua, 19 ; Vinea Lie-
 bant, 44.
 Arbeletus Bouenot, 21.
Arbitres, 36.
 Arcons (Guido de), 91.
 Arcus, 22.
 Argilleyum, 102. — lieu dit : les
 haïers, 102.
 Arneletus de Verrangiis, 23.
 Arneletus li Boicharz de Verrangiis,
 24.
 Arneyum, 1.
 Asnerie, Agnerie, Agnerie, Aneres,
 86, 87, 100. — lieux dits : en ven-
 desac 100; nemus des Cotes, 86,
 87 ; vinea dicta planta maiorum,
 86.
 Aubertinus Lothoringi, 80.
 Aubertus Dangoste, 45.
 Aubigneyum, 88.
 Aubricus Chappe, 21.
 Autigny, 15.
Autorisation maritale, 5, 10, 12, 21,
 30, 43.
 Auxona, 56.
Aveu et désaveu d'un seigneur, 21,
 54, 79, 98.
 Aymes, curez de Migno, 37.

B

Baillivus, *bailliz*, 39, 79, 87.
 Baiz, 20.
 Balduynus Yuorinus, 67.
Ban de la vente du vin, 27.
Barberius, *barbitonsor*, 12, 21, 51,
 77, 80, 100.
 Barre (liberi dicte a la), 21.
 Bartholometus de Vichey, 12.
 Bartholometus Lilliuex, 67.

Bartholometus Moninus, 66.
 Bataillet (le), 51.
 Beleta li Vielle de Villa-subtus-
 Geureyum, 51.
 Belinus Bolardeaux de Villa-subtus-
 Geureyum, 51.
 Belinus de Pasquerio, Belinus dou
 Pasquier, 9, 21.
 Bella Vaura, 76.
 Bellefamme de Ycio, 93, 94, 95.
 Belli Campi (monasterium), 55.
 Bellus Mons, 61.
 Belna, 14, 17, 22, 25, 29.
 Belota, filia Roberti Meniel, 6.
 Belota neptis Margareté Polie, 51.
 Belota, soror Jacobi carpentarii, 26.
Bergerius, 50, 51.
 Bernardus Guibert de Dyuione, 67.
 Beroignetus de Stabulis, 1.
 Beroignetus sutor, de Dyuione, 57.
 Bertherus de Stabulis, 1.
 Bertholomeus barberius, 77.
 Bertholomeus de Prumellis, deca-
 nus, 77.
 Besua, besuensis, Beze, 8, 32, 70,
 72, 73, 74, 88, 90, 96.
Bichetum, v^o *mesures*.
 Billons (dictus) de Potoing..., 2.
 Blainchona, uxor Humbeleti Truier,
 38.
Boicheret, 56.
 Boillans, 69.
 Boillart, 57.
Boissellus, v^o *mesures*.
 Bollenot (le), 65.
 Bona, uxor Alardi cambitoris, 25.
 Bona, Boneta, relictâ Micheleti de
 Bella Vaura, 76.
 Boneta, uxor Perroneti de Gemellis,
 12.
 Boneta, uxor Villermeti Rabi, 68.
 Borda (heredes de), 76.
 Boriols (dictus), 26.
 Bornardetus Pautru, 88.
 Borsetrouee, 63.

Boux (Galterus de), 4.
 Braiseyum, 24, 52.
 Braiy (le), le Bruel, ruisseau, 22, 31.
 Brecentus de sancto Maritio, 103.
 Breteneria, 41, 42, 104.
 Brochon, Brachons, Branchons,
 Braschons, Broichon, 5, 6, 33, 39,
 40, 41, 46.
Burgensis dyuionensis, 16, 32, 48,
 52, 56, 65.
 Bure, 76.
 Buxeroliis (ecclesia de), 60.

C

Cabilo, cabilonensis, 41, 42, 99.
Cambitor, 25.
 Canabas, 61, 70, 90.
Canonicus Belne, 25. — capelle ducis Burgundie, 11, 36, 72, 73, 74. — leodicensis, 16. — sancti Kyriaci de Prunino, 68. — sancti Stephani : Alardus, 63 ; Amedeus, 38 ; Guido de Arcons, 91 ; Johannes Belorgier, 70 ; Odo Varroquier, 20, 56.
Cantor capelle ducis, 26.
Capella de Breteneria, 41, 42. — de Dijon : Christianitatis, 7, 27 ; diuitum, 77 ; ducis, 8, 11, 16, 26, 27, 36, 72, 73, 74, 77, 83.
Carpentarius, 51, 75.
 Castillio super Sequanam, Chastoillon, 72, 79, 87.
 Castro Cufferie (Elena de), 12.
Cellarius, cellerarius, celerex, 38, 51, 54.
Cens: *accensatio*, 19, 51, 58. — *bail à cens* : 1^o *lettre de concession*, 19 ; 2^o *lettres de retenue* : a) *bail à vie*, 29, 56, 65, 80 ; b) *bail perpétuel*, 2, 26, 52, 58, 81, 85, 88. — *censiua*, 51. — *censualis*, 6, 27, 51, 101. — *reconnaissance de cens*, 89, 93, 94, 95.

Chaigneot, 22, 31.
Chambellan, cambellanus, 59, 77.
Charges et redevances diverses : *redevencia, exactio, onus*, 25, 32, 33, 50, 82, 86, 92, 97, 101 ; *corvée*, 51, 84 ; *costuma*, 51 ; *dime (decima, decimatio, decimalis)*, 5, 14, 16, 17, 22, 27, 30, 33, 43, 45, 48, 53, 55, 56, 67, 70, 78, 85, 88, 90, 103 ; *geline*, 1 ; *perticha*, 66, 96 ; *salvamentum*, 84 ; *taille (taillia, tailliabilis)*, 21, 51, 54, 84, 98 ; *terciabilis*, 36.
Chargeyum, 48, 49, 52.
 Chasteney, 90.
Chaudenayum, 20.
Chauellum, v^o *mesures*.
Cheuaigneyum, 3, 44, 55.
Cheuigneyum-Sancti-Saluatoris, 7, 12.
Cimetière (droit de), v^o sépulture.
 Clarambaudus de Dyuione, phisicus, 89.
 Clarambaudus de Ougtiis, pelliparius, 38.
 Claraualle (religiosi de), 89.
 Clemens Chillot, 5.
 Clemens quintus, papa, 60.
 Clemencius, de Villa-subtus-Geureyum, 51.
 Clementius bergerius, 50.
 Clenayum, Clenay, 44, 48, 100.
Clericus, 2, 9, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 24, 25, 27, 29, 43, 44, 45, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 62, 63, 65, 66, 67, 68, 69, 74, 75, 76, 78, 80, 86, 88, 90, 91, 93, 95, 96, 98, 100, 103, 104. — *clericus coadiutor notarii* : V. Guionetus Chargerii, Johannes Cultilerii, Johannes Piquardi, Johannes Sellarii, Petrus de Chargeyo. — *clericus tabellio*, V. Johannes Piquardi, Odo Rotharii, Thierricus de Tylicastro, Thomas Roolini.

Coardet, 57.
 Coicheyum, 20, 38, 58, 81. — lieux
 dits : en corcolotes, 58 ; es arbues,
 58 ; es crais, 38 ; es craiz de fon-
 tene molin, 58 ; es poitures, 38 ;
 ou cloux l'auesque, 81 ; vinea
 cheurer, 38.
 Colinus de Tenisse, 32.
 Collonis, 93, 94.
 Colonus, 27.
 Columbus, 16, 27.
 Commise (*droit de*), 79, 98.
 Confirmation, 42, 63, 72.
 Constantius Broisoz de Villa-sub-
 tus-Geureyum, 51.
 Constantius Gratebois de Villa-sub-
 tus-Geureyum, 51.
 Contumace, 79, 98.
 Conuersus (*frater*), 31, 98.
 Coquus, 76.
 Corcellas, 5.
 Cordubernarius, 9, 33, 56, 61.
 Corrigarius, 68.
 Costanis et Henricus dicti les Brois-
 soz, 71.
 Costuma, *v^o charges*.
 Coutume de Bourgogne, 79, 98.
 Cray (rivus de), 14.
 Criminel pendu, 87.
 Crimolois, Crimoloys, 78, 103. —
 lieu dit : en prey rabuef, 78.
 Crusey, 54.
 Cuen de Verrangiis (dictus), 18.
 Culleyum, Culley, 38, 91.
 Curator bonorum Templi, 39, 40.
 Curatus, 22, 30, 31, 37, 39, 60, 68,
 92.
 Curia Arnulphi, 22, 31, 98. — lieux
 dits : en charmois, 22, 31 ; en la
 platere, 31 ; en la rey, 31 ; en
 poutot, 31 ; es foillies, 31 ; in prae-
 ria, 31 ; ou cloux, 31 ; ou couter-
 not borgeon, 31.
 Cutigneyum, Cutigne, Cutigney,
 Quetigny, 3, 9, 10, 11, 12, 14, 21,

52, 53, 54, 79, 98. — lieux dits :
 a la barre dou bois, 21 ; a la plan-
 chete, 21 ; au jaissor, 21 ; bois
 vesanges, 79 ; champ corbot, 21 ;
 en champeaux, 21 ; en misenelers,
 79 ; en parce, 79 ; en prei rondot,
 79 ; en ronceni, 79 ; en roseres,
 79 ; es angletes, 21 ; es arbues
 dessouz mirandes, 21 ; es arbues
 de vin arme, 21 ; es bruz au mai-
 ret, 79 ; es descorz des vignes, 9 ;
 es quarres, 9 ; la ruote, 21 ; le
 poirier, 79 ; les aloueres, 79 ; maul-
 bocchet, 21 ; nusenele, 21 ; ou
 maulboichot, 9 ; pre breton, 21 ;
 pre noueaul en la saue, 21 ; super
 pratum bergent, 9 ; sur vilar, 10 ;
 vie dou molin, 79.

D

Dannota, uxor Seronitii corduber-
 narii, 61.
 Decanus, 5, 6, 7, 27, 41, 77, 83.
 Défaut (*procéd.*), 79, 98.
 Demergetus le Gruet, 43.
 Demoingetus Acelene, 75.
 Demoingetus cellarius, 38.
 Demoingetus de Pasquis, 70, 90.
 Demoingot, fils de Perron dit Pon-
 traul, 79.
 Denarius, *v^o monnaies*.
 Dez, 45. — lieu dit : en crocillerans,
 45.
 Dime, *v^o charges*.
 Dyuio, Diuio, dyuionensis, Dijon,
 1, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13,
 14, 15, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 25, 26,
 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 35, 36, 38,
 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48,
 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58,
 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69,
 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79,
 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89,
 90, 91, 92, 96, 97, 98, 99, 100, 101,

102, 103, 104. — *fours* : dictus de Boulancheria, 25 ; de Poille, 26 ; quoquinorum, 88 ; sancti Michaelis, 27. — *lieux dils* : bergis, burgis, 57, 61 ; campus Eurardi, 27 ; castrum dyuionense, 99 ; cheminum leudcum, 52 ; genois, 90 ; largillere, 76. — *portes* : porta Comitis, 63, 80 ; leonis, 77 ; noua, 68 ; de Talento, 27. — *rues* : vicus de la Beloincherie, 32 ; des noiroz, 27 ; dolearum, 52 ; dou Pautaz, dou pautez, 26, 101 ; dou poirier, 56 ; es Aufrois, 68 ; es channex, 66, 96 ; es riboutez, 57, 61, 65 ; furni quoquinorum, 88 ; monialium de Tardo, 13 ; porte noue, 77 ; sancti Anthonii, 71 ; sancti Martini, 89 ; sancti Michaelis, 27.

Dolearius, 57.

Domicellus, 5, 6, 11, 18, 19, 20, 21, 23, 24, 30, 36, 44, 48, 51, 53, 55, 82, 83, 88.

Domois, 5, 6.

Domus Dei de Brochon, 5, 6, 39, 40, 41, 46.

Donation entre vifs, 3, 30, 31, 37, 38, 49, 54, 55, 63, 68, 71, 77. — *propter nuptias*, 11, 33. — *pro remedio anime*, 3, 16, 37, 46, 47, 62, 68, 77.

Donna Petra, Dompna Petra, 11, 36, 45, 72.

Dol, 11, 12, 33.

Douaire, 11, 33.

Ducissa Burgundie, 27.

Durandus Courbot, 71.

Durandus Thyecon de Sathenaio, 5.

Dux Burgundie, 8, 11, 12, 16, 21, 26, 27, 34, 36, 46, 47, 61, 62, 72, 73, 74, 77, 79, 83, 98.

E

Echange, 5, 6, 30. — *avec soulte*, 90, 92.

Ecclesia de Buxeroliis, 60. — *cabi-*

lonensis, 41, 42. — *de Canabis*, 70, — *de Cheuigneyo sancti Saluatoris*, 7. — *de Dijon* : sancti Benigni, 16, 25 ; sancti Medardi, 76 ; sancti Michaelis, 27, 76 ; sancti Philiberti, 72 ; sancti Stephani, 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 19, 20, 21, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 33, 35, 36, 38, 39, 40, 41, 42, 44, 45, 46, 47, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 67 à 82, 84 à 92, 96, 98, 99, 100, 102, 103, 104. — *dou priorey de saint Germain de Grancey*, 37. — *de Pruneriis*, 41. — *Tilicastri*, 95. — *de Vergelyo (sanctus Dyonisius)*, 77.

Edua, eduensis, 77, 98.

Election d'abbé (confirmation d'), 72, 73.

Elena dicta de Castro Cufferie de Dyuione, 12.

Emina, v^o *mesures*.

Enquête, 79, 87.

Episcopus cabilonensis : Robertus, 41. — *lingonensis* : Guillelmus, 7, 42, 64, 72 ; Guido, 60.

Espai, Espay (l'), 51, 54, 71.

Eudes, dux de Borgogne, 62.

Eurardus de Marchiseul, 101.

Eurardus li Caulez de Verranges, 35.

Exceptions (procéd.) (deceptionis in aliquo, doli mali, juris et facti, non numerate pecunie, pecunie ex dicta causa non debite, venditionis legitime non facte, etc.), 6, 9, 11, 12, 17, 18, 19, 20, 21, 25, 28, 30, 31, 32, 33, 35, 43, 44, 45, 48, 50, 54, 55, 63, 66, 67, 69, 70, 71, 75, 77, 82, 84, 86, 90, 91, 92, 96, 104.

F

Faucie, v^o *mesures*.

Fauerneyum, 63.

Femmes (droit en faveur des), 11,
18, 20, 33, 43, 70.
Feurier (dictus), 4.
Fidéjusseurs, 67, 103.
Fief, 11, 62.
Firma, 27.
Fixeyum, 56.
Fixinum, 81.
Flaiuen de Ycio, 94, 95.
Fluriota (dicta), 3.
Foncegruie, 76.
Fontane, 17, 45, 48. — lieu dit : en
la coste, in costa, 17, 45, 48.
Fontenois (religiosi de), 17, 45.
Forquant (filles), 79.
Forquandus (filius), 9.
Foucherius de Arneyo, 1.
Four banal, 34.
Franc-alleu, 30, 62.
Francia, 39, 40, 60.
Francorum (Philippus, rex), 39, 40.

G

Galterius Falconeti de Dyuione, 102.
Galterus de Boux, 4.
Galtherus Pautini, 57, 61.
Galtheretus Bone, 65.
Galtheretus de Aqueductu, burgen-
sis dyuionensis, 65.
Garde, 37, 59.
Garmus, Garnerius de Tilleriis, rec-
tor ecclesie de Buxeroliis, 60.
Garnerus de Besua, 8.
Gautier Fauconot, clerc, 69.
Gautier le Courbe, 10.
Gelebon, 71.
Gelietus Jailloz de Villa-subtus-
Geureyum, 51.
Geline, v^o charges.
Gemellis (Perronetus de), 12.
Gencigney, 69.
Genleyum, Genlleym, 50.
Geraldus de Ytio, rector, 7.
Germaines (Andreas, curatus de), 30.

Geureyum, Geurey, 5, 6, 43, 51, 54,
85. — lieux dits : chanpestornois
(en), 5 ; la palu (an), 5 ; manso-
bertam (in), 85 ; mourterot (en),
6 ; pontot (au), 5, 6 ; soruies (en), 5.
Gileta, filia Villemardi Chappon, 66.
Gileta, Gilieta, mater Guioneti li
Chasez, 75.
Gileyum, 16.
Girardeaul de Villa-subtus-Ge-
ureyum, 51, 53.
Girardetus (Girardus) Poinne (Poi-
gne) de Glenayo, clericus, 44, 48,
100.
Girardus, abbas sancti Stephani, 60.
Girardus barberius de Agneriis,
100.
Girardus de Nonlay, domicellus, 53.
Girardus dictus de Pasquier, 14, 21.
Girardus, filius Humbeleti Truier, 38.
Girardus, filius Johannini de Ac-
cellis, 66.
Girardus li Garbilez de Villa-subtus-
Geureyum, 28, 51.
Girardus li Soictours, 51.
Girardus Regine de Dyuione, cle-
ricus, 96.
Girardus Volant, 51.
Gobillot, 51.
Goncot (dictus le), 21.
Grancey, 37, 59. — lieux dits : la
noe dame Perrote, 59 ; vaoiget
(en), 37.
Grangia, 21.
Grant Sirot, seruiens maioris de
Dyuione, 98.
Grenier (Alaiseta relicta), 51.
Griffo Graindorge, 9, 38.
Guaiserus de Dyuione, 103.
Guerroichon de Talento, 45.
Guiburgis, soror Perroneti Beroi-
gne, 97.
Guido Chauchart, 32.
Guido de Arcons, canonicus sancti
Stephani, 91.

Guido de Vergely, notarius, 98.
 Guido dictus Sortes, curatus de Buxeroliis, 60.
 Guido, episcopus lingonensis, 60.
 Guiecetus dictus Marroglier de Tilicastro, 93.
 Guienetus Renerii, 82.
 Guillaume de Chaudenay, 83.
 Guillemardus Chappon, 13.
 Guillemot de Gencigney, cleric, 69.
 Guillemote li Champenoise, 69.
 Guillermeta de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Guillermetus Borroise de Dyuione, 21.
 Guillermetus, filius Foucherii de Arneyo, 1.
 Guillermetus Oiselot, 4.
 Guillerminus, filius maioris de Villa-subtus-Geureium, 28.
 Guillermus Amenein de Mota, vicarius generalis, 42.
 Guillermus bergerius de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Guillermus Bolardeaux de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Guillermus, cambellanus ducis, 77.
 Guillermus de Corcellis, 5.
 Guillermus de Cutigneyo, domicellus, 11, 21, 53.
 Guillermus de Domois, domicellus, 5, 6.
 Guillermus de Gileyo, 16.
 Guillermus de Oisilleyo, domicellus, 36.
 Guillermus de Potoing..., 2.
 Guillermus dictus la Beste, 99.
 Guillermus dictus Perroz de Genlleyo, 50.
 Guillermus, episcopus lingonensis, 7, 42, 64, 72.
 Guillermus, filius Hugonis de Chasteneu, 90.
 Guillermus, filius Villermi Saunerii, 66.

Guillermus, frater maioris de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Guillermus le Chasey de Dyuione, 75.
 Guillermus Lefroit de Sancto Seccano, clericus, 16.
 Guillermus li cordelex, 51.
 Guillermus li jais, 51.
 Guillermus li Renarz, 51, 85.
 Guillermus li Trinquet, 51.
 Guillermus Loure, presbiter, 75.
 Guillermus Perrons dictus Brenoz, 51.
 Guillermus Sayn, retonsor pannorum, 61.
 Guillermus Vertuosus (le Vertuour) burgensis dyuionensis, 16, 82.
 Guionetus Chargerii de Dyuione, Guionetus dictus Chargeret, Guionot dit Chargeret, clericus coadiutor notarii, 50, 51, 52, 53, 54, 90, 104.
 Guionetus li Chasez, 75.
 Guiotoz, pelliparius, 101.
 Guiotus Astereaux de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Guiotus Cardinet, 68.
 Guiotus Chauderon de Geureio, 6.
 Guiotus de Mirabello, clericus, 4, 9.
 Guiotus de Parrigneyo, domicellus, 44.
 Guiotus de Sancto Johanne, 103.
 Guiotus de Tylicastro, dolearius, 57.
 Guiotus, filius Coardet, 57.
 Guiotus Jaiot (Jaiote), 5, 6.
 Gy, 76.
 Gyeum, 86.

H

Haymo Badier, 58.
 Haymo Baudeti, 75.
 Haymo Chauchardi, 75.
 Haymo de Donna Petra, canonicus capelle ducis, 11, 36, 45, 72, 73, 74.
 Haymonetus le Rocrouet, 56.

- Haymoninus dictus li Damoiselez de Villa-subtus-Geureium, 11.
- Helena, uxor Hugonis de Grangia, 21.
- Helena, soror Johannis dicti Teste, 17.
- Henricus Bailloz de Villa-subtus-Geureium, 51.
- Henricus Beliarz de Villa-subtus-Geureium, 51.
- Henricus Broilloz de Villa-subtus-Geureium, 51.
- Henricus de Vergeyo, 43.
- Henricus et Costanis dicti les Brois-soz, 71.
- Henricus li Jusserez, 51.
- Henricus li Parisardes de Dyuione, 103.
- Henricus Picherres de Villa-subtus-Geureium, 51.
- Herrietus Barbuot, 31.
- Homo explectabilis*, 21, 31, 51, 54, 79. — *justiciabilis*, 1. — *tailliabilis*, 1, 19, 21, 31, 51, 54, 79.
- Honorius III, papa, 27.
- Hospitalis* beate Marie Magdalene, 14. — *jherosolimitanus*, 21.
- Huedes, sire de Grancey, cheualier, 37, 59.
- Huetus Milleran de Aqueductu, 19.
- Hugo, abbas sancti Benigni, 25.
- Hugo, abbas sancti Stephani, 5, 6, 7, 11, 15, 16, 19, 21, 25, 27, 30, 33, 36, 41, 42, 49, 51, 67, 69, 72.
- Hugo Chappe de Dyuione, clericus, 21, 96.
- Hugo Chopillex de Dyuione, 67.
- Hugo Dagoman de Aqueductu, 98.
- Hugo, decanus de Geureyo, 5, 6.
- Hugo de Bello Monte, presbiter, 61.
- Hugo de Cabilone, notarius, 99.
- Hugo de Chasteney, 90.
- Hugo de Coicheyo, 58.
- Hugo de Edua, canonicus, 98.
- Hugo de Grangia, 21.
- Hugo de Marchisino, 26.
- Hugo de Patando, domorum Templi visitator, 39, 40.
- Hugo de Verranglis, domicellus, 11, 51, 82.
- Hugo dictus Bele femme, 3.
- Hugo dictus Chanpile de Dyuione, 103.
- Hugo dictus dou Pautez de Dyuione, canonicus, 68.
- Hugo dictus Grant de Mirabello, 36.
- Hugo dictus Verpillat, 98.
- Hugo Gelebert, maior de Verrangliis, 49.
- Hugo Morelli, 85.
- Hugo Nani, 5.
- Hugo Nebert, 31.
- Hugo Sarron, 21.
- Hugo Sorin, 5.
- Hugo, vicarius, 95.
- Hugonetus barberius de Villa-subtus-Geureium, 51.
- Hugonetus de Arcu, 22.
- Hugonetus dictus Pescaudet, 18.
- Hugonetus Fromaigoz de Villa-subtus-Geureium, 51.
- Hugonetus li Gaule de Arcu, 22.
- Hugonetus Lostanlier, 76.
- Hugonetus Monier de Pichangiis, 82.
- Hugoninus Brocardi de Potoing..., 2.
- Hugoninus de Geureyo, 51.
- Hugoninus de Marcegnayo in monte, 56.
- Hugoninus de Mastiaco, clericus, 43.
- Hugoninus Graindorge, 80.
- Hugoninus Moreaux, 51.
- Hugoninus Morelli, 28.
- Huguenot Menne, 79.
- Hugues de Vief Vif, celere rex de Saint Estienne, 54.
- Hugues de Chastel, 15.
- Hugues, dux de Borgoigne, 34, 46, 47, 79.

Hugueta, relicta Huoti, 51.
 Humbeletus de Geureyo, 51.
 Humbeletus Truier de Coicheyo,
 38, 58.
 Humbelottus de Accellis, 52.
 Humbertus, filius dicti Grant Sirot,
 98.
 Humbertus de Marcegnayo in monte,
 clericus, 43.
 Humbertus dictus Arcuncex de
 Aqueductu, 84.
 Humbertus le Boillart, 61.
 Humbertus, liber Bertheri de Sta-
 bulis, 1.
 Humbertus Taleneaux de Dyuione,
 14.
 Huotus, 12.
 Huotus de Villa-subtus-Geureyum,
 11.
 Huotus le Chat, 38.

J

Jacobus au Maricotat de Dyuione,
 tonellarius, 26.
 Jacobus, cantor capelle ducis, 26.
 Jacobus, carpentarius de Dyuione,
 26.
 Jacobus de Cutigneyo, burgensis
 dyuionensis, 52.
 Jacobus le Violetet, 51, 53.
 Jaqueta, filia Durandi Thycon, 5.
 Jaquetus de Gyeio, seruiens, 86.
 Jaquetus de Marcegnayo in monte,
 56.
 Jaquetus de Noidant, domicellus, 20.
 Jaquetus de Paangiis, burgensis
 dyuionensis, 48.
 Jaquetus de Poilleyo, 67.
 Jaquetus Gouvernau, maior de Coi-
 cheyo, 20.
 Jaquetus Sarron, 9.
 Jaquetus Villereaul, 31.
 Jaquot Borrel, 37.
 Jean de Loya, 10.

Jeannotte, femme du précédent, 10.
 Jeham, prieur de Saint-Germain de
 Grancey, 59.
 Jehamz, chambellan de Grancey, 59.
 Jehan Chappey, 79.
 Jehan de Chastoillon, bailliz, 79, 87.
 Jehan de Crusey, prestre, 54.
 Jehan le layner de Dyion, 54.
 Jehans, filz Yuer de Boillans, 69.
 Jehans François de Dyion, 87.
Infirmarius sancti Benigni, 16, 17.
 Jobelot, valet du duc, 34.
 Johannelli (Alieta, relicta), 51.
 Johannes, abbas monasterii besuen-
 sis, 72, 73, 74.
 Johannes Belorgier, canonicus sancti
 Stephani, 70.
 Johannes Bigot, 82.
 Johannes Boitan, 86.
 Johannes Botequin de Roeles, 20.
 Johannes Boudier de Verrangiis,
 49.
 Johannes Breton de Villa-subtus-
 Geureium, 28.
 Johannes Cairart, 22.
 Johannes Chauchardi de Dyuione,
 clericus, 1, 17.
 Johannes Cultelerii (Cultilerii) de
 Dyuione, clericus, 45, 68, 96, 103.
 Johannes de Accellis, 16.
 Johannes de Acyaco, notarius, 60.
 Johannes de Besua, burgensis, 32.
 Johannes de Breteneria, clericus,
 104.
 Johannes, decanus capelle ducis,
 27.
 Johannes de Cheueigneyo, abbas, 55.
 Johannes de Curia Arnulphi, frater
 conuersus sancti Stephani, 98.
 Johannes de Dyuione, 9.
 Johannes de Gy, presbiter, 76.
 Johannes de Montebarro, 97.
 Johannes de Ougiiis, 48.
 Johannes de Parreceyo, 33.
 Johannes de Puteis, presbiter, 60.

Johannes de Saceneyo, 75.
 Johannes de Sancto-Amore, domicellus, 19.
 Johannes de Siureyo, presbiter, 38.
 Johannes de Tardo, 11.
 Johannes dictus Chanpans de Agneriis, 100.
 Johannes dictus Corbe, 14.
 Johannes dictus de Broichons, de Dyuione, 74.
 Johannes dictus de Perreceyo, de Dyuione, clericus, 13.
 Johannes dictus dou Pautez, 68.
 Johannes dictus li Corbes de Cutigneyo, 3.
 Johannes dictus Piquardez de Taisneto, 104.
 Johannes (dictus) Teste de Dyuione, presbiter, 7, 9, 17, 45, 48.
 Johannes, filius Demoingeti, 38.
 Johannes, filius Humbleti Truier, 38.
 Johannes, filius Menexerii, pelliparii, 12.
 Johannes, filius Roolini, 51.
 Johannes, filius Theodaldi Freroet, 104.
 Johannes Forestarius, 21.
 Johannes Francisci, Jehan François, notaire à Dijon, 8, 43, 44, 48, 50, 51, 52, 53, 54, 68, 72, 73, 74, 76.
 Johannes, frater Osannone Pescaudet, 18.
 Johannes Frumenti de Diuione, pannorum scissor, 81.
 Johannes Goncetot, 49.
 Johannes Lamberti, 80.
 Johannes Cheuance, le Cheuancet, de Curia Arnulphi, 22, 31.
 Johannes Legier, 49.
 Johannes li Chardenaux, 51.
 Johannes li Lamerroz, 21.
 Johannes li Ribauz, 51.
 Johannes, maior de Villa subtus Geureium, 28, 33.

Johannes Minoy, maior de Roeles, 20.
 Johannes Moriseti, maior de Roura, 78.
 Johannes, nepos Theobaldi Freroet, 104.
 Johannes, olearius de Geureio, 6.
 Johannes XII, papa, 74.
 Johannes Pautini, seruiens, de Cutigneyo, 98.
 Johannes Petiz de Coicheyo, 81.
 Johannes Piquardi de Longo Vico, clericus coadiutor notarii, 8, 13, 45, 55, 56, 57, 58, 61, 63, 65, 67, 75, 78, 80, 88, 91, 101, 103.
 Johannes Pitou, 30.
 Johannes Poian, 21.
 Johannes, porterus sancti Stephani, 2.
 Johannes, prior de Tilicastro, 98.
 Johannes Rateti de Belna, clericus, notarius dyuionensis, Jehan le Ratat, 1, 3, 4, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 17, 20, 21, 22, 26, 28, 30, 31, 32, 33, 38, 55, 63, 66, 67, 69, 70, 71, 75, 78, 80, 82, 85, 86, 88, 90, 91, 92, 96, 99, 101, 102, 104.
 Johannes Reaiges, 103.
 Johannes Regnaut, 97.
 Johannes, sacrista sancti Stephani, 4.
 Johannes Sellarii de Dyuione, clericus coadiutor notarii, 43, 44.
 Johannes Serouhot, 30.
 Johannes Truphenot, 58.
 Johannes Viuiani de Sancto-Juliano, 44.
 Johanneta, filia dicti Girardeaul, 51.
 Johanneta, filia dicti le Bataillet, 51.
 Johanneta, filia Miloti le Bataillat, 53.
 Johanneta, filia Roberti Meniel, 6.
 Johanneta li Rosse, 51.
 Johannetus, gener Menesserii, 4.
 Johannetus le Picaut, 38.

Johannetus li Copardez de Dyuione, 67.
 Johannetus li Moniez, 23, 24.
 Johannetus li Piquardez de Verrangiis, 23, 24.
 Johannez Puitoz de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Johanninus de Buris, 76.
 Johanninus dictus de Ponte de Accellis, 66.
 Johanninus li Becenoz de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Johanninus Moquarz de Villa-subtus-Geureium, 51.
Jornale, v^o *mesures*.
 Juhanna, relicta Thome, phisici, 8.
 Juhanna, relicta Villemardi Chappon, 66, 99.
 Juhanna, uxor Altaudi Rossinel, 43.
 Juhanneta de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Juhanneta, uxor Bartholometi de Vichey, 12.
 Juhanneta, uxor Hugoneti li Gaule, 22.
 Juhanneta, uxor Humberti Tale-neaux, 14.
 Juhanneta, uxor Johannis de Villa-subtus-Geureium, 33.
 Juigny, 62.
Justice haute et basse, 37, 51, 59, 87.

L

Lambeletus, filius Theobaldi Serouhot, 18.
 Lambeletus Morgoillon de Baiz, 20.
 Lambelin de Grancey, 37.
 Lambertus, maior de Asneriis, 86.
 Lambertus de Thardo, presbiter, 55, 74, 97.
 Lathomus de Geureyo, 51.
 Latreceyum, 20.
 Laurentius corrigarius, 68.
 Laurentius filius Durandi Courbot, 71.

Legras, 44.
 Leodegarius, dictus Godars de Serigneo, 29.
 Leodegarius Qualier, 5.
 Leodicensis (canonicus), 16.
 Leriaceum, 93, 94, 95.
Libra, v^o *monnaies*.
Librata, v^o *monnaies*.
 Liebandus, 29, 31.
 Lingonensis, 7, 25, 27, 41, 42, 45, 51, 57, 58, 60, 61, 64, 68, 72, 73, 74, 76, 77, 82, 96, 98, 100, 103.
 Longa Curia, 18.
 Longus Vicus, 13, 45, 56, 57, 58, 61, 65, 78, 80, 103.
 Loste de Fixino, 81.
 Loume de Chastial, 79.
 Luseyum, 103.

M

Macheretus li Curiez, 103.
 Maigneyum, 77.
 Maigneyum supra Tyliam, 91.
Maïor de Asneriis, 86. — de Coicheyo, 20. — de Dyuione, 98. — de Roeles, 20. — de Roura, 78. — de Verrangiis, 49. — de Villa-subtus-Geureium, 11, 28, 33, 51, 85.
 Malliens, 55, 88. — lieu dit, campus de la fosse, 55.
Mandement de Philippe le Bel, 39, 40.
 Marcegnayum in monte, 4, 20, 43, 56. — lieux dits : cheseaux (es), 4; contour grassot (au), 43.
 Marcellus Mugnerii, 51.
 Marchiseul, 101.
 Marchisino (Hugo de), 26.
 Margareta de Villa Bicheti, 51.
 Margareta, filia Elene de Dyuione, 12.
 Margareta Polie, 51.
 Margareta, relicta Monieti, 33.

- Margareta, uxor Euurardi li Caulez, 35.
 Margareta, uxor Guillermi Vertuosi, 82.
 Margareta, uxor Perroneti dicti Aperto, 17.
 Maria de Culley, 38.
 Maria la Goillarde, 21.
 Maria, uxor Huoti, 12.
 Marieta Boichuote de Ycio, 93, 95.
 Marieta, filia dicte Aloe de Ycio, 94.
 Marion, fils de Perron dit Pontraul, 79.
 Mariona Bodanne de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Mariona li Groue de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Mariona, nurus Liebandi, 22, 31.
 Mariona, soror Johannini li Bece-
 noz, 51.
 Mariona, uxor Perroneti de Auxona, 56.
Maritagium, 11, 12, 33.
 Martinus Bersot de Besua, 90.
 Martinus Corberant, Corberam, 22, 31.
 Martinus de Dyuione, pelliparius, 101.
 Martinus de sancta Columpna, 50.
 Martinus (dominus), 24.
 Martinus Jorgot de Coicheyo, 81.
 Martinus Poignie, Poinie, 22, 31.
 Mastiacum, 43.
 Matheus le boicheret, 56.
 Matheus dictus de Puteo (dou Pois) de Aqueductu, 17, 45.
 Meingona, uxor Martini de Dyuione, 101.
 Menesserius, 4.
 Menexerius, pelliparius, 12.
 Merliciis (Roolinus de), 5.
Mesures : *bichelum*, 84 ; *boissellus*, 102 ; *chavellum*, 5, 6 ; *emina*, 51, 67, 103, 104 ; *faucie*, 37, 59 ; *jornale*, 2, 16, 19, 30, 31, 38, 43, 44, 45, 48, 49, 70, 79, 97 ; *modius* (*vini ad mensuram dyuionensem*), 61 ; *nummata* (panis), 51 ; *operata*, *ouvrée*, 38, 81, 85 ; *pugnus*, 13 ; *quartallum*, 30, 92 ; *sectura*, *soi-ture*, 3, 24, 28, 33, 35, 77, 79, 91, 97 ; *sextarius*, 5, 27, 61, 81.
Meurtre (*condamnation pour*), 79.
 Michael Aurige, 49.
 Michael Perrons, 51.
 Micheletus de Bella Vaura, coquus, 76.
 Migno, 37.
Miles, *cheualier*, 20, 25, 30, 59, 79, 87.
 Miletus Cloecarii, 77.
 Milo Furnerii de Cutigneyo, 98.
 Milotus de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Milotus le Bataillat, 53, 92.
 Mirabellum, 4, 7, 9, 30, 36, 48, 104 ; lieu dit : champ senon (en), 30.
Modius, v^o mesures.
 Mofflot (dictus) 51.
 Moingerdis, filia Johannis Boudier, 49.
 Moingerdis, Moinjardis, uxor Symo-
 neti barbitonsoris, 12, 21.
 Moinginus de Muhulleyo, 85.
 Molendinis (Petrus de), 21.
 Molinis (Petrus de), 49, 103.
 Monachus Berteanus de Tulle, do-
 micellus, 6.
 Monbeliart, 15.
 Monetis dictus de Sancto Johanne, 80.
 Monin, fils de Perron dit Pontraul, 79.
 Moninus Bolardeaux de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Moninus dictus de Besua, 32.
 Moninus Digenot, 38.
 Moninus Pautet, Pautez, 22, 31.
Monnaies : *denarius*, 27, 51, 89 ; *denarius monete dyuionensis*, 75 ;

denier tournois, 93, 94, 95 ; *libra*, 40, 60, 99 ; *libra dyuionensis*, 27, 32, 38, 51 ; *libra turonensis*, 16, 17, 51, 62, 83, 96 ; *libra turonensis duplicis*, 9, 11, 15, 21, 22, 33 ; *libra turonensis fortis*, 43 ; *libra turonensis parvi*, 15, 20, 45, 48, 50, 54, 59, 66, 70, 82, 86, 90, 91, 101 ; *libra viennensis*, 25 ; *librata*, 16 ; *obolus*, 6 ; *obolus dyuionensis*, 89 ; *solidata*, 16, 77, 99 ; *solidus*, 25, 57 ; *solidus dyuionensis*, 3, 8, 27, 29, 52, 53, 61, 65, 68, 75, 80, 97 ; *solidus monete ad quam soluentur locationes domorum in villa Dyuionis*, 56 ; *solidus monete communiter currentis per ducatum*, 2, 38 ; *solidus monete communiter currentis Dyuione*, 26 ; *solidus parisiensis*, 27 ; *solidus turonensis*, 28 ; *solidus turonensis duplicis*, 4, 14, 18, 23, 24, 33, 35 ; *solidus turonensis fortis*, 88 ; *solidus turonensis parvi*, 17, 19, 59, 69, 97, 99.

Monreaul, 68.

Mons barrus, 97.

Morellus li Beliez de Villa-subtus-Geureium, 51.

Morisetus de Vergeyo, 67.

Morisetus le Chaset, 32.

Mota (Guillermus Amenein de), 42.

Moruellis (decima de), 103.

Muhulleyum, 85.

Mur mitoyen, 13.

N

Nicholaus, decanus capelle ducis, 27.

Nicholaus de Sullereyo, 99.

Nicholaus li Bataillez, 51.

Noidan, 20.

Nomination d'un prêtre à une cure, 7.

Nonlay, 53.

Notarius, voir : Guido de Vergeyo, Hugo de Cabilone. Johannes de Aeyaco, Johannes Francisci, Johannes Rateti, Petrus Racheler, Petrus Verrerii, Symonetus Judei. *Nummata*, v^o mesures.

O

Obligation de 60 livres souscrite, 20.

Obolus, v^o monnaies.

Odeta, filia magistri Richardi, 31.

Odeta, uxor Haymonini de Villa-subtus-Geureium, 11.

Odetus Aalidis, 91.

Odetus Bigoz de Dyuione, 82.

Odetus dictus Sarron de Cutigneyo, 98.

Odetus, filius Perroneti de Dyuione, 80.

Odetus Haymerici, 88.

Odetus le Lebonhoir, clericus, 96.

Odetus li Quallez de Maigneyo-supra Tyliam, 91.

Odinus, filius Moriseti de Vergeyo, 67.

Odo Chastelaine, curatus de Ougiis, 68.

Odo, decanus Christianitatis, 27.

Odo de Mirabello, miles, 30.

Odo dictus Diues, miles, 25.

Odo dictus Pontheaul de Agnieris, 100.

Odo Paternoster de Collone, 93, 94.

Odo Rotharii de Dyuione, presbiter tabellio, 100.

Odo Varroquier, canonicus sancti Stephani, 20, 56, 81.

Officialis, 25, 45, 58, 68, 76, 103.

Oisilleyum, 36.

Olearius, 67.

Operata, v^o mesures.

Orgeux, 27.

Osanna li Saine, 51.

Osanneta Poupee, 31.
 Osanneta, soror Jacobi, carpentarii,
 26.
 Osanneta, uxor Galthereti de Aque-
 ductu, 65.
 Osanneta, uxor Stephani de Agne-
 riis, 100.
 Osannona, filia Hugoneti dicti Pes-
 caudet, 18.
 Oscariensis (archidiaconus), 41.
 Otheninus de Verrangiis, domicel-
 lus, 55, 97.
 Otherinus de Vorcel, Otherin de
 Vorceaux, domicellus, 18, 23, 24, 83.
 Ougiis (Clarambaudus de), 38, 48,
 68.

P

Paangiis (Jaquetus de), 48.
*Paiement (défaut de), clause auto-
 risant le créancier : 1^o à faire les
 fruits siens, 5, 26, 99 ; 2^o à faire
 vendre la terre, 4, 58, 75.*
*Papa, voir Clemens V, Honorius III,
 Johannes XII.*
 Parcenier (dictus), 97.
 Parisetus Croisie de Dyuione, 99.
 Parisius, 39, 40, 60.
 Parreceyum, Perreceyum, 13, 33.
 Parrigneyum, 44.
Partage, 12, 21.
 Pasquerium, 9.
 Pasqueta, filia Richerii Guerbille,
 21.
 Pasquie, 70, 90.
Patronage (droit de), 60.
 Pecandet, 49.
 Perelliperius, burgensis, 96.
 Perellus Tout le Monde de Aque-
 ductu, 65.
*Permission de construire un four
 particulier, 34.*
 Perrellus Bretini de Broichons, 33.
 Perrellus Charbonex, 51.
 Perrellus de la Barre, 9.

Perrellus de Pasquis, 90.
 Perrellus dictus de Besua, 32.
 Perrellus dou Frestoy, domicellus,
 30.
 Perrellus Gardechien, 51.
 Perrellus Garroichin de Talento, 17.
 Perrellus li Becenoz de Villa-subtus-
 Geureium, 51.
 Perrellus li Ostelex de Villa-subtus-
 Geureium, 51.
 Perrenetus de Ruppe forti, clericus,
 19.
 Perrenot le Cuerant de Cutigne, 54.
 Perrenote, femme d'Yuer de Boil-
 lans, 69.
 Perrigneyum, 4. — lieu dit : pas-
 querius, 4.
 Perrinus Bolier, Boudier, 22, 31.
 Perrinus carpentarius, 51.
 Perrinus, frater Guillermi de Do-
 mois, 5.
 Perrinus Neille de Alta Villa, 16.
 Perrinus Pinoz de Roura, 78.
 Perrinus Richardi, 31.
 Perron Pontreaul, Perron dit Pon-
 traul, Poirons Pontraux de Cuti-
 gney, 21, 79.
 Perroneta li Corberande, 51.
 Perroneta relicta Andree, 51.
 Perroneta, uxor Leodegarii dicti
 Godars, 29.
 Perronetus barbitonsor de Dyuione,
 80.
 Perronetus Beroigne de Verrangiis,
 97.
 Perronetus Bouex de Villa-subtus-
 Geureium, 51.
 Perronetus Camaux de Villa-subtus-
 Gevreium, 51.
 Perronetus Chauderon, 6.
 Perronetus Dadot de Dyuione, cle-
 ricus, 58, 61.
 Perronetus de Alto Villario, 57.
 Perronetus de Auxona, corduberna-
 rius, 56.

- Perronetus de Braisey, 52.
Perronetus de Foncegrive, clericus, 76.
Perronetus de Gemellis, 12.
Perronetus dictus Apertoz de Dyuione, 17.
Perronetus dictus de Besua, 32.
Perronetus dictus Monxeron, 92.
Perronetus Fanterius, 29.
Perronetus Felemost, 21.
Perronetus Felonese, 21.
Perronetus, filius Guillermi de Corcellis, 5, 6.
Perronetus, filius Villemardi Chappon, 66.
Perronetus, filius Villermi Guiller, 67.
Perronetus, frater Viuiani, 64.
Perronetus le Blanc, 31.
Perronetus le Corberaudet, 31.
Perronetus Mariote, 31.
Perronetus Maulperti de Dyuione, 81.
Perronetus Poissenot, 13.
Perrotus Colini de Ycio, 93, 94, 95.
Petrus Cesson, clericus, 60.
Petrus de Chargeyo, clericus, 48, 52.
Petrus de Joha, 102.
Petrus de Molendinis, clericus, 21.
Petrus de Molinis, Pierre de Molins, familiaris, 49, 79.
Petrus de Pommarto, 16.
Petrus dictus Petiz, canonicus, 16.
Petrus Grueti, rector ecclesie sancti Philiberti, 72.
Petrus, cellerarius sancti Leodegarii, 51.
Petrus Racheler, notarius, 60.
Petrus Verrerii, notarius Belne, 29.
Philippus, Francorum rex, 39, 40.
Philippus Lanarii, 45, 76.
Phisicus, 8, 89.
Piarde (la), 63.
Pichangie, 82.
Pierre Penetier, 83.
Pierres, clerc, frère de Jehamz, chambellan, 59.
Pierres de Saulon, doyen de la chapelle du duc, 83.
Pierres de Semur, clers, 62.
Pigney, 34.
Pipere, 103.
Poilleyum, 67.
Poincardus, prior de Tylecastro, 36, 72, 73. V. Ponczardus.
Poincetud de Chaudenayo, domicellus, 20.
Pommartum, 16.
Ponczardus, Poncardus, abbas sancti Stephani, 77, 86, 90.
Pontius, prior de Mirabello, 7.
Porretere (la), 33.
Porte-fort (clause de), 5, 66.
Porterius sancti Stephani, 2.
Possession, 5, 7, 16, 17, 25, 27, 57, 60. *Mise en possession*: 1° *tenore litterarum*, 28, 44, 50, 53, 82, 86, 90; 2° *traditione litterarum*, 54, 59, 68.
Potoing..., 2.
Prebenda, 27.
Presbiter, 7, 17, 27, 37, 43, 45, 48, 52, 54, 55, 60, 61, 68, 74, 75, 76, 97, 100.
Prescriptio, 51.
Présentation du défunt à l'église, v° sépulture.
Prêt, 4, 20.
Preuves, 3, 20, 26, 70, 79, 98.
Prior, prioratus: de Fauerneyo, 63. — de Grancey, 37, 59. — de Marcegnayo in monte, 20, 56, 81. — de Mirabello, 7, 48. — sancti Stephani, 13, 58. — de Thardo, 35, 55. — de Tilicastro, 36, 72, 73, 93, 94, 95, 98.
Procuratio, procurator, 39, 60, 79, 98, 103.
Propriété, 16, 17, 25, 27, 41. — *par indivis*, 6, 90, 100.

Prumellis (Bertholomeus de), 77.
 Pruneris (ecclesia de), 41, 42.
 Prunino (canonicus de), 68.
Pugnus, v^o *mesures*.
 Puteis, Putheis (Johannes de), 60.

Q

Quaille (la), 5.
Quartallum, v^o *mesures*.
Quittance, 15, 69, 83.

R

Rapport, 12.
 Radulphus de Aqueductu, presbiter, 52.
 Radulphus de Bures, 51.
 Radulphus Mangerio de Aqueductu, 2.
Rector ecclesie, 7, 42, 60, 72.
 Reginela, relicta Demoingeti de Pasquis, 70.
 Regineta, relicta Demoingeti de Be-sua, 90.
 Regnaudus Astereaux de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Regnaudus Chardenaux de Villa-subtus-Geureium, 51.
Remedio anime (pro), v^o *donation*.
 Remilleyum, 21.
 Renaudus, cordubernarius, dictus lou Breton, 33.
 Renaudus Pautini, Pautin, 9, 27.
Redditus, rente, 2, 3, 8, 16, 30, 38, 57, 60, 62, 68, 75, 77, 84, 99, 104.
Reconnaissance de rente, 8, 75, 99, 102, 104.
Retonsor, scissor pannorum, 61, 81.
Rex, 39, 40, 60.
 Richardinus Lombardi de Dyuione, 70.
 Richardot (dictus), 51.
 Richardus, 31.
 Richardus de Braisey, 52.

Richardus de Braschons, 6.
 Richardus de Villa - subtus - Ge - ureium, 51.
 Richardus le Maistrot, 78.
 Richarz de Monbeliart, sires de Autigny, 15.
 Richerius Guerbille, 21.
 Robeletus Loichot de Tilicastro, 94.
 Robertus de Sathenaio, 5.
 Robertus, filius maioris de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Robertus dictus Derua de Yureyo, clericus, 29.
 Robertus dictus Jaier de Fixeyo, 58.
 Robertus dux Burgondie, 16, 62.
 Robertus, episcopus cabilonensis, 41, 42.
 Robertus li Doucez de Argilleyo, 102.
 Robertus li Nains de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Robertus Meniel, 6.
 Robertus Rebillart de Aqueductu, 92.
 Roeles, 20.
 Roolinus, 51.
 Roolinus de Merliciis, 5.
 Roolinus Morelli de Villa-subtus-Geureium, 51.
 Roquebarat, 57, 61, 65.
 Roura, 5, 6, 18, 23, 24, 78, 83, 97.
 Ruffus de Remilleyo, 21.
 Ruppes fortis, Roichefort, 19.

S

Sacaneyum, 75.
Sacrista sancti Stephani (Johannes), 4.
 Saint-Florent de Til-Châtel (prieur de), 93, 94, 95.
Saisine, 13, 57.
 Salo, Saulon, 5, 6, 15, 83.
 Sancta Columpna, 50.
 Sancte Margerie (curatus), 92.
 Sancti Augustini (ordo), 27, 42, 51.

Sancti Leodegarii (monachus), 51.
 Sanctus Amor, 19.
 Sancto Johanne (Guiotus de), 103.
 Sancto Maritio (Brecenetus de), 103.
 Sanctus Appolinaris, 21, 31. — lieu
 dit : carcol, quarcol (en), 31.
 Sanctus Julianus, 44.
 Sanctus Secanus, 16.
 Sathenaïum, 5.
 Sauce, 22, 31.
 Sauuegot (dictus), 58.
Saluamentum, v° charges.
Sectura, v° mesures.
 Seguinus, carpentarius, 75.
 Semur, 62.
 Seneceyum, Ceneceyum, 103.
 Senosensis, 39.
Sentence du bailli de Dijon, 79, 87.
 — de l'official de Langres, 60. —
 du prieur de Til-Châtel, 98.
Sépulture, anniversaire, 16, 27, 37,
 55, 62, 68, 71, 75, 77. — *cimetière*
(droit de), 27. — *présentation du*
défunt à l'église, 27.
 Seroneta, soror Jacobi carpentarii,
 26.
 Seronitius, cordubernarius, 61.
 Serrigneyum, 29.
Seruiens, 51, 86, 98.
Servitude, 8, 25, 35, 91.
Sextarius, v° mesures.
 Siureyum, 38.
Solidarité, 20, 67, 103.
Solidata, v° monnaies.
Solidus, v° monnaies.
 Stabulis (Bertherus de), 1.
 Stephaneta, filia Miloti Bataillait, 92.
 Stephaneta, uxor Perreneti de Ruppe
 forti, 19.
 Stephanetus Gaulot, 5.
 Stephanetus le Blanc, 31.
 Stephanetus olearius de Dyuione,
 67.
 Stephaninus de Accellis, clericus,
 55, 61.

Stephanus de Agneriis, 100.
 Stephanus de Braiseyo, clericus, 24.
 Stephanus de Geureyo, presbiter,
 43.
 Stephanus de Verrigeto, canonicus
 Belne, 25.
 Stephanus dictus Blainchot, 2.
 Stephanus Dolearii de Dyuione, cle-
 ricus, 76, 81.
 Stephanus Jullez de Villa-subtus-
 Geureium, 51.
 Stephanus le Grasset, 49.
 Stephanus le Montenet de Dyuione,
 clericus, 70, 90.
 Stephanus li Garbillez, 51.
 Stephanus, maior de Villa-subtus-
 Geureium, 85.
 Stephanus Mugnerii de Villa-subtus-
 Geureium, 51.
 Stephanus, prior de Rhardo, 55.
 Stephanus, prior ecclesie sancti
 Stephani, 13, 58.
 Stephanus Triboloz de Villa-subtus-
 Geureium, 51.
 Stephanus Valatre de Villa-subtus-
 Geureium, 51.
Succession, 21, 69.
 Suessionensis, 60.
 Sullereyum, 99.
Sutor, 57.
 Symo Corberam, Corberant, 22, 31.
 Symo de Clenayo, domicellus, 48.
 Symo de Latreceyo, miles, 20.
 Symo de Leriaco, clericus, 93, 94,
 95.
 Symo, filius dicti Cuen de Verran-
 giis, 18.
 Symona, relicta Villermi Gandey, 97.
 Symoneta, filia Hugonis Sarron, 21.
 Symoneta, Simoneta Outreleaul, 22,
 31.
 Symonetus, barbitonsor ducis, 12,
 21.
 Symonetus de Aubigneyo, domicel-
 lus, 88.

Symonetus de Canabis, 61.
Symonetus, filius Beroigneti, 57.
Symonetus Judeus, notarius Roure,
5, 6, 18, 23, 24, 97.
Symoninus Voillart, 38.

T

Taigneaul, 30.
Taisnetum, 104.
Talentum, Talant, 16, 17, 27, 45, 46,
47; — lieu dit : faissoles (es), 16.
Templum, Templarii, 11, 39, 40, 85.
Tennis, 32.
Testament, 75.
Theobaldus de Potoing..., 2.
Theobaldus dictus Pontheaus de
Agneriis, 100.
Theobaldus dou Pautiez, canonicus
sancti Stephani, 68.
Theobaldus Serouhot de Longa Cu-
ria, 18.
Thardum, Tar, 11, 34, 35, 55, 74,
90, 97.
Thierretus Benrioise, 101.
Thierretus Quartur, 9.
Thierricus, Thirricus de Tylicastro,
clericus tabellio, 2, 25, 66, 96.
Thierrotus Quahyot, 88.
Thomas, phisicus, de Dyuione, 8.
Thomas Roolini de Luseyo, clericus
tabellio, 103.
Tonellarius, 26.
Tornascensis (officialis), 68.
Transaction, 16, 27, 36, 41, 42, 51,
60.
Tullis, tullensis, 6, 55.
Tulleyum, 67.
Tylicastrum, Tilecastrum, 2, 25, 36,
57, 66, 72, 73, 93, 94, 95, 96, 98.

U

Usage (droit d'), 51.
Usufruit, 25, 54.

V

Valet du duc, 34.
Valot des Ormes, 78.
Vente 9, 10, 11, 14, 17, 18, 21, 22, 23,
24, 25, 28, 32, 33, 35, 38, 43, 44,
45, 48, 50, 53, 59, 66, 69, 70, 82, 86,
91, 96, 97, 101. — *viagère*, 61. —
pour 5 ans, 70.
Vergeyum, 43, 67, 77, 98.
Verrangie, Verranges, Verroinges,
11, 18, 23, 24, 28, 35, 49, 55, 82,
83, 97. — lieux dits : arbues (es),
97; contour de la paule (ou), 49;
courtoz (es), 49; insula sancti
Stephani, 82; meta dou prunier,
23; paquier (ou), 49; paule (en la),
49; praeria (in), 55; prez de maul
biez (es), 35; prey recoul (en), 24,
97; terrant maignant (au), 49.
Verrigetum, 25.
Vest et dévest (clause de), 9, 11, 14,
17, 22, 25, 28, 31, 32, 33, 38, 43, 44,
45, 50, 53, 54, 59, 66, 68, 71, 82, 86,
90, 92, 96, 97, 101.
Vicarius, 42, 95.
Vichey, 12.
Vief Viz, 54.
Vienetus Chappelu, 21.
Vienetus de Altari, clericus, 60.
Vienetus de Curia Arnulphi, 22.
Vienetus dictus Maignot, Maignoz,
de l'Espay, 51, 71.
Vienetus Flamanz de Marcegnayo
in monte, 4.
Vienetus le Matenet, 90.
Vienetus le Rouhier, 97.
Vienetus Reenaul, 1.
Vienetus Roberti de Maigneyo-su-
pra-Tyliam, 91.
Vienetus Rotarii, 49.
Vienetus Saunerii, 56.
Vienetus Triboleti, 91.
Vienoz diz Maignoz, 54.
Villa Bicheti, 51.

Villario Moroner (ecclesia de), 60.
Villa - subtus - Geureyum, Vile - soz -
Geurey, Ville-souz-Geurey, 11, 28,
33, 51, 53, 54, 69, 71, 85, 92. —
lieux dits : Aiges (nemus d') 51 ;
baauloinge (en), 11 ; bone merre
(em), 85 ; chemenot (ou), 11 ; es-
cheseaux (en), 53 ; foresta (nemus),
51 ; jonchere (en la), 33 ; praeria
(in), 28 ; vigne Pilleri (en la), 11.
Villemardus Chappon de Dyuione,
66, 99.
Villemot Marechal de Dijon, 10.
Villermetus Rabi de Dyuione, 68.
Villermus Candelarii, 77.
Villermus Chapey, 14.
Villermus Gandey, 97.
Villermus Guiller, 67.

Villermus Saunerius, 66.
Visite (droit de), 39, 40, 41, 64.
Viuianus, filius Bernardi Guibert,
67.
Vol (condamnation pour), 79.
Voone (liberi de), 11.
Vorcel, Vorceaux, 18, 23, 24, 83.

Y

Ycium, Ytium, 7, 93, 94, 95. — rue :
de la ioutre, 93, 94.
Ysabellis de Latreceyo, 20.
Ysabellis, uxor Perreli dou Frestoy,
30.
Ysebeaul, femme de Perrenot le
Cuerant, 54.
Yuer de Boillans, 69.
Yureyum, 29.

